DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – Nº 13360 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 12 JANVIER 1988

La main tendue de Moscou à Pékin

Le *dégel* des rapports sino-soviétiques vient de franchir une nouvelle étape avec la publication, le lundi 11 janvier, de la première interview exclusive de M. Gorbatchev à la presse pékinoise. Cette interview a été donnée à l'hebdomadaire « Liaowang » (« Perspectives »), l'organe de presse le plus représentatif de la volonté de réforme de M. Deng Xiaoping.

M. Gorbatchev y expose les vues qu'on lui connaît sur les relations Est-Ouest après le sommet de Washington, sur le désarmement, l'interdépendance des systèmes capitaliste et socialiste. Il y évoque aussi la réforme en URSS, en des termes quasiment identiques à ceux des Chinois : ainsi a-t-elle « ouvert les fenêtres et les portes pour recueillir un courant d'air frais porteur de changement ».

Le secrétaire général est plus précis sur la normalisation sino-soviétique : outre les échanges économiques, techniques et autres, « le dialogue politique est en cours, dit-il. Nous pensons qu'une rencontre au sommet (entre lui-même et M. Deng) sera le *débouché logique* de ces dialogues. De part et d'autre, cette rencontre est ressentie comme un besoin objectif. Nous sommes confiants que les deux parties sauront trouver une solution acceptable. » Ces phrases — publiées par « Liaowang » — n'ont pas été reprises par le reste de la presse chinoise.

Mais le plus *important est peut-être ce qui ne* figure pas dans l'interview : le journaliste chinois n'a interrogé M. Gorbatchev sur aucun des « trois obstacles » que voit Pékin à une normalisation : présence vietnamienne au Cambodge, présence militaire soviétique le long de la frontière entre les deux pays, conflit afghan.

Le mois dernier, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Rogatchev, avait rejeté la condition mise par M. Deng à un sommet : que l'URSS fasse pression sur Hanoï pour débloquer la situation au Cambodge. Cette soudaine discrétion chinoise ne signifie pas que les « obstacles » aient disparu. Mais Pékin attend sans doute du Kremlin des propositions plus précises.

En tout cas, le message sur l'avenir à long terme des relations bilatérales a été répété avec chaleur dimanche par le vice-premier ministre chinois Tian Jiyun : les deux pays doivent « tirer *mutuellement* profit » de leurs expériences dans la réforme, puisque certains de leurs problèmes sont « similaires », et faire jouer à plein « leur grand potentiel », a-t-il déclaré à un vice-président de la commission du plan soviétique.

Tout cela n'est certainement pas fait pour plaire à Washington, surtout à un moment où les relations sino-américaines connaissent des ratés. Lundi également, la presse de Pékin a publié les propos rassurants tenus l'an dernier par M. Deng au premier ministre néerlandais : « Nous ne jouerons pas la carte *soviétique ou la* carte américaine, et nous *ne* permettrons pas que d'autres jouent nos propres cartes ». Ce rappel de déclarations anciennes n'est certainement pas une coïncidence.

Un mois d'agitation anti-israélienne

Les affrontements à Gaza gagnent en intensité

L'agitation anti-israélienne à Gaza gagne en intensité. De graves incidents ont eu lieu dimanche 10 janvier lors de manifestations sur l'ensemble du territoire. Un manifestant a été tué par l'armée. On a annoncé en outre la mort d'un autre Palestinien, blessé à Gaza il y a quelques jours, ce qui porte à trente et un le nombre des victimes dans les territoires occupés depuis le début de la vague d'agitation, le 9 décembre.

Samedi, l'accès à la bande de Gaza avait été un moment restreint. Une équipe de télévision américaine, au moins, fut refoulée par l'armée à l'entrée du territoire. Le porte-parole du premier ministre, M. Avi Pazner, a repris dimanche avec véhémence, un thème traditionnel du gouvernement israélien : la dégradation de l'image de marque d'Israël, a-t-il dit en substance, n'est pas due aux troubles actuels, mais à la manière « *pernicieuse et unilatérale* » dont les événements sont relatés par la presse étrangère.

Dans une interview accordée dimanche à Antenne 2, le premier ministre israélien, M. Shamir, a rappelé qu'il était prêt à négocier l'« *autonomie* » de la Cisjordanie et de Gaza dans le cadre des accords de Camp David. « *S'il y avait une coexistence pacifique pendant cinq ans*, a-t-il ajouté, *il y aurait un climat différent et une confiance mutuelle. Cela contribuerait aux négociations pour une solution acceptable pour tous.* » M. Shamir a néanmoins réitéré son refus de discuter avec l'OLP. Il a d'autre part proposé d'« *améliorer les conditions de vie dans les camps de réfugiés* » des territoires.

Le président égyptien Hosni Moubarak a rejeté dimanche à Manama (Bahrein), où il est en visite officielle, la proposition de M. Shamir. A Bagdad enfin, le conseil central de l'OLP a demandé samedi, à l'issue de deux jours de travaux, une protection internationale « *urgente* » de la population des territoires.

(Lire page 3 l'article de notre correspondant ALAIN FRACHON.)

En accordant des rabais aux Etats-Unis

L'Arabie saoudite ouvre la voie à une baisse des prix du pétrole

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, a accepté d'accorder à ses quatre principaux clients américains des rabais de fait sur les prix de son brut, en indexant ses tarifs sur les cours du marché, révèle dans son édition du 11 janvier la revue spécialisée « Middle East Economic Survey ». Cette décision ouvre la voie à une baisse des cours sur les marchés pétroliers, déjà ébranlés depuis un mois.

L'Arabie saoudite a finalement craqué : après avoir pendant plus d'un an scrupuleusement appliqué les prix officiels de l'OPEP, le royaume vient de modifier à nouveau son système de vente en accordant à ses principaux clients américains des tarifs indexés sur les cours du marché au jour le jour, inférieurs de plusieurs dollars par baril. Cette nouvelle, révélée lundi 11 janvier par la très sérieuse revue *Middle East Economic Survey* (MEES), risque, sur un marché pétrolier très fragile, de donner le signal d'une nouvelle et profonde chute des cours. En 1985, c'était un changement analogue de la politique commerciale saoudienne qui avait déclenché le « *contre-choc pétrolier* » et, de proche en proche, fait chuter les cours jusqu'à moins de 10 dollars par baril au cours de l'été 1986.

Contrairement à ce qui s'était passé il y a deux ans, le virage pris par le royaume saoudien n'a cette fois fait l'objet d'aucun commentaire officiel. Ryad, accusé par l'Iran de tenter d'orchestrer une nouvelle chute des prix, s'est même défendu à plusieurs reprises de vouloir changer de politique et a affirmé son attachement à la défense du prix officiel moyen de 18 dollars. Mais les résultats sont les mêmes.

Selon le MEES, le royaume s'est entendu avec les quatre compagnies américaines membres de l'ARAMCO, le consortium qui exploite les gisements saoudiens, pour indexer les prix de vente de son brut sur les cours du marché.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 44.)

Les Bretons indemnisés dix ans après la marée noire

La saga judiciaire de l'« Amoco-Cadiz »

*Dix ans après la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz, *le 16 mars 1978, un tribunal de Chicago doit évaluer le montant des dommages et intérêts que la Standard Oil devra verser aux Bretons sinistrés et à l'Etat français qui les a secourus. Une délégation d'élus, menée par M. Alphonse Arzel, sénateur (Union centriste) du Finistère et président du syndicat des plaignants groupant deux départements et quatre-vingt-dix communes, s'est rendu sur place pour entendre une décision qui fera date dans l'histoire.*

Il aura donc fallu dix ans pour que les Bretons victimes de la « marée noire du siècle » obtiennent réparation. Le cas, certes, était épineux, car l'*Amoco-Cadiz*, en souillant 360 km de côte avec ses 220 000 tonnes de pétrole brut, *le 16 mars 1978*, posait un redoutable problème de responsabilité. Devait-on incriminer le constructeur du navire défaillant, Astilleros Espanoles, le commandant de bord (italien), le remorqueur (allemand) qui avait échoué dans sa tentative de sauvetage, ou le propriétaire du navire, Amoco Transport Company, filiale de la société américaine Standard Oil of Indiana, qui utilisait le pavillon libérien ?

Plus de trois ans ont d'abord été nécessaires pour définir une procédure et confier le procès au tribunal fédéral de Chicago, ville où la Standard Oil a son siège. Plus de deux ans (4 mai 1982-18 avril 1984) ont ensuite été utilisés par le juge fédéral Franck Mac Garr pour déterminer les responsabilités de la catastrophe. Mais ce premier jugement fut net : toute la responsabilité incombe à la Standard Oil of Indiana, y compris en ce qui concerne les défauts de fabrication ou d'entretien du navire, dont sa filiale Amoco contrôlait en fait toute la chaîne.

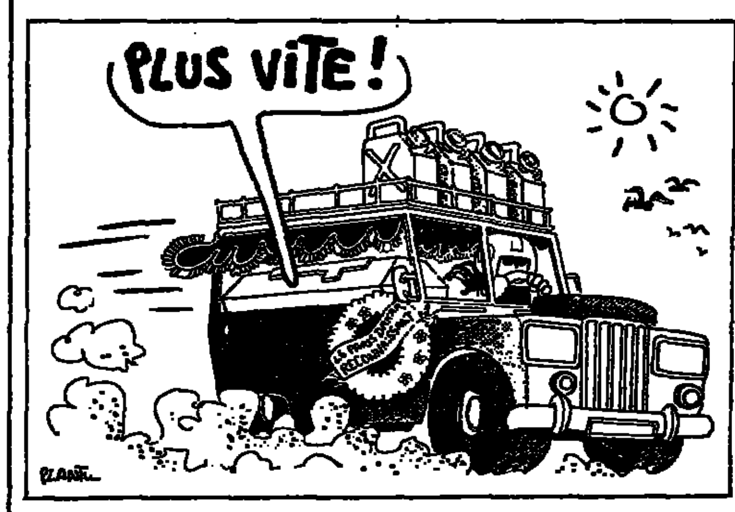
Pour les soixante-seize communes bretonnes qui s'étaient constituées en syndicat intercommunal de défense, ce jugement de 1984 fut un immense soulagement : les millions de francs empruntés pour entamer la procédure avaient désormais une chance de ne pas avoir été dépensés en vain. Un seul responsable, et, de plus, tout à fait solvable – une puissante multinationale milliardaire en dollars : la catastrophe devenait presque une aubaine ! Au point que plusieurs élus se lancèrent dans des dépenses de prestige avant même d'avoir *touché le moindre dollar*, ni même d'être sûrs d'y avoir droit...

ROGER CANS.

(Lire la suite page 13.)

Controverse autour du Paris-Dakar

Les risques de l'aventure



Deux morts. En termes purement *statistiques*, les accidents qui ont endeuillé le Paris-Alger-Dakar sont négligeables. Chaque week-end, il y a sur les routes de France des *dizaines* de *drames*, causant de très nombreuses victimes et qui ne semblent plus nous indigner vraiment. Sous l'effet de loupe des médias, les deux morts du Paris-Alger-Dakar ont pourtant pris une importance énorme.

Orphelin de son fondateur, Thierry Sabine, le rallye est en pleine crise existentielle alors qu'il fête son dixième anniversaire. Ses nouveaux dirigeants ont-ils excessivement durci la course ? Le Dakar s'est-il vendu aux intérêts des grands constructeurs ? *L'abandon de la moitié* des six cents concurrents, dès les premières étapes algériennes, est significatif d'un certain dérapage de l'épreuve ainsi que l'armada déployée par Peugeot pour assister ses équipages. Avec sept camions, vingt-cinq mécaniciens et dix tonnes de pièces détachées, la firme de Sochaux ne s'est pas embarquée à proprement parler dans une... aventure.

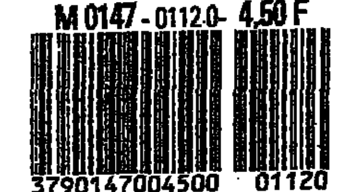
Les accidents vont fournir au président de la Fédération internationale automobile, Jean-Marie Balestre, l'occasion qu'il attendait pour donner un tour de vis à une organisation qu'il a dû subir, faute de pouvoir la contrôler, depuis dix ans. Au nom de la sécurité, les dirigeants du Paris-Alger-Dakar devront donc sûrement passer sous les Fourches Caudines de la FISA, comme naguère les constructeurs automobiles après les accidents du rallye du Portugal et du Tour de Corse. Ils devront également faire face à la rogne des annonceurs qui ne trouvent pas leur compte dans la couverture exclusive du Dakar par la cinquième chaîne de télévision dont la diffusion est trop limitée.

Mais autant transformer TSO (*Thierry Sabine-Organisation*) en agence de voyages si ses dirigeants doivent garantir sur facture que tous les concurrents au départ arriveront à Dakar. L'aventure – et ses risques sont la clé du succès du rallye imaginé par Thierry Sabine. Il a senti, sinon compris, que certains ne supportaient paz le cocon de sécurité que la société moderne *impose à tous*. Ce goût du *risque* est partagé par des navigateurs et des alpinistes, avec les mêmes conséquences. Même si leur disparition est bouleversante, Kees Van Loevenzijn et Patrick Canado sont morts en accomplissant ce qu'ils avaient envie de réaliser. On peut contester le principe même de cette course, étalage de richesses techniques dans des zones déshéritées, mais il serait hyppocrite d'en dénoncer uniquement les inévitables conséquences.

ALAIN GIRAUDO.

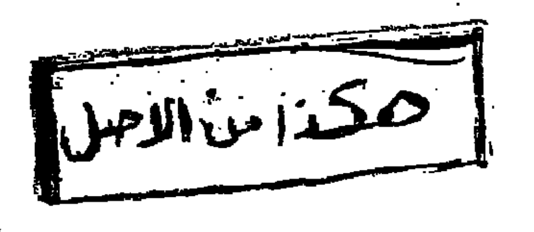
(Lire page 14 l'article de notre envoyé spécial.)

M 0147 - 0112 0 - 4,50 F



3790147004500 01120

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.



Débats

Israël et les territoires occupés

Un peu de modération et de justice...

par THÉO KLEIN (*)

LA relation des événements qui se déroulent, depuis près d'un mois, dans les territoires contrôlés par Israël éveille en nous de douloureuses réminiscences. Nous savons bien que l'écho donné par les médias à un événement est presque toujours unilatéral, car c'est l'extraordinaire, seul, qui intéresse. Les journalistes, notamment ceux de la télévision, négligent trop souvent de remettre les choses en perspective. Mais, lorsqu'un homme politique se mêle d'y ajouter son venin, nous nous sentons en devoir de réagir.

M. David Mellor, sortant de son flegme britannique, aurait dû se rappeler que, si Gaza est une poudrière, c'est que depuis 1948-1949, rien n'a été fait pour régler le problème des camps de réfugiés, y compris par l'Egypte, qui a très durement administré le Territoire de Gaza jusqu'en 1967.

Bien plus, la communauté internationale, à travers l'UNWRA, *finance depuis près de quarante* années ces zones intenses de turbulence que *constituent, partout où ils* existent, les camps de réfugiés. C'est *la grande réussite des Etats arabes* que d'avoir créé, au cœur du Moyen-Orient, cet élément de *trouble* permanent financé par tous nos pays. C'est *leur grande réussite* d'avoir fait vivre leurs frères dans ces conditions inhumaines, d'avoir fait grandir des générations entières sans avenir et sans espoir.

Armée et maintien de l'ordre

Non seulement dans les territoires contrôlés par Israël, mais au Liban, *avec les effets que l'on sait*, en Jordanie aussi, où ils ont été réduits au silence, *un fameux mois de septembre*, où nombreux sont les Palestiniens qui, *alors*, ont *cherché refuge* auprès des Israéliens. Le tout avec la complicité active et dans le grand silence des puissances, notamment occidentales.

Alors je pose une question : avons-nous le droit d'ignorer à ce point, les réalités, lorsque nous portons un jugement sur les événements actuels ?

Il y a eu des morts. Il y a eu trop de *morts. Je voudrais que l'on* sache que nous en souffrons nous aussi, et peut-être *avec plus de sincérité que* d'autres qui s'en servent comme d'une arme de propagande. Ces morts sont dus à la totale impréparation des soldats israéliens aux tâches du maintien de l'ordre. Ils n'étaient ni formés, ni équipés, ni organisés, pour répondre à des mouvements aussi violents, avec, de surcroît, le trouble qui résulte de la présence de ces enfants, que les manifestants n'ont pas hésité à pousser au premier rang, inconscients et fanatisés.

Quand on connaît la rigueur des sanctions qui frappent en Israël ceux *qui usent de leurs armes sans* y être acculés (voir le regrettable incident *qui a coûté la vie à une jeune* Arabe, *près de Jérusalem*), il faut admettre que c'est cette impréparation, avec les conséquences qu'elle a eues sur l'appréciation du danger couru, qui *ont causé ces morts regrettables.*

Bien sûr, un gouvernement est *toujours responsable de l'ordre dans* les territoires sous son contrôle, et je *n'entends pas l'exonérer de cette responsabilité.* L'absence de forces du *maintien de l'ordre est, en l'occurrence*, une faute, mais elle résulte *aussi* de ce que, dans *les territoires*, Israël a maintenu les polices locales et *n'a pas voulu créer des forces de* répression. La démocratie se paye parfois chèrement.

On a critiqué les conditions dans lesquelles étaient jugés les manifestants. Nous sommes, nous aussi, désireux que la justice soit rendue dans les règles. Peut-être y a-t-il eu, au début, quelques incidents. Peut-être existe-t-il aussi quelques mots d'ordre destinés à perturber le cours normal de la procédure.

Le représentant en France de l'OLP déclarait *récemment* que les personnes arrêtées, et notamment celles menacées d'expulsion, étaient sans recours et qu'elles seraient *chassées dans le Néguev et* abandonnées à leur sort.

Je reconnais volontiers que le bouc émissaire est une invention juive, *mais seulement sous la forme* réelle d'un bouc.

Quant aux personnes jugées et celles menacées d'expulsion, elles jouissent de deux recours successifs, dont le plus important est celui auprès de la Cour suprême de Jérusalem, dont, je pense, personne ne peut mettre en doute l'intégrité.

D'ailleurs, il n'existe pas, en Israël, de procédure d'expulsion immédiate et sans recours. Le représentant à Paris de l'OLP a dû confondre.

∴

Que l'on me permette encore deux remarques personnelles.

Je suis frappé par le fait que ces événements aient mis face à face une génération d'Arabes et de juifs qui sont nés après 1967. En vingt ans, rien n'a pu être fait pour offrir à cette génération des perspectives d'un avenir de paix et de cohabitation. Qui est responsable ? Nous le sommes tous à des degrés divers, et je n'exonère nullement de cette responsabilité les dirigeants successifs d'Israël, comme ceux de tous les *pays arabes limitrophes.*

Je n'exonère pas non plus l'OLP, car elle n'a cherché, jusqu'à présent, qu'à introduire des ferments de haine dans une région du monde où sont nés, pourtant, les ferments les plus enrichissants de notre civilisation.

Je n'exonère pas non plus ceux qui se taisent face aux enlèvements (style Abou Nidal), aux prises d'otages, à l'assassinat du Liban, aux massacres d'opposants en Syrie, mais qui viennent, pieusement et avec une surprenante bonne conscience, condamner, sous des formes diverses, tout faux pas israélien.

Et encore ceci. Les événements, je le souhaite, prouveront aux dirigeants israéliens que le *statu quo* ne peut plus être indéfiniment maintenu, et qu'il leur faut, aujourd'hui, avoir le courage de faire des choix politiques réalistes, au risque, sinon, de les voir imposés par les événements ou par les grandes puissances.

Je souhaite ardemment que l'exemple de la paix avec l'Egypte prouve aux Israéliens que l'entente est possible, même si elle connaît de nombreuses vicissitudes. Les positions de Shimon Pérès sont connues. Celles d'Itzhak Shamir aussi. Mais il convient, *sans doute*, d'attacher quelque intérêt à l'initiative récente de Moshé Amirav. Celui-ci, membre du Hérout, a proposé un plan, étudié avec des Palestiniens des territoires proches de l'OLP. Ainsi, au sein de *la droite israélienne, certains jugent* indispensable et urgent de sortir *d'une situation sans perspective.*

Seule une solution politique permettra d'avancer dans la voie d'un règlement. La démocratie israélienne doit faire preuve, aujourd'hui, de l'imagination, du courage et de la générosité des pionniers qui ont reconstruit ce pays.

En ce qui nous concerne, nous devons multiplier les initiatives, à notre niveau, pour rappeler aux Arabes que la cohabitation a été possible et qu'elle a connu un âge d'or.

Enfin, nous devons demander aux gouvernements européens d'avoir le courage d'abandonner la langue de bois, s'agissant des pays arabes, et de leur tenir un langage aussi clair que celui qu'ils tiennent, parfois avec raison, mais trop souvent à tort, à Israël.

(*) Président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Une nouvelle scène politique

Les élus socialistes de Champagne rappellent opportunément que la démocratie est l'ouverture contre l'exclusion

par ALAIN TOURAINE

LA décision des élus socialistes dans l'affaire du vote du budget de la région Champagne-Ardenne est assurément importante, et Jean Poperen ne s'y est pas trompé, lui dont la pensée et l'action sont dirigées depuis longtemps dans un sens opposé. Importante d'abord *car elle reconnaît qu'il* y a plus de distance entre Stasi et *Le Pen qu'entre le premier et* Jospin : les débats à l'intérieur *de l'espace démocratique sont* moins fondamentaux que le combat entre *la* démocratie et ses adversaires. Importante surtout parce qu'elle révèle que le temps est fini de la politique de classe, de la correspondance entre demandes sociales et action politique. Ce qui ne veut pas dire que l'opposition entre la droite et la gauche n'a plus de sens ou que le vote des différentes catégories sociales se répartisse aléatoire*ment* entre les *partis politiques*, mais ce qui signifie que la vie et *les luttes politiques ont* aujourd'hui un objet spécifique, *d'une autre nature que les luttes* sociales.

Cet objet est de savoir si une *société en difficulté, en crise*, doit lâcher du lest pour se *redresser, donc sacrifier les plus* faibles et accepter une société à deux vitesses ou si, au contraire, elle doit serrer les rangs, diminuer les inégalités, combattre les privilèges, refuser les exclusions et rechercher l'ouverture et le dynamisme au lieu de se protéger, de se calfeutrer, ce qui serait la meilleure manière de ne pas s'adapter à un monde en changement. Ma présentation de l'objet du débat politique *n'est pas neutre ; comment le serait-elle ?* Etre démocrate *aujourd'hui, c'est choisir l'ouverture* contre l'exclusion, l'intégration contre la marginalité.

Choix à l'américaine

Il est grand temps de nous rendre compte qu'en quelques années nous avons changé de conception de la politique. Nous étions habitués à la concevoir comme l'expression d'un conflit social, et c'est bien ainsi que veulent encore la concevoir Jean Poperen et, peut-être, Pierre Mauroy ; voici que tout d'un *coup nous nous trouvons* dans une politique à l'américaine, dont *le principe n'est plus le conflit* social mais le choix entre l'intégration *et l'exclusion. Et ce n'est* pas un hasard si la situation des immigrés et celle de toutes les minorités ont pris une telle importance. Jean-Marie Le Pen ne s'y est pas trompé ; sa lutte contre les immigrés et aussi contre les malades du SIDA de même que son antisémitisme attaquent en effet la démocratie au cœur, puisqu'ils tendent à créer une société fermée, repliée sur une identité et des traditions que nul d'ailleurs ne peut définir tant elles sont diverses et changeantes.

Ce changement de sens de la politique éclaire le sens profond des débats sur la cohabitation. Le système américain, dont nous nous rapprochons, ne fonctionne que parce que sur certains problèmes une partie des congressistes votent avec un président qui appartient à l'autre parti. Les Français, quant à *eux*, ont manifesté leur rejet de la politique de lutte de classes car ils ont constaté que les contraintes extérieures, économiques, tech*niques et militaires ont*, aujourd'hui, une force si grande *que les divers partis sont obligés de suivre* des politiques relative*ment analogues dans un certain* nombre de domaines. Ils disent donc aux hommes politiques : sachez limiter vos conflits en tenant compte à la fois des exigences de la compétitivité internationale et de la nécessité de défendre la démocratie contre les racistes et contre tous ceux qui s'accommodent de l'exclusion de catégories de plus en plus nombreuses.

Cette transformation si rapide et si profonde de la vie politique divise la gauche comme la droite, et il serait aussi excessif de dire que la droite et la gauche vont éclater que de croire qu'elles vont *retrouver* leur *équilibre* ancien après quelques turbu*lences. Les plus grands hommes* politiques se sont déjà adaptés à la *nouvelle situation. L'intelli*gence politique de François Mitterrand consiste par-dessus tout à être à la fois fidèle à la gauche et attentif à toutes les formes de défense de la démocratie.

∴

A droite, Jacques Chirac a *longtemps hésité entre une* politique de centre droit et la chasse aux votes *lepénistes* que lui suggérait Charles Pasqua. Mais cette deuxième stratégie s'est *révélée désastreuse* et a créé de profondes fissures dans le RPR. Jacques Chirac, cédant à son tempérament, a finalement choisi une position avant tout démocratique, et son image s'est aussitôt *améliorée. L'évolution de la* politique va trop clairement dans le *sens indiqué depuis longtemps* par Michel Rocard pour que *celui-ci ne s'y sente pas à l'aise*, et Raymond Barre est lui aussi solidement ancré au centre. D'où le fait apparemment surprenant que tous les candidats gagnent en popularité, fait qui manifeste surtout la force avec laquelle les Français refusent les vieux discours que répètent encore quelques caciques à gauche comme à droite et exigent de leurs élus qu'ils *se battent pour* les vraies causes, c'est-à-dire pour une société *ouverte, tolérante et solidaire*, en même temps que pour *un effort lucide de redressement* économique.

Le choix renouvelé des élus socialistes de Champagne va bien au-delà d'un geste lucide de *soutien à Bernard Stasi, menacé* par le Front national, qu'il a combattu *avec une vigueur* exemplaire ; il est un signe de plus, *mais un des plus clairs, de* la transformation fondamentale de la vie politique que nous vivons depuis le gouvernement Fabius et depuis 1986 et dont les hommes politiques doivent être tout à fait conscients s'ils veulent jouer demain encore un rôle dans la conduite des affaires du pays.

Au courrier du Monde

CASSURE

L'expression des Palestiniens

Les violences récentes, à l'origine purement spontanées, ont traduit chez les Palestiniens un « ras-le-bol » consécutif à vingt années d'occupation. Certes, ces manifestations sont habilement récupérées par l'OLP et les mouvements islamiques, mais elles n'en démontrent pas moins une volonté d'auto-expression des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. C'est à cette volonté qu'il faut donner la possibilité de se manifester librement.

Le *moment est peut-être venu* d'organiser, sous contrôle international, dans les territoires occupés, une consultation populaire tendant à l'élection de représentants ayant expressément pour mission de négocier *avec Israël* de l'avenir des territoires. Le principe même de ces élec*tions signifierait* la reconnaissance de l'existence et de la légitimité de l'Etat d'*Israël par les Palestiniens de l'intérieur* et permettrait (on peut l'espérer) de dégager les moyens de mettre fin à l'occupation tout en préservant la sécurité d'Israël.

Il reste que, naturellement, nombre d'élus pourraient avoir l'étiquette OLP ou même celle des mouvements intégristes. Mais il est à prévoir qu'une cassure s'opérerait progressivement entre les intérêts des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza et la politique de ceux qui, de l'extérieur, *manifestent intransigeance et refus*, tout en favorisant le terrorisme. Cette *procédure pourrait aboutir à une* solution certes partielle de la question palestinienne mais *préférable* à l'immobilisme actuel.

GÉRARD ISRAËL,
ancien parlementaire européen.

CITATION

Réponse au grand rabbin

« Le juif a un tel amour de la vie, un respect si grand de l'existence des autres, que le fait de tirer dans une foule, qui heurte profondément notre sensibilité, ne peut être considéré que comme un acte de légitime défense. »

Cette petite phrase monstrueuse est extraite de l'interview accordée par le grand rabbin de France Joseph Sitruk à votre collaborateur Henri Tincq et publiée dans *le Monde* du 29 décembre 1987. Remplacez seulement « *le juif* » par « *l'allemand* ». Cette même phrase n'aurait-elle pas pu servir à un dignitaire hitlérien pour justifier tous les massacres commis par les nazis pendant la seconde guerre mondiale ? Postulat : « *le juif* » est naturellement bon, il aime la vie et respecte l'existence des autres, c'est un être ultrasensible. En conséquence de *quoi*, si les *enfants* palestiniens désarmés se font massacrer *par des juifs, c'est qu'ils l'ont* bien cherché ; donc, finalement, c'est bien fait pour eux. *Si l'on comprend* bien le grand rabbin Sitruk, les crimes les plus odieux doivent être absous, voire glorifiés, à partir du moment où leurs auteurs revendiquent l'appartenance à une prétendue « communauté » juive (religieuse ? nationale ? ethnique ?), érigée en race d'essence supérieure.

N'y a-t-il pas là une parfaite définition du racisme ?

GÉRARD SPITZER,
(Paris.)

NORMAL

Les juifs et l'élection

Ce lecteur dont vous publiez la correspondance dans votre numéro du 7 janvier a raison de demander s'il est bien « *normal* » que le grand rabbin de France se montre attentif à la position du candidat présidentiel à l'égard d'Israël. Il est d'ailleurs tout aussi anormal que Jean-Paul II témoigne d'une attention particulière à la Pologne (son Eglise n'est-elle pas universelle ?), que la France se souvienne de ceux du Québec (ils sont Canadiens), que la RFA s'inquiète de ses *minorités retenues* en URSS (ils ont la nationalité soviétique), etc. Quoi qu'il en soit, il est avéré que, à propos des juifs, leur solidarité est anormalement normale ou normalement anormale, comme on voudra. Comment ne retiennent-ils pas de l'histoire que la solidarité, pour eux, doit impérativement avoir comme limite normale celle de la citoyenneté, celle-ci par ailleurs ne leur ayant au grand jamais, et très normalement comme on sait, fait défaut ?

CHARLES MELMAN,
(Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

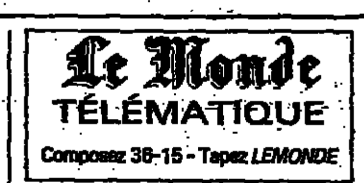
ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*



5, rue de Monttessuy, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

Une nouvelle scène politique

Le mouvement de solidarité avec les réfugiés iraniens expulsés

Neuf grévistes de la faim ont été hospitalisés

Neuf parents de réfugiés politiques iraniens expulsés le mois dernier vers le Gabon, qui observent une grève de la faim depuis trente-quatre jours, ont été hospitalisés dimanche 10 janvier, a-t-on appris auprès de l'Assistance publique. La détérioration de leur état de santé a atteint un seuil critique pouvant, selon des médecins, entraîner des accidents irréversibles, affirme, pour sa part, le bureau de presse des Moudjahidines du peuple d'Iran dans un communiqué.

Ces neuf personnes, six hommes et trois femmes, ont d'abord été examinées à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne-Billancourt, puis dirigées vers d'autres hôpitaux de la région parisienne, a indiqué un porte-parole de l'Assistance publique, sans pouvoir fournir de plus amples précisions sur leur état de santé.

Les grévistes de la faim avaient reçu la semaine dernière la visite et le soutien moral de l'épouse du chef de l'Etat, tandis que celui-ci indiquait qu'il suivait avec la plus grande attention le dossier des expulsions, sur lequel il apparaît en désaccord avec le gouvernement de M. Jacques Chirac.

M. Jacques Chirac a déclaré lundi 11 janvier à RMC : *« Je n'ai aucun commentaire à faire sur la visite de Mme Mitterrand* (aux grévistes de la faim iraniens). *Les droits de l'homme ne sont pas en cause dans cette affaire. La discrétion à laquelle doivent se conformer les réfugiés politiques n'ayant pas été respectée, des raisons d'intérêt général, touchant à la sécurité de nos concitoyens, ont conduit le ministre de l'intérieur à prendre les décisions qui ont été prises. »*

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, avait déclaré, le dimanche, devant les délégués cantonaux du RPR des Hauts-de-Seine : *« Nous sommes une société de liberté. Des gens décident de protester, eh bien, ils protestent. On n'y peut rien. » « S'il s'agit, au travers de la grève de la faim, d'une tentative de pression sur le gouvernement français, celui-ci ne cèdera pas à cette pression, et ceux qui dirigent ce mouvement prennent une très grave responsabilité. »*

Un témoignage sur l'une des jeunes Iraniennes expulsées

Anahita

Les anciennes camarades de classe de l'une des deux jeunes filles iraniennes expulsées en décembre vers le Gabon avec le groupe de réfugiés politiques membres *des Moudjahidine du peuple* nous adressent le texte suivant accompagné de quatre-vingt-cinq signatures d'élèves et de professeurs du lycée N.-D. de Bury, à Andilly (Val-d'Oise).

Anahita Ariya Far est arrivée dans notre école à Pâques 1985. Nous avons alors appris qu'elle et sa famille, venant d'Iran, *avaient choisi la France comme terre d'asile.* En dépit de ses grandes difficultés dans le maniement de la langue française, elle a fait preuve de détermination pour s'intégrer. Sa *discrétion et son ouverture d'esprit* lui firent gagner rapidement la sympathie de ses camarades et de ses professeurs. Anahita faisait preuve d'opiniâtreté dans son travail. L'an passé, en terminale D, elle fit, lors d'un cours d'histoire, un exposé sur son pays. Les élèves ont alors apprécié sa mesure et sa modération. Elle a obtenu le bac en juin 1987 et commencé à la rentrée des études de médecine, objectif qu'elle s'était assigné depuis longtemps.

C'est avec stupeur que, au retour des vacances de Noël, *nous avons appris qu'Anahita* faisait partie du lot des réfugiés politiques iraniens expulsés le 8 décembre 1987 vers le Gabon. Il paraît que son expulsion est conforme à la procédure d'urgence de la convention de Genève !... En quoi Anahita, en poursuivant ses études de médecine, pouvait-elle faire courir un danger grave à notre pays, justifiant son expulsion ?... On dit qu'elle a été emmenée avec sa sœur à la place de leur père absent : si cela est exact, « où est la France des droits de l'homme ? »

● **EGYPTE : annulation de la grève de la presse d'opposition.** — La presse égyptienne d'opposition est revenue sur sa décision de ne pas paraître cette semaine (*le Monde* du 9 janvier). Elle entendait protester contre la mesure adoptée par la presse officieuse interdisant à ses journalistes d'écrire dans les journaux d'opposition. *La direction des grands* quotidiens étatiques a en effet accepté de reporter l'application de cette mesure. — *(Corresp.)*.

● **JORDANIE : Remaniement ministériel.** — Le premier ministre jordanien, M. Zeid Rifaï, a procédé, samedi 9 janvier, à un remaniement technique de son gouvernement. Les principaux ministères « politiques » conservent leur titulaire, comme ceux des affaires étrangères, de l'intérieur et des territoires *occupés. On estime, à d'Amman,* que ce remaniement donne au cabinet de M. Rifaï *« une nouvelle impulsion »*. — *(AFP.)*

La persistance des troubles dans les territoires occupés

A Gaza, un lent pourrissement...

GAZA
de notre envoyé spécial

Sous le panneau *« Welcome to Gaza »*, à l'entrée du territoire, brûlent quelques pneus ; un peu plus loin, une barricade de fortune obstrue la route jonchée de débris calcinés ; un portrait de Yasser Arafat orne une ligne à haute tension ; des bérets verts de la garde-frontière, l'air las et fatigué prennent une ruelle en enfilade, le long d'un entrepôt désaffecté, *« Seven Up Palestine Fabric »* ; quelques Peugeot 404 — véhicule fétiche à Gaza — se fraient un chemin à travers des tas d'ordures en feu et des gamins continuent à pratiquer le jet de pierres sous le regard amusé de quelques *« vieux turbans »*. Ce spectacle de désolation, on le retrouvait dimanche 10 janvier un peu partout dans la ville de Gaza, où, d'une ruelle à l'autre, s'échappaient des volutes de fumée noire.

A vrai dire, le tableau n'est pas nouveau. Ce qui étonne, c'est la répétition jour après jour de ces scènes d'agitation et de trouble de grande ampleur un mois après le début de la tourmente dans les territoires occupés. Ce qui étonne, c'est la durée d'un mouvement qui paraît retrouver comme un nouveau souffle, en dépit du spectaculaire déploiement de l'armée. Ni les mesures de répression ni les difficultés économiques suscitées par des semaines de grève n'ont entamé la détermination des manifestants. L'impression est celle d'une situation de tension et de heurts qui s'installe et ne devrait pas se dissiper aisément. Elle est celle d'un lent pourrissement qui devrait disparaître d'autant plus difficilement que Gaza vit dans un climat de rumeurs alarmistes de nature à exacerber l'antagonisme entre ses habitants et les forces de sécurité.

Le ministre de la défense n'a pas dit autre chose lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement : *« La situation est plus complexe qu'on ne le croyait au début, et le retour au calme prendra du temps »*, a candidement observé M. Rabin, avant de se rendre sur place en hélicoptère. Accompagné du chef d'état-major, le général Dan Shomron, et du général Mordechai, responsable du secteur de Gaza, le ministre s'est posé dans un champ non loin des trois camps de régugiés cernés par l'armée, ceux de Nusseirat, Pourij et Muazi, là où se seraient déroulés les affrontements les plus graves.

Cette visite a eu lieu au lendemain de deux journées qui se sont à nouveau soldées par des morts : un Palestinien tué par balles vendredi, un autre samedi ; dimanche, les autorités annonçaient deux morts, et l'UNRWA indiquait qu'il y avait eu au moins une quarantaine de blessés — nombre rarement égalé en une seule journée. Pour la presse israélienne, les journées de samedi et de dimanche ont rivalisé en intensité avec celles que connurent les *premières semaines de la vague d'agitation.*

Et l'armée est retournée en force à Gaza. En face des camps de Pourij et Nusseirat, dont l'entrée, comme celle d'autres points chauds, était strictement interdite à la presse, étaient stationnés une dizaine d'engins blindés — des véhicules de transport de troupes — équipés de mitrailleuses légères. Ce ne sont pas des chars — comme l'a annoncé l'OLP à Bagdad, — mais c'est un pas supplémentaire franchi dans le déploiement d'un dispositif de plus en plus lourd.

Il y avait des troupes de toutes les unités un peu partout dans la ville de Gaza. Le territoire était en permanence survolé par des hélicoptères et par deux avions d'observation. Des bus amenaient des renforts de soldats. *« L'armée utilisera tous les moyens à sa disposition dans le cadre de la loi »*, a dit M. Rabin, ajoutant encore : *« Plus longtemps se poursuivra l'agitation et plus seront grandes les souffrances des habitants. »*

Le règne de la rumeur

Les habitants n'en ont pas moins continué à manifester, et, pour autant qu'on puisse en juger, ce fut à l'initiative du Djihad islamique, ce groupe clandestin d'intégristes musulmans sunnites très actifs à Gaza. Ils avaient appelé, samedi, à une grève totale, menaçant tous les véhicules qui circuleraient et notamment ceux des travailleurs gazans se rendant chaque jour en Israël. Le mot d'ordre, de l'avis de tous les observateurs, a été intégralement suivi. Rues désertes, commerces fermés, et, çà et là, des groupes de jeunes attaquaient les patrouilles de l'armée à coups de pierres, de cocktails Molotov et d'autres projectiles propulsés par des catapultes. Le test est significatif du point de vue de l'impact des mots d'ordre islamistes à Gaza, particulièrement si l'on compare cette journée avec celle du 1er janvier, dite *« Journée du Fatah »* ; elle aurait dû marquer un point d'orgue des manifestations à l'appel du mouvement nationaliste Fatah : elle fut, à Gaza au moins, une des journées les plus calmes de ces dernières semaines.

Une dizaine d'adolescents du village de Bani-Suhela le dit sans ambages : *« Oui, c'est à l'appel du Djihad que nous avons manifesté samedi, après que des tracts eurent été distribués, et aucun homme du village n'est allé travailler. »* C'est là, dans ce village, où il ne s'était jusqu'alors jamais rien produit, qu'un manifestant a été tué. Dimanche, la colère restait vive. A l'entrée de la localité, des jeunes gens arrosent de pierres une vingtaine de soldats qui restent impassibles, se contentant d'empêcher les manifestants de sortir de la localité. On accuse l'armée de s'être livrée à des actes de vandalisme dans la nuit de samedi à dimanche. Vrai ? Faux ? Peu importe, tout est révélateur d'un climat. On montre les carreaux cassés des habitations et quelques pare-brise éclatés de certaines voitures. On emmène les journalistes voir un homme du village dont on dit qu'il a été frappé par des soldats venus l'interroger en pleine nuit : dans sa chambre à coucher, entouré d'une trentaine de parents et amis, Mohammed Aya, trente ans, marchand de légumes, exhibe un dos et des épaules contusionnés.

Rumeurs encore, mais cette fois étayées par plusieurs témoignages, y compris de responsables d'organisations humanitaires : ces derniers jours, l'armée aurait mené, le soir, plusieurs raids dans les camps, rassemblé une dizaine d'hommes, et les aurait obligés à passer la nuit accroupis dehors.

A Gaza, ces rumeurs, et d'autres qui font état de brutalités, se propagent d'un camp à l'autre. Elles entretiennent une mobilisation permanente. Elles nourrissent une manière de psychose collective. Et personne n'oublie que cette vague d'agitation dans les territoires a été amorcée il y a un mois par une de ces rumeurs de Gaza. Elles avaient imputé un accident de la route au cours duquel quatre Palestiniens ont été tués à un geste d'agression volontaire de la part d'un chauffeur de poids lourd israélien. Elles résumaient parfaitement ce climat de colère, de tension accumulée et, comme le dit le docteur Haydar Abdelchasi, président du Croissant Rouge de Gaza, *« ce point de frustration »* atteint par les habitants du territoire.

En fin d'après-midi dimanche, à la sortie nord de Gaza, deux camions acheminaient de nouveaux véhicules de transport de troupes blindés. A Jérusalem, cependant, le gouvernement restait empêtré dans ses querelles internes au moment où, selon l'éditorialiste du *Jerusalem Post*, *« le champ de bataille* (dans les territoires) *requiert des solutions politiques, non militaires »*.

ALAIN FRACHON.

Le conflit du Golfe

Chassé-croisé diplomatique

Chassé-croisé dans le Golfe, où le président Hosni Moubarak est arrivé samedi 9 janvier, et a pu rencontrer brièvement le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, qui terminait, lui, une tournée de près d'une semaine dans la région.

Dimanche, au lendemain de son arrivée à Ryad et avant qu'il ne poursuive son voyage dans les cinq autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), M. Moubarak a appelé l'Iran à répondre favorablement aux offres de paix, avertissant Téhéran que, au cas où il s'obstinerait à poursuivre la guerre contre l'Irak, *« l'Egypte ne pourra en aucune façon lâcher ses frères arabes »*. Il s'est toutefois refusé à préciser quelle forme pourrait prendre la *« coordination »* entre son pays et les Etats arabes du Golfe face à l'Iran.

M. Moubarak, dont c'est la première tournée dans le Golfe depuis la reprise des relations diplomatiques entre Le Caire et plusieurs pays arabes — consécutive au sommet d'Ammam, début novembre, — a reçu un accueil particulièrement chaleureux en Arabie saoudite, où il s'est longuement entretenu avec le roi Fahd. *Il* s'est ensuite rendu aux Emirats arabes unis, d'où il devait gagner le Koweït, Bahreïn, Qatar et le sultanat d'Oman.

M. Carlucci a, de son côté, quitté le Golfe dimanche pour les Etats-Unis *via* Paris après des entretiens avec les dirigeants de la région à l'heure où les Etats-Unis procèdent à un réexamen du degré de leur engagement aux côtés de leurs alliés arabes menacés par les risques d'extension de la guerre irano-irakienne. Des informations contradictoires ont circulé à ce propos. Des déclarations de responsables américains à Washington ont fait état d'un projet de réduction de la flotte américaine dans le Golfe, tandis que que le président Reagan a démenti le prochain retrait de navires et que M. Carlucci se montrait d'une extrême prudence, soulignant qu'aucune décision n'avait encore été prise à ce sujet.

Rassurer les Etats de la région

Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a cependant déclaré dimanche, à l'issue d'un entretien avec M. Carlucci, que la France et les Etats-Unis n'envisageaient pas de réduire, pour le moment, leur présence navale dans le Golfe. *« La situation étant ce qu'elle est, il n'y a pas de réduction prévisible ni de la présence américaine ni de la présence française »*, a indiqué M. Raimond.

De sources occidentales dans le Golfe, on estime que le but de la mission de M. Carlucci était de rassurer les Etats de la région quant au soutien des Etats-Unis, tout en recherchant les moyens de réduire le coût de l'engagement naval américain.

L'activité diplomatique dont le conflit du Golfe est l'objet s'est également manifestée par la visite, dimanche à Téhéran, d'un émissaire des Emirats arabes unis qui s'est entretenu avec le chef de la diplomatie iranienne, M. Vaeayati. Dans le même temps, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah, a effectué une brève visite à Amman au cours de laquelle il a informé le roi Hussein de Jordanie des résultats de sa récente tournée dans le Golfe.

Parallèlement, les opérations militaires se sont poursuivies de part et d'autres du front irano-irakien. L'Iran a de nouveau bombardé le port irakien de Bassorah tandis que Bagdad menaçait de reprendre la « guerre des villes ». Les Irakiens ont en outre annoncé avoir attaqué, dans la nuit de dimanche à lundi, deux pétroliers au large des côtes iraniennes. — *(AFP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Birmanie

Attentat à bord d'un train : huits morts

Un attentat à la bombe perpétré, dimanche 10 janvier, à bord du train de nuit Mandalay-Rangoon a fait huit morts et trente-huit blessés, a indiqué la radio birmane. La bombe a sans doute été placée sous un des sièges par l'Union nationale karen (UNK), l'un des mouvements en lutte contre le pouvoir.

L'explosion a tué cinq hommes, deux femmes et un jeune garçon, alors que le train était sur le point d'entrer dans la gare centrale de la capitale. Les autorités ferroviaires ont indiqué qu'aucun étranger n'était au nombre des victimes.

L'armée birmane est actuellement engagée dans une offensive contre l'UNK non loin de la frontière thaïlandaise. En novembre dernier, les autorités birmanes avaient affirmé que le mouvement rebelle serait écrasé dans un délai de deux ans.

En 1985, le train Rangoon-Mandalay avait sauté sur une mine près de la gare de Penwegone, à 180 kilomètres de Rangoon. L'attentat, attribué au Parti communiste insurgé, avait fait soixante morts. Le 28 octobre 1987, une bombe à retardement de faible puissance avait éclaté à l'hôtel Thamada, dans le centre de Rangoon. L'attentat n'avait cause que des dégâts mineurs. — *(Reuter.)*

Liban

M. Joumblatt veut désamorcer la crise avec l'armée

Le chef druze du Parti socialiste progressiste (PSP), M. Walid Joumblatt, a annoncé dimanche 10 janvier qu'il allait remettre à la 11e brigade (druze) de l'armée libanaise l'hélicoptère militaire détourné le 30 décembre vers son fief du Chouf.

Au cours d'une cérémonie à *Moukhtara, dans* le Chouf (au-sud-est de Beyrouth), en l'honneur du lieutenant druze Majed Karameh qui pilotait l'appareil, le chef du PSP a déclaré *« qu'il faisait cadeau »* de la Gazelle détournée à cette brigade *« pour en finir avec cette histoire »*. La 11e brigade est stationnée dans la caserne de Hammana (33 km à l'est de Beyrouth), dans une région à majorité druze mais sous contrôle de l'armée syrienne depuis 1976. *« Nous espérons ainsi diminuer la tension et éviter de nouvelles violences inutiles »*, a ajouté M. Joumblatt. Depuis le détournement de l'hélicoptère, l'armée exige sa restitution et a décidé le blocus des deux ports du Chouf.

M. Joumblatt avait été reçu, la veille, par le président syrien, M. Hafez El Assad, lors de sa deuxième visite à Damas en une semaine. — *(AFP.)*

Ouganda

Un diplomate français blessé dans un attentat qui a fait trois morts

L'attaché culturel de l'ambassade de France à Kampala, M. Jean-Daniel Neveu, a été blessé, lundi matin 11 janvier, lors d'un attentat à la grenade dans le hall de l'immeuble « Embassy House », bâtiment qui abrite les missions de France, de Libye, du Soudan et d'Allemagne fédérale. Selon l'ambassadeur de France, M. Pierre Cornée, l'attentat a fait au moins trois morts. Les jours de M. Neveu, qui a été hospitalisé, ne sont pas en danger. L'ambassadeur de France a également indiqué que parmi les trois victimes de l'attentat, figurait un employé libyen du bureau populaire (ambassade) de Libye.

Au moins deux ressortissants ougandais ont également été tués.

Une vague d'attentats à la grenade, dont les auteurs n'ont pas été identifiés, a été commise en septembre dernier dans la capitale ougandaise. De source policière, on attribuait certains d'entre eux à des mouvements rebelles tentant d'infiltrer la capitale.

A l'époque, le président Yoweri Museveni avait déclaré que la rébellion voulait perturber la réunion, en décembre, des chefs d'Etat de la zone de commerce préférentielle (PTA), qui regroupe des pays de l'Est et du Sud de l'Afrique.

Le dernier attentat commis dans la capitale ougandaise a été perpétré début janvier lorsqu'une grenade a blessé plusieurs personnes dans un bar de l'est de Kampala. — *(AFP, Reuter.)*

Philippines

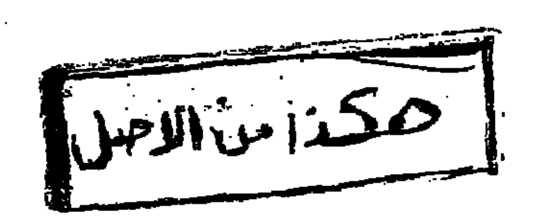
Des affrontements avec les communistes ont fait 28 morts

Vingt-huit personnes ont été tuées et neuf autres blessées aux Philippines au cours d'une attaque lancée le 8 janvier par quelque 300 guérilleros communistes contre un détachement de l'armée Balbegan, dans la province septentrionale de Kalinga-Apayao, a annoncé, dimanche 10 janvier, l'agence de presse philippine PNA.

Au cours des affrontements, vingt-cinq membres de la Nouvelle armée du peuple (NAP, branche armée du Parti communiste philippin interdit) et trois soldats ont trouvé la mort, a précisé PNA, citant un rapport de l'armée sur place. Neuf soldats ont également été blessés.

D'autre part, toujours selon PNA, des rebelles communistes ont libéré dimanche deux candidats aux élections locales, enlevés dans la province de Quezon (à l'est de Manille). *Eduardo Rodriguez et Robert Racelis* ont été relâchés à l'aube dans un village situé près de Mauban, dans la zone où ils avaient été kidnappés vendredi dernier.

Au moins huit autres candidats aux élections locales du 18 janvier sont toujours aux mains des communistes. Au total, cinquante-six personnes ont été tuées depuis le début de la campagne électorale le 1er décembre. — *(AFP.)*



Amériques

NICARAGUA

Importante manifestation de l'opposition dans la capitale

Managua. – Quelque dix mille personnes ont participé, dimanche *10 janvier*, à la *plus importante* manifestation antisandiniste jamais organisée au Nicaragua. Lancée à l'appel des quatre partis d'opposition, et autorisée par les autorités, cette journée de protestation marquait le dixième anniversaire de l'assassinat du dirigeant politique et rédacteur en chef de *la Prensa*, Pedro *Joaquin Chamorro*, *qui s'était* opposé à l'ancien dictateur Anastasio Somoza. Des groupes de jeunes gens, le visage dissimulé par des mouchoirs, ont inscrit des slogans antigouvernementaux sur les murs, pendant que les manifestants traversaient la capitale en scandant des slogants hostiles aux sandinistes. Aucun *incident* n'a *troublé cette* journée.

La veuve de Joaquin Chamorro, Mme Violetta Barrios, qui se trouve *aujourd'hui à la tête du quotidien* d'opposition *la Prensa*, avait exhorté *les Nicaraguayens à s'unir* pour obtenir du gouvernement qu'il applique les accords de paix signés en août dernier à Guatemala par les cinq chefs d'Etat des pays d'Amérique centrale.

La Commission internationale de *vérification et de suivi* du plan devait, pour sa part, tenir une réunion à Panama le 12 janvier après la tournée qu'elle vient d'effectuer dans la région pour évaluer les efforts de paix réalisés. Les présidents centraméricains se retrouveront, eux, pour faire le point, au cours d'un sommet qui se tiendra les *15 et 16 janvier* à San-José-de-Costa-Rica. – *(AFP, Reuter.)*

PANAMA

L'escapade du général Noriega

Panama. – Samedi 9 janvier, dans l'après-midi, des centaines d'opposants panaméens descendent dans les rues pour manifester *leur joie*. Selon *une rumeur* persistante, le général Manuel Antonio *Noriega*, chef des forces armées et « homme fort » du pays, a quitté Panama pour la République dominicaine, à bord d'un avion militaire et en compagnie *de sa famille*. *Malgré* les démentis de responsables de l'armée, beaucoup de Panaméens pensent que le général a renoncé au pouvoir à la suite des *pressions exercées* tant par l'opposition que par les Etats-Unis. M. Richard Armitage, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires de défense et de sécurité internationale, avait effectué à ce sujet une « *mission secrète* » la semaine dernière.

Dans la soirée de dimanche pourtant, le général Noriega quittait Saint-Domingue pour rentrer au Panama, après un séjour dans la *République* caraïbe de *moins* de 24 heures, mettant ainsi fin aux spéculations. Le général confirmait qu'il restait à son poste et qu'il était allé dans l'île *simplement pour rendre visite à* l'une de ses filles mariée à un général dominicain. « *Je ne suis pas un* peon (un homme de peine) *des Etats-Unis, et ce donneur d'ordre ne compromettra jamais la souveraineté nationale* », avait déclaré le général, peu avant son départ. La profonde crise politique qui secoue le Panama depuis six mois et dont le général est le protagoniste et la cible n'est donc pas *terminée...* – *(AFP, Reuter.)*

HAITI : à quelques jours du scrutin

Le conseil électoral écarte huit candidats duvaliéristes

Port-au-Prince. – L'armée haïtienne a pris des mesures de sécurité *exceptionnelles* après *l'annonce*, samedi 9 janvier, par le conseil électoral *provisoire*, de *l'éviction de huit* candidats à la présidence, rayés des *listes* en raison *de leurs liens avec le* régime duvaliériste. Cette mise à l'écart surprise – les candidats *visés* ayant été acceptés dans un premier temps, – intervient quelques jours avant les élections générales qui doivent avoir lieu le 17 janvier prochain.

MM. Clovis Desinor, Claude Raymond, Hervé Boyer, Edouard Francisque, Jean Julme, Clément Joseph Charles, Alphonse Lahens et *Lesage Chery avaient* déjà été écartés, pour les mêmes motifs, par l'ancien conseil électoral provisoire. Leur éviction avait été suivie d'une vague de violence qui avait empêché la tenue des élections générales le 29 novembre dernier.

La nouvelle loi électorale haïtienne prévoit cependant un recours possible devant la Cour de cassation. *Les quatre principaux candidats*, MM. Marc Bazin, Sylvio Claude, *Louis Déjoie* et *Gérard Gourgue* refusent toujours pour leur part de participer aux élections générales. Une position partagée par Mgr Willy Romelus, évêque de Jérémie (au sud-ouest d'Haïti), considéré comme la personnalité la plus engagée de la conférence épiscopale. Interviewé par la station catholique Radio soleil, l'évêque a estimé « *tout à fait normal* » que le peuple haïtien refuse de participer au prochain scrutin. « *Ce qui est en train de se faire ne cadre pas avec la Constitution du pays* », a souligné Mgr Romelus en accusant « *le CNG, le secteur macoute de l'armée et quelques autres duvaliéristes* » d'être responsables des *événements* du 29 novembre et de rechercher *avant tout des* « *emplois et de l'argent* » en organisant ces élections. – *(AFP, Reuter.)*



Diplomatie

Deux visites de M. Jean-Bernard Raimond

En Tunisie : lever les équivoques entre Paris et le nouveau pouvoir

Les quelque cinq heures que M. Jean-Bernard Raimond a passées le samedi 9 janvier à Tunis ont apparemment permis de lever quelques équivoques qui étaient venues assombrir le climat des relations franco-tunisiennes après l'arrivée au pouvoir des nouveaux dirigeants tunisiens.

TUNIS
de notre correspondant

En affirmant que le gouvernement français apporte « *son soutien et son amitié à la belle entreprise de renouveau dans laquelle s'est engagée la Tunisie depuis le 7 novembre* », M. Raimond a dit ce que les Tunisiens souhaitaient entendre. La « tiédeur » de la réaction du Quai d'Orsay à l'annonce de la destitution de M. Bourguiba et le peu d'empressement de Paris à établir le contact avec les promoteurs de « l'ère nouvelle », ainsi que le rapport à la dernière minute du voyage du ministre prévu en décembre les avaient assez désagréablement surpris. Ils avaient d'ailleurs tenu à le faire savoir par presse interposée et les journaux locaux ont consacré ces dernières semaines des commentaires peu amènes aux relations entre les deux pays.

M. Raimond avait donc de bonnes raisons, en repartant pour Paris, de se féliciter que l'accueil qu'il venait de recevoir était « *plus qu'à la hauteur* » de son attente...

Durant cette « *courte mais dense* » visite, plus politique que technique, le ministre des relations extérieures a été reçu par le président Ben Ali, auquel il a transmis des messages oraux de M. Mitterrand et de M. Chirac, puis il s'est entretenu avec le premier ministre, M. Hedi Baccouche, et son homologue, M. Mahmoud Mestiri. Les conversations ont porté essentiellement sur la préparation de la visite que M. Baccouche effectuera à partir du 5 février à Paris à l'invitation de M. Chirac.

M. Raimond a jugé ce voyage « *extrêmement important* » et prévu qu'il « *marquerait de manière symbolique et concrète la continuité de la politique d'amitié et de coopération* » entre les deux pays. La reprise, sur « *une base élargie et rationnelle* » de la coopération, notamment dans le domaine économique et financier, sera certainement facilitée par le règlement de l'épineux dossier relatif aux biens immobiliers français. Celui-ci pourrait trouver une solution définitive avant le voyage du premier ministre puisque des négociations sont prévues pour mercredi et jeudi prochains à Paris. La visite qu'entreprendra en Tunisie M. Charles Pasqua à partir du 26 janvier devrait également y contribuer.

L'immobilier français

Le cas des logements dits « sociaux » (modestes et anciens) de la région de Bizerte ayant fait l'objet d'une accord en 1983, reste celui des habitations de même catégorie situés à Tunis et dans le reste du pays. Les prochains pourparlers *porteront sur les conditions de cession* de ces biens à la Société nationale immobilière tunisienne et plus particulièrement sur la fixation du coefficient de leur valeur par rapport à 1955 (1). Le problème, qui concerne un nombre important de Tunisiens de plus en plus impatients, est fréquemment évoqué par la *presse locale et l'un des journaux* les mieux informés de la place, *As Sabah*, n'hésitait pas, il y a quelques jours, à envisager la possibilité d'une nationalisation s'il devait encore s'éterniser.

Les entretiens de M. Raimond ont permis aussi un échange de vues sur les problèmes internationaux : rapports Est-Ouest, situation au Proche-Orient et notamment les événements de Cisjordanie et de Gaza... Les dernières évolutions enregistrées dans la région du Maghreb alors que le *président algérien* Bendjedid Chadli est arrivé dimanche soir à Tunis pour une visite de vingt-quatre heures avant de se rendre à Tripoli et que le colonel Kadhafi est attendu en fin de semaine ont été également évoquées...

MICHEL DEURÉ.

(1) Pour les logements de la région de Bizerte, le coefficient a *été* fixé à 2.

En Turquie : rattraper le temps perdu dans tous les domaines

La visite officielle de M. Jean-Bernard Raimond à Ankara les 11 et 12 janvier est la première en Turquie d'un ministre français des affaires étrangères depuis treize ans. Elle consacre le rapprochement franco-turc intervenu depuis le changement de majorité à Paris en mars 1986.

ANKARA
de notre correspondant

La position de la France sur la question chypriote, ses critiques sur les atteintes aux droits de l'homme après le coup d'Etat de 1980, la tolérance dont l'ASALA (Armée de libération arménienne) a bénéficié sur le territoire français jusqu'à l'attentat d'Orly, avaient conduit la partie turque à un gel presque total des relations bilatérales dans tous les domaines. Amorcées par M. Mitterrand en 1985, *après la consolidation* du processus démocratique en Turquie, *la reprise a été accélérée* après 1986 par les excellentes relations personnelles entre les deux premiers ministres, MM. Chirac et Ozal.

Lyrique, M. Chirac a tenu à être le premier chef de gouvernement occidental à féliciter son homologue turc et « *cher ami* », Turgut Ozal, pour son « *splendide succès* » aux élections du 29 novembre, précisant qu'il s'exprimait ainsi « *pour des raisons qui tiennent au cœur et à l'esprit* ».

M. Raimond, qui devait être reçu par le président de la République, M. Kenan Evren, ainsi que par le premier ministre, est le premier visiteur étranger du chef de la diplomatie turque, M. Mesut Yilmag, qui, à quarante ans, est l'un des plus jeunes ministres du nouveau cabinet. Les deux ministes ont souligné récemment qu'« *aucun contentieux politique n'oppose plus les deux pays* ». Répondant à nos questions, M. Yilmaz a précisé que, « *les attentats arméniens contre les diplomates turcs ayant cessé* », le problème arménien ne figurait pas à l'ordre du jour. Se déclarant persuadé que « *la France comme la Turquie désirent que soit trouvée au problème chypriote une solution durable de nature à protéger la sécurité des deux communautés* », il a estimé que « *l'armement excessif récent des Chypriotes ne contribue pas à l'instauration d'un climat de paix et de réconciliation* ». Il espère que la France, qui livre des armes à la République de Chypre, « *prendrait en considération ces préoccupations* ».

Les deux ministres compareront leurs analyses sur les conflits régionaux, en particulier la guerre irano-irakienne et les problèmes du désarmement. M. Yilmaz fera valoir à son interlocuteur que la Turquie, qui assume comme membre de l'OTAN « *un rôle extrêmement important pour la sauvegarde de la sécurité occidentale, ne doit pas rester en dehors de l'intégration économique et politique de l'Europe* ». Candidate à l'adhésion à la CEE depuis avril 1987, la Turquie espère que « *la France ne manquera pas de soutenir cette candidature* ».

Facilités nouvelles

Dans le domaine économique, en l'absence de la France, systématiquement exclue pendant la période de froid de toutes les grandes adjudications, les concurrents européens et japonais ont pris sur un marché en plein expansion une avance considérable que les compagnies françaises cherchent à rattraper. Donnant l'exemple de la signature en décembre d'un contrat de plus de trois cents millions de dollars signé par une firme française pour l'équipement en gaz de la ville d'Istanbul, et rappelant que les facilités nouvelles ouvertes aux investisseurs étrangers par la politique d'ouverture économique « *ont créé des possibilités de coopération économique de grande envergure entre la Turquie et la France* », M. Yilmaz a souhaité que « *les compagnies françaises prennent leur place dans ce processus en augmentant leurs investissements en Turquie* ».

Le ministre turc de la défense, en visite à Paris l'année dernière, avait de son côté, à plusieurs reprises, invité les firmes françaises à répondre aux appels d'offres dans le domaine de l'armement. Plusieurs grands contrats civils et militaires, comme la construction du métro d'Ankara ou l'équipement des aéroports en radars, intéressent des entreprises françaises.

MICHEL FARRÈRE.

ALGÉRIE

M. Jacques Delors se déclare « impressionné par l'importance des réformes »

ALGER
de notre correspondant

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a quitté Alger dimanche 10 janvier au terme d'une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il a été reçu par le chef de l'Etat, M. Bendjedid Chadli et le président de l'Assemblée populaire nationale (Parlement), M. Rabah Bitat. Il a eu également plusieurs entretiens avec le premier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, le ministre des affaires étrangères, M. Taleb Ibrahimi, le ministre des finances, M. Abdelaziz Khellef, et le ministre du commerce, M. Cherifi.

Au cours d'une conférence de presse, M. Delors s'est déclaré « *impressionné par la volonté des dirigeants algériens et l'importance des réformes en cours* ». Il a rappelé qu'il existe « *un cadre pour la coopération entre la Communauté et l'Algérie qui doit être rempli dans les meilleures conditions et à la satisfaction des deux parties* ». Cet accord, signé en avril 1976, a été actualisé au mois de juin 1987, deux mois après la visite à Bruxelles de M. Taleb Ibrahimi pour la première réunion du conseil de coopération Algérie-Communautés européennes.

L'accord est assorti d'un protocole financier d'une durée de cinq ans renouvelable. Le dernier en date couvre la période 1987-1991 et il *doté d'environ 1,4 milliard* de dinars (1). M. Delors a indiqué que ce protocole allait être mis en œuvre rapidement et, à cette occasion, « *le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) se rendrait à Alger* ».

Le déplacement du centre de gravité de la Communauté vers le sud, après l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, est ressenti *des deux côtés* comme un facteur de rapprochement autour de la Méditerranée. L'Europe est le premier fournisseur de l'Algérie et son premier acheteur en hydrocarbures. Le volume total des échanges entre la Communauté et l'Algérie a atteint 15,5 milliards de dollars en 1986 avec un solde de la balance commerciale entre les deux partenaires favorables à l'Algérie d'environ 2 milliards de dollars.

F. FRITSCHER.

(1) Un dinar vaut environ 1,2 franc.

Redonner sa place au français

ANKARA
de notre correspondant

Mireille Mathieu sur le Bosphore, *Belmondo* à la télévision, un hommage à Dalida... Après une période où tout compositeur français, Debussy compris, était interdit sur les ondes turques, le retour de la variété et du cinéma français depuis 1986 *a eu valeur de symbole* du réchauffement des relations *culturelles*. *Dans ce domaine* aussi, le rattrapage du temps perdu *est à l'ordre* du jour. Le ministre des affaires étrangères, M. Yilmaz, comme de nombreux Turcs, déplore la perte d'influence de la culture française, jadis celle de toute l'élite du pays. Pour redonner sa place au *français*, devenu *troisième* langue étrangère après l'anglais *et l'allemand*, *il faut* avant tout, selon lui s'appuyer sur les institutions existantes, au premier rang desquelles le prestigieux lycée de Galatasaray.

Sept mille *cinq-cents* élèves continuent de recevoir dans des *écoles bilingues*, souvent tenues par des *religieux*, l'enseignement de cent trente professeurs français détachés, mais l'absence de *débouchés universitaires* en amont conduit beaucoup d'élèves à délaisser le français au profit de l'anglais dès la fin de leurs études secondaires. *Bénéficiant* du doublement, l'année prochaine, du budget de la commission culturelle française, la création de filières universitaires *francophones dans* les *branches* les plus demandées, technologies de pointe ou sciences administratives, est envisagée par les deux parties comme un remède à cette situation.

Souhaitée par la Turquie, la revalorisation de l'enseignement du turc en France, qui n'est enseigné que *dans* trois universités, *ne bénéficierait pas* seulement aux quarante-cinq mille *enfants d'immigrés scolarisés*, rééquilibrant le contenu d'une coopération culturelle souvent à sens unique, elle lui donnerait un élan *nouveau*. Il en serait de même de la venue à Paris de la prestigieuse exposition « Suleiman le magnifique », dont Ankara souhaite que la France, *actuellement en reste sur* les Etats-Unis, l'Angleterre et le *Japon*, consente à assurer le financement.

M. F.

Les relations sino - sud-coréennes

M. Roh Tae Woo cherche à nouer des contacts directs avec la Chine

Les relations entre la Corée du Sud et la Chine vont-elles prendre un tour nouveau avec l'élection à la présidence de M. Roh Tae Woo le 16 décembre dernier ? Le futur président vient en effet de déclarer dans un interview au *Korean Herald* : « *Nous essayons d'instaurer un commerce direct avec la Chine et d'échanger des bureaux commerciaux après les Jeux olympiques de Séoul* [en septembre]. *Nous essaierons d'établir ensuite des liens formels.* »

A peine élu, M. Roh avait demandé au premier ministre japonais, M. Takeshita, de l'aider dans cette démarche *en* direction d'une Chine longtemps ennemie et avec laquelle Séoul n'a aucune relation formelle : Pékin ne reconnaît, en effet, que le régime « frère » nord-coréen du maréchal Kim Il Sung. M. Roh aurait aussi prié un autre interlocuteur japonais de transmettre aux Chinois son souhait de se rendre au cours des prochaines semaines à Pékin, non pas, bien *entendu*, *en tant* que président élu, mais comme conseiller du Comité d'organisation des JO de Séoul (SLOOC).

La Chine ne semble cependant pas *pressée* d'établir des relations officielles avec la seule capitale asiatique qui reconnaisse encore le régime de Taïwan ; d'autant que cela risquerait de mettre à mal ses relations avec Pyongyang. L'ancien ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, vient de déclarer à une délégation nippone qu'une telle initiative serait prématurée. De son côté, le ministère des affaires *étrangères chinois* a récemment réaffirmé : « *Nous n'avons pas de relations bilatérales avec la Corée du Sud, et la position de notre gouvernement est conséquente sur cette question.* »

Cela ne devrait pas empêcher la Chine de participer aux prochains JO, comme les autres pays communistes, et malgré les pressions nord-coréennes. La soif de médailles y est pour quelque chose. Mais ce qui compte le plus pour Séoul, comme pour Pékin, c'est le concret, la recherche de nouveaux débouchés pour ses exportations. Les échanges commerciaux bilatéraux sont en progression constante : + 83 % au cours des dix premiers mois de 1987, selon des sources de Hongkong, par où transite la majeure partie de ce commerce *indirect* : en *1986*, celui-ci s'élevait à 1,27 milliard de dollars. Charbon et maïs chinois sont échangés contre des produits industriels et des composants électroniques sud-coréens.

Cela explique que de plus en plus de Sud-Coréens obtiennent un visa pour la Chine, où opèrent, *via* Hongkong, de gros groupes commerciaux sud-coréens. On y trouve à la fois des hommes d'affaires et des particuliers venus visiter leurs proches au sein de l'importante communauté coréenne de Chine, installée en Mandchourie le long de la frontière nord-coréenne.

P. de B.

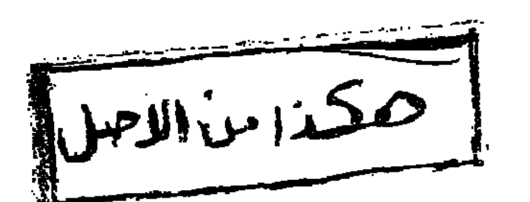
ard Raimond

rque: rattraper le temps perdu dans tous les domaines

Facilités nouvelles

Redonner sa place au franç

ntacts directs avec la C



Asie

JAPON : la première visite aux Etats-Unis de M. Takeshita

Tokyo propose de prendre en charge les salaires du personnel nippon des bases américaines

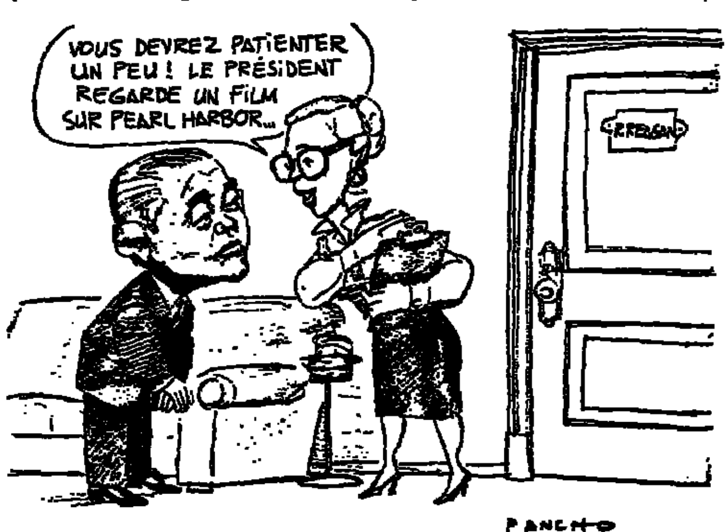
TOKYO
de notre correspondant

Pour sa première visite aux Etats-Unis en tant que chef du gouvernement japonais, M. Takeshita, qui est attendu à Washington mardi 12 janvier, n'arrivera pas les mains vides. Le Japon vient en effet de décider d'accroître de manière substantielle sa participation à l'entretien des bases américaines sur l'archipel, en prenant à sa charge les salaires des 21 000 employés japonais qui y travaillent. Le Japon consacre déjà 2,5 milliards de dollars à l'entretien des forces américaines sur son territoire. La décision du gouvernement Takeshita est symptomatique du souci de Tokyo de répondre aux attentes des Etats-Unis, qui le pressent de contribuer davantage au système de défense du camp occidental. La question de la sécurité dans le golfe Persique, où les tankers japonais bénéficient de la protection des patrouilles effectuées par la flotte américaine, conjuguée à l'affaiblissement du dollar et au problème persistant de l'excédent commercial nippon, ont rendu Washington beaucoup plus pressant dans ses exigences.

M. Nakasone avait fait beaucoup de promesses non tenues ; il appartient à M. Takeshita d'en honorer au moins certaines : l'accroissement de la contribution du Japon à l'entretien des bases américaines avait été proposé par le gouvernement Nakasone comme un moyen de compenser l'effort militaire des Etats-Unis dans le golfe Persique, le Japon ne pouvant, en raison de sa Constitution « pacifique », participer avec ses propres unités à la sécurité de la région.

Plus que jamais, cette traditionnelle première visite officielle de tout nouveau chef de gouvernement japonais chez le grand allié américain tient pour M. Takeshita de l'examen de passage. Peu connu aux Etats-Unis, ne bénéficiant pas de l'image que s'était forgée M. Nakasone, et se rendant à Washington à un moment où le Congrès manifeste une attitude hostile à l'égard des Japonais, le nouveau premier ministre se doit d'être concret. Mais il lui faudra aussi faire preuve de toute son habileté manœuvrière des coulisses de la politique nippone pour faire accepter sur l'archipel même des concessions importantes faites aux Etats-Unis.

La révision de l'accord entre les deux pays sur l'entretien des bases américaines requiert, par exemple, une approbation de la Diète, qui est *loin d'être acquise étant donnée* l'opposition des partis de gauche. Le Japon avait déjà accru sa participation à l'entretien des bases américaines en 1978. Depuis l'année dernière, il prend en outre en charge la moitié des dépenses pour les retraités et les logements des employés (soit 165 millions de dollars inscrits au budget 1988). La baisse du dollar ayant eu pour effet de pratiquement doubler le montant (en yens) que doivent verser les Etats-Unis, Tokyo a proposé de prendre entièrement à sa charge les salaires des employés japonais des bases à partir de 1990. Pour les partis d'opposition, une telle augmentation de la contribution nippone revient à une révision *de facto* du statut des forces américaines sur l'archipel.



Le déficit commercial

Si la question d'un financement accru de la présence militaire américaine au Japon promet d'âpres débats politiques, son impact économique restera faible. Le grand problème qui sera au centre des entretiens de MM. Reagan et Takeshita est celui des relations économiques entre les deux pays. M. Takeshita cherchera à persuader les Américains que son gouvernement tient ses engagements, en particulier en ce qui concerne la stimulation de la demande interne avec un budget pour 1988 comportant une augmentation de 20 % des dépenses de travaux publics.

En matière commerciale, l'excédent japonais a commencé à décliner. Mais, et c'est là que le bât blesse, il reste au même niveau *(60 milliards de dollars)* avec les Etats-Unis. Au cours de ces dernières semaines, Tokyo a annoncé des assouplissements en matière d'importation des produits agricoles et de participation des firmes étrangères aux travaux de construction sur l'archipel. Dans les deux cas cependant, les Américains attendent des engagements concrets.

Or M. Takeshita ne pourra qu'être très prudent, car il risque de heurter les intérêts de solides lobbies : celui des agriculteurs, l'une des bases électorales de son Parti libéral démocrate, et celui des entreprises de construction, auquel le nouveau premier ministre est très lié et qui constitue l'une des grandes sources de financements politiques.

PHILIPPE PONS.

● **CAMBODGE : manifestation à Paris.** — Quelque sept cents Cambodgiens ont manifesté, samedi 9 janvier, à Paris, contre l'occupation vietnamienne du Cambodge. Aux cris de *« Hanoï assassin ! », « Paix au Cambodge ! »* et *« Vive la résistance khmère ! »,* les manifestants se sont rendus aux abords de l'ambassade vietnamienne à Paris, dans le seizième arrondissement, où plusieurs bonzes en robe safran ont récité des prières et brûlé des bâtons d'escens. La manifestation avait été organisée conjointement par le FUNCIPEC (le mouvement du prince Norodom Sihanouk) et le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) de M. Son Sann. Ces deux mouvements *font partie du gouvernement* de coalition antivietnamien reconnu par l'ONU.

● **M. Hun Sen propose de rencontrer le prince Sihanouk le 20 janvier en France.** — L'ambassadeur du régime de Phnom-Penh à Moscou, M. Her Nam Hong, a indiqué mercredi 6 janvier que M. Hun Sen, le chef du gouvernement pro-vietnamien, avait proposé la date du 20 janvier au prince Sihanouk pour leur seconde rencontre en France. Le lieu en est *« encore confidentiel »* et Phnom-Pen laisse au prince *« toute latitude de choisir »,* a ajouté M. Hong, selon lequel les récents changements d'avis du prince seraient dus aux *« pressions »* de la Chine.

● **INDE : le terrorisme au Pendjab.** — Un ancien ministre du Pendjab et son chauffeur ont été découverts morts, samedi 9 janvier, leurs corps criblés de balles et à demi brûlés, a annoncé la police. Les corps de Tarlochan Singh Riyasti et de son chauffeur ont été découverts à l'intérieur d'une voiture, près du village de Lehra-Bulara, dans le district de Ludhiana, au Pendjab, a précisé l'agence indienne PTI. — *(AFP.)*

● **CHINE : Mgr Gong demeure « fidèle au pape ».** — Libéré en 1985, puis rétabli dans ses droits civiques (*le Monde* du 7 janvier), Mgr Ignatius Gong Pingmei, évêque de Shanghaï, a réaffirmé son allégeance au Vatican. *« Si je ne croyais pas au pape, je ne serais pas un catholique. Je suis fidèle au pape »,* a-t-il déclaré à des journalistes occidentaux ce week-end à Shanghaï. Mais, a-t-il ajouté, *« je ne suis pas contre le gouvernement ou l'ordre social ».* En Chine, après l'arrivée au pouvoir des communistes, les catholiques ont été regroupés dans une Église *« patriotique »* indépendante du Vatican. — *(UPI.)*

Europe

URSS

L'antisémitisme de Staline évoqué dans un journal de Lituanie

Moscou. — Il est temps de ne plus passer sous silence, en URSS, la politique antisémite de Staline et le rôle des juifs soviétiques dans la lutte contre l'Allemagne nazie, a estimé un historien soviétique dans une lettre publiée par un journal de la République balte de Lituanie.

« Parmi la quantité d'actes arbitraires liés au culte de la personnalité de Staline, figure la répression non fondée dont ont été victimes des écrivains, poètes, acteurs et autres hommes de culture juifs dans les dernières années du règne du dictateur », écrit M. Evssei Iatsovskis dans *Sovietskaïa Litva* (Lituanie soviétique), dont la dernière édition est parvenue, samedi 9 janvier, à Moscou.

L'historien déplore également *« la pratique honteuse qui, pendant des dizaines d'années et pour des raisons diverses, a abouti à ne pas mentionner sciemment les juifs, comme s'ils n'existaient pas »* dans les comptes rendus sur les opérations militaires contre les nazis.

Par ailleurs, selon le journal *Molodej Estonii* (Jeunesse d'Estonie), l'apparition en URSS de l'association nationaliste et antisémite russe Pamiat s'explique par le fait que certains individus veulent rendre les juifs responsables des difficultés existantes.

Dans une interview à *Molodej Estonii,* Vladimir Pozner, un des commentateurs de la télévision soviétique les plus en vue, accuse cette association de défendre des positions *« réactionnaires et fascistes ».* Selon lui, *« dans les périodes complexes et critiques »,* il y a toujours des gens qui cherchent des *« boucs émissaires »,* en l'occurrence les juifs soviétiques. — *(AFP.)*

POLOGNE

Témoignages sur un pogrome en 1946

Varsovie. — Un film, tourné clandestinement, sur le pogrome de Kielce (sud de la Pologne), au cours duquel 42 juifs ont été, le 4 juillet 1946, massacrés par des Polonais et 67 autres grièvement blessés, a été présenté pour la première fois, samedi 9 janvier à Varsovie, au siège du Club des intellectuels catholiques.

Le film, intitulé *Témoins*, a été réalisé par le cinéaste polonais Marcel Lozinski. D'une durée de 26 minutes, il est constitué de documents cinématographiques datant de l'époque, mais surtout de nombreux témoignages de Polonais ayant assisté, à Kielce, à des scènes de tueries contre des juifs.

Le film a été tourné pendant près de deux ans, en 1986 et 1987 — quelque 200 heures de témoignages ont été rassemblées, — et doit être diffusé, sous forme de cassette vidéo, par la société d'édition clandestine Nowa. *Témoins* a pu voir le jour grâce à la coopération technique et financière de Nowa, du syndicat dissous Solidarité et d'une société productrice de télévision française (la 7e chaîne de télévision). « *Témoins* » devrait d'ailleurs être prochainement diffusé à la télévision française.

Le pogrome de Kielce, l'une des pages les plus noires de l'histoire de l'après-guerre en Pologne, a toujours été, jusqu'à présent, occulté par les autorités de Varsovie. La grande majorité des Polonais ignorent aujourd'hui l'existence de cet épisode sanglant.

Le pogrome a commencé lorsque des policiers et des militaires armés ont fait irruption, suivis par des centaines de personnes, dans un immeuble où étaient regroupés de nombreux juifs — rescapés des camps de la mort ! — qui devaient rejoindre la Palestine. Très vite, le massacre s'est étendu dans toute la ville. « *Il suffisait de crier : c'est un juif, et la foule se jetait dessus* », raconte l'un des témoins retrouvé, quarante ans plus tard, par Marcel Lozinski. — *(AFP, Reuter.)*

● **Visite de M. Genscher.** — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, est arrivé, dimanche 10 janvier, à Varsovie, pour une visite officielle de quatre jours en Pologne, à l'invitation de son homologue polonais, M. Marian Orzechowski. Pendant son séjour, M. Genscher doit notamment s'entretenir avec le numéro un polonais, le général Jaruzelski, et rencontrer une délégation du syndicat dissous Solidarnosc. — *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE : Une interview à « l'Unita » de l'ancien secrétaire général du Parti communiste

M. Dubcek souligne le parallèle entre la « Perestroïka » et le « printemps de Prague »

Le nouveau secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, M. Milos Jakès, nommé en décembre dernier à la tête du PCT à la place de M. Gustav Husak, était attendu lundi 11 janvier pour une visite de travail à Moscou.

La veille, la direction soviétique avait adressé un message de félicitations à son prédécesseur pour son soixante-quinzième anniversaire. M. Husak, qui avait remplacé M. Dubcek en 1969, après le « Printemps de Prague », et qui est toujours chef de l'Etat en titre, a reçu à cette occasion le prix Lénine pour son rôle dans « la défense des acquis de la révolution ».

Le même jour, le quotidien du Parti communiste italien, l'*Unita*, a publié sur six pages dans son édition dominicale une longue interview de M. Alexandre Dubcek — la première accordée par l'ancien leader du « Printemps de Prague » à un journal occidental depuis son éviction du pouvoir.

Les journalistes de l'*Unita* ont pu rencontrer l'ancien secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque, M. Dubcek, à Bratislava, où il vit dans une retraite discrète après avoir travaillé dans les services forestiers en Slovaquie. Selon le quotidien communiste italien, l'entretien n'a été « *ni facilité, ni gêné* ». « *Depuis la visite du camarade Gorbatchev* », en avril dernier, à Prague, ses « *anges gardiens* » auraient disparu. Ils le surveillent cependant : sans même savoir qu'une interview avait été prise, l'ambassade de Tchécoslovaquie à Rome a protesté auprès de la direction du journal contre cette « *immixtion dans la vie interne du PC tchécoslovaque* », dont M. Dubcek a été exclu il y a dix-sept ans comme tant d'autres promoteurs d'un « socialisme à visage humain ».

Ce « socialisme à visage humain », M. Dubcek en est resté un partisan convaincu. Dans la plus grande partie de son interview, qui occupe six pages dans l'édition dominicale de *l'Unita* du 10 janvier, il s'emploie à expliciter et justifier l'action menée en 1968. Il évoque longuement les erreurs commises dans le passé par les communistes et estime que l'heure est venue de régénérer le socialisme conformément aux réalités du monde moderne et non pas en cherchant des recettes dans des livres.

L'ancien chef du PC tchécoslovaque plaide pour un socialisme dont « *la substance spirituelle doit être l'humanisme le plus élevé, une profonde humanité, l'éthique et la moralité* ».

Le recul depuis 1968, et l'évolution en URSS et dans les autres pays socialistes depuis vingt ans a confirmé, souligne-t-il « *(...) que le socialisme ne peut plus supporter les stéréotypes, les clichés, la rigidité, le dogmatisme et le sectarisme et qu'il doit se renouveler, se reconstruire conformément aux nouvelles exigences urgentes* ». M. Dubcek exprime un « *appui sincère, sans fausseté et univoque* », et celui « *de camarades qui pensent comme lui* », à la « perestroïka » soviétique. Elle est pour lui « *inévitable* » en raison des problèmes venus à maturité dans la communauté socialiste.

Impensable

Déplorant au passage les vingt années perdues, il se félicite de l'appui que la direction actuelle tchécoslovaque apporte aujourd'hui à la « perestroïka » et à la « glasnost ». Il constate cependant que « *pour l'instant les proclamations dominent et que l'on fait pratiquement peu de choses* ». S'il qualifie d'importante la réforme des entreprises d'Etat, en cours d'élaboration, il estime qu'elle devrait être plus soigneusement préparée afin de convaincre la société, « *par des résultats concrets, que le climat du pays commence à changer, ce qui permettrait d'unir toutes les forces créatrices de la société pour un nouveau départ (...)* ».

Interrogé sur l'intervention soviétique qui a mis fin au « printemps de Prague », l'ancien secrétaire général affirme qu'elle « *aurait été impensable s'il y avait alors eu en URSS une direction politique comme celle d'aujourd'hui* ». Il estime que la blessure provoquée par cette intervention pourrait « *être guérie par un bon médicament, mais pas par un maquillage. On ne peut effacer, éliminer, ignorer les événements ou les remplacer dans l'histoire par une page blanche (...) Ceux qui ont le pouvoir en Tchécoslovaquie ont de grandes responsabilités : ils sont le mieux à même d'assurer que les relations bilatérales au sein de l'alliance ne soient pas basés sur les suites du 21 août 1968 et la politique menée ensuite (...) Une approche honnête de la vérité historique et un nouveau programme politique du parti pourraient servir de base à une réunification du parti et de la société, à une accélération véritable de notre progrès socio-économique (...) Sans cela, à mon avis, il ne faut pas s'attendre que la nation fasse confiance au nouveau cours de la restructuration en Tchécoslovaquie* ». M. Dubcek insiste surtout sur la nécessité de respecter des règles de vie et de fonctionnement qui soient véritablement démocratiques pour éviter des crises qui seraient, autrement, inéluctables, même dans les autres pays socialistes.

Pour lui-même, l'ancien secrétaire n'a qu'une seule ambition : « *Voir restituer l'honneur politique à moi-même et aux autres camarades frappés* » à l'époque.

GRANDE-BRETAGNE : leader de la Chambre des lords et vice-premier ministre

Lord Whitelaw prend sa retraite

LONDRES
de notre correspondant

Le vicomte Whitelaw, leader de la Chambre des lords et vice-premier ministre, a pris, à soixante-neuf ans, sa retraite pour raison de santé. Lord Whitelaw avait eu une défaillance cardiaque peu avant Noël et a décidé, dimanche 10 janvier, sur le conseil de ses médecins, de renoncer à la vie politique active.

Mme Thatcher a pris la peine de remercier longuement par écrit celui qui a longtemps été au sein du Parti convervateur, au gouvernement et dans le dédale des commissions parlementaires un de ses plus dévoués collaborateurs. « *Vous avez contribué*, écrit-elle notamment, *à façonner les décisions qui ont transformé avec succès la Grande-Bretagne à l'intérieur et à l'étranger.* »

Mme Thatcher conclut ainsi cet éloge : « *Le titre de vice-premier ministre était dû à votre personnalité et à vos qualités uniques. Il est supprimé au moment où cessent vos fonctions.* »

Lord Whitelaw n'est donc pas remplacé comme vice-premier ministre. Lord Belstead, secrétaire d'Etat à l'environnement, âgé de cinquante-cinq ans, lui succède comme leader de la Chambre des lords et devient également lord du sceau privé.

Le travail le plus important de lord Whitelaw était en réalité de contrôler le processus législatif, le délicat système de navette entre les deux Chambres qui, comme tout ce qui est important en Grande-Bretagne, est davantage fixé par l'usage que couché par écrit. Il avait dans ce domaine, le don d'éviter tout faux pas et savait admirablement huiler la mécanique parlementaire. Son affabilité de grand seigneur était un atout précieux pour Mme Thatcher ; sans ambition politique personnelle, il rassurait tout le monde...

Le vicomte Whitelaw se définit dans le Whos's Who comme « *fermier et propriétaire terrien* ». Il déclare des passe-temps bien en rapport avec ses origines, tels que le « *golfe et la chasse* ». Cette image presque caricaturale du gentleman farmer ne doit pas faire oublier qu'il a effectué en réalité la soudure entre le vieux courant conservateur, épris de tradition sociale, et Mme Thatcher, décidée quant à elle à mener à bien une « *révolution conservatrice* » qui rompait avec bien des usages.

La carrière politique de lord Whitelaw a été bien remplie. Il a été en 1972 et en 1973 premier secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, et avait alors pris langue avec des responsables de l'IRA. En 1975, il combat courtoisement Mme Thatcher pour la direction du Parti conservateur et se rallie aussitôt à elle après sa victoire.

En tant que ministre de l'intérieur de 1979 à 1983, lord Whitelaw a dû faire face aux émeutes raciales dans plusieurs grandes villes. Il a joué un rôle clé pendant cette période qui a été celle du premier mandat de Mme Thatcher. Il fallait sans doute un grand seigneur imperturbable qui acceptait les coups sans broncher « *comme un édredon* » pour concilier la tradition conservatrice avec le thatchérisme, ce mélange de populisme et de capitalisme sauvage qui constituait alors une nouveauté.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La Charte 77 lance un appel à la solidarité avec le peuple roumain

La Charte 77 suggère à tous les Européens d'exprimer, comme ils le pourront, leur solidarité avec le peuple roumain le 1er février prochain.

Dans son communiqué n°8/1988, rendu public à Prague le 10 janvier, l'initiative civile tchécoslovaque déplore que, au cours de toutes les conférences sur l'avenir de notre continent, la paix et les droits de l'homme, « *on oublie, dans les salles bien chauffées et bien éclairées, qu'il y a en Europe un pays où les gens ne jouissent ni de chaleur ni de lumière* ».

« *Après vingt-deux ans de pouvoir, le potentat roumain n'a qu'une seule chose à offrir à la population de son pays : le culte ostentatoire de sa personnalité (...), le gouvernement de la Roumanie non seulement refuse à ses citoyens les libertés élémentaires (...) mais en plus, il n'est même pas capable de satisfaire les besoins matériels et sociaux essentiels, c'est-à-dire ce dont les régimes communistes se targuent comme de leur plus grande conquête. Nous prenons au mot tous les Européens enthousiasmés par la déclaration de Gorbatchev, selon laquelle nous vivons tous dans une seule maison européenne et leur demandons de se rendre compte que dans cette riche maison vit un peuple qui doit craindre le froid et la faim...* »

La Charte 77 demande aux Européens d'exprimer publiquement « *leur solidarité avec la société roumaine qui souffre et leur opposition à l'autocrate responsable de ces souffrances. Un seul jour de solidarité ne règlera pas la crise roumaine mais pourrait contribuer à sa solution.* »

A. M. B.

M. Nikolai Ryjkov à Stockholm

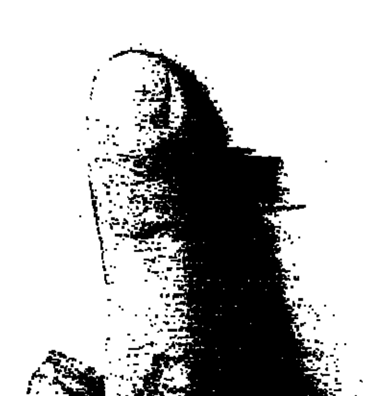
Première visite d'un chef de gouvernement soviétique en Suède depuis 1973

Le premier ministre soviétique, M. Nikolai Ryjkov, est arrivé, le lundi 11 janvier, à Stockholm pour une visite officielle de trois jours en Suède, la première depuis celle d'Alexeï Kossyguine en 1973. Il rencontrera son homologue suédois, M. Ingvar Carlsson, ainsi que les dirigeants de l'opposition.

Les incursions de sous-marins « *étrangers* » dans les eaux territoriales suédoises ont empoisonné les relations entre les deux pays ces six dernières années. A l'automne 1981, le *Whiskey-137*, porteur d'armes nucléaires, s'échouait sur un haut fond de l'archipel de Karlskrona, dans le sud de la Baltique. L'URSS, prise sur le fait, ne pouvait faire autrement que de présenter officiellement des excuses. Seize mois plus tard, une commission publique établissait que six sous-marins soviétiques, dont trois sous-marins de poche, avaient opéré pendant plusieurs semaines, autour des îles proches de Stockholm cette fois. Moscou a toujours nié sa responsabilité dans cette affaire et qualifié le rapport de « *tissu de mensonges* ».

Selon l'état-major de la défense suédoise, les violations des eaux territoriales se poursuivent, et M. Ingvar Carlsson a clairement déclaré que la question serait abordée au cours des entretiens avec M. Ryjkov. Les deux chefs de gouvernement évoqueront également le différend, vieux de dix-neuf ans, sur le partage des zones économiques en mer Baltique, le développement des relations commerciales bilatérales qui ont stagné ces dernières années, et le projet de zone dénucléarisée nordique.

M. Ryjkov se rendra ensuite en visite officielle en Norvège du 14 au 16 janvier.



Politique

La convention du Front national à Nice

M. Le Pen exprime sa « foi dans la mission civilisatrice des peuples européens »

Des bannières bleu, blanc, rouge. Un slogan géant : *« Le Pen président »* ; des macarons tricolores pour les délégués ; des stands avec photos, bouteilles de vin et champagne à l'effigie de M. Le Pen ; des jeux de lumière et des musiques d'accompagnement : le Front national n'a pas lésiné sur les moyens le vendredi 8, le samedi 9 et le dimanche 10 janvier, pour sa convention nationale à l'américaine, qui s'est tenue dans le palais des congrès de l'Acropolis de Nice.

Vedette incontestée, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a multiplié les *one man shows*. Balayant l'estrade, un micro portatif à la cravate, le président du FN s'est transformé en un étonnant prédicateur, soulevant l'enthousiasme de ses fidèles. *« Vive la France française »*, ont-ils crié avec leur chef. Car c'est bien en chef, inspirateur d'un mouvement électoral quasi tellurique, que le président du FN s'est présenté.

Les thèmes de la défense des valeurs morales, de celles de *« la France française »* et la dénonciation des *« mafias »* politico-médiatiques sont arrivés en tête à l'applaudimètre des trois mille députés du Front national. Le cadre grandiose, la succession des témoignages de personnalités étrangères ou de transfuges de la droite classique, étaient destinés à prouver aux militants que, loin d'avoir été affaibli par les affaires (le *« détail »*, la nuit des *« petits couteaux »* à l'Assemblée nationale, etc.), leur chef en était sorti comme vivifié, à l'image des bains répétés qu'il a pris, sous l'œil des caméras. *« Plus il recevra d'outrages, plus il aura de suffrages »* : cette phrase d'un sociologue polepeniste, M. Jules Monnerot, résume la conviction unanime des militants présents à Nice.

Dans l'après-midi de samedi, au cours d'une conférence de presse improvisée, M. Le Pen a dénoncé *« les procès religieux »* qu'on lui infligerait, notamment au sujet d'un antisémitisme qu'il récuse. *« Si les journalistes ne se disciplinent pas, je vous prédis que le pouvoir politique le fera à la place de la profession elle-même »*, a-t-il affirmé.

Les orateurs qui se sont succédé pendant ces trois jours ont décrit d'une façon dithyrambique les qualités de *« l'homme d'Etat Le Pen »*. Pour M. Roger Holeindre, député FN, *« Le Pen, c'est le candidat soldat »*. La rencontre de *« Le Pen, d'un événement et d'un courant d'idées, cristallise, en une mystérieuse alchimie, le destin d'un peuple »*, a affirmé M. Bruno Megret, directeur de campagne. *« Français, Françaises, élisez la France »*, a exigé M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, tandis que le chef de file des intégristes (Mouvement Chrétienté Solidarité), M. Bernard Antony, a expliqué, sous les applaudissements, que M. Le Pen était dorénavant le dernier rempart contre *« le génocide du peuple français : un peuple investi par le haut et envahi par le bas »*.

NICE
de notre envoyé spécial

C'est par une vibrante profession de foi que M. Le Pen a commencé cette dernière étape d'une campagne électorale qu'il a lancée il y a près de neuf mois. *« Je crois à l'esprit et à sa primauté ; je crois à la valeur des symboles. Les forces qui créent les grands événements sont mystérieuses et supra-humaines »*, a-t-il déclaré samedi, en se présentant comme *« un homme de foi, d'espérance et de fraternité »*.

Délaissant momentanément le catalogue des saints catholiques, M. Le Pen s'est placé sous la double protection d'Athéna, déesse de la pensée, et de Nikè, déesse de la victoire, dont Nice tire son nom. Il est vrai que le leader de la droite nationale parlait dans la salle Apollon de l'Acropolis de Nice et qu'il n'hésitera pas à se comparer à Hercule, face à la tâche qu'il entend accomplir. *« Ces signes-là ne trompent pas. C'est la marque que notre dessein est accompagné par l'ensemble de ces forces qui tendent à l'harmonie du monde (...). J'espère l'aide de Dieu »*, a-t-il affirmé, en déclenchant de longues ovations.

Dans la soirée du samedi 9 janvier, au cours d'un meeting rassemblant quatre mille à cinq mille personnes, le président du Front national a appelé ses troupes à la mobilisation contre ceux qui veulent *« défranciser la France : ils ont cru gagner leur bataille de trahison ; ils ont compté sans nous »*.

M. Le Pen n'a pas voulu non plus faire mentir *« le petit passeport pour la victoire »*, distribué à tous les militants. On y lit en effet que c'est un *« visionnaire »*. Il a donc expliqué qu'il avait eu très tôt *« l'intuition »* de *« la vague déferlante »* qui porterait aujourd'hui le Front national vers la victoire, *« malgré les quolibets et les menaces »*. *« Nous ne voulons plus être battus, humiliés, vendus et trompés »*, a également lancé M. Le Pen, en appelant les électeurs de l'UDF et du RPR à rejoindre les rangs du FN. *« Si je suis président de la République*, a-t-il affirmé, *je réserverai ma générosité en priorité au peuple français. »*

Il a également stigmatisé le rapport du député RPR, M. Hannoun, sur l'immigration et celui de la commission des « sages » sur le code de la nationalité. *« Déjà à l'époque de Jeanne d'Arc, la Sorbonne et l'Eglise étaient aux côtés de l'étranger »*, a protesté M. Le Pen, en accusant le gouvernement d'avoir voulu *« escamoter le projet et récupérer les électeurs du FN. M. Chirac est d'ailleurs le champion du retrait volontaire* (...). *M. Chirac fait du fascisme sans le savoir »*, a-t-il poursuivi, en estimant inconvenant d'avoir confié ce dossier à des « sages » plutôt qu'à des élus.

Dix actions prioritaires

« La rapport Chirac-Hannoun-Malhuret n'a pas fini de tintinnabuler aux basques du premier ministre candidat (...) *Si je suis président de la République, aucune organisation étrangère n'exigera du peuple français quoi que ce soit. »*

Dimanche, le président du Front national a présenté sa *« déclaration officielle »*, valant engagement pour le candidat Le Pen. *« Parfois, l'angoisse m'étreint, car le temps presse, qui aggrave nos handicaps et accélère le déclin*, a-t-il lancé. *La seule question qui est posée à notre pays, c'est : en l'an 2000, y aura-t-il encore une France ?* (...) *Car un peuple qui cède devant l'invasion étrangère ne survit pas longtemps.* (...) *Nous avons foi dans la mission civilisatrice des peuples européens et, au premier chef, du peuple français. »*

« Nous croyons le peuple français plus sain que les oligarchies politiciennes, bureaucratiques, culturelles, médiatiques et syndicales qui prétendent parler en son nom. (...) *Nous croyons à la nécessité de redonner vie à d'authentiques élites enracinées dans notre peuple, qui prendront la relève des oligarchies corrompues. »*

Le président du Front national a ensuite précisé les dix actions prioritaires qu'il mènerait, s'il était élu à l'Elysée : inverser le courant de l'immigration et réformer en profondeur le code de la nationalité ; accentuer la lutte contre l'insécurité ; interrompre le déclin démographique français ; réformer en profondeur l'éducation nationale ; vaincre le chômage (priorité d'accès à l'emploi pour les citoyens français et ressortissants de la Communauté européenne) ; adapter la France à la compétition économique internationale (réduction des dépenses de l'Etat, suppression sur sept ans de l'impôt sur le revenu) ; permettre le développement des entreprises en allégeant les contraintes bureaucratiques et fiscales ; rendre la Sécurité sociale aux Français ; permettre aux Français de s'exprimer directement par la voie du référendum et du référendum d'initiative populaire ; accentuer l'effort de défense.

PIERRE SERVENT.

Incidents

Le samedi 9 janvier, à deux pas du stand du Cercle national des combattants (CNC), une équipe de la télévision belge filme un ancien combattant d'Indochine et d'Algérie, béret rouge sur la tête et batterie de décorations sur la poitrine. *« Le Pen, c'est un homme propre et honnête ! »* répète-t-il inlassablement, en réponse aux questions du journaliste belge.

Quelques délégués du Front national, inquiets semble-t-il d'un éventuel dérapage verbal de l'ex-baroudeur, pressent le journaliste d'interroger le patron du CNC, M. Roger Holeindre.

Devant le refus du journaliste, un attroupement se forme autour de l'équipe qui filme : *« Vous cherchez le détail, hein ? C'est honteux ! » « La télévision belge est aussi pourrie que la française ! »*. Certains délégués se font menaçants et serrent de près le journaliste.

M. Holeindre se lève de la table où il dédicaçait ses livres. Il a vaguement entendu les questions du journalistes et croit, à tort, que celui-ci fait un amalgame entre le racisme de Le Pen et le culte de Jeanne d'Arc. *« Vous cherchez le dérapage*, crie-t-il. *Mais vous ne comprenez donc rien ? Notre mouvement ne s'arrêtera pas. C'est une vague. Nous les aurons tous jusqu'au trognon ! »* hurle-t-il, en joignant le geste à la parole. Ovations des militants.

Gavalnisé, un ancien combattant d'AFN s'avance et crie en tendant le doigt vers le journaliste : *« Moi je suis prêt à reprendre le fusil pour tuer tous les cocos »*. L'arrivée du responsable du FN belge apaise un peu la tension. Il reprochera au journaliste le fait que la télévision de son pays n'a pas suffisamment rendu compte à son goût d'un succès électoral de l'extrême droite belge. L'incident s'arrêtera là.

FR3 prise à partie

Un second incident, qui, lui, a dégénéré, s'est déroulé à l'issue du meeting de M. Jean-Marie Le Pen au marché d'intérêt national de Nice. Une équipe de télévision de FR 3 Nice a été prise à partie samedi soir par un groupe d'une cinquantaine de personnes. La caméra a été jetée au sol et brisée, tandis que le preneur de son n'a dû qu'à sa minitable de mixage portée sur le ventre, de ne pas être blessé par un coup de pied mal placé. Le journaliste de l'équipe, M. Honnorat, et ses camarades affirment que l'individu qui a frappé le preneur de son portait un badge de délégué du Front national.

Au cours du meeting de M. Le Pen, M. Jacques Peyrat, député FN de Nice, avait pris à partie FR 3 à cause d'un sondage qui donnait M. Le Pen bon dernier dans les domaines de la générosité et de la compétence. Du côté du Front national, on expliquait dimanche que les faits allaient être vérifiés, mais qu'il s'agissait sans doute d'une *« provocation au bénéfice des adversaires de M. Jean-Marie Le Pen »*.

P. S.

L'homme providentiel

PENDANT trois jours, le candidat du FN a été l'objet d'un étonnant culte de la personnalité. Jean-Marie n'est pas Jeanne d'Arc, la Trinité-sur-Mer n'est pas Domrémy, mais le doigt de Dieu s'est bien arrêté sur cet homme pour bouter hors de France l' *« invasion étrangère »*. C'est fort de cette conviction que les militants FN sont repartis dans leurs régions. Leur chef est empli de la certitude d'être porté vers le pouvoir par un mouvement historique qui puise ses racines dans une sorte de puissance surnaturelle. *« Dieu donnera la victoire de surcroît ! »*, clame-t-il, en dénonçant *« les méthodes du malin »* utilisées par ses ennemis.

Démiurge des temps modernes, il a résolument écarté le discours économique dominant pour s'adresser avec un talent d'orateur indéniable à l'irrationnel de ses contemporains. C'est l'appel aux mânes des ancêtres, morts pour construire *« la vraie France »* ; c'est l'éloge de la France des terroirs et des clochers contre celle des technocrates et des politiciens ; c'est l'exhaltation de la virilité du chef qui se baigne complaisamment devant les caméras et que l'on s'attend à tout instant à voir défier ses adversaires sur le ring et sur le pré ; c'est enfin, comme il le dit lui-même, Héraclès face aux écuries d'Augias du vingtième siècle.

A la complexité du monde moderne, M. Le Pen oppose la simplicité de la force, de la puissance — *« sans laquelle il n'y a pas de générosité »*, — de la volonté. Bref, M. Le Pen offre un exutoire — le bouc émissaire des *émigrés* — et une porte de sortie — restons entre nous et tout ira bien — *à des Français qui se sentent décalés et déclassés dans notre société*. Ce qu'a cristallisé cette convention, c'est ce besoin forcené de rêves, cette attente d'un chef qui occulte tout sens critique et tout souvenir historique.

Pendant les cent jours de campagne qui restent, le président du FN va poursuivre sa *« bataille de France »*. Il portera la bonne parole dans une vingtaine de meetings. Quant aux dissensions internes au mouvement entre « durs » et « modérés », elles ont été mises entre parenthèses.

Il ne faudrait pas que les militants découvrent que leur parti est un parti comme les autres, traversé des mêmes ambitions personnelles et des mêmes querelles intestines que ceux de la « bande des quatre ». M. Bruno Megret (modérés), directeur de campagne de M. Le Pen, à qui l'on prête le désir de succéder à M. Stirbois à la tête du secrétariat général du FN après l'élection présidentielle, s'est appliqué à se montrer aux côtés de M. Stirbois. Ce dernier a évoqué pour la première fois publiquement la question des divisions du FN pour affirmer qu'il s'agissait d'une invention des journalistes : *« Il n'y a pas de mous chez nous, ils sont trop bien ailleurs ! »*

Reste la question de l'attitude de M. Le Pen au soir du premier tour. Pour l'instant, le chef de la *« droite nationale et populaire »* utilise la méthode Coué en annonçant sa présence au second tour. Ses lieutenants se contentent de dire que le FN tiendra compte des thèmes développés par ses adversaires de la droite classique.

Pour l'heure, M. Le Pen dédaigne ces basses considérations électorales. Sa fille Marie-Caroline attend un heureux événement pour le mois d'avril, a-t-il annoncé lors du meeting de clôture. Un nouveau signe du ciel...

P. S.

Le comité de soutien

Parmi la liste des personnalités soutenant le candidat du Front national, on relève les noms suivants : M. Jean-Paul Allard, professeur d'université, marquis François d'Aulan, PDG de la société Piper-Heidsieck, M. Claude Autant-Lara, auteur réalisateur de films, baronne Laurence Bich, mère de famille nombreuse, colonel Hervé de Blignières, colonel Jean-Charles Bloch, président du Comité national des Français juifs, MM. Jean-Charles Chiappe, historien, Yann Clerc, journaliste, Armand Culot, ingénieur général des mines, Robert Hemmerdinger, vice-président du Comité national des Français juifs, général Jacques Hogard, commandeur de la Légion d'honneur, prince Alain Murat, journaliste, princesse de Polignac, MM. Claude Polin, professeur à la Sorbonne, général Claude de Quincerot, Jean Reimbold, professeur agrégé, Michel Renault, premier danseur à l'Opéra, comte Jacques de Ricaumont, écrivain, Mᵉ Jean-Louis Tixier-Vignancour, avocat à la cour de Paris, M. Jean-Bernard d'Astier de la Vigerie, professeur d'université.

Personnalités étrangères : MM. Giorgio Almirante, député national du Mouvement social italien (parti néo fasciste), Gianfranco Fini, nouveau secrétaire général du MSI, député national, Dimitriadis, député européen grec, Blas Pinar, président du Frent nacional (extrême-droite espagnole), M. l'ambassadeur José Chaves, ancien président de la Commission contre le racisme et des droits de l'homme à l'ONU, Kobuki, président — japonais — de la Ligue mondiale anti communiste, Henry Fisher, président de Friends of Le Pen.

● **RECTIFICATIF** : contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions datées 10-11 janvier, ce n'est par M. Jacques Peyrat, député FN de Nice, qui est candidat du Front national dans la prochaine élection cantonale (septième canton de Nice), mais M. Max Baeza, conseiller régional.

Les conventions fédérales du PS

Un militant socialiste sur quatre est favorable au « contrat social » de M. Poperen

Les conventions fédérales du PS, qui préludent à la convention nationale du 16 et du 17 janvier, se sont, pour la plupart, réunies à la fin de la semaine dernière. Elles devaient se prononcer sur le texte du projet du PS pour 1988, ainsi que sur les amendements, notamment ceux de M. Jean-Pierre Chevènement et de M. Jean Poperen.

Les résultats communiqués par la direction du PS, d'une part, Socialisme et République (ex-CERES) et M. Poperen, d'autre part, sont partiels et difficilement comparables, car ils ne reposent pas sur le même nombre de fédérations. D'après la direction, le texte central a obtenu 90 % des suffrages exprimés. L'amendement (qui constitue en fait un contre-projet) présenté par M. Chevènement a obtenu, selon des pointages provisoires, 15,5 % des mandats selon la direction (qui prend en compte quarante-quatre fédérations) et 17,5 % selon l'ex-CERES, qui prend en compte soixante-quatre fédérations. Mais la grosse fédération des Bouches-du-Rhône où, pour la première fois, l'ex-CERES devrait obtenir un score significatif, n'a pas encore voté.

Les amendements proposés par M. Poperen, l'ex-numéro deux du PS, et qui portent, l'un sur la dissolution rapide de l'Assemblée nationale en cas de victoire de la gauche en 1988, l'autre, sur la proposition d'un nouveau « contrat social », ont recueilli respectivement 20 et 24 % des suffrages environ.

Bien que chacune des parties en présence ait manifesté sa satisfaction à l'annonce de ses résultats, il apparaît que ces votes constituent, *en fait*, un avertissement pour la direction du PS. A la fin de l'année 1987, *l'entourage* de M. Lionel Jospin, le premier secrétaire du PS, tablait *sur des résultats beaucoup* moins importants, tant pour l'ex-CERES que pour l'amendement « contrat » de M. Poperen.

A l'intérieur même du courant de M. Chevènement, des hypothèses pessimistes circulaient parfois. Dans ces conditions, le fait de maintenir (sous réserve de confirmation) son score de Bourg-en-Bresse en 1983 constitue pour l'ex-CERES un succès, alors même que la candidature à la candidature de M. Chevènement n'a pas réussi à déclencher une dynamique qui aurait « tiré » les chiffres obtenus par ce courant.

Quant à M. Poperen, son habileté tactique lui a permis d'obtenir des scores qui vont bien au-delà de son influence réelle dans le parti. (Ainsi, dans le Pas-de-Calais, l'amendement sur le *« contrat »* obtient-il 58 % de voix.) *Mais, en tout état de cause*, ni M. Chevènement ni M. Poperen n'apparaissent marginalisés, comme l'espéraient plus ou moins discrètement certains amis de M. Jospin.

M. Marcel Degarge, membre du secrétariat national des fédération, souligne que cette convention *« n'est pas un congrès »* et jugé que la discussion sur le projet *« n'apparaissait pas vraiment comme étant d'actualité »*, tant le poids de l'élection présidentielle pèse sur tout le reste. *Il remarque aussi que le parti* accueille avec une évidente *« maturité »* la difficile attente du nom d'un candidat socialiste.

Une période d'incertitude

Mais il est clair que la physionomie de ces *conventions — marquées* aussi par des refus de vote plus importants que d'habitude, et un score pas tout à fait négligeable pour certains amendements de Mᵐᵉ Marie-Noëlle Lienemann — témoigne d'une frustration des militants, voire d'un malaise alimenté par la période d'incertitude que traverse le PS et aussi par l'impression d'un certain flottement. Le score, *plus élevé que prévu obtenu par* l'amendement de M. Poperen sur le *« contrat »* montre probablement que les militants socialistes sentent la nécessité de proposer « quelque chose » au pays.

L'une des conséquences de ces votes est que la synthèse à la convention nationale n'est plus acquise d'avance. Forts d'un score honorable, les amis de M. Chevènement envisagent désormais de faire bande à part si leurs préoccupations ne sont pas davantage prises en compte dans le texte final. M. Poperen est dans la même disposition d'esprit.

J.-L. A.

La candidature de M. Mitterrand

Les socialistes ne sont pas pressés

Les incertitudes sur la candidature de *M. François Mitterrand* à l'élection présidentielle et sur le moment où il fera connaître sa décision ont suscité, le dimanche 10 janvier, diverses déclarations de la part des dirigeants socialistes. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé que, si M. Mitterrand décide de ne pas se représenter, il devra le dire *« suffisamment tôt »*. En revanche, s'il décide de briguer un second mandat, il n'a pas besoin, selon M. Jospin, de le dire rapidement de façon *« explicite »*. M. Jospin a précisé : *« Jusqu'au 8 ou 9 avril*, [compte tenu du délai légal de dépôt des sigantures], *personne n'est tenu d'être officiellement candidat »*, même si le premier secrétaire ne pense pas qu'il faille *« nécessairement »* attendre jusque-là. Enfin, si M. Mitterrand ne se présente pas, le PS *« n'a pas besoin de plus de huit jours pour désigner un candidat »*.

De la même façon, M. Pierre *Bérégovoy, ancien ministre* socialiste de l'économie et des finances, a *jugé à l'émission « 7 sur 7 » de TF 1* que M. Mitterrand ne doit pas s'engager *« trop vite dans la bataille électorale »* s'il décide d'être candidat. *Encore plus catégorique*, Mᵐᵉ Edith Cresson, ancien ministre socialiste du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a observé, lors du « Forum » RMC-FR 3, que M. Chirac souhaite *« qu'on entre en campagne électorale pendant quatre mois »*, ce qui n'est pas, selon elle, *« l'intérêt de la France »*. Mᵐᵉ Cresson a réaffirmé que, si M. Mitterrand décide de ne pas se représenter, le meilleur candidat, à ses yeux, est M. Michel Rocard.

M. Mermaz : le désir des Français

Invité au « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Louis Mermaz, ancien président socialiste de l'Assemblée nationale, a observé qu'*« il y a un sentiment d'attente »* en faveur de M. Mitterrand. *« Qui d'autre*, a-t-il dit, *pourrait combler ce sentiment que le président, en décidant de poursuivre sa mission à la tête de l'Etat ?* En tout état de cause, selon lui, une nouvelle candidature de M. Mitterrand répondrait au *« désir »* des Français.

EN BREF

● **NOUVELLE-CALÉDONIE : visite du délégué national du PS.** — Le délégué national du PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Foll, député de Seine-et-Marne, doit effectuer à partir du mardi 12 janvier une *« tournée d'information et de contacts »* en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Il sera présent à Nouméa au moment où le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) organisera, de son côté, le 14 janvier, une convention destinée à faire le point de la situation sur le territoire quatre mois après le référendum du 13 septembre.

● **M. BARRE : les socialistes ont créé la nouvelle pauvreté.** — M. Raymond Barre a fustigé, le samedi 9 janvier à Paris, les anciens dirigeants socialistes, dont *« l'une des rares innovations est*, selon lui, *d'avoir créé la nouvelle pauvreté ». « Laurent Fabius s'en remettant à Coluche et à l'abbé Pierre, quel extraordinaire symbole de faillite du socialisme ! »* s'est-il exclamé au cours d'un colloque organisé par l'association Dialogue, présidée par Mᵐᵉ Monique Pelletier.

L'ancien premier ministre s'est déclaré favorable à l'institution d'un *« revenu social garanti »* pour aider les plus défavorisés. Cette *« aide sociale personnalisée (...) financée avec le concours de l'Etat et des départements, ne saurait*, précise-t-il, *être conduite par des lois et décrets généraux »*.

● **Les « rails » de M. Chaban-Delmas.** — M. Jacques Chaban-Delmas *a confirmé le samedi 9 janvier* à Bordeaux (Gironde) qu'il ne briguera pas *un nouveau mandat* de président de l'assemblée régionale d'Aquitaine. Au cours de l'inauguration du nouvel hôtel du conseil régional, le maire de Bordeaux a déclaré que *« les choses seront sur les rails »* lors du prochain renouvellement de l'Assemblée en 1992, et qu'il *« appartiendra à (ses) successeurs de poursuivre l'œuvre entreprise »*. En revanche, M. Chaban-Delmas a affirmé qu'il *« prendra encore la tête d'une liste »* aux élections municipales de 1989.

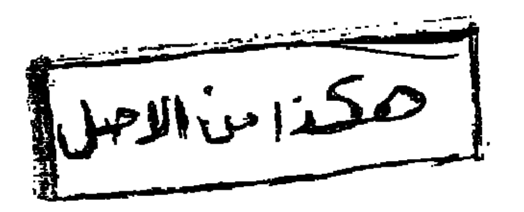


Les conventions fédérales du PS

Un militant socialiste sur quatre est favorable « contrat social » de M. Poperen

La candidature de M. ...

socialistes ne sont pas pres...



Politique

Réunis en assises nationales à Lyon

Les « rénovateurs » communistes ne veulent pas créer un nouveau PC

LYON
de notre envoyé spécial

Ce n'était pas 1920, ce ne fut pas le congrès de Tours. Réunis à Lyon, le samedi 9 et le dimanche 10 janvier, quelque trois cent cinquante « rénovateurs » communistes ont tenu les premières assises nationales d'une mouvance qui n'est pas devenue un parti. Une minorité était favorable à la structuration rapide en organisation, mais la majorité, conduite par M. Claude Llabres, coordinateur national des « rénovateurs », a opté pour le maintien d'une identité communiste dans les comités de soutien à M. Pierre Juquin, candidat à l'élection présidentielle.

Ce compromis, qui traduit une lente évolution du mouvement, estimé à environ quatre mille communistes, a inquiété les uns et rassuré les autres. Les inquiets sont les orphelins du PCF, les rassurés sont les opposants à la création d'un « PC-bis », à l'espagnole. Le compromis a également pour vocation de créer un réceptacle pour tous ceux qui, en rupture, interne ou externe, avec le PCF, sont dans l'expectative.

A l'évidence, la coordination nationale compte sur le soutien apporté, lors de ce mini-congrès, par M. Maurice Kriegel-Valrimont, communiste « historique » (*le Monde* daté 10-11 janvier), et la présence, également significative, de M. Robert Crémieux, rédacteur en chef adjoint de *l'Humanité-Dimanche*, pour donner un signe aux hésitants.

« Je suis venu pour être avec vous », a dit le premier, pour lequel *« le stalinisme n'est pas la révolution mais la cause de la crise du mouvement communiste »*. Opposant des années 60, M. Kriegel a estimé que ces assises constituaient *« un événement sans précédent »* et *« un phénomène historique »*. Une soixantaine de départements étaient représentés.

Il a rendu hommage au *« courage »* de M. Juquin, dont *« la candidature n'affaiblit pas le PCF mais vient compenser ses faiblesses »*. Dénonçant le *« contre-bilan de la droite »* et soulignant l'*« embarras du PS »*, M. Kriegel a déclaré : *« Il existe un espace politique pour une force politique. Il convient de ne pas rater le coche pour ouvrir l'avenir »*.

Si le philosophe Patrick Tort a relevé la *« chance historique de penser la révolution hors de la guerre »* et s'est prononcé contre un *« PC-bis »*, car *« le premier ne peut plus être identifié comme tel »*, le journaliste Robert Crémieux a affirmé que *« c'est l'idée même du communisme qu'il faut rénover »*, après avoir confié implicitement qu'il avait abandonné l'idée de voir changer le PCF.

« Héritiers » et « constructeurs »

En réponse à M. Pierre blotin, membre du bureau politique du PCF, qui, dans son rapport au comité central (*le Monde* du 8 janvier), mettait en garde les dirigeants communistes qui attendent *« bien au chaud »* le résultat de l'élection présidentielle pour passer à l'*« offensive »* dans le parti, M. Llabres leur a proposé de *« venir se chauffer au feu de notre pluralisme »*. Et en écho aux propos de M. Charles Fiterman, ancien ministre et membre du secrétariat du comité central, qui voyait dans ces assises *« une macédoine dans un dé à coudre tenu par le PS »*, M. Llabres a déclaré : *« Nous défendons ici les idées que Charles trouvait encore merveilleuses au comité central de juin 1984 »*, qui fut, après les élections européennes, houleux pour M. Marchais. *« Ce n'est pas nous qui avons reculé, c'est lui »*, a lancé le responsable *« rénovateur »* à l'adresse de l'ancien ministre.

Invité à ces rencontres, qui ont montré la difficulté pour cette mouvance de mettre en forme ses propositions politiques, M. Pierre Juquin a présenté ses partisans comme des *« héritiers »* des deux derniers siècles de la France progressiste, des *« constructeurs »* d'un nouveau mouvement et des *« rassembleurs »*.

« Au-delà de cette élection présidentielle, nous serons présents (...) Nous serons présents à toutes les échéances électorales », a dit le candidat « rénovateur » à l'Elysée, dont l'entourage revendique 328 promesses de signature de parrainage et 282 paraphes supplémentaires en attente. Dans ce total, il y aurait 51 élus sous l'étiquette communiste ou apparentés et 52 socialistes ou apparentés. Le prochain rendez-vous des « rénovateurs » se fera au sein de la rencontre nationale des comités de soutien, le 24 janvier à Paris.

OLIVIER BIFFAUD.

● **M. Fiszbin lance « un appel aux communistes ».** – M. Henri Fiszbin, député apparenté PS des *Alpes-Maritimes*, et *vingt-deux* anciens responsables et élus du PCF proches de *Rencontres communistes hebdo* (RCH), mouvement des *« communistes unitaires »* animé par l'ancien secrétaire de la fédération de Paris du PCF, ont rendu public, le mardi 5 janvier, un *« appel aux communistes »* pour le soutien de M. François Mitterrand lors de l'élection présidentielle. *« A gauche, tout de suite, pour renvoyer la droite »* affirme cet appel qui est notamment signé, outre M. Fiszbin, par Mme Christiane Gilles, ancienne secrétaire confédérale de la CGT, et MM. François Hincker et Marcel Guintard, anciens membres du comité central, Eddy Kenig, ancien responsable des avocats communistes de Paris, et Jean Garipuy, ancien chef de cabinet de François Billoux, *ministre de la santé à la Libération.*

Le sort de la fédération communiste du Doubs

Martial Bourquin majoritaire indésirable

M. Martial Bourquin a été réélu, pour la quatrième fois, premier secrétaire de la fédération communiste du Doubs, lors de la conférence fédérale préparatoire au vingt-sixième congrès national en novembre dernier. Pourtant l'équipe de M. Georges Marchais n'en veut pas comme interlocuteur. Non pas que M. Bourquin ait été mal élu – il a obtenu 95 % des voix en sa faveur – mais il dirige l'unique fédération contestataire à l'intérieur du PCF.

Quelques jours avant Noël, M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central, a envoyé une lettre en ce sens au secrétariat de la fédération du Doubs. En substance, il est reproché à M. Bourquin de partager les positions des communistes du département qui sont majoritairement opposés à la direction du PCF. Même si l'argument paraît surprenant – un dirigeant opposé à sa fédération, ce qui est impensable dans tous les partis, aurait l'aval de la direction nationale, – il permet de ne pas ratifier M. Bourquin.

Pour se conformer à l'article 35 des statuts du parti, c'est la candidature de M. Bourquin qui n'est pas ratifiée, dans la lettre de M. Plissonnier... un mois après son élection (*le Monde* du 24 novembre 1987). En opposition avec ce même article, ce n'est pas le comité central qui a pris cette décision – il n'en a pas discuté – mais le secrétariat du comité central. Il est vrai que, selon l'article 42, cette instance *« assure le travail courant »*. Décision politique s'il en est, une non-ratification est-elle un *« travail courant ? »*

A l'évidence, il est impossible à un dirigeant de *« conserver ses désaccords à l'intérieur du parti »*, malgré ce qui est proclamé. Un cadre de la fédération contestataire suggère à la direction du PCF, pour clarifier les choses, de fournir le nom d'un remplaçant, *« dans la ligne »*, de M. Bourquin pour permettre au comité fédéral de se prononcer. Comme dirait Brecht, on n'a pas toujours le peuple que l'on souhaite !

O. B.

Une élection cantonale

CHER : canton de Chateaumeillant (premier tour).

Inscr., 5 099 ; vot., 3 149 ; suffr. expr., 3 032. MM. Philippe Beauchamp (div. d.), adjoint au maire de Chateaumeillant, 1 298 voix : André Grimonprez (div. d.), 755 ; Roger Sandrier (PCF), 680 ; Gérard Bernadet (PS), 299. *Il y a ballottage.*

[Les deux candidats de gauche ont été éliminés dès le premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 26 octobre, de Georges Dumas (UDF-CDS), conseiller général depuis 1976. Si le candidat du PCF qui recueille 22,42 % des suffrages, améliore de 2 points son résultat de 1982 (20,21 %), le représentant du PS a pâti, lui, des divisions des militants socialistes locaux à la veille du scrutin. M. Bernardet qui obtient 9,86 % des voix, abandonne plus de 7 points par rapport au résultat du candidat socialiste en 1982 (17,3 %).

Les deux représentants de la droite qui recueillent 67,71 % des suffrages, améliorent de plus de 5 points le score obtenu par Georges Dumas en 1982 (62,48 %). M. Beauchamp qui bénéficiait du soutien de l'UDF et du RPR, obtient 42,81 % des voix tandis que M. Grimonprez recueille 24,9 % des suffrages.

Au premier tour de l'élection de 1982, Georges Dumas avait été réélu avec 2 478 voix, contre 799 à M. Sandrier et 684 à M. Mathieu (PS), sur 3 953 suffrages exprimés, 4 041 votants et 5 464 électeurs inscrits.]

Sept cent mille familles concernées

Effacement des dettes de réinstallation des rapatriés

Le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative, M. Camille Cabana, a annoncé, le vendredi 8 janvier, que *« les dettes de réinstallation des rapatriés non salariés vont être totalement effacées »*.

Cette décision tranche en faveur des pieds-noirs un conflit qui était *né* entre certaines de leurs associations et le ministère des finances à propos des mesures d'application prévues à cet effet dans la loi de finances rectificative de 1986 (*le Monde* du 21 décembre).

Cette disposition concerne plus de sept cent mille familles (agriculteurs, industriels, professions libérales, etc.) pour une somme de 1,5 milliard de francs. Elle *« correspond »*, souligne le ministère, *« aux engagements pris par M. Jacques Chirac auprès des rapatriés en novembre 1986 »*.

Une circulaire doit paraître prochainement au *Journal officiel* pour compléter celle du 28 août 1987, qui avait permis aux préfets de procéder à la remise de tous les prêts de réinstallation (à taux privilégiés ou ordinaires) souscrits auprès des établissements ayant passé des conventions avec l'Etat : de tous les prêts complémentaires aux précédents (ceux qui ont été souscrits entre 1981 et 1985 devant toutefois avoir été contractés moins de dix ans après le prêt principal) ; des prêts à l'habitat principal situé sur l'exploitation et consentis moins de dix ans après le prêt principal.

Lettres

La mort de Thierry Maulnier

Un intellectuel de droite sans esprit de chapelle

L'académicien Thierry Maulnier est mort le samedi 9 janvier à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine) où il résidait. Il était âgé de soixante dix-huit ans. Ecrivain, essayiste, critique et auteur dramatique, Thierry Maulnier était l'une des grandes signatures du *Figaro*.

Le restaurant qui jouxte le théâtre Montansier, côté cour, a des airs de Lipp versaillais. Marcelle Tassencourt, qui dirige la scène voisine, y a ses habitudes. Devant la vitrine, elle gare une espèce de jeep, d'où son mari, Thierry Maulnier, s'extrait avec peine, car il souffre déjà, en *1982*, de la maladie de Parkinson.

Je ne connais pas leur maison de *Marnes-la-Coquette*. A *les voir* apparaître, on ne dirait pas qu'ils habitent cette banlieue huppée, mais plutôt quelque ranch bancal, quelque clapier de gitans pour film de Godard. La légende veut qu'ils vivent au milieu de chats. Une chose est sûre, rare quand tant de notoriétés se trouvent associées : le luxe n'est pas leur affaire, ni le confort, même intellectuel.

Elle, Tassencourt, ne jure que par la poussière des planches et les plaisirs d'un théâtre qui *ne* paie pas. Quant à « Thierry », malgré le *Figaro* et l'Académie, il semble aussi « de la balle » ; trop lunaire pour connaître la tranquillité des assis, trop dévoré de soucis, sous ses airs de nonchalance, trop enclin au doute en dépit de ses appartenances. Avant même que la maladie n'ait raidi ce corps taillé pour la course, qu'elle n'ait figé ses traits et son regard, son aspect était celui d'un moine sans repos ; et son sourire, celui d'une souffrance que la réflexion approfondit, sans l'apaiser.

On a trop vite fait de ranger les normaliens des années 30 en deux camps tranchés et retranchés : d'un côté, les enfants de Jaurès, que l'horreur de Hitler conduirait dans les bras de Staline ; et, de l'autre, les fils de Maurras, promis au trajet inverse. Le vrai est que, sur le moment, les Nizan sont l'exception – *même* Sartre se tient à l'écart de 1936, – alors que l'idéologie qui domine rue d'Ulm, comme au quartier Latin, est celle de l'Action française. Bainville règne sur l'histoire, Bellessort sur les lettres.

Toutes options confondues, l'élite intellectuelle est persuadée que la démocratie formelle et bourgeoise, telle qu'elle sera une deuxième fois diffamée par la jeunesse trente ans plus tard, ne peut *« faire le poids »* face au communisme et au nazisme. Pour simplifier, il apparaît au plus grand nombre d'étudiants que le radicalisme des frères Sarraut, le pacifisme ambiant et le gâtisme des états-majors rendent inéluctable la victoire des Panzer, soudées qu'elles sont par une foi sans équivalent chez nous. Mai 40 donnera raison aux prophètes de notre déclin ; sans pour autant les réjouir, comme on l'a dit injustement, s'agissant de Thierry Maulnier en tout cas.

Sur Racine

Dès après la victoire, Maulnier reprenait, à l'égard du péril soviétique, le raisonnement – de sportif plus que de doctrinaire – qu'il tenait à propos des dictatures montantes d'avant guerre. Comment se muscler face à *l'impérialisme de* l'Est et à sa séduction auprès des *progressistes de bonne foi*? Maulnier ne comprenait pas la persistance de cette séduction au-delà de tous les démentis, et déplorait que ni le christianisme ni la consommation à l'américaine ne lui fassent pièce.

La fascination de l'échec dont l'Europe lui semblait victime était au cœur de ses réflexions, dans ses milliers d'articles comme dans la trilogie des *Vache sacrées*, dont les aphorismes sans illusion ont clos son œuvre d'essayiste nourri de Nietzsche et de Wittgenstein.

Intellectuel de droite, Maulnier l'a été dans toutes ses positions de publiciste durant quarante années, en particulier lors des guerres coloniales. Mais rien ne lui était plus étranger que l'esprit de parti ou de chapelle. Il y avait en lui une solitude de coureur de fond. Agnostique et mal consolé de l'être, il n'excluait aucune source de vérité, ni, en amitié, aucune famille. En témoignent ses entretiens avec le communiste Jean Elleinstein, et l'accueil amical qu'il m'a réservé lors de nos rencontres à l'ombre du théâtre, sa famille d'adoption. L'indépendance et la curiosité sans *a priori* étaient les marques de cet esprit éclectique, que les crises du milieu du siècle ont arraché à sa vraie vocation de songeur épris des beautés classiques.

Encore un *pur* littéraire victime de la politique, comme il y en eut tant avant guerre, et comme il s'en trouve encore tellement, avec moins d'excuses! On aura oublié depuis longtemps l'éditorialiste droitier quand on relira encore, avec bonheur, les textes lumineux du commentateur de Racine.

B. POIROT-DELPECH.

● **Hommage des membres du gouvernement.** – *« Thierry Maulnier,* a déclaré M. Jacques Chirac, *savait observer les événements du monde pour en retirer des leçons qu'il nous livrait avec une grande force de conviction. Il était inquiet jusqu'à l'extrême du rang de la France et du sort de notre civilisation. Sa modestie renforçait ses réflexions. Il restera comme un témoin rigoureux de l'histoire de son temps. »* De son côté, M. François Léotard, *le ministre de la culture*, a déclaré : *« Avec Thierry Maulnier, le théâtre classique perd l'un de ses plus ardents défenseurs. Inlassablement, avec Marcelle Tassencourt, il a défendu le texte contre le geste, le respect de l'auteur contre la puissance du metteur en scène. Son incessant combat (...) restera la marque d'un honnête homme de notre temps »*.

De la rue d'Ulm au « Figaro »

Essayiste, critique, auteur dramatique, journaliste politique, Thierry Maulnier (de son vrai nom Jacques Talagrand) ne craignait pas l'éclectisme. *Né à Alès* le 1er octobre 1909 d'un père *ancien normalien et* d'une *mère* ancienne sévrienne, il devait suivre l'exemple paternel et entrer à son tour à l'Ecole normale supérieure, où il voisina avec Robert Brasillach, Henri Queffélec, Jacques Soustelle, et Maurice *Merleau-Ponty*.

Rue d'Ulm, il prend son pseudonyme *lorsqu'il* collabore à *l'Action française* et à diverses *publications royalistes*. Il a vingt-trois ans lorsque paraît son premier ouvrage, un recueil d'essais intitulé *La crise est dans l'homme*, qui se veut une défense de la culture humaniste.

En 1933, il publie une étude sur Nietzsche et un second recueil d'essais, *Mythes socialistes ;* en 1934, un *Racine*, qui lui vaut d'obtenir le Prix de la critique *littéraire ;* en 1937, *Au-delà du nationalisme ;* en 1938, *une excellente Introduction à la poésie française*. Avant la guerre également, il collabore un moment, sur l'invitation de Pierre Gaxotte et Robert Brasillach, à *Je suis partout*. Sans abandonner *l'Action française*, il donne des chroniques au *Figaro*, dont il deviendra le collaborateur régulier sous l'Occupation, quand ce quotidien se sera replié à Lyon.

C'est encore en *1938 que*, préfaçant la traduction du *Troisième Reich de Moeller von den* Bruck, il écrit la malencontreuse phrase qui lui sera souvent reprochée : *« ... il nous paraît opportun de dire avec tranquillité que nous nous sentons plus proche d'un national-socialiste allemand que d'un pacifiste français »*.

L'élection à l'Académie française

Pour *le Figaro*, Thierry Maulnier rédigera chaque jour un commentaire des opérations militaires. C'est alors qu'il écrit *la France, la guerre et la paix* (1943, interdit en zone Nord), *Violence et conscience* (qui ne sera publié qu'en 1945), parallèlement à *Lecture de « Phèdre »* (1944).

En 1948, Maulnier fonde avec François Mauriac *la Table ronde*. La pensée de ce maurrassien semble avoir évolué vers davantage de tolérance. Mais, après la *Libération*, il *continue de participer* à la lutte anticommuniste, *comme en témoigne son essai* virulent *la Face de Méduse du communisme* (1952).

L'Académie française paraît lui adresser un appel en lui décernant, en 1959, son Grand Prix de littérature, puisque, cinq ans plus tard, exactement le 13 février 1964, il est *élu* par 20 voix sur 27 au fauteuil d'Henry Bordeaux. Il est reçu sous la Coupole par Marcel Achard, le 20 janvier 1966. Et son œuvre littéraire se poursuit avec *Cette Grèce où nous sommes nés* (1965), *Lettre aux Américains*, et la somme de réflexions sombres et sans illusions qui nourrissent une sorte de trilogie : *les Vaches sacrées*, d'un ton nietzschéen (1977), *l'Etrangeté d'être*, suite d'aphorismes où êtres et choses sont soumis au vertige du doute (1982), enfin *le Dieu masqué* (1985), celui qui se dérobe à *« ce cartésien sans dieu et ce pascalien sans foi »* (B. Poirot-Delpech).

Après la guerre, Thierry Maulnier est *devenu*, par *surcroît*, un homme de théâtre. Son mariage, en 1944, avec la comédienne et metteur en scène Marcelle Tassencourt n'est sans doute pas sans rapport avec cette seconde vocation, qui le conduira à faire lui aussi de la mise en scène.

Il a écrit et fait jouer : *Antigone*, en 1944 ; *la Course des rois*, en 1947 ; *Jeanne et ses juges*, jouée en 1949 sur le parvis de la cathédrale de Rouen ; *le Profanateur*, créé au Festival d'Avignon de 1950 et *présenté* en 1969 sur la deuxième chaîne ; *la Maison de la nuit*, 1954 ; *la Condition humaine*, adaptée du roman d'André Malraux, à la Comédie-Française, en 1954 ; *Œdipe roi*, adapté de Sophocle, en 1954 ; *le Prince d'Egypte*, d'après Christopher Fry, en 1955 ; *le Procès de Jésus*, adapté de Diego Fabbri, en 1958 ; *le Signe du feu*, également d'après D. Fabbri, en 1960 ; *le Saxe et le Néant*, en 1960 ; *le Soir du conquérant*, en 1970 ; *Un dialogue inattendu*, avec Jean Elleinstein en 1979.

La plupart de ses livres ont été publiés chez Gallimard.

Presse

Après trois jours de non-parution

Ultime décision mardi pour « le Matin de Paris »

« Nous ne prendrons pas de décision, y compris une décision entraînant un dépôt de bilan, avant le mardi 12 janvier, date à laquelle le conseil de surveillance du journal doit se réunir », a indiqué M. Didier Tourancheau, président du directoire du *Matin de Paris*, à la quarantaine de salariés rassemblés au siège du quotidien, le dimanche 10 janvier dans la soirée. *Le Matin de Paris* est absent des kiosques depuis le 8 janvier. Pendant le week-end, M. Jean-François Kahn, directeur de *l'Evénement du jeudi*, et auteur d'une proposition de relance pour *le Matin*, a rencontré à nouveau les actionnaires actuels du journal, mais ces derniers n'ont guère manifesté leur intention de boucler le capital de 6 millions de francs qui lui permettrait de sortir de l'impasse. D'autres contacts, noués avec de nouveaux partenaires, n'ont encore rien donné.

En cas de cessation d'activité puis de dépôt de bilan, le tribunal de commerce de Paris pourra choisir un noveau candidat à la reprise du *Matin*. M. Jean-François Kahn sera-t-il sur les rangs ? La partie sociale de son plan de relance – le licenciement de la moitié des cent vingt salariés, dont une trentaine de journalistes sur soixante-dix – constitue un sérieux handicap. Faute d'autres « repreneurs », *le Matin* pourrait alors être mis en liquidation.

Y.-M. L.

La mise en œuvre du plan de redressement

Les départs volontaires de « Libération » seront plus coûteux que prévu

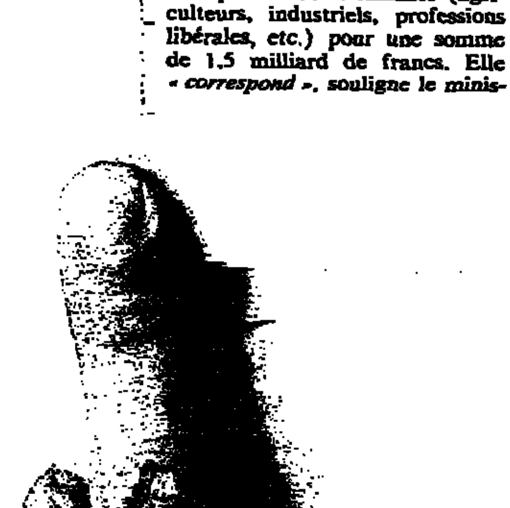
Le comité d'entreprise de *Libération*, réuni le vendredi 8 janvier, a pu enregistrer les noms des quarante-neuf salariés qui ont choisi, au 31 décembre 1987, de quitter le journal.

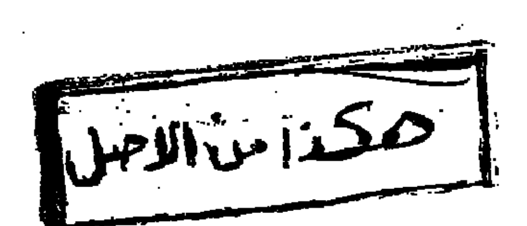
Les départs sont au nombre de vingt à la rédaction (mais l'un des journalistes partants conteste avoir décidé de quitter le journal, ce qui a incité les syndicats à demander à la direction les lettres qui lui ont été adressées), de quinze à la fabrication, de cinq à la télématique, de deux à l'administration, de six au service commercial et d'un aux services généraux.

A *Lyon-Libération*, trois des personnes touchées par le plan de redressement, dont René-Pierre Boullu, démissionnaire de son poste de rédacteur en chef de *Lyon-Libération*, contestent leur licenciement et réclament leur réintégration à Paris. Les seize autres salariés licenciés de l'édition lyonnaise demandent, quant à eux, à bénéficier, comme les salariés du siège parisien, des indemnités de départ volontaire. Le plan de redressement du directeur général du quotidien, *M. Jean-Louis Péninon*, tablait sur trente-cinq départs volontaires pour lesquels était prévue une enveloppe financière de 4 millions de francs. Or, selon les syndicats, l'obtention par la fabrication de la parité de traitement avec les autres catégories du journal, et le nombre de départs volontaires plus élevé que prévu, *nécessiteraient en fait une enveloppe* d'au moins 6 millions de francs.

Y.-M. L.







هكذا من الاصل

Société

JUSTICE

Quatre ans après la mort d'un jeune Algérien tué par un policier

Crime ou délit

Près de quatre ans après la mort d'un jeune Algérien de vingt-trois ans tué par un policier lors d'une interpellation mouvementée, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris se prononcera le 12 février, mais seulement pour dire si elle doit juger ce policier pour « homicide involontaire » ou si elle estime que les faits méritent la qualification criminelle de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Le 6 mai 1984, place de la Porte-d'Auteuil, vers minuit, trois policiers à bord d'une 4 L banalisée immobilisent une 504 Peugeot qui leur a été signalée par radio : ses occupants, trois jeunes gens, viennent d'avoir une violente altercation avec un autre automobiliste. Les gardiens de la paix en civil entourent la voiture, l'arme au poing. L'un d'eux tente de prendre les clés du conducteur lorsque la voiture effectue une brusque marche arrière, le traînant sur plusieurs dizaines de mètres, avant d'amorcer un demi-tour qui fait rouler le policier sur la chaussée.

Puis la voiture repart en marche avant vers le gardien de la paix étendu sur le sol. Ses collègues ouvrent alors le feu et lui-même, en se relevant, tire à six reprises en direction de la 504. Une seule balle a atteint la voiture, provenant de l'unique coup de révolver 357 Magnum tiré par le gardien Gérard Holtz alors âgé de vingt-neuf ans. Elle a traversé la lunette arrière avant d'atteindre le dos du conducteur, Zouaoui Benelmabrouk, qui décédera peu après.

A l'audience du vendredi 8 janvier, M. Holtz a indiqué qu'il avait tiré afin de protéger son collègue *« pour stopper le véhicule »* en soutenant que la voiture était perpendiculaire à lui, sans expliquer comment, dans ce cas, il a pu toucher l'arrière. Aucun témoin n'avait été cité ni les deux autres gardiens de la paix ni les deux passagers de la 504 qui, il est vrai, ont gardé peu de souvenirs du drame, car l'expertise a révélé un taux d'alcoolémie de 1,2 gramme et de 1,8 gramme, alors que celui de la victime était de 2,20 grammes. Il semble qu'ils n'aient pas compris que ces hommes en civil étaient des policiers.

« Holtz a tiré sur une voiture qui fuyait », ont estimé Mes François Serre et Jean-Pierre Mignard, conseils de la famille Benelmabrouk pour lesquels il ne s'agit ni d'une *« légitime défense »* ni d'un *« homicide par imprudence »*, mais d'une *« volonté de blesser »*. Aussi, pour les avocats, c'est un jury d'assises qui doit être saisi, s'agissant *« de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner »*.

Afin que la famille du jeune homme ne garde pas le sentiment que l'on a *« falsifié sa mort »*, le substitut du procureur de la République, M. Vincent Desclous a dû attendre la fin des applaudissements des amis de la famille Benelmabrouk, qui s'étaient joints à M. Pierre Juquin, pour déclarer qu'à son avis, la chambre d'accusation avait eu raison de renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel car il ne s'agit à ses yeux que d'un *« tir d'intimidation aux conséquences dramatiques »*.

En partageant cet avis, Me Christine Sigaut-Corneveau, défenseur du policier, a rappelé que, malgré de nombreuses interventions, notamment sur des prises d'otages, son client avait tiré une seule fois dans sa carrière : ce jour-là, lors d'un *« tir-réflexe »*.

Il reste qu'une nuit de mai, un jeune homme est mort et le tribunal devra dire s'il s'agit d'un crime ou d'un délit.

MAURICE PEYROT.

Les mystères du Conseil supérieur de la magistrature

Plaintes et enquêtes en tout genre

M. Yves Lutbert, l'ancien huissier au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) soupçonné d'être l'auteur de fuites de documents et de menaces anonymes à l'égard du secrétaire général du CSM, Mme Burguburu, a porté plainte, vendredi 8 janvier, pour atteinte à sa vie privée. Cette plainte fait suite à la découverte, le 23 décembre 1987, dans son immeuble, de trois anciens gendarmes reconvertis dans la surveillance privée et qui auraient tenté de placer son téléphone sous écoute téléphonique (*le Monde* daté 10-11 janvier). Une information judiciaire a été ouverte, confiée au juge Gilles Boulouque, habituellement chargé d'affaires de terrorisme.

Les ex-gendarmes surpris le 23 décembre nient toute tentative d'écoute et affirment avoir été sur les lieux pour vérifier l'identité et l'adresse d'un débiteur de mauvaise volonté. L'un d'eux, M. Robert Montoya, a indiqué, samedi, qu'il avait chargé son avocat, Me Francis Szpiner, d' toute procédure utile pour mettre fin à la campagne diffamatoire » dont il serait l'objet.

De son côté, le CSM, dans un communiqué diffusé samedi, a reconnu que M. Lutbert faisait l'objet d'une *« enquête administrative (...) diligentée par le commandant militaire du palais de l'Elysée, chargé d'assurer la sécurité dans les locaux du Conseil supérieur de la magistrature »*. *« Cette enquête*, poursuit le communiqué, *qui n'a eu lieu que dans les locaux du Conseil a permis d'établir que des présomptions graves et concordantes mettaient en cause la responsabilité d'un agent du ministère de la culture, affecté au Conseil (...). Il reviendra si nécessaire aux instances compétentes du ministère d'engager à son encontre une procédure sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles »*.

A propos de la guerre Iran-Irak

Une association de juristes assigne en justice Thomson-CSF

La société Thomson-CSF a-t-elle violé le droit international en fournissant à l'Irak en guerre contre l'Iran *« des moyens permettant et facilitant la poursuite d'une guerre légitimement dénoncée comme constitutive de crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité ? »* C'est la question que pose l'association de juristes Droit contre raison d'Etat (1), qui vient d'assigner en réparation cette entreprise, à qui elle demande 1 F de dommages et intérêts et, surtout, la publication dans plusieurs journaux du jugement à venir. Des actions similaires devraient être entreprises prochainement à l'encontre d'autres sociétés, notamment l'Aérospatiale.

L'objet social de l'association demanderesse, telle qu'il est formulé dans ses statuts, est de promouvoir le droit, et notamment le droit international humanitaire, considéré comme un produit de consommation et un bien de la société civile. Au nom *« d'intérêts économiques particuliers »*, constate Droit contre raison d'Etat, des sociétés privées — dans ce cas Thomson-CSF — *ne manifestent* pas le même souci lorsqu'ils fournissent des armements à des Etats engagés dans une guerre.

Il n'y aurait là que différence de sensibilité si la guerre qui oppose l'Iran à l'Irak n'avait été dénoncée tant par l'ONU, dans plusieurs résolutions du Conseil de sécurité, que par la Croix-Rouge, comme génératrice de *« crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, violations graves du droit international »*. Or, souligne Droit contre raison d'Etat, *« l'ONU a été constituée par les peuples des Nations unies, afin, notamment, de créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international »*. Quant à la Croix-Rouge, elle est pour sa part *« la principale des organisations mandatées expressément par les Etats signataires des conventions de Genève pour contrôler le respect et l'application de ces conventions et pour en dénoncer, le cas échéant, les violations »*.

« Les traités internationaux étant, *de par leur ratification par la France, partie intégrante de l'ordre juridique interne (...), les principes qu'ils édictent doivent à ce titre s'imposer à tous et prévaloir sur la loi interne. »* Droit contre raison d'Etat en conclut que Thomson-CSF, qui contribue à entretenir une guerre dénoncée par les organisations internationales auxquelles la France appartient, doit être condamnée. L'association avait déjà porté plainte contre X dans l'affaire Carrefour du développement, à propos du « vrai-faux » passeport délivré à Yves Chalier (*le Monde* du 2 juillet 1987). La plainte a été déclarée irrecevable le 10 décembre dernier. Droit contre raison d'Etat a interjeté appel.

G. M.

(1) Association européenne Droit contre raison d'Etat, 45, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

EN BREF

● **Baisse de la population pénale en décembre 1987.** — Avec 49 330 détenus dans les prisons du territoire métropolitain français au 1er janvier 1988, la population pénale, qui en comptait 51 041 au 1er décembre 1987, a diminué de 3,35 %. Les détenus recensés se répartissent ainsi : 29 108 condamnés définitifs et 19 068 prévenus, dont 13 % ont fait appel d'un jugement de première instance ou ont formé un pourvoi en cassation contre un arrêt de cour d'appel ou de cour d'assises. Par rapport au 1er janvier 1987, le nombre des détenus est cependant en augmentation puisqu'il était à cette date de 47 698 personnes.

● **Deux Maghrébins blessés par balles à Béziers.** — Un Marocain et un Algérien ont été blessés par balles, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 janvier à Béziers. M. Mohammed Zoubaa, trente-six ans, ouvrier agricole marocain, a eu la cuisse transpercée par une balle de petit calibre, tirée par un inconnu qui lui réclamait son portefeuille. Un quart d'heure plus tard, des passants ont découvert à une centaine de mètres à peine du lieu de la première agression, un Algérien, M. Ahmed Zamouri, trente-trois ans, frigoriste à Béziers, baignant dans une mare de sang, une balle ayant traversé la base de sa boîte crânienne. Dimanche soir, l'homme était encore dans le coma à l'hôpital de Montpellier.

FAITS DIVERS

Elèves ingénieurs et apprentis malfaiteurs

Trois élèves ingénieurs de l'Ecole supérieure de mécanique et micro-technique de Besançon (Doubs) ont été arrêtés puis écroués, samedi 9 janvier, pour le vol de matériel hautement spécialisé appartenant à plusieurs laboratoires de l'université bisontine.

Les trois jeunes gens s'étaient constitué des laboratoires personnels en volant, aux mois d'octobre et décembre, de nombreux micro-ordinateurs, un laser, des instruments optiques après s'être introduits, avec de fausses clés, dans les locaux de l'université.

La police judiciaire de Besançon, qui crut, dans un premier temps, avoir affaire à des spécialistes de l'espionnage industriel, devait les arrêter après que les étudiants eurent proposé à un particulier de lui vendre un appareil dont le numéro de série avait été effacé.

Attentat contre le siège du mouvement Initiative et Liberté

ttentat à l'explosif a été commis, samedi matin 9 janvier, contre les locaux du mouvement Initiative et Liberté (MIL), 4, rue Frédéric-Mistral, à Paris (15e). Cet attentat, qui a provoqué des dégâts matériels, a été revendiqué, lundi 11 janvier, par l'organisation Black War, qui, dans un texte adressé à l'Agence France-Presse, qualifie le MIL *« d'organisation fasciste qui amalgame socialisme et SIDA »*. Le MIL, présidé par M. André Decocq, professeur de droit à Paris-II, est, en réalité, un mouvement qui a comme objectif, ainsi que l'indique sa dénomination, de défendre *« une société fondée sur l'initiative et la liberté »*. Le mouvement regroupe dans son comité d'honneur différentes personnalités telles que le général de Boissieu, gendre du général de Gaulle, les anciens ministres Alain Peyrefitte et Alice Saunier-Séïté, et l'académicien Michel Droit.

L'organisation Black War, apparue pour la première fois le 12 décembre 1985 avec la revendication d'un précédent attentat contre l'association Légitime défense, a également signé quatre autres attentats à l'explosif ces dernières années à Paris.

ÉDUCATION

L'avenir de l'Université : Les propositions de M. Valade contestées

Les premières réactions aux propositions sur l'avenir de l'Université présentées par M. Jacques Valade le 7 janvier sont pour la plupart assez critiques. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) craint que l'on s'oriente vers *« un démantèlement du service public »* et *« une exclusion la plus rapide possible pour le plus grand nombre d'étudiants »*. Le SGEN-CFDT dénonce un plan Valade *« bien médiocre »*, qui risque de multiplier les *« formations parkings »*. Enfin, pour le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), ce plan *« renforce le caractère ségrégatif de l'enseignement supérieur à travers une logique de libéralisme »*.

Côté étudiants, réaction quasi-identique des deux syndicats de gauche : l'UNEF indépendante et démocratique et l'UNEF-Solidarité étudiante estiment positive la réaffirmation du principe des diplômes nationaux, mais sont inquiets sur plusieurs points qui rappellent le projet Devaquet, notamment la création de collèges universitaires conduisant à un premier cycle *« à deux vitesses »*.

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale, considère comme *« quantité négligeable le rapport Valade, qui ne situe pas clairement l'enjeu principal de l'enseignement supérieur »*. M. Roger-Gérard Schwartzenberg, ancien secrétaire d'Etat aux universités, souligne que ces propositions ne comportent aucun chiffrage, *« ce qui les rend assez platoniques »*, et relancent *« l'éternel débat sur l'organisation, alors que ce qui importe, c'est le contenu des formations »*.

Enfin, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, estime que, *« sans moyens, sans calendrier, sans engagement du gouvernement, M. Valade vient, comme M. Monory fin décembre, de se livrer à une opération électorale qui ne trompe ni lycéens, ni étudiants, ni enseignants »*.

De leur côté, les membres du collectif des étudiants libéraux de France (CELF) estiment que le rapport aborde « des questions essentielles », parmi lesquelles l'ouverture de l'université sur l'Euroep et la structure des établissements d'enseignement supérieur.

Au sommaire des Dossiers et Documents de janvier 1988

Les relations franco-ouest-allemandes

Il y a vingt-cinq ans, en janvier 1963, était signé le traité de l'Elysée, entre la France et l'Allemagne fédérale. Après deux guerres mondiales, les deux pays s'engageaient sur le chemin de la confiance. *« Pour la première fois depuis maintes générations*, déclarait alors le général de Gaulle, *les Germains et les Gaulois constatent qu'ils sont solidaires. »* Le traité lui-même est exemplaire et le texte en est rappelé qui visait à rapprocher la jeunesse des deux pays, leur politique étrangère comme celle de leur défense. Pour ce faire, il fallait exorciser le passé, et non le refouler comme en témoigne en France le procès Barbie.

« Les Germains et les Gaulois » ont en fait constitué le noyau dur de l'Europe, sur le plan monétaire avec un couple franc-mark il est vrai trop inégal, avec un rapprochement sur le thème de la défense et peut-être plus d'interrogations conjointes que de positions communes sur la politique étrangère, à l'égard de l'Est notamment ou la politique industrielle de l'Europe.

La faiblesse du bilan franco-allemand exprime en creux les espérances de ce couple obligatoire : échanges économiques par trop déséquilibrés, échanges culturels, en dépit des efforts de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), encore décevants, une agriculture française trop ambitieuse aux yeux des fermiers d'outre-Rhin. Il reste que, condamnés à avancer, l'Europe tout entière repose sur de bonnes relations franco-allemandes.

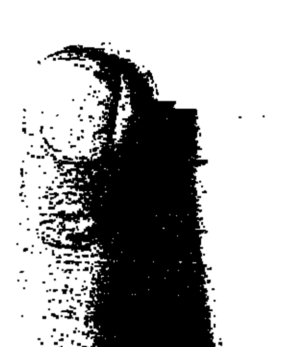
La concentration des entreprises

Acheter un concurrent pour se diversifier ou accroître sa part de marché est une pratique vieille comme le monde. Mais le mouvement s'est accéléré dans les deux dernières décennies, parce que la croissance était trop faible, que les modes de vie et donc les marchés se sont internationalisés, et que la recherche demande des moyens de plus en plus puissants. Plus récente, la vague de rachats ou de tentatives d'absorption, en Bourse, illustre l'émergence d'une nouvelle logique, financière, qui tend à supplanter la logique industrielle (voir les *Dossiers et documents* de novembre 1987 : « L'explosion des marchés financiers »).

Tous les secteurs sont concernés comme le montre le tableau des principales « affaires de 1987 ». Les moyens employés varient selon la législation des pays et le degré du contrôle gouvernemental : en France, le terrain de chasse apparaît particulièrement favorable ; au Japon, l'Etat veille ; aux Etat-Unis, les « raids » fragilisent les entreprises.

Ces concentrations pourraient favoriser l'émergence d'une industrie européenne. Le plus souvent elles se font au détriment de l'emploi sans que pour autant les résultats financiers et les performances à l'exportation apparaissent clairement positifs.

★ En vente chez tous les marchands de journaux : 7 F.



Société

REPÈRES

Droits de l'homme

Bernard Kouchner contre Claude Malhuret

M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, est sévèrement mis en cause par le docteur Bernard Kouchner, président d'honneur de Médecins du monde, dans un article du quotidien *Libération* du 11 janvier. Le docteur Kouchner écrit : *« Le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ne démissionne pas, Claude Malhuret ne fait pas son travail ».* Après avoir reproché au secrétaire d'Etat de s'être fait *« une popularité acquise au revers des droits de l'homme »*, le docteur Kouchner affirme : *« L'idéologie des libertés est devenue théologie étatique. Vive la nécessaire séparation des genres. »*

Le docteur Kouchner, qui reconnaît avoir *« naïvement »* approuvé en son temps la création d'un secrétariat aux droits de l'homme, rejoint donc la position de plusieurs associations, et notamment de la Ligue des droits de l'homme, qui estime qu'un secrétariat d'Etat ne peut être qu'une caution pour le gouvernement. *« Le secrétariat aux droits de l'homme doit disparaître »*, conclut le docteur Kouchner.

Environnement

L'autoroute A-14 fait grincer les dents

Le projet d'une autoroute à péage partant de La Défense et dégageant l'Ouest parisien en traversant deux fois la Seine puis la forêt de Saint-Germain — l'A-14 pour les ingénieurs de l'équipement — soulève une vive opposition. M. Georges Sarre, député (PS) de Paris, critique à la fois *« le retour à la frénésie autoroutière qui se fera au détriment des transports en commun, accroîtra le flot automobile et donc les embouteillages, et le recours au péage qui pénalise une seconde fois les salariés modestes qu'on a chassés en banlieue »*. Les associations de défense de l'environnement des six communes concernées se sont groupées en un collectif et condamnent cette nouvelle atteinte au cadre de vie. Quant à M. Michel Péricard, député (RPR) des Yvelines et maire de Saint-Germain, il s'oppose à cette saignée dans la forêt et ne juge satisfaisant aucun des projets techniques actuellement proposés.

Marée noire

Oiseaux mazoutés aux Pays-Bas

C'est un véritable avis de recherche, comme on en affichait jadis dans le Far-West, qui a été lancé, dimanche 10 janvier, par M[me] Neelie Smit Kroes, ministre néerlandais du transport et des voies fluviales. Elle demande que la communauté internationale l'aide à retrouver le ou les capitaines qui ont profité des patrouilles moins nombreuses pendant les fêtes de fin d'année, pour délester leurs soutes.

Deux marées noires successives dérivant sur des dizaines de kilomètres ont atteint les rivages des Pays-Bas. Englués par les hydrocarbures lourds, les oiseaux de mer ont péri par milliers. Les volontaires qui se sont rendus sur les plages durant le week-end n'ont pu en sauver que quelques centaines.

Nationalité

Réaction nuancée de la Ligue des droits de l'Homme

Dans un communiqué publié dimanche 10 janvier, la Ligue des droits de l'Homme *« demande au gouvernement de retirer son projet qui reste déposé sur le bureau du Parlement »*, car ce projet de réforme du code de la nationalité est *« contredit pour l'essentiel par les propositions des « sages »*. La Ligue estime que, *dans leurs conclusions, les « sages » paraissent nettement rejeter la logique d'exclusion qui inspirait le projet du gouvernement »*. Elle se *« réjouit » « que le débat, si mal engagé, ait progressé »* et note, en matière de naturalisation : *« une amélioration sensible »*. Cependant, la Ligue estime que *« sur certains points, les mesures préconisées par la commission seraient en recul sur les dispositions actuellement en vigueur »*, notamment *« l'exigence d'une déclaration volontaire »* pour certains jeunes nés en France. Pour la Ligue, *« quel que soit son intérêt, le rapport de la commission de la nationalité reste enfermé dans les limites d'une question mal posée ; c'est au problème de la citoyenneté qu'il s'agit désormais d'élargir le débat : peut-on continuer de subordonner les droits civiques à la nationalité ? »*

Une rencontre « utile » à Rome

Les universités catholiques et le Vatican débattent de la fécondation « in vitro »

ROME
de notre correspondant

Un dialogue difficile a commencé au Vatican entre les autorités de l'Eglise et les universitaires catholiques favorables à certaines formes de fécondation *in vitro*. Samedi 9 janvier, un communiqué prudent a été publié par les recteurs des quatre universités catholiques concernées, MM. Pierre Macq (Louvain), Bernard Van Iersel (Nimègue), Michel Falise (Lille) et Mgr Guy Maertens (représentant du recteur de Leuven), qui ont rencontré les cardinaux William Baum et Joseph Ratzinger, préfets des congrégations pour l'éducation catholique et pour la doctrine de la foi. Des contacts ultérieurs sont annoncés dont le calendrier reste à définir.

Pour le moment, les deux parties campent sur des positions qu'elles n'entendent pas modifier. *« Nous étions sans illusion. Nous n'étions pas venus défendre la FIVETE homologue* (fécondation *in vitro* et transfert de l'embryon entre époux), a déclaré M. Falise, *mais exposer les problèmes posés par l'application de l'instruction vaticane. »* Le document *Donum Vitae*, publié en mars dernier, interdit, en effet, toute fécondation *in vitro*, y compris « homologue » — pratiquée dans les quatre universités, — parce que celle-ci entraîne la mort des embryons surnuméraires et parce qu'elle rompt le lien entre procréation et acte conjugal. Cette position du Saint-Siège a été clairement réaffirmée samedi.

Cependant, l'universitaire de Lille a jugé la rencontre *« utile et précieuse »*. Selon lui, un *« petit espace de liberté* de facto, *non de jure »* est apparu, puisqu'il doit y avoir des échanges ultérieurs sur l'application de l'instruction.

Divergences

Les scientifiques étaient accompagnés par les grands chanceliers de leurs universités, le cardinal Godfried Danneels, archevêque de Bruxelles, pour les deux universités belges, le cardinal Adrianus Simonis, archevêque d'Utrecht, et Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille.

Le communiqué qualifie le débat d'*« approfondi et clair »* : les participants n'ont pas dissimulé leurs divergences. Ils n'en ont pas moins souligné *« de manière convergente »* l'importance de la recherche dans les universités catholiques et l'importance pour l'humanité des principes et des valeurs mis en relief par le Saint-Siège.

Les recteurs ont expliqué qu'il existe une *« tension »* entre leur fidélité aux valeurs de l'Université — rigueur, crédibilité, conscience — et leur fidélité à l'Eglise. Et, selon une formule de M. Falise, *« la fidélité et l'obéissance ne sont pas toujours la même chose »*. La question d'éventuelles sanctions à l'égard des « rebelles » n'a pas été abordée. L'application des directives du Vatican relève d'ailleurs des conférences *épiscopales concernées*.

Pour les universitaires, le fait même que la réunion ait pu se tenir — elle avait été organisée à leur demande — est un succès. C'est l'absence d'une consultation préalable *qui avait été l'un des principaux griefs des milieux scientifiques* catholiques après la publication de l'instruction *Donum Vitae*. — *(Intérim.)*

« No smoking » à New-York

Aux termes d'une loi signée le vendredi 8 janvier par M. Edward Koch, le maire de New-York, il sera interdit de fumer, à partir du 6 avril, dans la plupart des magasins, restaurants et lieux de travail de la ville. La loi interdit *l'usage du cigare, de la pipe et* de la cigarette dans presque tous les établissements publics autres que les petits restaurants et les boutiques. Elle prévoit que les entreprises de plus de quinze personnes devront délimiter des sections non-fumeurs.

Les magasins pouvant accueillir plus de cent cinquante clients, les banques, les écoles et les hôpitaux sont également frappés par cette interdiction, de même que certaines parties des cinémas, théâtres et gymnases. L'usage du tabac sera d'autre part limité à certaines zones dans les halls d'hôtel, les gares et les *grandes stations de chemin de* fer et d'autobus. Les restaurants de plus de cinquante couverts devront consacrer au moins la moitié de leur salle aux non-fumeurs. Les personnes qui *fumeront* dans les endroits interdits seront passibles de 50 dollars d'amende et les entreprises qui ne respecteraient pas la loi de 500 dollars.

● **Le prix Science et défense 1987 au professeur Claude Goutelard.** — D'un montant de 120 000 F, le prix Science et défense 1987 a été décerné au professeur Claude Goutelard, cinquante-quatre ans, de l'UIT de Cachan, pour ses travaux sur le radar transhorizon. Baptisé « Nostradamus », ce projet français vise à utiliser la réflexion d'ondes haute fréquence sur l'ionosphère, pour disposer d'un radar capable d'observer *des cibles mobiles, à toutes altitudes*, à des distances entre 700 et 3 000 kilomètres.

● **Une navette soviétique avant la fin de l'année.** — La construction de la navette spatiale soviétique, analogue à celle qu'ont réalisée les Américains, devrait être achevée cette année. Selon le directeur adjoint du centre d'entraînement des cosmonautes soviétiques, M. Alexei Leonov, un modèle effectue actuellement des tests.

Les Américains étudient le projet d'un nouvel avion-espion

L'armée de *l'air américaine* étudie, en secret, la conception d'un nouvel avion-espion à long rayon d'action qui remplacerait l'actuel avion de reconnaissance SR-71.

Selon le *New York Times*, repris par l'*International Herald Tribune*, du lundi 11 janvier, ce nouvel avion de reconnaissance stratégique serait capable de voler à 6 100 kilomètres à l'heure (plus de cinq fois la vitesse du son) et d'atteindre des altitudes *supérieures à 30 000 mètres*. Il emprunterait des technologies dites « stealth » de moindre détection par des radars adverses, telles qu'elles ont été mises au point pour deux autres avions en projet : un bombar*dier et un chasseur*.

Ravitaillable en vol, ce nouvel avion-espion aurait un équipage de deux hommes, et seule la résistance de ces deux hommes limiterait les capacités de l'appareil à exercer une surveillance permanente du territoire adverse.

L'armée de l'air américaine estime que l'existence de satellites d'observation ne supprime pas la nécessité de faire appel à des avions pilotés pour la reconnaissance aérienne à longue distance. C'est précisément le rôle de l'actuel SR-71 qui vole à trois fois la vitesse du son mais dont la technologie date d'un *quart* de siècle.

Pour la première fois

Une congrégation bouddhiste obtient une reconnaissance légale en France

PÉRIGUEUX
de notre envoyé spécial

La communauté bouddhiste de Saint-Léon-sur-Vézère, un village de quatre cents habitants au cœur du Périgord, a été reconnue comme *« congrégation religieuse »* par un décret, *publié au Journal officiel du* 10 janvier. C'est la première fois en France que des religieux non catholiques bénéficient de ce statut qui leur procure des avantages fiscaux.

La communauté bouddhiste de Saint-Léon a été installée en 1974 par M. Bernard Benson, scientifique et philosophe britannique de renommée internationale, *qui milite pour la paix*. Au départ, il avait accueilli dans son château de Chaban — où M. Jacques Delmas, futur président de l'Assemblée nationale, avait installé son réseau de résistants pendant la deuxième guerre mondiale — des enfants tibétains en exil.

La communauté est organisée sur une partie de la propriété. Aujourd'hui, elle réunit trente membres dont douze moines. Parmi eux, plusieurs Occidentaux convertis. La communauté est bien accueillie par les habitants de Saint-Léon, ce qui explique que le conseil municipal ainsi que le préfet de la Dordogne, consultés dans le cadre de la procédure pour l'octroi du statut de « congrégation », aient donné un avis favorable.

J.-J. B.

Le cent vingtième

Pour en arriver à cette reconnaissance légale de la communauté de Saint-Léon, il a fallu faire une enquête jusqu'au Sikkim (Inde). En effet, selon la loi de 1901 sur les associations, la principale condition à remplir pour la reconnaissance d'une congrégation religieuse est l'engagement de l'*« évêque »* à prendre cette communauté sous sa juridiction.

Le Conseil d'Etat n'a pas vu *d'obstacle à ce que l'attestation* soit donnée par une personnalité non-catholique, en l'occurrence un lama. Encore fallait-il que l'autorité spirituelle de ce *dernier soit incontestable*. Une habilitation a donc été demandée au régent de l'école bouddhiste tibétaine Kagyupa, dont le siège est au Sikkim.

Cette première reconnaissance d'une communauté non catholique fera jurisprudence. D'autres communautés religieuses, bouddhistes, musulmanes ou orthodoxes, sans parler de congrégations catholiques ou protestantes, qui n'ont jamais demandé la personnalité civile, pourraient être tentées de bénéficier de ce statut. Jusqu'à présent seules cent dix-neuf associations religieuses — toutes catholiques — étaient reconnues.

Ce faible nombre s'explique par l'histoire agitée des rapports entre les congrégagions et les pouvoirs publics. Depuis la loi de juillet 1901, leur autorisation est soumise à un vote du Parlement. Dans le climat anticlérical du début du siècle, toutes les demandes d'autorisation étaient refusées.

La législation et la pratique se sont progressivement assouplies. Depuis avril 1942, la reconnaissance peut être reconnue par décret, mais il a fallu attendre 1970 pour voir les premières reconnaissances légales d'associations religieuses.

H. T.

La saga judiciaire de l'« Amoco-Cadiz »

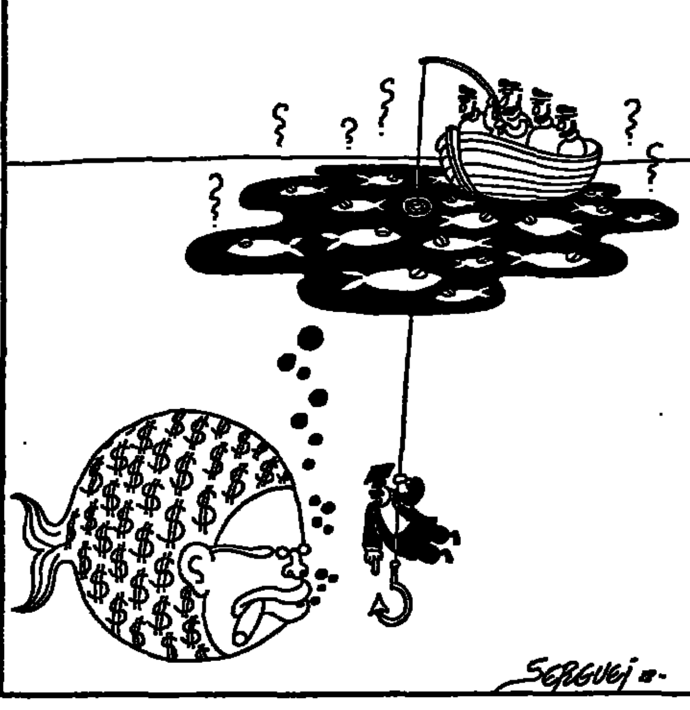
(Suite de la première page.)

Il a fallu encore exactement deux ans (18 avril 1984-16 avril 1986) avant que reprenne le procès destiné à fixer le montant des indemnités. C'est lors de cette phase du procès que les *lawyers* chargés de la défense de la Standard Oil ont épluché ligne à ligne les livres de comptes de chaque commune plaignante. Des kilos de photocopies ont alors traversé l'Atlantique, cependant que des enquêteurs venaient discrètement se renseigner sur place, en Bretagne. Lorsque des millions de dollars sont en jeu, la justice américaine ne badine pas avec la procédure. Les plus petits faits à charge ou à décharge pouvaient se traduire par des millions en plus ou en moins à débourser. Tout a donc été passé au peigne fin.

Les Bretons à Chicago

De leur côté, les élus bretons n'ont pas hésité à se rendre physiquement à Chicago — certains même à plusieurs reprises — pour être entendus par le juge et assister en force au rendu des jugements. Tous ont eu le sentiment de jouer le rôle des habitants du village gaulois d'Astérix en lutte contre le rouleau compresseur romain, c'est-à-dire américain. Sûrs de leurs droits, ils ne pouvaient que gagner...

Gagner, oui, mais combien? Toute la question est là. Le syndicat intercommunal présidé par le sénateur-maire (CDS) de Ploudalmézeau (Finistère), M. Alphonse Arzel, réclame pour sa part 850 millions de francs. *Mais un éventuel dédommagement* sera déjà considérablement grevé par l'engagement consenti par les communes membres : une cotisation de 12 F par habitant et par an pendant dix ans. L'Etat, quant à lui, demande 500 millions de francs pour ses dépenses immédiatement consécutives au sinistre. Quant aux hôteliers, ostréiculteurs, pêcheurs et autres professionnels *lésés* par la marée noire, leurs factures additionnées



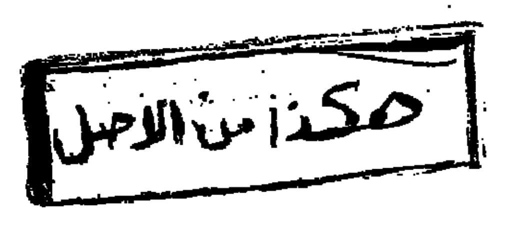
totalisent 200 millions de francs. Soit, au total, 1 milliard et demi de francs réclamés par les parties françaises (la Shell, qui a perdu le chargement qu'elle avait commandé, a, de son côté, réclamé des dommages et intérêts).

« J'espère que l'argent n'arrivera pas avant les élections municipales de 1989 », dit curieusement M. Pierre Jagoret, ancien *député-maire* (PS) de *Lannion* (Côtes-du-Nord). Comme plusieurs de ses collègues, il craint les *« folles dépenses »* que pourrait entraîner un éventuel pactole touché à quelques mois d'une élection. La perspective d'un pourvoi en cour d'appel par la Standard Oil devrait le rassurer...

Si les dommages et intérêts tardent encore à venir, les plaignants peuvent se consoler, comme le suggère M. Alphonse Arzel, en méditant le cas des « boues rouges » de la Montedison, en Italie, qui a mis treize ans à être réglé. Mais ils peuvent aussi considérer avec envie leurs compagnons d'infortune alsaciens qui, un an après l'incendie de Sandoz et la pollution du Rhin qui suivit, viennent de toucher leur chèque de 11 millions de francs. Préférant la négociation amiable à un long procès, les victimes de Sandoz s'étaient constituées en association (Alsarhin) et avaient réussi à présenter à la firme chimique suisse un dossier « en béton » *éliminant les mauvais* plaignants.

Un mauvais arrangement, dit-on, vaut mieux qu'un bon procès. Que dire d'un bon arrangement ?

ROGER CANS.



Sports

HANDBALL : la préparation du Mondial B

Le coup d'envoi des Français

Dans le cadre de sa préparation pour le championnat du monde B, qui aura lieu en France en 1989, l'équipe de France de handball a concédé deux défaites honorables contre la Yougoslavie. Samedi 9 janvier à Paris, les Français se sont inclinés par 19 à 20, et le lendemain, à Dijon, par 23 à 30.

Le handball veut échapper à son histoire et rebondir hors des cours d'école. Pour la Fédération française de handball (FFHB), la venue, au Palais omnisports de Paris-Bercy, des Yougoslaves, champions du monde et olympiques de la spécialité, était l'occasion d'afficher les nouvelles ambitions de ce sport. Affichage sur les murs de la capitale, dans les couloirs du métro, dans les journaux. *« Le hand étonne Bercy »*, disait la publicité.

Certes, Veselin Vujovic, la star mondiale du handball, et ses coéquipiers n'ont pas puisé dans leurs réserves, mais les six mille spectateurs de Bercy et les téléspectateurs conviés par Antenne 2 à se passionner en direct pour le handball ont été étonnés par la farouche résistance des Français. Teigneux en défense, opportunistes en attaque, les hommes de Daniel Costantini ont entretenu le suspense jusqu'au bout.

Ce résultat inespéré est précieux pour la poursuite de la politique de communication entamée par la FFHB à l'occasion de cette rencontre amicale. Campagne dans la presse, court métrage au cinéma et clips à la télévision, tous les supports seront utilisés. La fédération a fait appel à des professionnels de la communication pour opérer son changement de look.

« Nous ne pouvions pas faire plus longtemps l'impasse sur le sport-spectacle, reconnaît le directeur technique national Jean Férignac. *Alors nous entrons dans le jeu médiatique en essayant de le contrôler. »* Cet ancien gardien international défendait les buts de la France lors de la seule victoire tricolore sur la Yougoslavie le 14 février 1964. Il sait bien que la notoriété est inaccessible sans les résultats sportifs. C'est pourquoi l'opération séduction de la FFHB s'inscrit dans un ambitieux pari sportif : participer aux Jeux olympiques de 1992. La France doit pour cela se classer dans les cinq premiers du Mondial B qu'elle organise en 1989, puis dans les six premiers du championnat du monde A en 1990.

En vue de ces échéances, les handballeurs français se sont engagés dans une préparation à long terme. Contrairement aux internationaux de volley-ball, qui avaient été soustraits à leurs clubs pendant les dix-huit mois précédant le Mondial, ils vont partager leur temps, explique le DTN, *« en alternant les périodes de préparation individuelle au sein de leurs clubs et les regroupements nationaux »*.

Bien qu'à la disposition des clubs, les joueurs s'entraînent deux fois par jour selon un contenu d'entraînement conçu par la direction technique nationale et qu'un entraîneur régional a mission de faire exécuter.

« Des professionnels »

En dehors du championnat, c'est-à-dire la moitié de l'année, les internationaux sont réunis en stage pour travailler sur le plan tactique et rencontrer les meilleures formations européennes. C'est le cas actuellement. Après les tournois de Belgique, du Danemark et d'Espagne en décembre, la France disputera trois matches contre les Pays-Bas et trois autres contre l'Autriche d'ici à la fin du mois. *« Il s'agit d'une phase d'évaluation des joueurs »*, dit Jean Férignac.

Une vingtaine d'entre eux seront retenus pour la préparation finale. Un noyau d'anciens comme le gardien Philippe Médard, auxquels s'ajoutent quelques grands gabarits issus de l'équipe espoirs. Pendant les treize mois qui les séparent du rendez-vous mondial, ils n'auront qu'un souci : jouer au handball. La FFHB a négocié avec les employeurs de chacun d'eux pour obtenir leur détachement complet pendant toute la durée de l'opération. *« Ce sont des professionnels »*, résume Jean Férignac. Jusqu'en 1989, 1990 ou 1992 ? Les handballeurs tiennent leur destin entre leurs mains.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Le dixième Rallye Paris-Alger-Dakar

Le désert sous une mauvaise étoile

Le dixième Rallye Paris-Alger-Dakar est entré dans une phase délicate de son existence. Après les premières étapes algériennes, trop longues ou trop difficiles, ce fut une avalanche d'abandons. Une série d'accidents graves a endeuillé le rallye depuis son entrée au Niger. C'est d'abord le camion DAF d'assistance qui, le 9 janvier, a fait plusieurs tonneaux après une embardée à très grande vitesse (plus de 180 km/h). Le navigateur, Kees Van Loevezijn, trente et un ans, a été tué sur le coup, cependant que le pilote, Léo Van de Rijt, et le mécanicien étaient grièvement blessés. Toute l'équipe DAF s'est retiré de la compétition. A la fin de cette même spéciale Djado-Arlit, à travers le désert du Ténéré, au Niger, une voiture Mitsubishi, conduite par Alain Chaminade et Jean-Marie Lignière, a fait plusieurs tonneaux. Jean-Marie Lignière s'est brisé la colonne vertébrale. Le lendemain 10 janvier, à 22 kilomètres du départ de la spéciale Arlit-Agadès, la voiture Range Rover conduite par René Boubet et Patrick Canado a fait une sortie de piste. Patrick Canado, trente-sept ans, a été tué et René Boubet blessé à la hanche. Le matin même, au bivouac d'Arlit, un mécanicien de l'équipe toulousaine Odyssud, qui dormait à la belle étoile dans l'enceinte du camping, a été écrasé au cours d'une manœuvre par la voiture d'un concurrent. Souffrant d'un enfoncement de la cage thoracique, il a été rapatrié sur Paris. Il ne reste plus que quelques deux cent trente concurrents (sur six cents) en course dans le rallye, qui se repose à Agadès toute la journée du 11 janvier.

Invitation au voyage

AGADES
de notre envoyé spécial

Pour une fois, les invités de marque – dans tous les sens du mot – vont pouvoir assister à un spectacle rare dans le rallye : le départ en ligne d'une cinquantaine de motos à travers le Ténéré. Derniers chevaliers du désert pour les uns, horde sauvage pour les autres, qu'importe. Il faut voir ces bolides vrombissant d'impatience, avec leurs cavaliers bardés de cuir, engoncés dans leurs combinaisons d'astronaute. Tout le monde attend fébrilement le rugissement des monstres et les gerbes de sable qui doivent jaillir d'un seul élan. Mais un hélicoptère surgit, se pose sur la piste et le directeur de course, René Metge, annule la spéciale. Les concurrents feront l'étape Djanet (Algérie)-Djado (Niger) en simple liaison, c'est-à-dire sans chronomètre. Débandade générale. Les invités de marque regagnent précipitamment leurs véhicules, car, même en liaison, les concurrents du Paris-Dakar sont difficiles à suivre. Nous allons accompagner ces suiveurs particuliers qui, à l'invitation d'une grande marque ou d'un organisateur de voyages, tentent chaque jour de recouper l'itinéraire du Rallye pour contempler le passage des concurrents, de préférence dans un site sauvage ou *« enchanteur »*.

Notre pilote, Jérome Hurpoil, est un personnage. La barbe rousse, la calvitie précoce (trente-huit ans), la corpulence imposante, Jérome a le profil du pionnier irlandais du Far-West. Mais c'est un vieil africain, qui a roulé sa bosse d'infirmier anesthésiste pendant une douzaine d'années en Côte-d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Burkina-Faso. Il est devenu organisateur d'expéditions (la logistique) et en même temps agent d'une grande marque automobile. Il a fait deux fois le Dakar en concurrent et plusieurs fois aussi Alger-Le Cap.

Le Team Manager de notre caravane de quatre véhicules 4 × 4 est un « pro ». Ce n'est pas lui qui va laisser sa colonne en perdition dans le Ténéré. Au début, pas moyen de se perdre : on suit à distance les balises numérotées qui jalonnent la piste en ligne droite dans le désert, de Djanet à Djado. Bien qu'ils soient en liaison, les concurrents nous doublent en trombe. Les motos godillent curieusement, leur roue arrière patinant dans le sable mou.

Il faut une grande pratique de l'enduro pour se maintenir en selle ou debout sur les repose-pieds en pareil terrain, et avec tant de chevaux dans les cylindres.

Se diriger « au cap »

Ce qui devait arriver arrive : notre petite colonne s'ensable. *« Dégonflez les pneus à 1 kilogramme »*, ordonne Jérome sur sa radio de bord. Quelques coups de pelle sont quand même nécessaires pour dégager les plus enlisés. Nous avons heureusement à notre service un camion d'assistance, qui assure à la fois l'intendance et le dépannage. Grâce à lui, nous pouvons regonfler en un clin d'œil pour aborder la steppe de sol dur – en principe – du fameux Ténéré. Pour cette traversée du désert, notre petite colonne rejoint un convoi de huit Land Rover où ont pris place des suiveurs très particuliers : des agents de voyage primés *« meilleurs vendeurs »*, et que l'on récompense avec une semaine de Paris-Dakar, entre El-Oued et Tombouctou.

Chaque jour, Giancarlo, leur guide italien, les emmène sur le passage des bolides, même si la plupart se moquent de la course. *« Et maintenant, on traverse la pampa en direct »*, annonce Jérôme. Il veut dire que le convoi abandonne la piste balisée pour se diriger « au cap » vers le massif de l'Adrar-Bous, point théorique du bivouac.

Adieu autos, motos et camions de course. A nous les grands espaces vierges. Grisant, en effet. Les quinze véhicules qui ont finalement rejoint le convoi peuvent rouler à toute vitesse en faisant chacun leur tracé, sur un sol souple mais presque toujours ferme. Jérôme rappelle souvent ses troupes à l'ordre, car elles ont tendance à diverger de la « mère poule » (le camion d'assistance), au risque de se perdre en quelques minutes. Les « poussins » exécutent alors de larges boucles qui dessinent une chorégraphie dans le sable, comme d'autres le font sur neige ou sur glace. Nous sommes au pays des mirages. Tout autour de l'immense plateau, on voit la mer.

L'heure du bivouac

Les montagnes, à l'horizon, se muent en îles flottantes et les voitures qui s'éloignent se mettent à onduler comme des feux follets. Le moindre tas de pierres devient un campement nomade. Le plus petit relief apparaît comme un arbre.

Vient la nuit, et donc l'heure du bivouac, bien que personne dans le convoi puisse dire à quel endroit nous sommes. L'Adrar-Bous est, sans doute, encore loin, mais où? Nous verrons demain. Pour l'heure, c'est le grand déballage. Les malheureux qui pensaient vivre des moments rares au cœur du Ténéré, désert dans le désert, doivent déchanter. Au lieu du silence de la nuit, on a droit à la musique en cassettes et aux plaisanteries échangées par les radios de bord, toutes portes ouvertes. Pour faire bonne mesure, le cuistot met en route le groupe électrogène. Il a besoin de lumière pour découper en fines tranches les truffes fraîches apportées de France.

Les agents de voyages champions des ventes ont en effet décidé de mener grande vie en cette soirée à l'écart du monde. Champagne, foie gras, saint-estèphe, whisky en nourrice de 5 litres : quoi de plus émoustillant que l'abondance dans le désert? Après force libations, et même un anniversaire, un invité porte un toast : *« Vive le tiers-monde ! »* Le cri provocateur suscite quelques apartés, vite recouverts par les cris et les rires. Le feu de bois, allumé avant même que se taise le groupe électrogène, est déjà consumé à l'heure des liqueurs. Chacun s'en retourne alors sous sa tente ou à la belle étoile, comme en un bivouac ordinaire du Paris-Dakar. Ils auront éprouvé le frisson de la marche au cap en terre inconnue. Ils auront senti la puissance – et l'impuissance – de la mécanique affrontée au désert. Ils auront contemplé à loisir des paysages féeriques mais ils auront toujours ignoré l'angoisse du concurrent. Aperçu au loin comme un élément du décor au cours d'une semaine de rêve.

ROGER CANS.

SKI ALPIN : la Coupe du monde

Serge Guillaume, le... conquérant

Après les filles, les garçons. Alors que Catherine Quittet réitérait ses performances de Tignes en se classant deuxième au super-géant, disputé samedi 9 janvier à Lech-Am Arlberg (Autriche), derrière la Suissesse Zoé Hass, les skieurs de l'équipe de France, profitaient des épreuves de Val-d'Isère pour accumuler les bons résulats : samedi, lors de la descente remportée par le Suisse Pirmin Zurbriggen, Franck Piccard décrochait la quatrième place et Christophe Plé la sixième. Dimanche 10 janvier, pour le super-géant, Piccard réalise le 2e meilleur temps derrière l'Allemand Markus Wasmeier.

VAL-D'ISÈRE
de notre envoyé spécial

Effacée la moue de décembre sur la même aire d'arrivée de la piste OK de Val-d'Isère. Franck Piccard sourit. Champion du monde juniors de descente en 1982, il retrouve enfin une place sur le podium. A vingt-quatre ans, Piccard glisse plus vite que Pirmin Zurbriggen, le Suisse champion du monde en titre. La suite logique d'une bonne performance, réalisée samedi 9 décembre, lors d'une descente sur cette même piste, mais qui, pour quelques centièmes de trop, avait privé l'athlète français des places d'honneur.

Piccard, le taciturne, retrouve l'usage de la parole. « Pépin », comme le surnomment amicalement ses camarades, court d'une caméra de télévision à l'autre. *« Il n'y a pas de miracle*, explique le skieur des Saisies (Savoie). *Lorsque tout se passe bien avec les entraîneurs et avec les fabricants de matériel, les résultats suivent. »* Le champion évoque les filles, dont les réussites l'ont enthousiasmé et, surtout, les jeunes comme Christophe Plé, vingt et un ans, *« qui viennent nous taquiner, grignotant des points »*.

Car les « anciens » de l'équipe de France ne veulent pas être oubliés dans ce renouveau du ski tricolore. Les durs, les fortes têtes, ont obtenu du directeur technique national, peu de temps après sa nomination, de se constituer en groupe à part. Luc Alphand, Denis Rey, Jean-Luc Crétier et Franck Piccard forment, depuis l'automne, une petite bande appelée les « polyvalents ». Un quarteron de skieurs au palmarès juniors très riche, mais qui sont quelquefois rebelles aux encadrements trop stricts. Une longue présence en équipe de France et des personnalités fortes rendaient ces garçons rétifs au système traditionnel.

Les « Top Gun », ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes, ont choisi leur responsable, Serge Guillaume, l'homme qui avait accompagné leurs succès en juniors. Serge, le séducteur aux yeux bleus, le malicieux tout sourire, a accepté, à quarante-quatre ans, de revenir dans le monde du ski. Espoir dans les années 60, il abandonnait la compétition à la suite de blessures multiples, pour s'orienter vers le métier d'entraîneur. Mais la passion du sport qui l'anime toujours le poussait vers d'autres pratiques. Les skis posés au râtelier, il se lançait dans la voile. Avec succès, puisqu'il décrochait un titre de champion d'Europe en dériveur 420.

De « French-Kiss » aux juniors

Voile l'été, ski l'hiver, le conseiller technique régional du Lyonnais a fait ses armes d'entraîneur ou, plutôt, de meneur de sportifs ambitieux. Au contact des frères Pajot ou des frères Follenfan, il a développé son sens des contacts et sa façon de pousser les jeunes, sans jamais élever la voix. Doux avec ses protégés, Serge Guillaume sait aussi être direct avec les responsables, qui apprécient modérément ses prises de position nettes. Les allers et retours neige-mer se sont succédé au fil des orientations de la Fédération française de ski.

Un titre de champion de France en 1977 à bord d'un « 505 » et c'était le retour vers la montagne, avec la responsabilité d'un groupe de juniors. *« Avec Jean Andina, un entraîneur de descente, nous prenons en charge des garçons pleins de qualités, comme Denis Rey, puis ensuite Piccard et Alphand, qui réussirent de belles performances lors des championnats du monde juniors »*. Serge se souvient de ces jeunes, qui *« n'aimaient pas se soumettre facilement et qui adoraient discuter les propositions »*. Mais la patience de l'entraîneur triomphe souvent. *« Ils ne manifestaient pas de réactions d'opposition véritable, mais demandaient à être écoutés »*, affirme, comme pour les défendre encore, Serge Guillaume.

Mais la belle ambiance du groupe n'a pas suffit aux responsables fédéraux de l'époque, à la recherche de solutions nouvelles pour faire mousser le ski français. Au printemps 1986, Serge était remercié. Juste à temps pour participer à l'aventure de French-Kiss, qui se mettait en place. Entraîneur physique des marins de Marc Pajot, il passa la saison d'hiver en Australie, bien loin des désastres de Crans-Montana. Une nouvelle expérience des rapports humains, jusqu'à ce qu'un certain Jean-Pierre Puthod, un champion en France de descente, qui avait fréquenté son groupe, devienne directeur technique national et rappelle le marin.

Le groupe se réforme. Les anciens retrouvent l'ami avec qui ils avaient partagé des victoires. *« Je les ai rassurés*, explique Serge Guillaume ; *je leur ai fait comprendre qu'ils pouvaient vaincre des champions comme Wasmeier ou Zurbriggen, ainsi qu'ils l'avaient fait lorsqu'ils étaient plus jeunes. »* Les entraînements se succèdent et les polyvalents écoutent les conseils de leur maître, en slalom comme en descente. Ils travaillent toutes les disciplines à la recherche de la meilleure position qui leur fera gagner les quelques dixièmes de seconde fatidiques.

La thérapeutique semble porter ses fruits ; Franck et Luc reprennent confiance en eux. Et même si une méchante blessure écarte le solide Luc Alphand du circuit, il revient néanmoins très vite. *« J'ai rechaussé seulement mardi dernier et j'arrive à me classer dix-septième, lors du super-géant »*, lance Luc, plein d'allant. *« Et puis, la deuxième place de Franck, c'est tellement super pour nous tous. »*

SERGE BOLLOCH.

● La Fédération française de ski (FFS) et la commune de Saint-Martin-de-Belleville (Savoie), viennent de signer une convention prévoyant la création dans la station des Menuires d'un stade permanent de slalom sur la piste réservée pour les Jeux olympiques de 1992. Dès l'automne prochain, les skieurs français bénéficieront d'un domaine d'entraînement correspondant aux exigences techniques de la compétition de haut niveau, disposant d'un système d'enneigement artificiel et d'équipements vidéo.

Les Internationaux de tennis d'Australie

Balles noires pour Cash

Disputés dans le nouveau stade de Flinders Park à Melbourne, les soixante-seizièmes championnats internationaux de tennis d'Australie, dotés de 1,9 millions de dollars de prix, ont débuté le lundi 11 janvier. L'adoption du *rebound ace*, un revêtement synthétique souple qui succède à l'herbe du vieux stade Kooyong, n'a pas trop dépaysé l'Australien Pat Cash, vainqueur d'entrée de l'Autrichien Thomas Muster (7-5, 6-1, 6-4). En revanche, le vainqueur de Wimbledon a été la cible de manifestants anti-apartheid qui lançaient des balles noires sur le court pour protester contre sa participation récente à un tournoi en Afrique du Sud.

Dans le camp des Français, Jérôme Potier a réussi la meilleure performance en éliminant l'Américain Paul Annacone, tête de série nº 13, (3-6, 4-6, 6-3, 7-5, 6-4). A court de compétition, Yannick Noah (tête de série nº 5) a frôlé l'élimination face au Bahaméen Roger Smith (147e au classement ATP). Après avoir sauvé deux balles de match dans le cinquième set, le Français s'est imposé 6-7, 5-7, 6-4, 6-2, 16-14, après quatre heures cinquant et une minute de jeu. Guy Forget s'est également qualifié en battant le Canadien Grant Connell (6-2, 6-3, 6-4). Tout comme Tarik Benhabilès, vainqueur de l'Autrichien Horst Skoff (6-3, 3-6, 7-6, 7-5). En revanche, Thierry Champion, qui s'était blessé la veille en jouant au football, n'a pas été autorisé à disputer son match par le superviseur. Thierry Tulasne a été battu par le Néerlandais Menno Oosting(6-2, 7-6, 6-3). Dans le tournoi féminin, Emmanuelle Derly a été éliminée par l'Australienne Louise Field (7-6, 6-1).

Les résultats

Automobilisme

LE RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

DJADO-ARLIT
(dixième étape)

● **Autos-camions.** – 1. Pescarolo, 2 h 29 min 9 s ; 2. Shinozuka, à 1 min 43 s ; 3. Kankkunen, à 2 min 8 s ; 4. Fontenay, à 6 min 35 s ; 5. De Rooy *(premier des camions)*, à 10 min 16 s.

● **Motos.** – 1. Mas, 6 h 7 min 39 s ; 2. Peterhansel, à 22 s ; 3. Charbonnier, à 3 min 7 s ; 4. Olivier, à 9 min 53 s ; 5. Gualdi, à 16 min 44 s.

ARLIT-AGADEZ
(onzième étape)

● **Autos-camions.** – Vatanen, Peugeot 405 T16 (Fin.), en 5 h 20 min 12 s ; 2. Lartigue, Mitsubishi-Pajero (Fr.), à 4 min 17 s ; 3. Cowan, Mitsubishi-Pajero (G-B), à 17 min 38 s ; 4. Kankkunen, Peugeot 205 T16 (Fin.), à 19 min. 13 s ; 5. Tijsterman, Mitsubishi (P-B), à 41 min 44 s.

● **Motos.** – 1. Orioli, Honda (It.), 9 h 19 min 51 s ; 2. Picco, Yamaha (It.), à 56 s ; 3. Olivier, Yamaha (Fr.), à 52 min 34 s ; 4. Mas, Yamaha (Esp.), à 55 min 7 s ; 5. Terruzzi, Honda (It.), à 55 min 52.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

● **Autos-camions.** – 1. Vatanen, Peugeot 405 T16 (Fin.), 17 h 11 min 24 s ; 2. Kankkunen, Peugeot 205 T16 (Fin.), à 1 h 3 min 56 s ; 3. Lartigue, Mitsubishi (Fr.), à 2 h 10 min 51 s ; 4. Shinozuka, Mitsubishi (Jap.), à 3 h 13 min 12 s ; 5. Tijsterman, Mitsubishi (Hol.), à 4 h 15 min 19 s.

● **Motos.** – 1. Picco, Yamaha (It.), 36 h 34 min 39 s ; 2. Orioli, Honda (It.), à 54 min 53 s ; 3. Neveu, Honda (Fr.), à 1 h 48 min 24 s ; 4. Lalay, Honda (Fr.), à 3 h 36 min 14 s ; 5. Mas, Yamaha (Esp.), à 4 h 12 min 3 s.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(quatrième tour, retour)

*Saint-Etienne b. Reims	86-76
Orthez b. *Antibes	103-97
Cholet b. *Nantes	88-77
*RCF Paris b. Monaco	105-87
Villeurbanne b. *Lorient	91-78
*Limoges b. Mulhouse	85-84
*Avignon b. Caen	83-78
*Tours b. Vichy	74-71

Classement. – 1. Limoges et Cholet, 51 pts ; 3. Nantes, 45 ; 4. Orthez, Monaco et Villeurbanne, 44 ; 7. RCF Paris, 43 ; 8. Antibes et Caen, 39 ; 10. Mulhouse, 37 ; 11. Tours, 33 ; 12. Lorient, 31 ; 13. Avignon, 28 ; 14. Vichy et Saint-Etienne, 27 ; 16. Reims, 25.

Cyclisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE CYCLO-CROSS

1. Christophe Lavainne, (Système U), 1 h 6 min 49 s ; 2. Gayant (Toshiba, m.t.) ; 3. Yvon Madiot, à 1 min 22 s 4. Arnould, à 2 min 27 s ; 5. Casas, à 2 min 43 s ; 6. Thévenard, 2 min 51 s ; 7. Marc Madiot, à 2 min 53.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(deuxième journée des play off)

Mont-Blanc b. Rouen	7-3
Villard-de-Lans et Gap	3-3
Français Volants b. Briançon	6-3

Classement. – 1. Villard-de-Lans, Gap, Mont-Blanc et Français Volants, 3 pts ; 5. Briançon et Rouen, 0.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(sixième journée)

Poule 1

Tarbes b. *Saint-Jean-de-Luz	16-9
Grenoble b. *Lourdes	16-7
*Toulon b. Agen	19-4
*Béziers b. Pau	30-15

Classement. – 1. Toulon, 17 pts ; 2. Béziers, 14 ; 3. Grenoble et Agen, 13 ; 5. Tarbes et Saint-Jean-de-Luz, 11 ; 7. Lourdes, 10 ; 8. Pau, 7.

Poule 2

*Bègles-Bord. b. Valence	44-0
*Graulhet et Dax	9-9
Aurillac b. *Tulle	27-4
*Auch et Perpignan-R	9-9

Classement. – 1. Bègles-Bord., 16 pts ; 2. Dax, 15 ; 3. Graulhet, 13 ; 4. Aurillac, 12 ; 5. Perpignan-R, 11 ; 6. Auch et Valence, 10 ; 8. Tulle, 9.

Poule 3

*Bayonne et Racing-CF	9-9
*Bourgoin-J. b. Montferrand	19-11
*Romans b. Montchanin	21-13
*Toulouse b. Biarritz	55-8

Classement. – 1. Toulouse, 18 pts ; 2. Bayonne, 15 ; 3. Montferrand, 14 ; 4. Bourgoin-J., 13 ; 5. Romans, 10 ; 6. Racing-CF, 9 ; 7. Biarritz, 8 ; 8. Montchanin, 5.

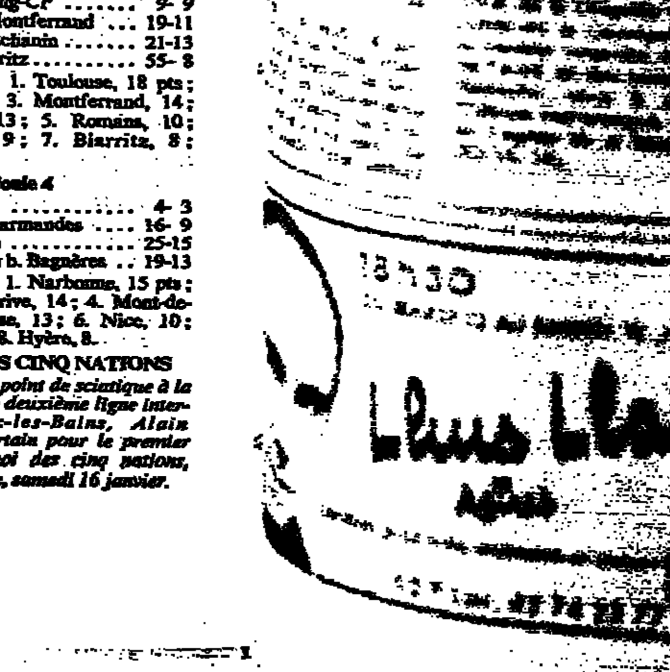
Poule 4

Hyères b. *Nice	4-3
Narbonne b. *Marmandes	16-9
Brive b. *Tyrosse	25-15
*Mont-de-Marsan b. Bagnères	19-13

Classement. – 1. Narbonne, 15 pts ; 2. Bagnères et Brive, 14 ; 4. Mont-de-Marsan et Tyrosse, 13 ; 6. Nice, 10 ; 7. Marmande, 9 ; 8. Hyère, 8.

TOURNOI DES CINQ NATIONS

Souffrant d'un point de sciatique à la hanche gauche, le deuxième ligne international d'Aix-les-Bains, Alain Lorieux, est incertain pour le premier match du Tournoi des cinq nations, France-Angleterre, samedi 16 janvier.





Charles Munch et l'Orchestre de Paris

Il y a vingt ans débutait l'épopée de l'Orchestre de Paris, marquée par la forte personnalité de Charles Munch et sa mort brutale. Deux livres récents s'attachent l'un à la vie du fondateur, l'autre à un premier bilan de cette grande institution musicale.

Un portrait cavalier

Philippe Olivier, ancien critique musical de *Libération*, nous donne le premier livre consacré à Charles Munch, ce qui est presque incroyable quand on pense que le grand chef français est mort il y aura vingt ans le 6 novembre prochain, au cours de cette tournée américaine où il avait mené le tout jeune Orchestre de Paris à la consécration internationale.

« Le rassemblement d'une documentation livresque, iconographique et discographique (sur Munch) procède souvent d'investigations policières », nous dit l'auteur, qui s'est borné à une vue assez cavalière de la vie et s'est appliqué surtout à brosser un portrait en quelques chapitres brillants et rapides. Mais une véritable biographie reste à écrire après un long travail de recherche et sans attendre que les témoins aient tous disparu.

L'essai de Philippe Olivier semble écrit au fil de la plume, une idée appelant une anecdote et les temps se mélangeant de manière parfois confuse. On va de traits baroques en aperçus profonds, avec maintes digressions étonnantes, même si les éléments essentiels de la personnalité de Munch sont bien mis en valeur, malgré quelques exposés contradictoires.

Le chapitre sur la technique de Munch, « Un magicien parfois irrégulier », est particulièrement éclairant, avec de nombreux témoignages de ses proches, notamment d'Irène Aïtoff, qui fut pendant dix ans sa collaboratrice.

Le plus précieux du livre réside dans le catalogue commenté des enregistrements qu'il a laissés, mais disparus pour la plupart des catalogues français. Peut-être le travail de Philippe Olivier incitera-t-il RCA à republier en disques compacts nombre de gravures exceptionnelles avec l'Orchestre de Boston, les Berlioz, le *2e Concerto* de Brahms avec Rubinstein, ou l'intégrale de *Daphnis et Chloé*, par exemple.

En attendant, les admirateurs de Munch ont été comblés ces derniers mois par la publication en cinq disques compacts des enregistrements réalisés en public avec l'Orchestre national entre 1962 et 1967, qui nous rendent vivante sa présence au sommet de son art et dans son répertoire de prédilection, en particulier les symphonies de Berlioz, Schumann, Brahms, Franck, Honegger, Roussel et Dutilleux (1).

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Charles Munch, une biographie par le disque*, de Philippe Olivier. Ed. Belfond, 214 pages, 98 F.

(1) Disques Montaigne, TCE 8730, MUN 2011, 2021, 2031, 2041.

Premier bilan

A l'occasion des vingt ans de l'Orchestre de Paris, vient de paraître *un magnifique livre-album, qui* dépasse de beaucoup le genre des publications flatteuses qu'une PME édite à sa propre gloire. Dans une belle mise en pages, admirablement illustrée, c'est un bilan qui analyse avec rigueur la réussite de notre orchestre. L'historique de Jean-Pierre Guillard en particulier ne *cache pas les difficultés rencontrées* pour stabiliser un ensemble tout jeune, soumis à trop de bouleversements avec la mort brutale de Charles Munch, les passages rapides de Karajan et de Solti, les problèmes de Barenboïm jusqu'en 1978, etc.

Les chapitres d'André Tubeuf sur la programmation, de Pierre-Jean Remy sur les artistes invités et surtout de François Dupin sur « l'esprit maison » apportent des éléments de réflexion sur la vie profonde d'un orchestre et les conditions de son épanouissement.

Mais on prendra aussi intérêt aux aspects cachés de « l'entreprise Orchestre de Paris » telle que l'étudie Robert Lattès, directeur de Paribas, et aux chiffres significatifs qu'il donne de cette puissante activité artistique, dont voici quelques exemples :

— budget 1986-1987 : 70 millions de francs, provenant de l'Etat (42,5 %), de la Ville de Paris (20,5 %) et de la vente des billets (28 %) ;

— personnel : 148 personnes salariées et 180 choristes bénévoles ; salaire annuel des instrumentistes : de 203 000 F à 408 000 F ;

— cachets des chefs d'orchestre : de 35 000 F à 100 000 F ; des chanteurs et des solistes : de 20 000 F à 78 000 F, etc.

Les précieuses annexes offrent notamment le détail de tous les programmes donnés depuis la fondation, ainsi que la nomenclature des cent trois enregistrements de l'orchestre, de tous les chefs et solistes invités, enfin les noms des musiciens titulaires en 1967 et 1987. Cette dernière liste, qui touchera particulièrement ceux qui ont suivi l'orchestre depuis l'origine, fait apparaître une grande disparité selon les pupitres, avec un renouvellement de 50 % et plus pour les violons, les altos, les flûtes ou les bassons, alors que sept contrebasses sur neuf, quatre trompettes sur cinq et neuf violoncelles sur douze sont de fondation...

Comme l'écrit Jean-Pierre Guillard, *« en vingt ans, l'Orchestre de Paris a parcouru toute la distance qui sépare l'association symphonique, valeureuse autant que précaire, de l'institution musicale, stable et respectée »*.

J. L.

★ *Orchestre de Paris*, ouvrage dirigé par Nicole Salinger, coédition Francis Van de Velde/Hachette, avec le soutien de la Fondation Paribas, 218 pages, relié, 330 F.

Semaine du mélomane

Lundi 11 janvier, hommage à Michel Foucault par l'Ensemble Intercontemporain : œuvres de Stockhausen, Messiaen, Boulez, Webern, Berio et Schoenberg, sous la direction de Pierre Boulez, à 20 h 30, au Théâtre du Rond-Point (42-56-08-80).

Les Mardis de la musique de chambre présentent, le 12 janvier, au grand auditorium de Radio-France, à 18 h 30, des œuvres de Honegger, Castérède, Taïra et Bayer, à 22 h 30, un récital violoncelle-piano avec Arto Noras et Akiko Ebi dans des pages de Beethoven, Schubert, Rachmaninov et Paganini (entrée libre).

Mercredi 13 et jeudi 14 janvier, l'Orchestre de Paris interprétera, sous la direction de Seymon Bychkov, les *Mouvements pour piano et orchestre*, de Stravinski, le *Concerto pour piano*, de Takemitsu (soliste, Peter Serkin) et *la Symphonie fantastique*, de Berlioz, salle Pleyel, à 20 h 30 (45-63-88-73).

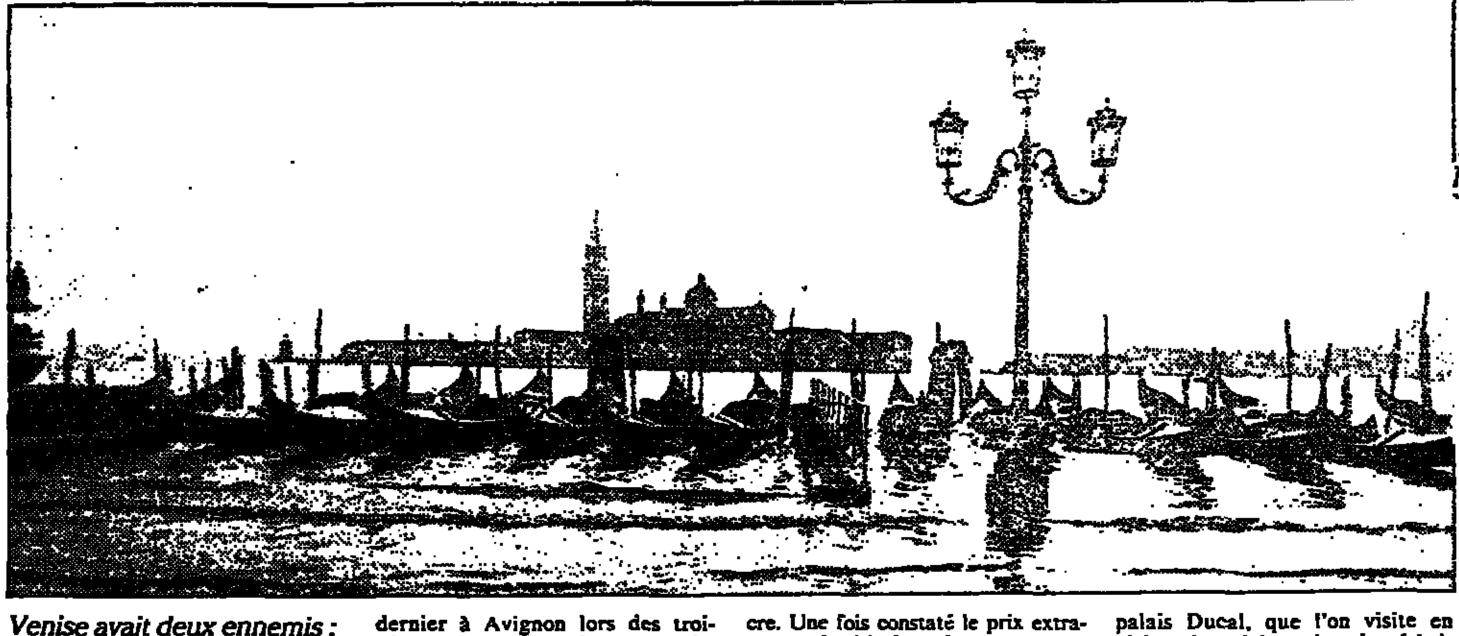
L'opéra de Purcell, *Didon et Enée*, sera représenté au Théâtre de la Bastille, avec Véronique Dietschy, Nathalie Stutzmann, Catherine Dune, Birgitte Lafon et l'Ensemble baroque de Nice, direction Gilbert Bezzina ; mise en scène Pierre Strosser, les 15, 16, 19, 20, 22 et 23 janvier à 21 heures, le 17 à 17 heures (43-57-42-14).

Samedi 16 janvier, l'Ensemble Musique Oblique et l'Ensemble vocal de la Chapelle royale interpréteront *le Cantique de Racine*, la version originale du *Requiem*, de Fauré, et des motets de Mendelssohn, sous la direction de Philippe Herreweghe, à 20 h 30, en l'église de la Madeleine (42-30-15-16).

G. C.

« Tourisme culturel » à Venise

La gondole, quelle galère !



CARLOS FREIRE

Venise avait deux ennemis : l'eau et la pollution. La solidarité internationale a sans doute permis sa sauvegarde. Mais le prix à payer est un tourisme envahissant que la ville ne parvient pas à gérer. Quant au tourisme culturel que la municipalité appelle de ses vœux, tout est fait pour le décourager.

« A Venise, ville exquise, j'arrivais pour le Carnaval... » La situation a passablement évolué depuis que Charles Trenet sautillait ainsi sur l'air de la lagune. Venise est en effet à la veille de perdre son âme, si ce n'est déjà fait, avant d'avoir sauvé ces pierres que Ruskin exaltait.

Voilà des décennies qu'on nous en rebattait les oreilles, de la mort de Venise, devenue l'archétype de la ville éphémère, l'antithèse de l'éternelle Rome. « Venise s'enfonce », « Venise disparaît », « Il faut sauver Venise », etc, étaient les titres ordinaires de la presse. Voilà des décennies que les organismes internationaux lancent des campagnes de protection ou de restauration, que les nations riches ou aisées, les mécènes de tous bords et les esthètes fortunés relaient à des degrés divers les finances de l'Italie et celles de cette municipalité bicéphale que forme en fait Venise avec Mestre. Et voilà des décennies que l'argent se dissout dans les eaux de la lagune, qui mastique le bois, la brique et la pierre, assaisonnés du frais citron de la générosité publique pressée de faire durer ce beau morceau du « patrimoine mondial ».

Kermesse frénétique

La lagune, la mer, l'eau, et tous les produits qu'on peut y déverser sous le nom générique de pollution, étaient les principaux ennemis déclarés de la ville. Or, un nouvel ennemi vient d'être repéré, le fameux « homo turisticus », vulgairement touriste, bête innocemment malfaisante, comme la sauterelle, et qui, comme elle, compte nombre d'espèces et de sous-espèces. Celles des saisons chaudes et celles des saisons froides ; les migrantes, aux brefs séjours, et les sédentaires, considérées comme plutôt moins néfastes ; les grégaires, les butinantes, les savantes, les profanes... A quoi il faut désormais ajouter deux espèces jusqu'à présent considérées comme inoffensives et qui se révèlent cependant les plus nocives puisqu'elles permettent la survie du touriste : le Vénitien soi-même (mâle ou femelle) et, plus redoutable encore s'il se peut, le spécialiste de Venise (professionnel ou amateur). L'équilibre est rompu (*le Monde* du 14 août 1987).

Numériquement aussi, d'ailleurs : de 200 000 à la fin de la guerre, le nombre des habitants de Venise proprement dite est passé à 80 000 en 1985, et un quotidien régional indiquait, il y a quelques jours, que quatre d'entre eux étaient depuis partis pour des terres plus stables. Les touristes, eux, qui étaient environ 800 000 à visiter la Cité des doges en 1949, étaient près de 2 millions en 1970, et 2 700 000 en 1986, cela malgré les défections américaines liées aux menaces des terroristes.

Or ces chiffres ne comprennent pas l'espèce des *pendolari*, comme les appelle le maire socialiste de la ville, Nereo Laroni : *« Ceux qui viennent à Venise y passent quelques heures, puis retournent le soir à leur lieu de résidence. Ceux-ci, qui échappent nécessairement à un recensement précis, constituent cependant une masse évidente de proportion énorme, qui a sur la ville et sur ses structures extrêmement délicates un impact qui rejoint et parfois dépasse les limites de la tolérance »*, déclarait-il en novembre dernier à Avignon lors des troisièmes rencontres internationales pour la protection du patrimoine culturel. *« A l'effet de congestion, à la paralysie des moyens de transport ou de la viabilité interne, à l'insuffisance — par rapport à une demande qui se gonfle de façon inimaginable — des services de restauration et d'hébergement, correspond une attitude justifiée de rejet de la part des habitants. Au niveau conceptuel, le refus s'exprime à l'égard du processus de réification avilissant et sale auquel est soumis la cité. »*

De fait, l'afflux des touristes est, à certains moments, terrifiant, au point de vider de tout contenu les termes de ville d'art et de patrimoine. Il s'agit maintenant d'une kermesse frénétique, dont les mobiles dépassent, à l'évidence, les seuls attraits du beau, du charme, ou même le plaisir vraisemblable que procure l'instinct grégaire, et qu'on a appelé, au tournant des années 80, le « goût de la fête ». Le Carnaval, réinventé d'ailleurs en 1980 par les Vénitiens, à la fois pour « étaler » le tourisme hors de la période estivale et pour se faire un peu d'argent de poche, a bien mis ce phénomène en évidence. Peu passionnés par ce remue-ménage qui se traduit principalement par une marée haute de bouteilles vides place Saint-Marc, sociologues et historiens se sont généralement abstenus de chercher les raisons du nouvel engouement, constatant simplement que les nouvelles festivités n'ont pas grand-chose à voir avec les anciens rites qui régissaient Carnaval.

Il serait grand temps, cependant, que les spécialistes de la Sérénissime s'interrogent sur son image dans la communauté internationale. Au discours stéréotypé sur Venise au péril des eaux, a, en effet, succédé, ou s'est ajouté, un discours tout aussi stéréotypé sur la pollution par le tourisme, comme s'il n'y avait aucun rapport de cause à effet. Mais comment le public international pourrait-il, à l'heure du tourisme de masse, résister à la considérable, l'envahissante publicité que s'est faite la Cité des doges à travers les campagnes pour sa sauvegarde. *« La plus belle ville du monde risque de disparaître »*, lit-on, entend-on, voit-on à longueur d'année, et il n'est pas un article, pas une revue, pas un livre, pas une émission, pas un colloque sur le thème du patrimoine, qui ne prenne peu ou prou Venise pour exemple. Comment le touriste moyen pourrait-il ne pas réagir à cet appel publicitaire doublé d'une menace implicite : *« Si vous ne visitez pas Venise maintenant, il sera peut-être trop tard demain. »*

Prix extravagants

Il est raisonnable de penser, comme le fait l'actuelle municipalité, que l'avenir de Venise réside dans un tourisme culturel. Ainsi, à côté des grandes mesures antipollution prises il y a six ans et des grands projets de régulation des marées (*le Monde* du 28 février 1987), la municipalité s'est-elle donné pour tâche d'étudier, mais à son rythme, la mise en route de grands projets culturels dans l'Arsenal et sur la Giudecca, où des constructions à l'abandon pourraient être converties en palais des congrès.

Mais le tourisme culturel est-il assez encouragé qu'il faille déjà lancer de telles opérations ? Jusqu'à nouvel ordre, tout est plutôt fait pour décourager le voyageur qui souhaite sortir des sentiers battus. Laisser la place Saint-Marc et les gondoles, c'est bien souvent se condamner aux galères. Huit jours à Venise permettent de s'en convaincre. Une fois constaté le prix extravagant des hôtels et des restaurants, le touriste, volaille déjà largement plumée, va en effet y laisser son duvet : les tarifs des *vaporetti*, équivalents de nos autobus, atteignent désormais 1 500 lires (7,50 F) pour une traversée simple (*tragetto*) d'une station à une autre, et passent à 2 000 lires (10 F) pour toute autre ambition. A quoi l'on ajoutera, bien sûr, quelques milliers de lires dans chacun des musées, des *scuole*, et même désormais de certaines églises, comme les *Frari*, compte non tenu des machines à sous pour avoir la lumière...

Instruments de torture

Sans aller nécessairement jusqu'à instituer une taxe d'entrée dans la ville, comme beaucoup y pensent, il serait au moins décent de proposer une carte forfaitaire, incluant à la fois les transports et les entrées, à ceux qui souhaitent faire ce parcours culturel. Accessoirement, cela limiterait le resquillage, nécessité pour les touristes impécunieux, qui est devenu comme un nouvau rite vénitien.

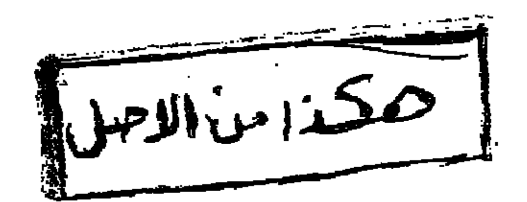
La fraude des touristes ne compense au demeurant pas la malhonnêteté avec laquelle la ville les traite. Pis qu'aux pires moments du musée du Louvre. Horaires d'ouverture aberrants, salles ou étages fermés, absence de lumière. A tout seigneur tout honneur : le prix de l'indécence va incontestablement au palais Ducal, que l'on visite en pleine obscurité pendant la période d'hiver. Véronèse, Titien, le Tintoret, quel intérêt cela peut-il présenter pour ces pitoyables touristes ? Et comme les salles d'armes sont fermées pour cause de restauration, ils pourront se consoler en allant voir la traditionnelle exposition archéologique d'hiver, consacrée aux « Trésors d'Eurasie ».

Un patchwork pour spécialistes où brillent quelques bijoux scythes et qui n'atteint pas la qualité des expositions présentées ici l'an passé. Beaucoup plus digne d'intérêt, même si cet intérêt est plus restreint, plus autarcique, est sans doute l'exposition du musée Correr, *« Gli anni di Ca Pesaro »* (entrée gratuite) : deux cents œuvres d'artistes qui exposèrent à Ca'Pesaro entre 1908 et 1920, sous la férule de Nino Barbanti, et dont les plus connus s'appelleront Boccioni, Casorati, Gino Rossi, Arturo Martini.

Et puis, si l'on veut se faire plaisir, on prendra le vaporetto pour San-Stae, où est présentée n'importe comment une invraisemblable collection d'instruments de torture anciens (ou « reconstitués »), accompagnés de notices suggestives. *A vous dégoûter* à tout jamais du mobilier rustique... Et du « tourisme culturel ».

FRÉDÉRIC EDELMANN.

● **ERRATUM.** — C'est à 19 heures et non à 21 heures, comme *nous* l'avons écrit par erreur dans *le Monde des livres* du 8 janvier, que débutera, le 11 janvier, la table ronde sur la censure, au sous-sol du Centre Pompidou.



Culture

CINÉMA

« Les Gens de Dublin », de John Huston

Le testament du Faucon maltais

Musical et déchirant, le dernier film de John Huston est mieux qu'un gracieux testament. Un secret est caché dedans.

Pour un peu, on lui en aurait tenu rigueur. Le jour même où *The Dead (les Morts)*, adapté d'une nouvelle de James Joyce, était présenté au Festival de Venise, John Huston, avec un sens de l'à-propos excessif, mourut. Et cette coïncidence spectaculaire, l'émotion qu'elle suscitait, troublèrent l'accueil fait au film. On salua la performance d'Angelica Huston (Gretta), le talent tonique de toute la troupe de comédiens irlandais qui l'entoure. Mais on ou vit dans l'œuvre ultime du génial père du *Faucon maltais* qu'un testament modeste, un adieu en mineur.

Quelques mois ont passé. Rebaptisé *les Gens de Dublin* (titre du recueil dont *The Dead* est tiré), le film sort. Et c'est un bonheur. Intense et fugace comme un sourire entrevu qu'on n'a pas su retenir, comme un souvenir enfui qui soudain resurgit.

La neige tombe sur Dublin. Dans une maison bourgeoise, au début du siècle, on célèbre l'Epiphanie. Comme elles le font chaque année, tante Kate, tante Julia et leur nièce Mary reçoivent parents et amis. Brouhaha de rires confus, exclamations de bienvenue, on ne saisit d'abord pas bien les noms... Mais peu à peu on découvre la vieille Mme Malins et son pochard de fils, Freddy, la suffragette Molly Ivors, le ténor Bartel d'Arcy, gonflé de suffisance comme un dindon de basse-cour, le sympathique Gabriel et sa femme Gretta, pleine d'énergie et d'une gaieté un peu tendue... On boit et reboit du whisky dans de jolis verres, on danse le quadrille, Mary se met au piano, Gabriel découpe l'oie, un homme se lève et dit un poème étrange, on tient des propos anodins, tante Julia, si fagile, se lance bravement comme autrefois dans une aria de Bellini, le pudding flambe... Et la caméra de John Huston va, vient, tournoie, virevolte, indiscrète et virtuose. Elle caresse les danseurs, surprend des regards, monte un escalier désert, voit des choses que *nous ne voyons pas*, des lézardes insoupçonnables.

Pourtant, il ne se passe rien, *tout* semble aller bien, chez ces repus, chez ces nantis, dans la chaude mesquinerie de leurs vies, et le vieux sorcier Huston, citoyen irlandais, se sent en famille et se plaît à les *contempler tout au long de ces* agapes intimes, laissant échapper de *temps en temps* une réjouissante bouffée de méchanceté : gros plan *anatomique sur la carcasse de l'oie* nettoyée...

Et puis, au moment où il est l'heure de s'en aller, de se séparer, le *film va avouer qu'il recèle un secret*. On entend, sans le voir, le ténor qui *a consenti à donner un échantillon* de son art. C'est, *a capella*, une ballade *niaise et déchirante*, où une mère se lamente *« son enfant glacé entre ses bras »*. Et Gretta Conroy est bouleversée...

Rentrée à l'hôtel avec son mari, elle laisse resurgir le passé que la chanson a réveillé. Un jeune homme la chantait, il avait dix-sept ans. Il est mort. *Il n'était rien, ni personne*, un employé de l'usine à gaz. Elle l'aimait... Et Gabriel à ses côtés, tendre et muet, réalise le rôle médiocre qu'*il a joué dans l'existence de sa* femme. La caméra dès lors se fige, se glace. La voix intérieure de Gabriel dit simplement le texte : *« Oui, les journaux avaient raison, la neige était générale sur toute l'Irlande. »* Plus d'artifice, c'est inutile, le froid est entré dans nos cœurs. Nous voyons ce que dit le texte.

Avec une fière humilité, Huston s'efface derrière Joyce, nous voyons *« la neige qui tombe sur les collines sans arbres, mollement sur les tourbières d'Allen et plus loin, à l'occident, mollement sur les vagues rebelles et sombres du Shannon »*. Nous voyons la fin d'un grand petit film...

DANIÈLE HEYMANN.

Communication

Dans son premier rapport annuel

La CNCL demande les moyens de poursuivre sa mission

La Commission nationale de la communication et des libertés a rendu public, le 11 janvier, son premier rapport annuel (novembre 1986-novembre 1987). Un document très attendu, puisque le nouvel arbitre de l'audiovisuel, objet de nombreuses polémiques tout au long de l'année écoulée, est aujourd'hui remis en cause par de nombreux responsables politiques, à droite comme à gauche.

Sans répondre directement aux critiques, les « sages » de la CNCL ont choisi d'illustrer par une « leçon de choses » au ton volontairement « pédagogique », l'ampleur de la tâche accomplie et ses difficultés. Une démonstration au terme de laquelle la Commission demande le temps nécessaire à la poursuite de sa mission et le renforcement de ses pouvoirs de sanction indispensables pour asseoir son autorité.

Deux cent-dix-huit pages de texte, deux cent quarante-sept pages d'annexes : en détaillant par le menu toutes ses décisions, la CNCL tient d'abord à montrer qu'elle n'a pas chômé. Il est vrai que le calendrier de la réforme audiovisuelle (privatisation de TF1, réattribution de la Cinq et de TV6, autorisations des radios locales et des réseaux câblés, ouverture à la concurrence du radiotéléphone et de la radiomessagerie) ne lui en laissait guère le loisir. Il est vrai aussi que à l'exception de l'important retard accumulé sur le dossier des radios, les « sages » peuvent se vanter d'avoir tenu les délais fixés par la loi. Et ce, le rapport tient à le préciser, malgré les remous *« d'une situation politique sans précédent depuis les débuts de la Ve République »*.

La CNCL tient aussi à s'accorder deux autres « bons points » : *« Le fait d'avoir à chaque occasion défini et publié à l'avance les règles que la Commission allait appliquer a été une innovation qui constitue l'un des fondements de son activité régulatrice. Celui d'avoir avant quiconque inauguré l'audition publique et télévisée en est une autre qui fait maintenant école. »* Pour le reste, la Commission se contente de présenter son bilan et plaide pour la continuité. L'année qui commence sera, selon le rapport, aussi lourde d'enjeux que la précédente : ouverture des télécommunications à la concurrence, naissance des télévisions locales, lancement des satellites, respect par les chaînes de leurs obligations de programmes, élection présidentielle et réglementation de la publicité politique.

On trouvera dans ce long texte peu de révélations sur les grandes affaires qui ont secoué la première année de la CNCL. Si quelques « sages » ont pris individuellement le parti de regretter le choix des PDG des chaînes publiques, le rapport, lui, n'en souffle mot. Sur le lourd contentieux juridique né des autorisations accordées aux radios locales parisiennes, il se contente de justifier la méthode suivie par la CNCL. Même partipris pour l'émetteur de Radio-Rythme bleu, installé illégalement par Télédiffusion de France en Nouvelle-Calédonie pendant le référendum : le rapport se contente de préciser que la *« majorité de la Commission »* n'a pas entériné l'attitude de fermeté préconisée par les trois « sages » présents sur l'île.

On ne percera pas davantage le secret des délibérations qui ont conduit les treize « sages » à choisir les nouveaux propriétaires de TF1, de la Cinq et de M6. Pour cette dernière, le rapport rappelle que la CNCL a préféré accorder le réseau à une télévision généraliste. Quant au projet de chaîne musicale, la CNCL refuse toujours de lui donner une fréquence sur Paris.

Le contrôle des écrans

Au sujet de la privatisation de TF1, la CNCL révèle qu'elle avait demandé à M. Dominique Brault, rapporteur auprès de l'ancienne Commission de la concurrence, *« un examen particulier de la candidature du groupe conduit par Hachette au regard des règles garantissant le pluralisme et la libre concurrence »*. Ce rapport, publié en annexe, analyse dans le détail les risques de concentration dans les mains d'un seul groupe d'activités de presse, d'édition, de radio et de télévision, mais les juge *« insuffisants »* pour écarter la candidature d'Hachette. Curieusement, la CNCL ne paraît pas avoir demandé une semblable expertise avant d'accorder la Cinq à M. Hersant.

Une grande partie du rapport est consacrée au contrôle quotidien que la Commission exerce sur les chaînes de radio et de télévision tant pour le resepct de leurs obligations de programmes que pour celui du pluralisme. N'a-t-elle pas rappelé maintes fois à l'ordre les propriétaires de TF1, de la 5 et de M6, qui prennent bien des libertés avec les quotas d'œuvres françaises ou leurs engagements de production ? La bataille est loin d'être gagnée si l'on en juge pr les observations de la CNCL sur les derniers mois. Faute d'un bilan définitif irréalisable avant le printemps prochain, les « sages » livrent leur verdict pour les programmes 1986 de A2, de FR3 et de TF1, alors chaîne publique. Si, dans l'ensemble, les cahiers des charges ont été *« convenablement honorés »*, la CNCL note quelques dérapages : pas assez de fiction française sur TF1 , trop peu d'émissions musicales sur A2, quarante-sept films de trop sur FR3.

Au chapitre du pluralisme, la Commission reste fidèle à la règle des « trois tiers » élaborée par la Haute Autorité et constate que le temps de parole du gouvernement est souvent supérieur *« parfois au détriment de l'opposition, essentiellement au détriment de la majorité parlementaire »*.

Mais la Commission doit aussi répondre aux nombreuses saisines émanant de simples téléspectateurs ou de responsables politiques qui protestent contre des déséquilibres dans l'information. La majorité de ces protestations visent les programmes de RFO dans les départements et territoires d'outre-mer qui échappaient curieusement, jusqu'ici, à la vigilance de la CNCL. Depuis le 30 septembre, les « sages » exigent du président de RFO le relevé hebdomadaire des émissions d'information envoyées depuis Paris.

Enfin, la Commission a dû répondre à plus de dix mille lettres de téléspectateurs plus ou moins satisfaits des programmes de télévision. Au palmarès des doléances : l'érotisme de certains films ou d'émissions comme « Super Sexy », les coupures publicitaires, la valse des animateurs, la médiocrité des programmes du samedi soir et du dimanche après-midi, la distribution de trop nombreux prix et cadeaux dans les émissions de jeux et le fait *« que la foi chrétienne soit souvent tournée en dérision »*.

Si, à l'évidence, la CNCL se trouve quelque peu désarmée devant cette vaste correspondance des téléspectateurs, elle peut néanmoins agir sur le paysage audiovisuel et l'offre de programmes en suggérant aux pouvoirs publics quelques réformes. La loi de 1986 l'invite à présenter des *« recommandations »* pour modifier le cadre législatif. A la veille de l'échéance électorale du printemps et face aux polémiques déclenchées par l'application de la loi, le diagnostic des treize « sages » était fort attendu. Or le rapport de la CNCL se contente de trois vœux :

— D'abord, proroger les autorisations accordées par la Haute Autorité aux radios locales jusqu'à ce que la Commission puisse examiner leur cas. La CNCL estime qu'il lui faudra deux ans pour venir à bout du dossier, et ce retard place les trois quarts des radios en France dans une situation de totale illégalité (*le Monde* daté 10-11 janvier) ;

— Ensuite, soumettre les programmes transmis par les satellites de télécommunications à l'autorité de la CNCL. Par une étrange aberration de la loi, la Commission peut réglementer les émissions du satellite TDF1, qui n'est toujours pas sur orbite, mais reste incompétente sur les programmes transmis pas Telecom 1, le satellite de la direction générale des télécommunications, qui, en pleine activité, compte bien multiplier ses émissions de télévision. Dans le même ordre d'idées, la CNCL souhaite que Canal Plus, toujours titulaire d'une concession de service public au nom de la défunte loi de 1982, soit désormais soumis à son contrôle ;

— Enfin, les treize « sages » demandent le renforcement de leur pouvoir de sanction contre les chaînes qui ne respectent pas leurs obligations. La question a déjà été évoquée, sans succès, dans les couloirs du Parlement à la fin de l'année dernière. La Commission estime aujourd'hui qu'elle peut *« explorer »* le recours en référé auprès du juge administratif pour infliger des amendes aux télévisions fautives. Mais elle envisage aussi de disposer *« d'un pouvoir propre de sanctions financières, ne serait-ce qu'en raison de leur vertu dissuasive »*. Et elle cite en exemple le Conseil de la concurrence, qui peut de lui-même infliger des amendes allant jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires du contrevenant.

J.-F. L.

Les silences des « sages »

INCOMPRÉHENSIBLE CNCL ! Malmenée par les professionnels de l'audiovisuel, prise sous le feu des critiques politiques de tout bord, menacée de disparition à la prochaine alternance, elle sait que son existence ne tient qu'à un fil. Mais elle sait aussi que ce fil est solide : il n'est pas aisé, pour quel que gouvernement que ce soit, de remplacer une nouvelle fois une autorité indépendante par une autre, au risque d'en ruiner le principe même.

Or voici que la Commission laisse passer l'occasion — la dernière, peut-être — de justifier sa survie. Ce premier rapport public lui offrait la chance d'interpeller directement l'opinion et les pouvoirs publics, de prendre un peu de hauteur et de distance critique. Mais on chercherait en vain dans ce laborieux travail la moindre trace d'autocritique, la moindre proposition constructive pour l'avenir d'un audiovisuel qui en a pourtant fort besoin. Même les démonstrations d'indépendance vis-à-vis d'un pouvoir qui n'a pas ménagé ses pressions sont timides, plus rares que celle de la Haute Autorité dans ses derniers rapports.

Pas un mot pour restituer un peu de cette collégialité qui a si cruellement manqué aux décisions des treize « sages ». Faute de rechercher un compromis, à défaut d'un consensus, la majorité de la CNCL, constituée un fois pour toutes par le jeu des nominations, continue d'imposer ses vues à la minorité, la condamnant à l'opinion dissidente. Pas un mot sur les faiblesses de l'administration de la Commission, débordée par l'avalanche de dossiers techniques ou juridiques. Des faiblesses qui ont contraint les « sages » à sortir de leur rôle, à investir toutes les étapes de l'instruction des dossiers de radio ou de télévision, à multiplier les initiatives individuelles sans contrôle, laissant s'installer la suspicion sur tout le processus de décision.

Pas un mot, enfin, sur l'asphyxie du marché, la crise de la production, les difficultés économiques graves de la majorité des chaînes, la banalisation des programmes. On attendait que le CNCL saisisse la perche que lui tend la loi pour amender la législation. Mais le rapport des treize « sages » a soigneusement évité de poser le problème central du paysage audiovisuel français : la coexistence de six chaînes généralistes sur un marché publicitaire qui ne peut pas toutes les alimenter.

Les silences de la CNCL vont lourdement peser sur la suite des événements. Quel que soit le gouvernement appelé par le prochain président de la République, il y a fort à parier que la réforme de la communication soit encore une fois une de ses priorités. La poudrière audiovisuelle a grand besoin d'un véritable arbitre.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



Spectacles

théâtre

▷ : *Ne sont pas jouées le mercredi.*
◇ : *Horaires irréguliers.*

SPECTACLES NOUVEAUX

LE PUBLIC. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60), 20 h 30.

TOMAS, TEREZA, SABINA, FRANZ ET LES AUTRES. Théâtre 347 (48-74-44-30).

LINE OU LE PREMIER. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), 20 h 30.

L'AVARE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17), 14 h 15.

LA GUERRE DE TROIE N'AURA PAS LIEU. Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30.

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70). ◇ Le Revenant : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ◇ Match d'improvisation : 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◇ Iphigénie : 19 h 30.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-96-12-27). La Revue Paris-Gipsy (Festival d'automne à Paris) : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). ◇ Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). ◇ Récitations : les galanteries du duc d'Ossonne : 18 h 30. Salle Richelieu. ◇ La Guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). ◇ Monsieur Masure ; 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! : 20 h 15. Carmen Cru : 22 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). ◇ Baby Sitting : 19 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Parlons-en comme d'un créateur à un autre : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 21 h 15.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11). La Légende dorée : 21 h.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). ◇ Le Public : 20 h 30.

Le music-hall

CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22). Juliette Gréco, 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). *Claude Lemesle*, 21 h.

Danse

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Compagnie Marion-Bati.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Danse suédoise contemporaine, 18 h 30, 20 h 30. Grande salle, premier sous-sol.

Les concerts

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS. Tallis Scholar, 20 h 30. Dir. par P. Philipps. Œuvres de Tallis, Byrd et Sheppard.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Les Plaisirs du palais, 21 h. Ou « Oh ! Ils chantent la bouche pleine », opéra de bouche *qui tente d'associer le plaisir de* chanter au plaisir de la bouche. Chansons du XVIe siècle. Mise en scène de M. Laroche, avec l'Ensemble Janequin, D. Visse (haute-contre), B. Boterf (ténor), Ph. Cantor (baryton), A. Sicot (basse) et Cl. Deboves (luth), B. Massin (danseuse) et F. Zipperlin (jongleur). 120 F, 100 F FNAC.

THÉATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Orchestre de chambre Bernard Calmel, 20 h 45. Œuvres de Vivaldi et Bach. 90 F, 60 F.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). Œuvres de Fauré, Dvorak et Schubert. – Orchestre national de France, 20 h 30. Dir. par V. Neumann, avec *C. Ludwig (mezzo-soprano)* et T. Moser (t.). Œuvres de Mahler.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). Trio Rostropovitch, 20 h 30. Œuvres de Beethoven. De 44 F à 265 F. – Christiane Eda-Pierre et Alexandre Tharaud, 18 h 30, lun. (soprano et piano). Œuvres de Schubert, Ravel et Chopin. 49 F.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-80). Hommage à Michel Foucault, 20 h 30. Par l'Ensemble intercontemporain, dirigé par Pierre Boulez. Œuvres de Stockhausen, Webern, Messiaen, Boulez, Schoenberg, Berio. Pl. : 95 F et 80 F. Loc. au 42-56-08-80. – Gérard Causse et François-René Duchable, 11 h, dim. (alto et piano). Œuvres de Berlioz et Brahms. 70 F.

Région parisienne

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD PHILIPE) (42-43-17-17). Salle G. Rohard. ◇ L'Avare : 14 h 15.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Journal à mes amours (1986, v.o.s.t.f.), de Marta Meszaros, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57)

Le Signe de Zorro (1920), de Fred Niblo, 15 h ; la Couronne noire (v.f.), de Luis Saslavski, 17 h ; Island of desire (v.f.), de Stuart Heisler, 19 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Hommage à Pierre Braunberger : l'Homme (1946), de Gilles Margaritis, 14 h 30 ; Monsieur La Souris (1942), de Georges Lacombe, 14 h 30 ; Van Gogh (1948), d'Alain Resnais, 17 h 30 ; Visages d'enfants (1923), de Jacques Feyder, 17 h 30 ; Début de siècle (1968), de Marc Allégret, 20 h 30 ; On purge bébé (1931), de Jean Renoir, 20 h 30.

Les exclusivités

AENIGMA (*) (It., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; La Galaxie, 13e (45-80-18-03).

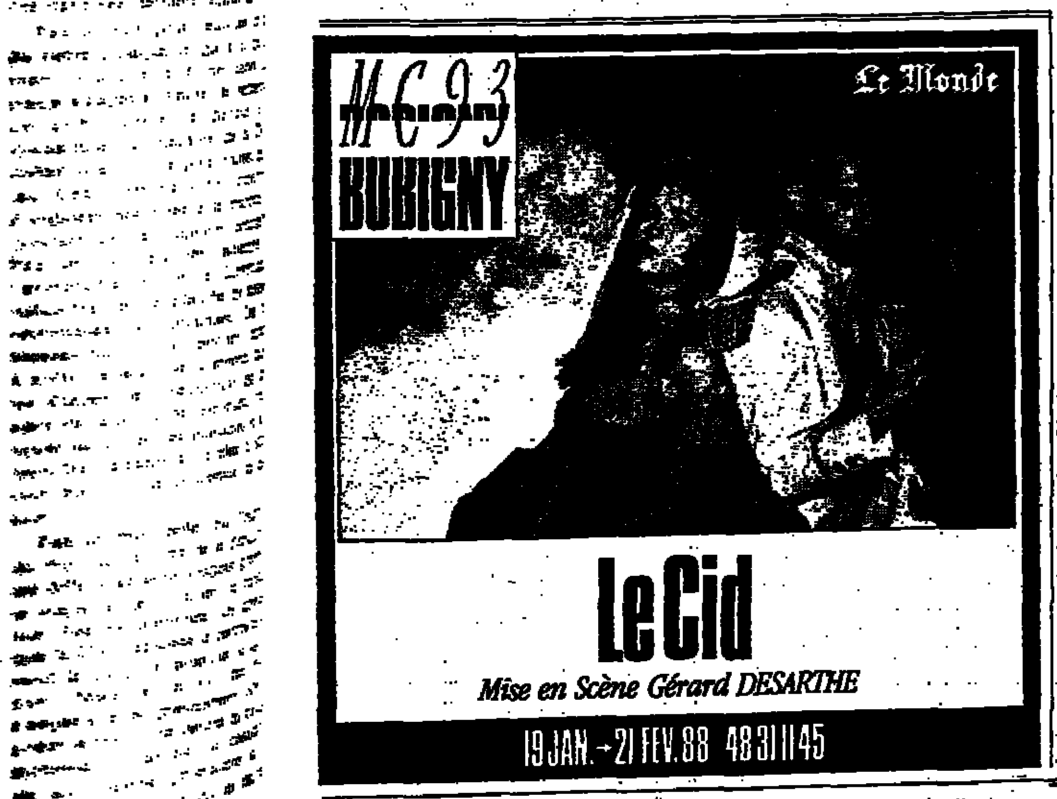
L'AGE DE MONSIEUR EST AVANCÉ (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-all., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-all.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).



Lundi 11 janvier

AVRIL BRISE (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA BAMBA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

BIGFOOT ET LES HENDERSON (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

CAYENNE PALACE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LA CONFÉRENCE DE WANNSEE (All., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CREEPSHOW 2 (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : *George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville*, 9e (47-70-72-86).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DE GUERRE LASSE (Fr.) : Gaumont Ambassade, *8e (43-59-19-08)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-it., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; *Gaumont Convention*, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

IL EST GÉNIAL PAPY ! (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

INTERVISTA (Fr.-it., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'IRLANDAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

ISHTAR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES KEUFS (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES LUNETTES D'OR (It.-fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; v.f. : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES MAITRES DE L'UNIVERS (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46).

MAURICE (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe *Montparnasse, 15e* (45-44-25-02).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES NOCES BARBARES (*) (Bel.-fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-bel.-palestinien, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-it.-all., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

NOYADE INTERDITE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

L'OEIL AU BEURRE NOIR (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

OU QUE TU SOIS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; *Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14)* ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

PROMIS... JURÉ ! (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RENEGADE (It.-a., v.f.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ROXANNE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

SEPTIÈME CIEL (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Convention Saint-*Charles, 15e (45-79-33-00)*.

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : *Studio de la Harpe*, 5e (46-34-25-52) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

CORDES ET DISCORDES. Film américain de Jerry Belson, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

GARDENS OF STONE. Film américain de Francis Coppola, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Pathé Hautefeuille*, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

IL Y A MALDONNE. Film français de John Berry : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; *Convention Saint-Charles*, 15e (45-79-33-00).

LE PROVISEUR. Film américain de Christopher Cain, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

Les grandes reprises

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

L'ARME FATALE (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Forum Arc-en-*Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e* (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE BAL (Fr.-it.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BLUE COLLAR (A., v.o.) : Utopia *Champollion, 5e (43-26-84-65)*.

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CHAINES CONJUGALES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Accatone (ex-Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

CONFIDENCES SUR L'OREILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

DELTA FORCE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DON GIOVANNI (Fr.-it., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

FANTASIA (A.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

FANTOME A VENDRE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

IF (*) (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LE KNACK... OU COMMENT L'AVOIR (Brit., v.o.) : Accatone (ex-Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LISZTOMANIA (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LOVE (Brit., v.o.) : Accatone (ex-Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MACBETH (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

MAMA ROMA (It., v.o.) : Accatone (ex-Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MIDNIGHT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

MISFITS (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

MONSIEUR SAINT-YVES (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-tch.) : Accatone (ex-Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

POLICE STORY (A., v.f.) : Hollywood *Boulevard, 9e (47-70-10-41)*.

LE PRÊTE-NOM (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

SCARFACE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (It., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

PARIS EN VISITES

MARDI 12 JANVIER

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, boulevard *Ménilmontant, face à la rue de la* Roquette (V. de Langlade).

« Qu'est-ce que l'impressionnisme, dans les collections du Musée d'Orsay », 13 heures, sortie RER, côté quai Anatole-France (Didier Bouchard).

« L'Opéra », 13 h 30, dans le hall d'entrée (Paris passion).

« Louis Jouvet et le cartel », à la Bibliothèque nationale, 14 h 30, hall de la bibliothèque, 58, rue de Richelieu (Monuments historiques).

« Les ateliers de frappe de médailles en activité à l'hôtel de la Monnaie », 14 h 30, 11, quai Conti (Monuments historiques).

« L'église Saint-Gervais, sa surprenante chapelle dorée, ses vitraux et son quartier », 15 heures, devant le portail, place Saint-Gervais (Monuments historiques).

« Le rôle de la Seine pour le développement de Paris », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Meubles et objets du dix-septième siècle », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Zadkine : atelier et œuvres », 14 h 30, 100 *bis*, rue d'Assas (Musée Zadkine).

« Versailles : les nouvelles salles du Musée Lambinet », 14 h 30, 54, boulevard de la Reine (Monuments historiques).

« La Mosquée. Histoire de l'islam », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite (Michèle Pohyer).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson, petit auditorium, 14 h 30 : « Matisse et l'espace », par Marielle Tabart (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

3, rue Rousselet, 14 h 30 et 19 heures : « Du néolithique aux premières dynastie chinoises » (Arcas).

Salle des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Jérusalem, haut lieu de trois religions » (Odette Boucher).

Salle souterraine, gare de l'Est, porte 18, 17 h 30 : « Indonesia », par M. Baudrand (ATC).

Foyer Saint-Jacques, 61, boulevard Saint-Jacques, 18 h 30 : « Obésité », par le professeur Varma. Entrée libre (Institut croissance de la personne).

MERCREDI

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 11 janvier

TF 1

20.40 Cinéma : Espion, lève-toi ■ Film français d'Yves Boisset (1981). Avec Lino Ventura, Michel Piccoli, Bruno Cremer, Bernard Fresson, Krystyna Janda. *On ne peut jamais échapper aux services de renseignement quand on a été un de leurs agents. Et c'est pourquoi le directeur d'une société fiduciaire de Zurich se trouve pris dans un terrible engrenage. Lino Ventura, homme piégé, est le seul à ne pas tenir un rôle ambigu. La mise en scène ne relâche jamais sa tension.* **20.20 Magazine : L'enjeu.** De François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weller. Sur le thème « La comédie des erreurs ou le grand bêtisier » : Les bêtisiers ; La chasse à l'erreur ; Le bradage des médicaments ; Université ; Les cathédrales de la science ; L'alcool à la pompe ; Le laisser-faire aérien ; L'espace Maginot ; L'économie en plan ; L'erreur de M. Eiffel ; La drogue-vitesse. **23.35 Journal et la Bourse. 0.15 Magazine : Panique sur le 16** (rediff.).

A 2

20.30 Cinéma : les Fous du stade ■ Film français de Claude Zidi (1972). Avec Les Charlots, Paul Préboist. ▶ **21.50 Documentaire : Pas de larmes pour Mao.** De Frédéric Laffont. Témoignage sur la Révolution culturelle en Chine, suivi d'un débat. **23.10 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Série : Entrez sans frapper.**

FR 3

20.30 Cinéma : les Fantômes du chapelier ■■ Film français de Claude Chabrol (1982). Avec Michel Serrault, Charles Aznavour, Monique Chaumette, Aurore Clément. **22.30 Journal. 22.50 Magazine : Océaniques.** Jacques Lacan parle, un reportage de Françoise Wolff. *Conférence prononcée en 1972 par le célèbre théoricien du « retour à Freud ». Une introduction à l'homme plus qu'à ses idées.* **23.45 Musiques, musique.** Sonate n° 3 en la majeur, de Haydn, par Bernard Ringeissen, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : les Aventures de Buckaroo Banzaï ■ Film américain de W.D. Richter (1938). Avec Peter Weller, John Lightgow, Ellen Barkin, Jeff Goldblum, Lewis Smith. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Canal foot spécial.** Finale (match retour) du championnat du Brésil. **22.45 Les drives de Canal Plus.** Rétrospective du Grand Chelem 1987. **23.45 Football américain. 0.40 Cinéma : Poltergeist II** ■ Film américain de Brian Gibson (1986). **2.10 Série : Le retour de Mike Hammer.**

LA 5

20.30 Cinéma : le Parrain ■■ (2e partie). Film américain de Francis Ford Coppola (1972). Avec Marlon Brando, Al Pacino, James Caan. *Don Vito Corleone a été victime d'un attentat. Il s'en remet mais il est diminué. Son fils Michael, qui s'était tenu à l'écart de ses activités, veut le venger. Et Al Pacino, dont le jeu dramatique est remarquable, devient le personnage principal de cette saga du phénomène que représente la Mafia. On a déjà dit le talent de Coppola.* **22.00 Spécial Rallye Paris-Alger-Dakar. 22.20 Série : Matlock. 23.10 Série : Maigret. 0.55 Série : La grande vallée. 2.05 Série : La cinquième dimension. 2.40 Spécial Rallye Paris-Alger-Dakar.**

M 6

20.00 Série : L'homme invisible. L'enlèvement. **20.50 Téléfilm : Alcatraz.** D'Ernest Tidyman. Avec Michael Beck, Telly Savalas, Art Carney (1re partie). *La vie d'un homme incarcéré durant vingt-sept ans dans le célèbre pénitencier américain.* **22.30 Feuilleton : Pot-Bouille. 23.20 Journal et météo. 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.20 Série : La ligne de démarcation. 0.50 Feuilleton : Nans le berger. 1.20 Musique : Boulevard des clips. 1.55 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. La loi Veil sur l'avortement (2e partie). **21.30 Dramatique : Le voyageur,** de Marie-Bellour. **22.40 La nuit sur un plateau.** Spécial poésie. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de l'auditorium Foro italico, à Rome) : Danses concertantes, de Stravinski ; Concerto per la notte di Natale dell'anno 1956, pour soprano et orchestre de chambre, de Dalla piccola ; Stabat Mater de Pergolèse, à 22 h 30 feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Lœwe un génie méconnu du lied et de la ballade). **0 Musique de chambre.**

Mardi 12 janvier

TF 1

14.45 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. **15.05 Téléfilm : L'été indien.** De Jean Delannoy. Avec Brigitte Fossey, Pierre Vernier, Frank David. *Un couple à la recherche de son passé du côté de Cabourg.* **16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16.** Animé par Christophe Dechavanne. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Ciné-star : les Loups entre eux** □ Film français de José Giovanni (1985). Avec Claude Brasseur, Bernard-Pierre Donnadieu, Gérard Darmon, Niels Arestrup, Jean-Hugues Anglade. *Pour délivrer un général américain de l'OTAN, prisonnier de terroristes dans une forteresse arabe, un membre des services secrets charge un baroudeur de recruter un commando de têtes brûlées. L'aspect idéologique est loin d'être convaincant, les scènes d'aventures et d'action restent conventionnelles, même si les acteurs se donnent à fond.* **22.30 Magazine : Ciné-star** (suite). De Michel Denisot. Thème de l'émission « Les robots et les monstres ». **23.30 Journal et la Bourse. 0.00 Magazine : Panique sur le 16** (rediff.). Avec Pascal Chambry, Pierre Cosso, Aubert N'Ko, Living in a box.

A 2

14.35 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage. **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous** (suite). **16.40 Flash d'informations. 16.45 Série : Au fil des jours. 17.15 Récré A 2. 17.50 Variétés : Un D B de plus.** De Didier Barbelivien. **18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée.** *18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.* D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Magny. 20.00 Journal. 20.30 Les dossiers de l'écran : la Banquière** ■■ Film français de Francis Girod (1980). Avec Romy Schneider, Jean-Louis Trintignant, Jean-Claude Brialy, Claude Brasseur, Marie-France Pisier. *D'après l'histoire vraie de Marthe Hanau, financière à scandale des années folles. Un beau travail décoratif rétro, une mise en scène psychologique très soignée et l'interprétation en profondeur de Romy Schneider.* ▶ **22.40 Débat : Ces femmes que l'argent intéresse.** Avec Dominique Desanti, écrivain ; Roselyne Pierre, fondée de pouvoir à la charge Tuffier-Ravier ; Florence d'Harcourt, député ; Geneviève Gomez, directeur adjoint d'Indosuez ; Nadine de Rothschild ; Hermine Sabatini, actionnaire. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Entrez sans frapper.**

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Télé-Caroline. *17.00 Flash d'informations.* **17.05 Feuilleton : Studio folies. 17.30 Jeu : Ascenseur pour l'aventure. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Mister T. 18.30 Feuilleton : Arthur, roi des Celtes. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.07 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Les os et le squelette. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.30 INC. 20.35 cinéma : Tarzan s'évade** ■ Film américain de Richard Thorpe (1936). Avec Johnny Weissmuller, Maureen O'Sullivan, John Buckler, Benita Hume. **22.05 Journal. 22.25 Magazine : Portrait.** Pierre Delanoë, par Frédéric Lepage et Pierre Sisser. **23.20 Magazine : Décibels.**

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : l'Etat de grâce ■ Film français de Jacques Rouffio (1986). Avec Nicole Garcia, Sami Frey, Pierre Arditi, Philippe Léotard, Dominique Labourier. **15.25 Bandes annonces cinéma dans les salles. 15.55 Cinéma : Phantom of the Paradise** ■■ Film américain de Brian De Palma (1974). Avec Paul Williams, William Finlay, Jessica Harper, George Memmoli (v.o.). **17.25 Cabou cadin. 18.10 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés.** *18.25 Dessin animé : Le pluf.* **18.26 Top 50. 18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Charlie Mottet, Mady Mesplé, Yves Boisset. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invité : Edgar Faure. **20.30 Cinéma : A la poursuite du diamant vert** ■■ Film américain de Robert Zeneckis (1984). Avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny De Vito, Zack Norman, Alfonso Arau. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Kamikaze** ■ Film américain de Didier Grousset (1986). Avec Richard Bohringer, Michel Galabru, Dominique Lavanant, Riton Liebman. **23.40 Cinéma : le Voyageur de la Toussaint** ■■ Film français de Louis Daquin (1942). Avec Assia Noris, Gabrielle Dorziat, Jean Desailly, Simone Valère, Jules Berry. **1.20 Document : Montand de tous les temps** (1re partie). **2.10 Série : Superman.**

LA 5

15.20 Série : La grande vallée. 16.30 Série : La cinquième dimension. 16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson suisses. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Série : Wonder Woman. *19.00 Jeu : La porte magique. Présenté par* Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Collaricocoshow. 22.10 Spécial Rallye Paris-Alger-Dakar. 22.30 Série : Spenser. 23.20 Série : Maigret. 1.05 Série : La grande vallée. 2.15 Série : La cinquième dimension. 2.40 Spécial Rallye Paris-Alger-Dakar.**

M 6

14.20 Série : La ligne de démarcation. 14.50 Feuilleton : Nans le berger. 15.20 Jeux : Clip combat. 16.55 Hit hit hit hourra ! 17.05 Série : Daktari. La vengeance du léopard. *18.00 Journal.* **18.15 Cinéma : le Gendarme et les extraterrestres** □ Film français de Jean Girault (1978). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch, Maria Mauban. C'est idiot. Seules les mines ahuries ou furibardes de Louis de Funès peuvent faire rire. **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis. 20.50 Téléfilm : Alcatraz.** D'Ernest Tidyman. Avec Michael Bech, Telly Savalas, Art Carney (2e partie). **22.30 Série : Maîtres et valets. 23.20 Journal et météo. 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.20 Série : La ligne de démarcation. 0.50 Feuilleton : Nans le berger** (4e épisode, rediff.). **1.20 Musique : Boulevard des clips. 1.55 Clips des clips.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Louis Vierne, l'organiste de Paris (II). Mandala, de Jolivet ; Pièce héroïque en si mineur, de Franck ; Organum III, de Darasse ; Symphonie n° 1 en ré mineur, op. 14, de Vierne, par Kei Koto (orgue). **22.30 Récital.** Sept variations pour violoncelle et piano en mi bémol majeur sur un thème de La flûte enchantée de Mozart, de Beethoven ; Sonate pour arpeggione et piano en la mineur D 821, de Schubert ; Sonate pour violoncelle et piano en sol mineur, op. 19, de Rachmaninov ; Variations de bravoure, de Paganini, par Artos Noras (violoncelle), et Akiko Ebi (piano). **0.00 Club d'archives.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Dossier : les Gaulois. **21.30 Ariane Mnouchkine interroge Edgard Pisani. 22.40 Nuits magnétiques.** La chance (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain.** *0.50 Musique : Coda.*

Audience TV du 10 janvier 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne — 1 point = 32 000 foyers

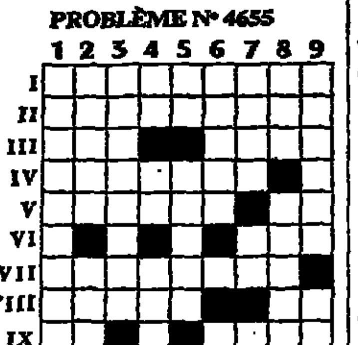
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	53.6	7 sur 7 26.7	Stade 2 10.4	Casse-cou 6.9	Absolute beg... 2.0	Mondo Dingo 4.6	Oncle Bill 3.0
19 h 45	60.9	7 sur 7 27.2	Maguy 17.3	Casse-cou 5.9	Flash info 0.5	Mondo Dingo 7.4	Mon amis Ben 3.0
20 h 16	72.8	Journal 24.3	Journal 25.2	Benny Hill 13.4	Ça cartoon 3.6	Journal 5.9	Mash 1.6
20 h 55	74.3	Lune de miel 27.7	Maigret 19.3	Variétés 5.9	Kamikaze 5.0	Le Parrain 12.4	King Kong 8.4
22 h 08	62.4	Lune de miel 30.2	Musiques... 5.4	Soir 3 3.5	Phantom... 2.0	Paris-Dakar 14.4	King Kong 9.4
22 h 44	38.1	Sport sur 9.4	Musiques... 5.0	Le Cambrioleur 10.9	Phantom... 1.0	Autre cœur. 5.9	King Kong 6.9

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4655



HORIZONTALEMENT

I. Est avantageux quand on coupe. – II. Poussées à repousser. – III. Alimentes la conversation. Avec elle, certains reviennent de loin. – IV. Font tourner les têtes mais n'affolent point les cœurs. – V. Se révéla à un homme qui voyait loin. Est visible sur de nombreux tableaux de « maître ». – VI. Situé en haut d'une jambe et près d'un bras. – VII. Rend malade le bœuf ou bien rend détestable le rat. – VIII. Ce serait un comble que de ne pouvoir mettre la main dessus ! Cours moyen. – IX. Fait apprendre à connaître le « coin ». Bons à boire ou bien pas encore bons à manger. – X. Dessous de table. – XI. Selon le sens, il fait des empreintes ou il veille à ne pas en laisser.

VERTICALEMENT

1. Ne doit pas être à la tête si elle ne voulait pas qu'on lui fasse la leçon. – 2. Matière dont on fait certains tabliers. Leur règle conduit au dérèglement. – 3. Un peu de peine ne leur ferait pas de mal. Est présent dans tout dialogue. – 4. Démontre. Au cœur de l'Etna. Dans une expression prouvant que l'exactitude ne fait pas défaut. – 5. Conjonction. Sont utilisées pour manœuvrer. Démoli en partie. – 6. Leur présence entraîne des gestes répétitifs. Est en bonne partie dans l'eau. – 7. Il n'est pas rare qu'ils soient en plein chantier. Aspire à une situation stable. On n'y fait souvent que passer. – 8. Où il y a beaucoup à apprendre (abréviation). Joue un rôle protecteur. – 9. Supporte bien le froid. Chef de tribu.

Solution du problème n° 4654

Horizontalement

I. Porte-monnaie. Ru. – II. Apion. Taiseuses. – III. Siccative. Neige. – IV. Sot. Rote. Ça. Ta. – V. Emu. Quêter. Œil. – VI. Massue. Stars. Nô. – VII. En. Aéré. Aces. – VIII. Nerfs. Raphia. Dé. – IX. Aa. Siméon. Pot. – X. Io. Ri. Gosier. Ut. – XI. Etuis. Nu. Aile. – XII. Rat. Emeri. Aire. – XIII. Gîte. Gagneur. – XIV. Fêlé. Trou. Né. Râ. – XV. Tsé-tsé. Révise.

Verticalement

1. Passementier. Ft. – 2. Opiomane. Otages. – 3. Rictus. Râ. Utile. – 4. Toc. Safari. Têt. – 5. Enarques. Isée. – 6. Touer. Té. – 7. Otite. Erigne. – 8. Navets. Amour. Or. – 9. Nie. Etapes. Iguë. – 10. As. Crachoir. – 11. Iéna. Reine. Agni. – 12. Eue. Ossa. Raines. – 13. Site. Ire. – 14. Regain. Douleur. – 15. Use. Lorette. Rai.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 9 janvier 1988 :

UNE LOI

● N° 88-26 du 8 janvier 1988 relative aux élections cantonales.

DES DÉCRETS

● N° 87-1175 du 24 décembre 1987 fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

● N° 87-1174 du 24 décembre 1987 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1er janvier 1988.

● N° 87-1176 du 24 décembre 1987 fixant le montant de divers avantages vieillesse et d'invalidité.

UN ARRÊTÉ

● Du 8 décembre 1987 fixant la liste de classement au concours de 1987 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de Cachan (sections B, B 1-B 3, B 2 et B 4).

DES LISTES

● Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

UNE DÉCISION

● N° 87-234 DC du 7 janvier 1988 du Conseil constitutionnel (contrôle du Parlement sur les finances des régimes de Sécurité sociale).

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 10 janvier 1988 :

UN DÉCRET

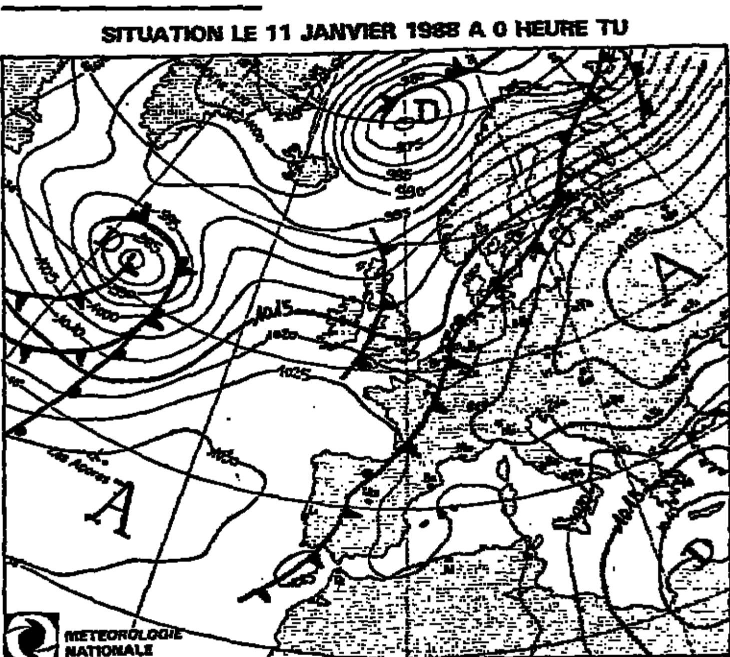
● N° 88-31 du 8 janvier 1988 complétant le code des communes relatif aux sections de commune.

UNE DÉCISION

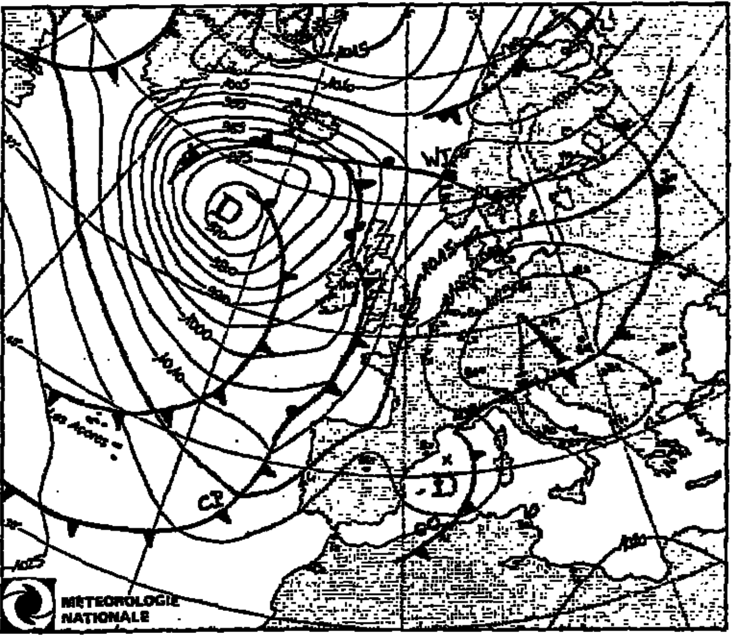
● N° 87-232 DC du 7 janvier 1988 du Conseil constitutionnel (*mutualisation de la Caisse nationale de Crédit agricole*).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 JANVIER 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 JANVIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 11 janvier à 0 h TU et le mardi 12 janvier à 24 h TU.

Une perturbation traversera notre pays d'ouest en est au cours des journées de lundi et de mardi, dans un champ de pression plutôt élevé. A l'arrière, un petit anticyclone se reforme rapidement, repoussant l'arrivée de la perturbation suivante à mercredi.

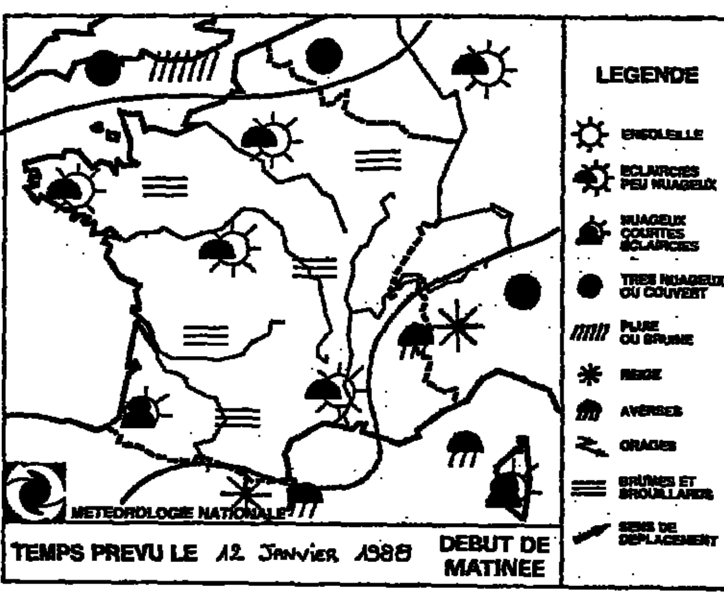
Mardi : soleil prédominant sur les côtes de la Bretagne et de la Manche, la journée sera douce avec des passages nuageux sans gravité mais aussi des éclaircies. Toutefois, le ciel se couvrira en fin de journée sur la pointe de Bretagne. Sur les Pyrénées orientales, les Alpes, la Provence-Côte d'Azur et la Corse, le ciel restera couvert avec des averses, qui tomberont sous forme de neige au-dessus de 800 mètres environ.

Une amélioration se produira l'après-midi sur les Pyrénées, les Alpes du Nord et la Provence.

Partout ailleurs, le début de journée sera frais avec de faibles gelées dans l'intérieur, ainsi que des brouillards. Ceux-ci se dissiperont dans la matinée, et le reste de la journée sera ensoleillé.

Les températures minimales seront comprises entre 4 et 8 degrés sur l'ensemble des régions côtières, et entre –2 et +2 degrés dans l'intérieur. Les maximales seront, elles, comprises entre 8 et 12 degrés sur le Sud-Ouest et près des côtes, entre 4 et 7 degrés dans l'intérieur.

Le vent sera de sud-sud-ouest assez fort sur les côtes de la Manche et la pointe de la Bretagne. Un petit mistral soufflera encore le matin en Méditerranée. Partout ailleurs, le vent sera variable, faible.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-01 à 6 heures TU et le 11-01-1988 à 6 heures TU — le 11-01-1988

FRANCE

AJACCIO	14	1	D
BIARRITZ	16	9	P
BORDEAUX	10	8	P
BOURGES	13	6	P
BREST	10	3	D
CAEN	9	3	D
CHERBOURG	8	5	D
CLERMONT-FERR.	13	4	P
DIJON	6	3	P
GRENOBLE St-M-H	8	2	N
LILLE	10	5	P
LIMOGES	11	5	P
LYON	9	6	P
MARSEILLE-MAR.	11	6	C
NANCY	9	6	P
NANTES	12	3	D
NICE	13	4	N
PARIS-MONTS.	13	6	D
PAU	15	7	P
PERPIGNAN	12	6	C
RENNES	9	2	D
ST-ÉTIENNE	11	5	C
STRASBOURG	8	3	P
TOURS	12	5	P
TOULOUSE	13	6	P
POINTE-À-PITRE	30	23	A

ÉTRANGER

ALGER	17	5	B
AMSTERDAM	9	5	P
ATHÈNES	14	10	C
BANGKOK	34	24	N
BARCELONE	17	7	B
BELGRADE	1	0	C
BERLIN	6	2	N
BRUXELLES	10	6	P
LE CAIRE	22	2	N
COPENHAGUE	5	3	P
DAKAR	25	18	N
DELHI	20	11	C
DJERBA	15	11	D
GENÈVE	7	3	–
HONGKONG	19	13	C
ISTANBUL	8	8	P
JÉRUSALEM	14	8	C
LISBONNE	9	9	N
LONDRES	9	2	D
LOS ANGELES	22	8	C
LUXEMBOURG	6	4	P
MADRID	13	4	B
MARRAKECH	19	8	C
MEXICO	24	10	B
MILAN	6	–1	D
MONTRÉAL	–13	–19	D
MOSCOU	2	–2	C
NAIROBI	26	17	D
NEW-YORK	0	–5	D
OSLO	7	–3	N
PALMA-DE-MAJ.	17	6	C
PÉKIN	2	–11	D
RIO-DE-JANEIRO	28	24	C
ROME	14	0	D
SINGAPOUR	33	25	N
STOCKHOLM	4	3	C
SYDNEY	29	24	D
TOKYO	8	1	D
TUNIS	15	6	N
VARSOVIE	2	1	C
VENISE	8	–1	D
VIENNE	0	–2	B

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde CADRES

Jeune ingénieur
fabrication et développement
la polyvalence de la PME
la puissance d'un grand groupe

Une société dynamique et performante de transformation des matières plastiques, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche l'Adjoint du Directeur d'une petite usine très moderne.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur débutant ou ayant une première expérience industrielle, de formation AM, ENSI, INSA..., dynamique, organisé, ayant le goût de la technique et de la gestion et le sens du dialogue. Il assumera des responsabilités de production et de développement.
Ce poste permettra à un candidat de valeur d'acquérir rapidement une expérience opérationnelle polyvalente qu'il pourra valoriser dans la société ou le groupe.

Poste: région Compiègne.

Ecrire sous réf. 1 A 847-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

FILIALE FRANÇAISE D'UN N° 1 MONDIAL
Responsable de la planification industrielle

Un groupe français (1000 personnes) réalisant en moyenne série des produits grand public de marques renommées, recherche son Responsable de la Planification industrielle.

En mettant en œuvre un outil performant de gestion (GPAO) et en participant à son développement, il aura la responsabilité de l'ensemble de la planification industrielle: élaboration des plans directeurs, approvisionnements, lancements, suivi des stocks (produits finis et composants, administration technique des produits).

La réussite dans ce poste clef implique:
- une formation grande école d'ingénieur ou de gestion;
- 10 ans d'expérience industrielle dont 5 ans en gestion de production au sein d'une entreprise mettant en œuvre des moyens performants;
- des qualités marquées d'organisateur, de négociateur et une personnalité de leader;
- la connaissance de l'anglais.

Réelles perspectives de développement de carrière.
Poste à Besançon.

Ecrire sous réf. 1 A 848-7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Pour un professionnel de la Comptabilité, des responsabilités étendues en
Consolidation, audit, conseil et gestion

Une entreprise de services leader (12000 personnes réparties en 40 filiales) faisant partie d'un groupe de tout premier plan, recherche un candidat, de niveau expertise comptable, ayant une expérience de 10 ans minimum, dans un groupe ou une entreprise multi-établissements.

Rattaché au Secrétaire Général de l'entreprise, il sera chargé:
- de faire évoluer les méthodes de comptabilité et de gestion;
- d'effectuer la comptabilité du siège;
- d'assurer les liaisons tant avec le groupe qu'avec les filiales;
- de réaliser la consolidation;
- d'animer l'audit des filiales.

La réussite dans ce poste implique de solides compétences techniques alliées à un sens marqué du dialogue et de l'animation.
Poste: Paris-La Défense.

Ecrire sous réf. 1 A 855-7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeune ingénieur
pour carrière en production

Pour une usine de 2700 personnes, filiale d'un des premiers groupes industriels français, utilisant des technologies variées d'un haut degré d'automatisation, nous recherchons un Jeune Ingénieur AM, ICAM, INSA... témoignant d'une solide motivation et de réelles aptitudes pour se former et progresser en production.

Il se verra confier d'emblée des missions variées sur le terrain tant sur le plan technique qu'au niveau du personnel d'atelier. Ses qualités de dynamisme, d'organisation et d'animation lui permettront d'évoluer vers d'importantes responsabilités d'encadrement.

Poste: ville nord France.

Ecrire sous réf. 1 A 842 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeune ingénieur
Mines, TP
responsabilités autonomes
gestion et développement commercial

Nous sommes une société française leader dans la vente de produits spéciaux destinés au domaine Mines, Carrière, TP, pour une importante **région Touraine-Limousin.**

Nous recherchons un jeune Ingénieur Mines, TP ou école équivalente, ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise dans la branche Mines, TP ou carrière, désireux et capable de valoriser celle-ci en s'orientant **vers des activités technico-commerciales** impliquant une responsabilité complète et autonome:
- animation d'équipe,
- gestion d'un CA important,
- assistance technique à la clientèle.

Poste basé dans la région Touraine-Limousin.
Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Ecrire sous réf. 1 C 744-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Chef de service qualité

Filiale d'un Groupe industriel français doté d'une bonne notoriété, spécialisée dans la réalisation et la vente de produits de grande série (réservoirs, citernes sous pression...) et de sous-ensembles en sous-traitance, recherche le Responsable Qualité de l'une de ses unités de production (325 personnes).

Au-delà de la gestion et de l'animation de services contrôles et du laboratoire, il sera le véritable "moteur" de la qualité au sein de cette unité. Pour cela, il devra définir la politique en liaison avec le Directeur de l'Etablissement, mettre en place et gérer les plans d'action et les moyens correspondants.
D'autre part, il devra sensibiliser l'ensemble des partenaires internes à la nécessité et aux exigences de la qualité totale à travers des actions de formation et son impact personnel.

Ingénieur mécanicien diplômé, d'une trentaine d'années, il possèdera une expérience d'au minimum 5 ans si possible dans le domaine de la transformation métallurgique (connaissances en soudure appréciées) acquise dans une unité de production. Les capacités d'organisation et de persuasion, les qualités personnelles d'animation, mises au service d'une certitude profonde de l'importance de la qualité, seront les éléments retenus pour le choix du candidat.
Anglais souhaité.
Evolution prévisible pour un ingénieur de valeur.

Lieu de travail: Ville importante de la Vallée de la Loire.
Rémunération: à débattre en fonction de l'expérience.

Ecrire sous réf. 1 B 724 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Directeur Général
biens d'équipement

bilingue allemand

Nous recherchons pour la filiale de distribution (C.A. : 200 MF) d'un Groupe international de biens d'équipement, un Directeur Général.

Membre du Directoire, il dirigera les activités commerciales de la Société. Il devra succéder plus tard à l'actuel n° 1, partant en retraite, et prendre en charge l'ensemble des activités commerciales, techniques et administratives. Sa prise de fonction sera précédée d'une période de préparation dans la société-mère en R.F.A.

Personnalité de haut niveau, il aura les qualités qu'exige l'exercice d'une telle fonction : diriger et animer, négocier à haut niveau, communiquer et décider, développer et réaliser la stratégie d'entreprise, savoir anticiper l'évolution du marché et prendre les options nécessaires.

L'expérience du marché des biens d'équipement, une bonne connaissance de la gestion administrative et financière et l'habitude des procédures d'un groupe international sont essentielles pour sa réussite.

La maîtrise de la langue allemande est nécessaire pour le dialogue à l'intérieur du Groupe.

Pour tout contact ou renseignement complémentaire, veuillez vous adresser sous la référence 2749, à

Conseillers de Direction franco-allemands
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 45.63.49.24

interconseil

MEDIA BA

DIRECTEUR DE PRODUCTION
Région Centre

Cette filiale de grands groupes industriels européens recherche pour l'un de ses établissements un Directeur de Production.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura pour principales missions : l'établissement d'un diagnostic, la réorganisation de l'ensemble de la production tant au niveau de la gestion des hommes (100 personnes travaillant en horaires normaux ou équipes : tâche pour laquelle il saura créer un climat de confiance et de participation) qu'au niveau des services : fabrication, ordonnancement, bureau d'études, méthodes, assurance qualité... pour lesquels il poursuivra la mise en place d'une GPAO. Il veillera par ailleurs à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production, tout en renforçant l'unité du climat social.

Ce poste EVOLUTIF doit motiver un Ingénieur de 35 ans (AM, ICAM ou équivalent) possédant une expérience d'au moins 5 ans à un niveau de responsabilités similaires dans des fabrications mécaniques de petites et moyennes séries. La pratique de la langue anglaise est impérative. La réussite dans cette fonction implique de très bonnes aptitudes à la communication et à l'animation des équipes.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17/2324 B à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

JEUNE CHEF DE ZONE EUROPE

Chocolat "Haut-de-Gamme"
Rhône-Alpes

Une PME dynamique (CA : 140 millions de Francs, + 20 % par an), filiale d'un des premiers groupes alimentaires français, et spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de chocolat de très haut-de-gamme destiné aux professionnels de la gastronomie, et qui occupe une position de leader mondial en son domaine pour avoir su allier tradition et créativité, recherche un JEUNE CHEF DE ZONE EUROPE. Sous l'autorité du Directeur Exportation, il assurera le développement des ventes et la promotion des produits de la Société, avec le concours d'un réseau d'importateurs locaux introduits chez les pâtissiers, chocolatiers et restaurateurs, qu'il aura lui-même créé. Il appliquera le plan marketing élaboré en liaison avec la Direction de la Société et il sera responsable de ses résultats. Il analysera l'évolution des marchés et il étudiera la concurrence. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 25 ans, de formation type ESC, parfaitement bilingue français-anglais (+ allemand ou espagnol), possédant une toute première expérience professionnelle. Il sera un homme de terrain soucieux de s'investir totalement dans une fonction nécessitant disponibilité géographique (50 % du temps en déplacements) et excellente capacité relationnelle.

Écrire sous référence 981/M à:

GRH Conseils
3, avenue de Ségur – 75007 PARIS – Discrétion assurée.

Un Marketing long terme qui se joue chaque jour

Importante Société de Services à **ORLEANS** (400 personnes), partenaire d'un Groupe National, engage une nouvelle phase de progrès marquée par la création d'un poste de

Responsable Marketing

Homme ou femme, expérience minimum 5 ans comme Responsable Marketing ou Chef de Produit.

Connaissance ou intéret pour le Marketing des Services.

Dirigera un service interne (Etudes, Communication, Commercialisation) et établira le plan Marketing annuel.

Ce poste requiert de réelles aptitudes à la créativité et à la communication, ainsi qu'une curiosité naturelle envers les Services.

Importantes possibilités d'évolution au sein d'un groupe dynamique. Salaire en rapport avec le profil du candidat.

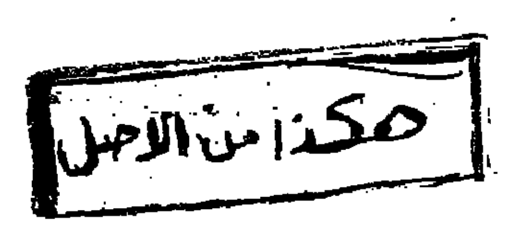
Si vous souhaitez prendre la responsabilité de ce challenge, adressez vos C.V. et prétentions à **Martine FLEJOU**
10, boulevard Emile Augier - 75116 PARIS.

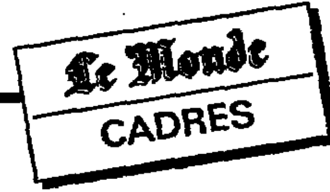
Pierre Lichau

EN MIDI-PYRENEES
DIRECTEUR COMMERCIAL
France & Export — 250 000 +

GELATINES WEISHARDT *Avec 170 personnes, nous fabriquons et vendons des gélatines -120 millions de CA dont 60 % à l'export - à une clientèle d'industries agro-alimentaires, photographiques et pharmaceutiques. Nous voulons confier la direction commerciale à un professionnel de formation Ecole de Commerce avec 5 ans au moins de responsabilités commerciales similaires dans des secteurs de chimie fine ou alimentaires. Méthode et goût pour la technique doivent s'allier au sens du conseil et du développement. Anglais impératif, allemand souhaité, autres langues appréciées pour réussir de nombreux déplacements. Poste basé dans le Tarn.*
Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL -10, rue du Colisée - 75008 Paris, sous la référence 362/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL



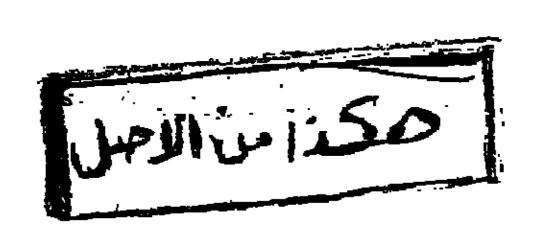


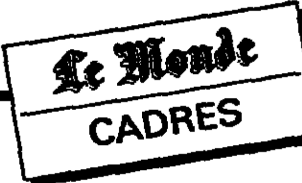
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



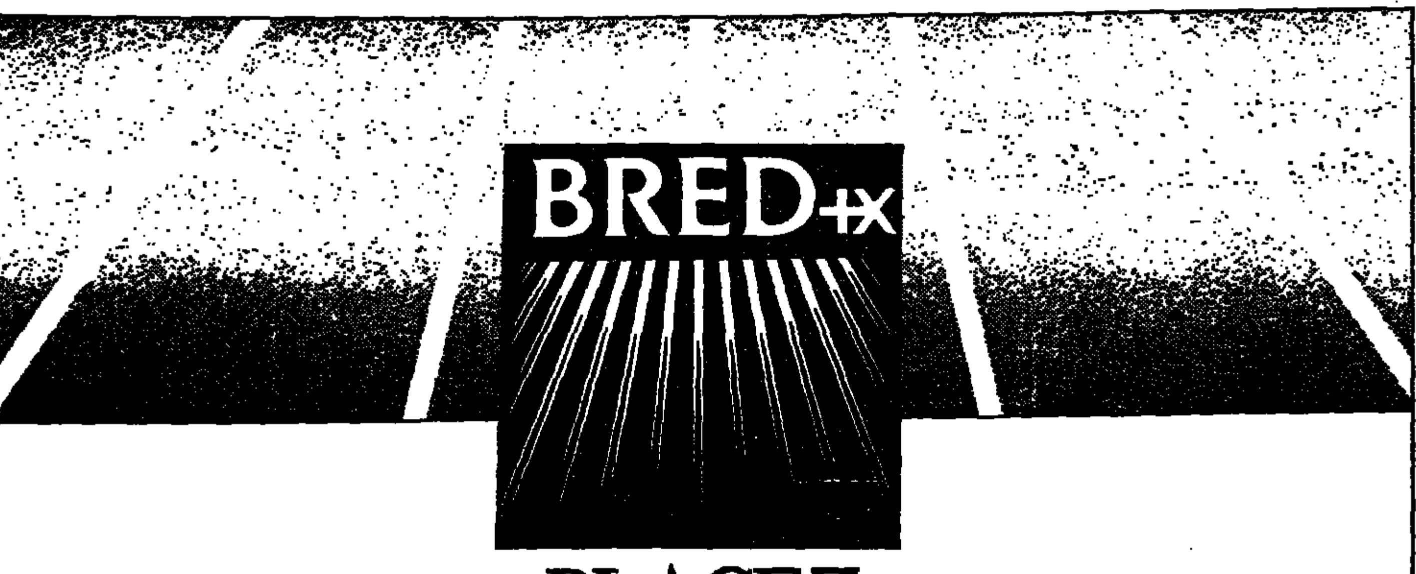
Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



PLACEZ VOTRE AVENIR A LA BRED

Première banque populaire 3300 collaborateurs - 188 agences

Ecoles de commerce, DESS, IEP, Maîtrises, *votre diplôme en poche, prenez en main* votre avenir !
Intégré dès votre arrivée au sein de l'une de nos agences, vous apprendrez la réalité du terrain, expérience indispensable à votre *cursus. C'est là que vous devrez faire vos* preuves, démontrer vos talents : convaincre, conseiller une clientèle de particuliers, de commerçants, d'artisans, et d'entreprises.
Vite, vous découvrirez un métier aux multiples facettes et assurerez des contacts à tous les niveaux.
Attention, il vous faudra affûter vos arguments et maîtriser toutes les techniques.

De réelles perspectives d'évolution vous *sont offertes : responsable d'agence,* responsable de clientèle d'entreprises, sont des postes que nous vous confions dès que vous en avez les capacités.
A la BRED, vous forger un bel avenir, c'est *possible : à vous de saisir cette opportunité.*
Nos structures souples, notre progression constante et la taille de notre groupe vous y aideront.
Pour placer votre avenir à la BRED, *adressez votre dossier de candidature* (CV et photo) sous réf. 8811 M
Direction Commerciale - *Simone* GREBAN
18, quai de la Rapée
75012 PARIS.

BRED : la banque de votre avenir.



Directeur Marketing Développement

250 000 / 300 000 F.

SSII NANTES - Cette Société Informatique, d'un effectif supérieur à 100 personnes, a bâti son développement et sa notoriété sur la valeur de ses hommes, une approche novatrice et la qualité de ses services. Possédant un savoir-faire reconnu sur des marchés exigeant des produits complexes et performants, elle s'est engagée dans une diversification vers de nouveaux services. Afin de maîtriser cette évolution nouvelle, elle souhaite intégrer un responsable de la stratégie et du développement commercial. Après une analyse du positionnement et des potentialités de l'entreprise, il aura à structurer une politique de développement, à en définir les moyens, et à la conduire sur le terrain. Par ses propositions et sa compréhension de la culture de cette affaire, il saura fédérer les énergies et organiser une véritable politique de communication. Ce poste en création s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation commerciale supérieure et ayant acquis une expérience déjà affirmée dans la définition d'une stratégie marketing et de communication d'un produit ou d'une entreprise. Il devra pouvoir comprendre rapidement l'environnement professionnel d'une SSII et s'insérer dans une société à forte personnalité. Ecrire sous référence A/1127/M

JBF Associés

Jean-Bernard FOURNIER et Associés
Conseil en recherche et recrutement de cadres
3 rue Racine - 44000 NANTES

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants.

Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous participerez à des opérations de premier plan où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence D/115.87/M à notre conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.


Critère

MOCI le 1er hebdomadaire du commerce international s'est associé à Régie Presse pour se donner les moyens d'atteindre ses objectifs de développement et de renforcement de sa position d'acteur de la vie économique européenne dans la préparation de 1992.

Chefs de publicité

▲ Banque Finance (réf. BF)
justifiant d'une formation supérieure de type ESC complétée par une solide connaissance des techniques et mécanismes financiers. Expérience publicitaire souhaitée.

▲ Transport (réf. TP)
de formation ESC ou équivalent une expérience confirmée est nécessaire, la connaissance du marché publicitaire serait un plus.

▲ Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des professionnels de haut niveau, bilingues anglais (voir trilingues), possédant une réelle maturité intellectuelle pour prendre en charge *la totale responsabilité du secteur qui leur sera confié et repondre à l'exigence de* nos objectifs.

▲ La rémunération attractive sera constituée d'un fixe et d'un intéressement.
D'autres postes seront à pourvoir prochainement dans d'autres domaines.
N'hésitez pas à nous adresser votre candidature en mentionnant votre domaine de compétence.
Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence à Philippe HENON, le Moci Régie Presse, 7 rue de Monttessuy, 75007 Paris.

régie presse

Nous sommes une entreprise de tourisme, située à Paris, leader sur le marché français

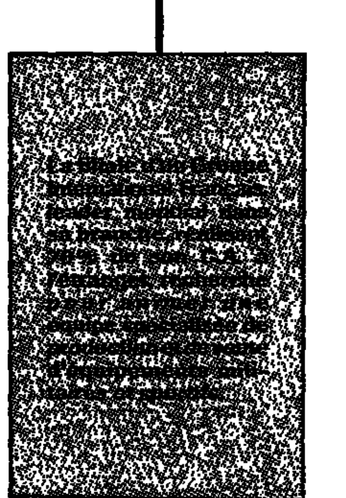
Pour notre développement nous recherchons notre

RESPONSABLE MARKETING DIRECT

- Chargé de la création et du développement de la fonction.
- Ayant déjà réussi une expérience dans ce domaine.
- Jeune, autonome, dynamique, motivé, tenace, diplomate et négociateur.
- Diplômé d'une école de commerce.
- *Anglais* indispensable.
- Disponible rapidement.
- Connaissance du marché du tourisme appréciée.

Envoyer c.v., lettre manuscrite,
photo et niveau de rémunération sous nº 8 285,
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Candidature traitée en toute confidentialité.



INGENIEUR RESPONSABLE DE MARCHE

ENSAM, INSA, ENSI ou équivalent

En relation avec les autorités françaises et étrangères, il sera chargé du marketing de ses produits et de leur évolution en fonction des innovations techniques, des besoins spécifiques des clients et du développement de la concurrence. Basé à Paris, son activité nationale et internationale l'amènera à se déplacer à 40 % de son temps et lui demandera une très bonne connaissance de l'anglais. Ce poste convient à un ingénieur d'environ 30-35 ans, sensibilisé à la veille technologique et ayant une expérience de Chef de Produit. Jugé sur ses résultats, sa réussite lui *permettra une évolution* importante. Merci d'adresser *lettre manuscrite, C.V., rémunération* actuelle et prétentions sous réf. 12165, AGENCE MAILLE - 18, rue Volney - 75002 *Paris qui transmettra.* Nous garantissons une discrétion absolue.

Conseil en Stratégie

Consultants confirmés

SRI International (ex. Stanford Research Institute) est l'une des plus grandes sociétés de conseil en stratégie et développement dans le monde (4000 personnes)

Notre bureau de Paris a connu une expansion exceptionnelle en 1987 et recherche pour poursuivre son développement des Consultants qui s'intégreront à nos équipes internationales.
35-40 ans de formation Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale, HEC...) + Business School, vous avez une DOUBLE expérience acquise dans une société de conseil et dans l'industrie à un poste de management.
Vous assisterez les directions générales des entreprises privées et du secteur public dans l'analyse et l'élaboration de leurs décisions stratégiques : options technologiques, plans, marchés et produits, redéploiement industriel, audits...
Appelé à travailler avec les équipes des centres d'études de Menlo Park (Californie), de Croydon (G.B.) et du Japon, vous devrez être parfaitement bilingue français/anglais.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :
Ressources Humaines - SRI International - 6, avenue Marceau 75008 PARIS.



Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe International basé à PARIS, leader sur le Marché de la Communication, recherche pour son DÉPARTEMENT ÉCONOMIQUE :

• 2 SPÉCIALISTES AYANT UNE FORMATION ÉCONOMIQUE DE BASE. Ces deux consultants Juniors seront :

— l'un spécialiste dans les approches et les Études de Marché et/ou la Publicité (référence M)

— l'autre alliant à une formation financière, une première expérience réussie dans le domaine bancaire (référence F)

• 1 AIDE-DOCUMENTALISTE
qui viendra compléter cette équipe (référence D)

Adressez votre lettre de candidature et CV détaillé à M. Marc SOUBAIGNE, *Direction du Personnel, Société SVP*, 54 rue de Monceau, 75384 PARIS CEDEX 08.



SVP

VIA TRANSEXEL

Jeune Diplômé et déjà... Responsable des Relations Humaines

Nous recherchons pour notre filiale de Tours un responsable des relations humaines, (H/F).

Rattaché au directeur général, membre du comité de direction, il aura pour mission de valoriser et de développer les ressources humaines d'une société de services de 400 personnes, d'assurer les différents aspects de la fonction communication interne : • plan de communication et mise en place des actions • relations avec les partenaires sociaux • relations humaines : (recrutement, formation, développement de carrières), • analyse des besoins de la société à moyen terme.

Ce poste attractif s'adresse à un jeune candidat, de formation supérieure juridique, ayant une réelle connaissance de la législation sociale et, si possible, une première expérience de la fonction personnel.

Dynamisme, sens de l'écoute, aisance dans les contacts sociaux sont des qualités essentielles pour la réussite dans ce poste et pour évoluer dans notre groupe.

Adressez votre candidature, sous réf. 602.PA.539 M, à notre Conseil Françoise BARSI.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

Chef du Personnel

Notre entreprise (300 collaborateurs sur Paris et la Province) est spécialisée dans la diffusion textiles.

Nous recherchons aujourd'hui notre nouveau CHEF DU PERSONNEL.

De formation supérieure (IEP, Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion) vous avez une parfaite connaissance du droit du travail, une expérience confirmée de la paie et plus généralement dans la fonction «Personnel».

Rattaché au Chef de l'entreprise, vous prendrez en charge la totalité de la fonction (politique du personnel, relations humaines...).

Votre autorité et votre motivation sont les atouts pour réussir à ce poste basé proche banlieue parisienne.

Adresser CV, lettre, photo et prétentions sous référence 3896 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd. Bonne Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

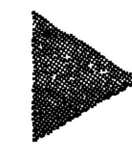
LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

McCormack & Dodge France, S.A.

membre du groupe Dun & Bradstreet

propose

AUX PROFESSIONNELS DE LA VENTE DE SERVICES OU DE PRODUITS INFORMATIQUES DE PENSER LEUR CARRIERE AU FUTUR EN REJOIGNANT SON EQUIPE COMMERCIALE



Filiale française du Groupe McCORMACK & DODGE Corp., membre du Groupe DUN et BRADSTREET, nous sommes spécialisés dans la conception et la commercialisation de Progiciels d'Application de Gestion de haut de gamme.

NOUS ETIONS 14 FIN 1983. NOUS SOMMES 75 FIN 1987.

Notre expansion prouve que nous savons conjuguer efficacement la compétence des hommes et l'innovation technologique.

Nous aimons les gens surdimensionnés, qui cherchent quotidiennement à se dépasser, qui veulent allier des responsabilités à des revenus élevés.

A titre d'information, nos meilleurs commerciaux ont gagné (entre leur fixe et leur variable) plus de 600 KF cette année.

Si vous êtes âgés de plus de 28 ans, et avez : outre une formation supérieure, une expérience de plus de 5 ans de vente de services et/ou de produits financiers ou de logistique industrielle, alors nous sommes prêts à vous rencontrer pour nous entretenir de votre candidature à l'un des postes suivants :

• Management d'équipes commerciales

TERRITORY MANAGERS
Négociateurs confirmés (avec une bonne expérience du management d'équipes commerciales), chargés de motiver et d'animer une équipe de 3 I.A. et de leur faire VENDRE nos systèmes d'information. (Réf. LM/1042)

• Systèmes de Gestion Financière

INGENIEURS D'AFFAIRES
Responsables de la prospection et du développement du secteur Grandes Entreprises. (Réf. LM/1029)

CONSULTANTS AVANT-VENTE
Responsables des négociations techniques et de la promotion de nos systèmes d'information. (Réf. LM/1043)

• Systèmes de Gestion de Production

INGENIEURS D'AFFAIRES
Responsables de la prospection et du développement du secteur Entreprises Industrielles. (Réf. LM/1044)

CONSULTANTS AVANT-VENTE
Responsables de la promotion et des négociations de solutions G.P.A.O. auprès des Directions Industrielles de Grands Groupes. (Réf. LM/1045)

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez rapidement votre C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. du poste choisi à notre *Conseil Bernard G. ALLEN*

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

MEDIA PA

MARKETING RESEARCH
260 KF +

Dans un marketing de plus en plus pointu...

...la fonction ETUDES/RECHERCHE prend un relief tout particulier. C'est pourquoi nous ne la confierons qu'à une personnalité créative, positive, active, concrète et maîtrisant parfaitement cette fonction.

Jeune filiale d'un très grand Groupe Bancaire, notre vocation est le service. Nos prospects sont connus. 250 000 sont dès à présent clients et nous permettent d'être déjà dans le peloton de tête avec un C.A. de plusieurs milliards de Francs. Notre volonté de progresser dans un créneau fortement concurrentiel nous conduit à affiner nos techniques Marketing et donc à faire appel à vous.

Diplômé d'Etudes Supérieures, votre expérience confirmée en la matière vous permettra de créer cette fonction au sein de la Direction Marketing.

Filiale, d'un groupe important nous avons les moyens de notre politique. Vous évoluerez de plus dans une structure en expansion rapide où les opportunités sont encore largement ouvertes.

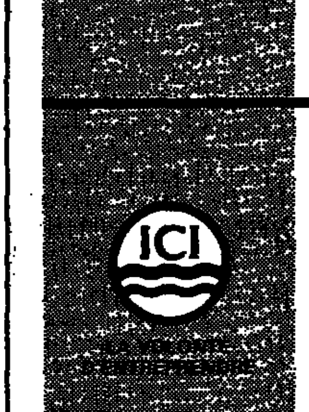
Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous réf. O/MER/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantit une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA - ANTIPOLIS

MEDIA PA



GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

nous recherchons, pour renforcer la Direction Juridique de notre filiale française de vente (CA 1987 : 2,2 milliards) basée à Clamart (92), notre

RESPONSABLE JURIDIQUE

VOTRE MISSION :

Rattaché au Directeur Administratif d'I.C.I. France, vous interviendrez en tant que conseil auprès de la Direction et de l'ensemble des services de notre Société, mais également auprès d'autres entités du Groupe en France.

Vous serez personnellement chargé de l'élaboration des contrats et accords de toute nature, des aspects juridiques *liés aux acquisitions, de la gestion du patrimoine* immobilier, du suivi de la vie juridique des sociétés et des contentieux...

Dans les autres domaines (assurances, litiges produits, contentieux créances, suivi des marques et des brevets, formalités légales...), vous serez assisté d'un jeune juriste qui vous rendra compte.

Vous serez en outre l'interlocuteur privilégié des cabinets d'avocats français et des Directions juridiques de notre maison-mère situées à Londres et à Bruxelles.

VOTRE PROFIL :

- vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DEA *ou DESS droit des affaires*) ;
- vous justifiez d'une première expérience de juriste généraliste, acquise de préférence au sein d'une PME filiale d'une multinationale ;
- vous avez en outre éventuellement une expertise dans un domaine en particulier, la fiscalité par exemple ;
- une parfaite maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) est bien sûr indispensable.

La dimension et l'expansion du groupe vous permettront, après cette première mission réussie, d'accéder à de plus larges responsabilités dans le cadre d'un développement de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence 88/JUR/LM, à notre Conseil Jean-François de BENNETOT - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

MEDIA PA

JURISTE Pour préparer l'Europe avec nous

Nos sommes la *filiale française d'un groupe pharmaceutique* à vocation mondiale de très grande notoriété et situé en région parisienne.

Parfaitement bilingue anglais, vous serez intégré dans une équipe jeune et rattaché au Secrétaire Général vous participerez en direct à la vie de l'Entreprise.

Vous aurez la *responsabilité de la négociation et du suivi de nos contrats* ainsi que des contentieux éventuels.

Une excellente culture juridique (*droit des sociétés, droit des affaires, etc.*), une grande fiabilité intellectuelle et un sens poussé des affaires font de vous l'expert technique pour *assumer des fonctions variées* tant administratives que juridico-économiques. Dynamique et entreprenant vous saurez également, par votre approche imaginative des problèmes, nous apporter votre réflexion sur de possibles modifications de structures dans le cadre de notre développement européen.

Enfin, vous aurez la charge de tout le secrétariat juridique.

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience acquise au sein d'une entreprise, de préférence rattachée à l'industrie pharmaceutique, et vous souhaitez évoluer dans un nouveau poste que nous créons. Si le challenge vous attire, adressez une lettre manuscrite, votre CV avec photo récente sous référence FIN 4 à [illegible] - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS. Qui transmettra en toute confidentialité.

Raychem

Issue de la Silicone Valley, Raychem, 10 000 personnes, société de sciences des matériaux, est devenue, grâce à un investissement important en R&D, leader en matière de polymères thermorétractables, polymères conducteurs, métaux à mémoire de forme appliqués aux marchés de l'électronique, du militaire, de la chimie, de l'énergie, de la construction, des télécommunications...

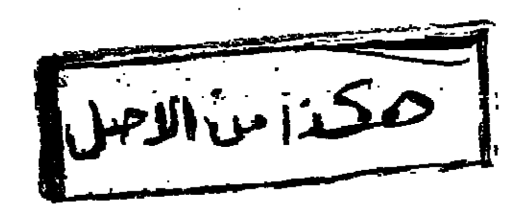
Ingénieur par vocation et commercial par passion !

Vos études d'Ingénieur... c'était pour satisfaire votre *intérêt pour les technologies d'aujourd'hui*, mais votre véritable passion : c'est vendre... Vendre une technologie à des professionnels, étudier les problèmes de nos clients et les résoudre de façon originale ; réaliser du chiffre d'affaires !

Les hommes et les femmes que nous recherchons sont des ingénieurs généralistes (INSA, Arts et Métiers...) *curieux et enthousiastes*. Nous vous proposons d'entrer dans un groupe international, où l'avenir s'ouvrira vers des fonctions de gestion technique aussi bien que de management de vente. La pratique courante de l'anglais sera un élément important de votre réussite.

Si vous voulez développer votre goût de la vente au sein d'équipes jeunes et très motivées envoyez lettre manuscrite et CV avec photo et prétentions, sous réf. 627 M, à la Direction du Personnel, Raychem, BP 738, 95004 Cergy-Pontoise Cedex.

média system



هكذا من الاصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



UNELEC (800 personnes, C.A. 300 M F), filiale du Groupe ALSTHOM, fabrique et commercialise vers les milieux industriels des appareillages électriques Basse Tension de haute technologie.

Elle recherche pour muscler sa Direction Commerciale et Marketing :

UN INGENIEUR PRODUITS (Réf. 872/11 M)

Le candidat aura pour mission de concevoir et de mettre à disposition des produits adaptés aux besoins des marchés et compétitifs en garantissant leur qualité et leur pénétration optimum.

De formation supérieure (AM, ENSI, ..., électronique, électrotechnique), le candidat a une expérience de 5 ans dans le milieu des tableautiers, installateurs, bureaux d'études.

30/35 ans environ.
Sensibilité marketing.
Connaissance de l'anglais.
Poste basé au siège à SAINT QUENTIN (Aisne).

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT (Réf. 872/10 M)

Le candidat aura pour mission de commercialiser, en direct ou en soutien des agents, tous les produits du catalogue sur la zone germanophone, (Allemagne, Suisse, Autriche) et dans divers pays d'Europe de l'Est et d'Afrique en maintenant le parc de clientèle existant et en développant le hors-parc.

De formation supérieure (ENSI, INSA, AM, ..., électronique, électrotechnique), le candidat a une première expérience commerciale en milieu industriel.

25/30 ans environ. Allemand indispensable, anglais souhaité. Poste basé au siège à SAINT QUENTIN (Aisne) avec déplacements fréquents.



Adresser C.V., détaillé en précisant la référence choisie à FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

JEUNE INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Unelec
ALSTHOM

UNELEC (800 personnes, C.A. 300M F), filiale du Groupe ALSTHOM, fabrique et commercialise vers les milieux *industriels des appareillages* électriques Basse Tension de haute technologie.

Elle recherche un jeune ingenieur (électronique, électrotechnique) *pour faire face au développement de son offre produit.*

Le candidat aura pour mission d'étudier, de développer et de préparer la mise en production, d'assurer le suivi technique de produits compétitifs, rentables et de qualité à partir de spécifica*tions approuvées et en conformité avec le cahier des charges.*

De formation supérieure (X, Centrale, Supelec, ENI ...), le candidat peut être débutant *ou avoir quelques années d'expérience* dans le développement de produits industriels de moyenne série.

La connaissance de l'informatique industrielle et scientifique est souhaitée, l'anglais indispensable.

25/30 ans environ. Poste évolutif pour un candidat de valeur. Poste basé au siège à SAINT QUENTIN (Aisne).

FRANCE CADRES

Adresser C.V., détaillé sous réf. 872/12 M à FRANCE CADRES 22 rue Saint Augustin 75002 Paris.

Vous avez la dimension européenne, nous avons un marché pour vous !

Diplômé d'une bonne école de commerce en Allemagne, en Angleterre, en France, ou ailleurs, vous avez pris goût pour les affaires internationales. Vous avez une parfaite maîtrise de l'allemand, de l'anglais. Vous avez la trentaine, c'est à dire 5 à 10 ans d'expérience réussie dans le commerce. Vous savez négocier avec des agents, des distributeurs, à Munich comme à Milan ou à Copenhague. Vous êtes autonome.

Notre société est liée à de puissants groupes chimiques et agro-alimentaires européens. N°2 en Europe, nous fabriquons des solvants utilisés dans l'industrie chimique, la cosmétologie, les encres, les peintures. Notre unité de Production, très performante, est en France. Le C.A. dépasse les 400 MF et les bénéfices 50 MF, et nous sommes *moins de 200 personnes.*

RESPONSABLE DES VENTES EXPORTS, rattaché au Directeur Commercial, vous assurerez l'animation, le contrôle des distributeurs, qui sont, soit des agences de vente, filiales de groupes industriels actionnaires de l'entreprise, *ou des distributeurs indépendants. Dans un premier temps, vous vous consacrerez en priorité au marché allemand* (20 % de nos ventes). Le poste est basé à Paris 8e. Adressez votre CV sous la référence 801234 M aux consultants de SIRCA - 64 rue La Boétie - 75008 PARIS - qui traiteront votre candidature confidentiellement.

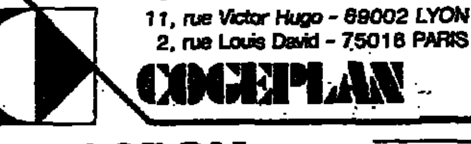
Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

jeune avocat futur associé H/F

Nous sommes **un très important Cabinet d'Avocats français.**
Notre activité se partage également entre le **juridique et le judiciaire.**
La **synergie** qui en découle, la **compétence** de notre équipe, la **qualité** et la **précision** de nos analyses et de nos conseils, les **résultats** que nous obtenons sont très appréciés de nos clients.
Pour être en mesure de poursuivre notre **développement,** nous recherchons un nouveau collaborateur.
Une expérience d'avocat civiliste vous a **familiarisé avec la procédure** et vous a donné une **bonne aisance à la barre** ; vous souhaitez vous orienter vers le droit des affaires, notre domaine d'activité ; votre rigueur, votre sens de l'analyse vous permettent d'être **concis et efficace, vos qualités relationnelles** sont reconnues et vous aimez **travailler en équipe.**
Nos clients internationaux apprécieront votre **maîtrise de la langue anglaise. Votre réussite pourra déboucher sur une association.**
Si vous êtes intéressé à développer votre carrière **dans une région qui offre une qualité de vie** appréciée - *nous sommes à Lyon - nous vous* remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence AV 40 à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON
2, rue Louis David - 75016 PARIS



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

JEUNES INGENIEURS

Renforçant notre mission de Centre d'Essais (analyse comparative de produits grand public) nous souhaitons intégrer plusieurs **jeunes Ingénieurs débutants ou presque, diplômés Grandes Ecoles Génie Mécanique ou Génie Chimique, *motivés par le dynamisme du* contrôle qualité.**
Sous hierarchie directe du Directeur Technique :
- vous prendrez en charge les essais comparatifs d'un secteur,
- vous dirigerez les études en collaboration avec les laboratoires, organismes et experts les plus qualifiés,
- vous assurerez le suivi des investigations,
- vous analyserez les rapports d'essais avant leur publication dans notre revue.
Votre bon niveau en Anglais ou en Allemand, votre aisance relationnelle et vos qualités *d'adaptation vous permettront d'assurer* certaines représentations du service auprès des instances techniques extérieures.
Michel Dussault participe à ce recrutement.
Merci de lui adresser votre candidature sous référence 921 M, KEY MEN - 10 rue de Rome 75008 Paris.

FAITES-VOUS UNE PLACE AUX BANCS D'ESSAIS

inc

PORON
diffusion

absorba



YVES SAINT LAURENT

INGENIEUR LOGISTIQUE
CHARGE ETUDES - ORGANISATION

Troyes

La maîtrise de notre expansion passe par l'optimisation des flux et des procédures.
Nous réalisons 560 MF de CA, dont 50% à l'export.
Notre Directeur de la Logistique souhaite intégrer un diplômé Ingénieur CENTRALE - SUPELEC - ARTS & METIERS - INSA (option informatique), dont la préoccupation permanente sera l'analyse et la refonte des schémas de circulation des flux sur l'ensemble du processus de production, jusqu'au stockage et à l'expédition, et depuis la commande jusqu'à la facturation.
Il aura 3 ou 4 années d'expérience de la fonction, dans un environnement fortement informatisé. Toutefois, un débutant pourrait être sélectionné s'il possède aussi un diplôme de 3e cycle en logistique.
Homme de communication, il a le sens de l'organisation, des priorités, il est l'interlocuteur privilégié des autres *services de la société.*
Le poste sera rendu évolutif à tout candidat de valeur.
Merci d'adresser votre dossier, sous référence 923 M, à Chantal CARLIN – KEY MEN 10 rue de Rome - 75008 PARIS - en précisant votre niveau de rémunération actuelle.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

camif

Notre métier :
La Vente Par Correspondance.
Nos moyens : des Catalogues et des Magasins. Notre dimension : 1 380 salariés pour un C.A. de 3,5 milliards. Nos partenaires : plus de 900 000 Clients-Sociétaires et 5 500 fournisseurs.
Notre projet, nos politiques privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les femmes et les hommes, acteurs de notre réussite.
Le défi coopératif dans la distribution d'aujourd'hui.
Nous recherchons pour notre
Direction Etudes Mercatiques et Communication :

CHARGE D'ETUDES QUALITATIVES HF

Sa mission principale sera la réalisation d'études de perceptions et motivations, auprès de notre sociétariat et le développement de techniques d'enquêtes adaptées. Il participera à la définition de projets pour l'adéquation aux techniques d'enquêtes. Homme de communication, de méthode et de synthèse, il devra faire partager ses travaux et conclusions en vue de réalisations concrètes et opérationnelles. De formation supérieure en sciences sociales ou marketing, le candidat aura une première expérience professionnelle de 2 ans dans un poste similaire (cabinet ou annonceur).

Pour notre Direction Financière

ASSISTANT JURISTE D'ENTREPRISE HF

Sa mission permanente sera d'assister le Responsable juridique dans son rôle de conseil auprès des Directions opérationnelles et fonctionnelles de l'Entreprise en matière de Droit commercial et des Sociétés - d'étude et d'élaboration des contrats commerciaux - de gestion des litiges et de prise en charge d'une partie du portefeuille des assurances. Maîtrisant parfaitement le Droit commercial et des Sociétés le Candidat disposera d'une formation supérieure - (Maîtrise, D.E.A.) complétée par une première expérience professionnelle en Entreprise ou Cabinet juridique. Il devra allier à la méthode et à la technicité du juriste le sens des contacts et de la communication.
Ces postes sont à pourvoir à NIORT (ville où les secteurs tertiaire et informatique sont en expansion).
Les candidatures (lettres manuscrites, C.V., photo et prétentions) devront être adressées à la Direction du Personnel et du Développement Social de la CAMIF - Trevins de Chauray - 79045 NIORT Cedex.

Pierre Lichau

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE DU GROUPE P.S.A.
LEADER DANS SA PROFESSION TRANSMISSIONS MECANIQUES
recherche

INGENIEUR DIPLÔMÉ A.M. ou EQUIVALENT
(30 à 35 ans environ)

Ayant acquis une expérience de la vente ou d'assistance à la vente de biens d'équipements mécaniques.
Très bon négociateur de contrats importants en France et à l'Etranger.
Très bonne pratique de l'anglais parlé et écrit (négociations commerciales et rédaction des contrats).
Dans un premier temps, il assistera la Direction Commerciale sur un secteur international de langue anglaise.
Ses fortes potentialités lui permettront d'accéder rapidement à un poste de chef de vente France et Etranger et à la coordination d'une équipe de 15 ingénieurs de vente.
La réussite dans ce poste devrait le conduire à court délai à un poste de Directeur commercial.

Envoyer dossier de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 70639 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui fera suivre.

PHOSPHORE

LE MAGAZINE DES ANNÉES LYCÉE SE DÉVELOPPE ET RECHERCHE

Rédacteur expérimenté
HF

De réelles motivations pour la pédagogie et l'éducation vous permettront de traiter les sujets qui préoccupent les lycéens d'aujourd'hui.
En collaboration avec la responsable de rubrique éducation que vous seconderez, vous réaliserez et coordonnerez la réalisation des articles s'y rapportant.

La Rédaction de Phosphore, et le groupe dont elle fait partie, proposeront de réelles perspectives d'évolution à un candidat de bon potentiel.

Merci d'adresser une lettre de candidature + C.V. à : BAYARD-PRESSE, Direction des Affaires Sociales, 3, rue Bayard 75008 Paris, sous réf. MLA/458.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Directeur général

Activité parfums

500.000 F

Bruxelles - Cette marque anglo-saxonne de prestige, mondialement connue, a récemment lancé une nouvelle griffe en parfumerie, par l'intermédiaire de son réseau mondial de boutiques. Pour accentuer sa pénétration internationale, elle recherche un directeur général qui développera ce secteur d'activité grâce à ces magasins et en utilisant les canaux appropriés de la distribution en parfumerie. Rattaché au directeur de la division Europe Continentale et assisté d'une petite équipe, il sera responsable du management global de cette activité : élaboration et mise en œuvre de la stratégie commerciale et marketing internationale, développement des ventes et renforcement d'une gamme de parfums et produits de beauté de haute qualité. Ce poste, basé à Bruxelles, s'adresse à un candidat âgé de 34 ans minimum, diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent et maîtrisant bien l'anglais. Il devra justifier d'une expérience réussie de la direction d'un centre de profit ou de la gestion d'une zone export incluant si possible les Etats-Unis au sein d'un groupe international de parfumerie. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) sera de l'ordre de 500.000 francs (ou pourra être supérieure si le calibre du candidat le justifie) et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9345M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable entretien

Industrie pharmaceutique

300.000 F +

Cent kilomètres ouest de Paris - Filiale d'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux, cette entreprise de taille humaine recherche le responsable entretien de son usine. Rapportant au directeur de production et assisté d'une équipe d'une cinquantaine de personnes, il sera responsable de l'entretien préventif et curatif de l'ensemble des matériels dans un établissement très fortement automatisé. Il apportera les modifications nécessaires à l'optimisation des équipements et sera gestionnaire d'un important budget d'entretien. Ce poste qui suppose une réelle polyvalence et de solides capacités d'animation, intéresse un ingénieur AM, ENSI, INSA ou équivalent, âgé de 30 ans au moins. Il pourra justifier d'une expérience réussie dans la maintenance en milieu industriel acquise si possible dans les domaines suivants : mécanique, électronique, électricité, circulation de la vapeur et des fluides. Une bonne connaissance des automates programmables est nécessaire. La pratique de l'anglais constituerait un atout pour un candidat intéressé par de réelles opportunités de carrière dans le groupe. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ pourra dépasser 300.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9338M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PREDICA

CA

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE DU CRÉDIT AGRICOLE

Plus de 6 milliards de francs de CA en fin 87, 5ème Assureur-Vie, 15 mois après sa création, bénéficiaire dès sa première année d'existence, 1 milliard de F. de Placements Immobiliers dès 88, recherche son

responsable placements immobiliers

Votre Profil :

- vous avez environ 35 à 40 ans
- ESC, *Me* Gestion ou Ingénieur + *3ème* cycle Gestion
- vous avez au moins 8 à 10 ans d'expérience du Placement Immobilier, chez un Promoteur, dans une Compagnie d'Assurance ou au sein d'une Banque
- vous êtes un opérationnel mais aussi un excellent relationnel.

Vos missions : vous opérerez de façon très autonome avec une structure très légère. Vous bénéficierez de l'appui logistique et fonctionnel des Spécialistes Immobiliers du CRÉDIT AGRICOLE ce qui vous permettra de :

- proposer la politique des Placements Immobiliers de PREDICA
- chercher les meilleures opportunités de Placements Immobiliers en élargissant les contacts avec les Investisseurs, Promoteurs, Marchands de Biens et Courtiers Spécialisés
- étudier et mettre en place les montages juridiques et fiscaux nécessaires aux meilleurs placements
- suivre les rendements et les plus-values réalisables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 53J à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

JEUNE RESPONSABLE COMMUNICATION

nous avons 2 ans et sommes déjà dans les premiers... faites-le savoir

Jeune filiale d'un très grand Groupe Bancaire, notre vocation est le service, et nos futurs clients ceux du Groupe. 250 000 nous font d'ores et déjà confiance et nous permettent de figurer dans les premières places au plan national. Nous en sommes très fiers et souhaitons *le dire encore mieux.*

Au sein d'une équipe Marketing en fort développement vous prendrez en mains l'ensemble de notre Communication (Presse, Manifestations, Promotions, Publicité...) tant vis-à-vis du public que de nos prescripteurs.

Diplômé(e) d'Etudes Supérieures, votre sens du contact, votre écoute, le plaisir que vous éprouvez à convaincre et la qualité de votre organisation vous ont permis de réussir brillamment votre première expérience professionnelle en la matière. Au travers de cette création de poste nous vous offrons à présent une responsabilité globale dans un environnement *en mouvement.*

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous réf. O/JRC/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantit une totale discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA - ANTIPOLIS

RESPONSABLE DE FORMATION

H-F

Nous sommes une société financière régionale en pleine expansion, liée à un réseau national de tout premier plan. Nous recherchons pour POITIERS, un RESPONSABLE DE FORMATION.

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, vous serez chargé de l'organisation, du suivi et du développement des formations professionnelles bancaires. Vous *mettrez en œuvre le plan de formation défini au* niveau régional.

Vous rechercherez et mettrez au point de nouveaux outils pédagogiques, conseillerez et aiderez les différents établissements dans leur politique de formation et bien sûr, vous serez amené à animer des stages de formation. En quelques mots, vous serez à la fois : **gestionnaire, pédagogue et homme de terrain.**

Agé d'environ 27 ans et de formation supérieure (Sciences Eco, Finances, ITB...), vous possédez **une expérience en milieu bancaire,** acquise sur le terrain, et une première approche *de la fonction formation.*

Vous faites preuve d'un réel sens de l'écoute, du point des contacts et d'un enthousiasme à toute épreuve !

Si vous avez ce profil, et désirez en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h. (Précisez la réf. 692).

(1)45.02.15.74

MEDIA PA

API

Pour faire face à son développement, Société de *Conseil en Stratégie, Marketing et Commercial* en pleine expansion cherche :

CONSULTANT(S)

27 ans environ, *Diplômé grande école de Commerce,* ayant occupé des responsabilités opérationnelles au sein d'une grande entreprise.

Homme de concepts, il saura allier, grâce à cette expérience réussie, l'analyse et la perception des réalités du terrain.

Nous lui offrons la possibilité de se réaliser pleinement dans le cadre des interventions tant de Stratégie que d'Application Terrain, dont il aura la responsabilité. Nos clients se situent parmi les entreprises françaises les plus importantes.

Adresser votre dossier de candidature à Sylvie Duflos, APIFRANCE CONSEIL, 32, r. *Etienne-Marcel,* 75002 *Paris.*

BANQUE PRIVÉE

recherche

Exploitant clientèle entreprises

CLASSE V-VI — **180 / 230.000 F**

Nous sommes une banque privée Parisienne.
Nous connaissons une expansion rapide.
Vous avez 25-30 ans, une formation supérieure commerciale ou financière, 2 à 3 ans d'expérience bancaire dans l'exploitation d'une clientèle de PME au siège ou en agence.
Vous avez ainsi acquis une bonne connaissance des techniques bancaires et de l'analyse du risque.
Votre goût de la prospection et votre aisance dans les contacts vous ont permis de mesurer vos capacités de *réussite.*
Nous vous proposons de rejoindre notre équipe d'exploitants entreprises pour participer à notre développement.
Envoyer CV + photo sous référence n° 3057 à JONCTION, 32, *Avenue Charles de Gaulle* 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Jonction

Important réseau national d'agences de voyages

recrute

LE DIRECTEUR D'EXPLOITATION ZONE OUEST

BAC + 3. Dans une région à fort potentiel de croissance, sous l'autorité du Directeur de la Division Agences de Province, il gère, anime et développe un réseau d'une dizaine d'agences de voyages implantées dans *6 départements entre les Pays de Loire et la Bretagne.*

Très bonne expérience du Tourisme et du Voyage d'affaires indispensable.
Une très bonne connaissance de la région sera un plus.
Poste basé en Bretagne.

Adresser c.v., lettre manuscrite et photo sous n° 8 302 M,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Jonction

Jonction

VOUS SOUHAITE UNE GRANDE ANNEE 1988

Groupe industriel multinational
(C.A. 20 milliards de francs)

recherche

AUDITEURS INTERNES CONFIRMÉS

Diplômés de l'enseignement supérieur à orientation financière et de gestion (HEC, ESC) et ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans d'*Audit interne ou externe.*

Ils devront participer au sein de la Direction de l'Audit Interne du Groupe à diverses missions d'audit opérationnel et financier.

Outre leur compétence technique, ces futurs collaborateurs devront faire preuve d'initiative et présenter une grande capacité d'adaptation et de mobilité.

Anglais et Espagnol courants, lus et écrits sont indispensables.

Les postes, basés à Paris, impliquent de fréquents déplacements.

Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous n° 8 301 M. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7e.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

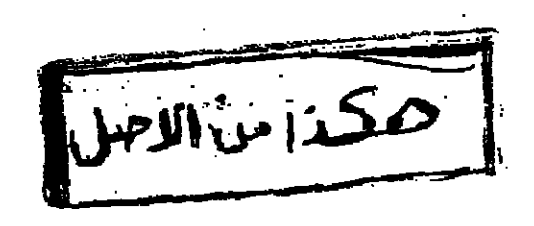
PARIS

Une société française (chiffre d'affaires 1,3 milliard de Francs), spécialisée dans la fabrication de biens d'équipements électriques, recherche un INGÉNIEUR COMMERCIAL pour une de ses agences régionales implantée sur Paris. Dans le cadre d'objectifs qui lui seront fixés, il sera chargé du suivi d'une clientèle composée d'administrations, d'entreprises d'engineering et d'utilisateurs faisant appel à des produits spéciaux. Il sera l'interface entre sa clientèle et les services du Siège. Il assurera le suivi des commandes (respect des délais de livraison, etc.). Il se tiendra au courant de l'évolution du marché et de la concurrence, et il transmettra au Siège les besoins de sa clientèle. Il bénéficiera du support technique du Siège et des usines. Ce poste *conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation* ingénieur type ESME, ESIEE..., et possédant quelques années d'expérience acquise dans la vente de produits industriels électriques.

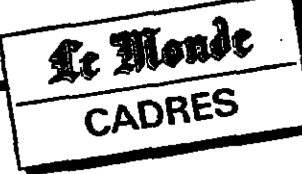
Écrire sous référence 980/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur – 75007 PARIS – Discrétion assurée.



هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INTERBAIL

NOS ACTIONNAIRES SONT EUROPÉENS, DEMAIN NOS CLIENTS LE SERONT.

Commercial Crédit-Bail Immobilier

Nous sommes une importante Siconti, indépendante et cotée au RM. Notre Directeur Commercial souhaite etoffer son équipe, et confier au nouveau Chargé de Clientèle une mission axée sur des résultats :
- Démarche, constitution d'un fonds de commerce nouveau, fidélisation des apports d'affaires.
- Exploration des marchés potentiels, avec deux secteurs d'élection : la grande entreprise et les nouveaux marchés européens.
- Développement d'un savoir-faire commercial intégrant les outils modernes de financement, de nature à intervenir au cœur des stratégies financières des entreprises.

... En bref, nouveaux contrats et marchés de Crédit-Bail Immobilier, pour le jeune cadre à fort potentiel que nous attendons.

Trente ans environ, avec une double formation supérieure de type commercial ou économique et financier, il saura nous convaincre de sa réussite dans le commerce de Banque : niveaux de démarche et de résultats élevés, très bonne appréciation du risque, connaissance de la grande entreprise -le profil d'un jeune "banquier d'affaires", entrepreneur et ouvert sur l'International (Anglais... Espagnol courants).
Rémunération de départ de l'ordre de 300.000 francs annuels bruts, assortie de nombreux avantages.

Avec ses vœux de réussite pour 1988,
Jean-Paul MORFOISSE, Directeur Commercial d'INTERBAIL,
vous remercie de lui écrire en joignant
à votre dossier de candidature une photographie récente.
INTERBAIL - 6, rue Christophe Colomb 75008 Paris.

INCOME / LEVI TOURNAY ASSCOM

Une opportunité de carrière pour un très bon
GESTIONNAIRE DE SINISTRES
C'est ce que propose
UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES IARD
qui recherche un

CHEF DE SERVICE H/F

Sinistres Auto et RC diverses
poste basé au siège parisien

Il dirigera l'un de nos groupes de rédacteurs, il interviendra sur des dossiers sinistres complexes et/ou à forte valeur. En relais et en appui à nos délégations régionales, il pourra traiter l'ensemble des aspects juridiques, techniques et économiques relatifs à un dossier.

Outre son expérience, le candidat recherché aura : • une formation juridique supérieure • une excellente expression écrite et orale • de réelles capacités d'animation • un sens relationnel développé • des aptitudes décisionnelles • un esprit d'équipe • une mentalité d'entreprise.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions sous référence SCRM.1, à notre Conseil.



ceforpe — *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Marketing Industriel

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT NOUVEAUX PRODUITS

SGE — SAINT GOBAIN EMBALLAGE

Saint Gobain Emballage est la filiale de la compagnie de Saint Gobain spécialisee dans le verre creux alimentaire (bouteilles et pots). Avec un C.A. de 2,5 milliards de francs, une capacité annuelle de production de 1.000.000 de tonnes répartie dans 6 usines, la Société couvre environ 40 % du marche national.
Rattache au chef du Service Marketing, ce Responsable du développement des nouveaux produits analyse les besoins, conduit les études, suit la conception et les essais techniques, etablit les prix de revient et les prévisions. En liaison très etroite avec les Directions Commerciale et de la Recherche, il a pour mission principale de contribuer au developpement des systèmes et procédés permettant l'évolution des emballages en verre creux pour repondre aux exigences des clients avec lesquels il est en contact permanent. Il gère egalement de nombreuses relations avec des partenaires exterieurs.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (de preference ingénieur) de 28/30 ans environ. Il a impérativement acquis une premiere experience dans le domaine du marketing des produits industriels. Il a une bonne maitrise de la langue anglaise. Homme de contact, de dialogue et de rigueur, il doit être motivé par le contexte d'interface commercial/technique.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4/212 BC à :

EGOR S.A.
8, rue de Bern - 75008 PARIS

EGOR
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Développer des systèmes d'information dans la fonction personnel

Développer et faire vivre des outils d'information modernes pour une gestion dynamique de nos ressources humaines, tel est l'un des objectifs de la Direction du Personnel de notre Division regroupant plus de 16000 personnes et appartenant à l'un des grands du BTP.
C'est aussi la mission que nous voulons confier à un diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, d'ingénieurs...) ayant une première expérience en entreprise et une pratique de la conception et de l'exploitation d'outils informatiques d'aide à la décision, de simulation... Il utilisera du matériel micro qu'il interfacera avec des moyens centraux plus puissants, fera ses propres conceptions, utilisera des progiciels éprouvés, s'orientera vers les systèmes experts.
La dimension de notre Groupe garantit des évolutions de carrière très intéressantes.
Merci d'adresser votre candidature s/réf. 23378 à MEDIA SYSTEM, 6-8 Impasse des Deux Cousins -75017 Paris, qui transmettra.

média-system

LA MUTUALITE FRANÇAISE

recherche pour le DEPARTEMENT ETUDES
de sa DIRECTION PREVOYANCE
aux fins d'assister son responsable :

JURISTE H/F

SON PROFIL : titulaire d'une formation juridique de haut niveau en Droit privé (diplôme de 3ème cycle) avec une spécialisation appréciée en assurances (DESS ou Institut des Assurances).

Expérience de plusieurs années au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance qui lui a fait "toucher" tous les aspects de la fonction juridique (conception et rédaction de contrats type, fonctionnement et contrôle de l'entreprise, relations avec l'autorité de tutelle,...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à MUTUALITE FRANÇAISE, Division des Relations Sociales, 255, rue de Vaugirard, 75719 Paris Cedex 15.



CONTESSE

PARFUMS GIVENCHY
CHEF DE CENTRE D'EXPÉDITION

Sous l'autorité du Directeur de Production et Logistique, il sera chargé de gérer ce centre équipé de chariots tridirectionnels filo-guidés, reliés par radio à l'ordinateur de gestion du stock, de chariots préparateurs de commandes à nacelles, de picking motorisés avec codage laser, encaissage et agrafage automatiques. Il sera responsable du budget, d'un effectif de 35 personnes, de l'entretien matériels et bâtiments, de la sécurité. En liaison avec les services commerciaux du Siège et l'Usine, il organisera la distribution des produits (gestion du stock, préparation des commandes, emballage, transit, transport, déclaration en douane) et veillera à optimiser l'organisation pour développer productivité et taux de service. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation type Bac + 2 (DUT Transport et Logistique souhaité), et possédant quelques années d'une expérience similaire acquise en expédition de petits *volumes en grand nombre, aussi bien en France qu'à l'exportation.*
Ce poste est basé à **BEAUVAIS.** Ecrire sous référence 974/M à:

GRH Conseils
3, avenue de Ségur – 75007 PARIS – Discrétion assurée.

Importante Banque Internationale Paris
recherche pour son Département Juridique

Juriste
Spécialisé en Droit privé H/F

Le candidat apportera une expérience d'au moins 5 ans acquise dans le secteur bancaire ou une étude de notaire.
- *Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées*
- *Rémunération en fonction de l'expérience.*

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., + photo et prétentions sous la référence 755/M à CURRICULUM 6 passage Lathuile 75018 PARIS

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECURITE
recrute

UNIVERSITAIRE NIVEAU MAITRISE

pour travailler au sein d'une petite équipe de recherche où sont conduites des études de Mécanique des Fluides et de Ventilation Industrielle.
Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) même débutant(e) ayant de bonnes connaissances théoriques en mécanique des fluides ainsi qu'en techniques de mesures physiques, traitement du signal et micro-informatique.
Le(la) candidat(e) participera à la définition et à la réalisation d'un programme de recherche appliquée conduit en laboratoire et sur site.
Il (elle) aura à sa disposition des moyens expérimentaux importants.
Rémunération motivante. Pratique de l'anglais technique.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à M. LEMAITRE,
Chef du personnel, I.N.R.S.
Avenue de Bourgogne, B.P. 27, 54501 VANDOEUVRE Cedex.

Florian Mantione Institut

Avec 8 implantations, le F.M.I. Conseil en Recrutement Formation et Organisation se positionne comme l'un des leaders en France et recherche dans le cadre de son développement

2 Consultants Juniors HF
Auvergne réf. AU 1287 F   Bretagne réf. AU 1287 G

Une formation supérieure commerciale ou psychosociale, un tempérament autonome et des talents de négociateur sont les meilleurs atouts. Indépendamment des diplômes, l'expérience de l'entreprise ou de l'animation et les qualités humaines seront déterminantes.
La connaissance de la région est indispensable. Une définition de fonction sera envoyée aux candidats qui nous parleront de leurs motivations pour ce métier en adressant un dossier complet + photo, salaire actuel et prétentions (préciser la référence) à **FLORIAN MANTIONE INSTITUT**, 33 bis Bd Berthelot, 63400 CHAMALIERES.

CLERMONT FERRAND - AIX MARSEILLE - BORDEAUX - GRENOBLE - LA ROCHELLE - MONTPELLIER - PARIS - TOULOUSE

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES
recherche
dans le cadre de son activité en région parisienne

JEUNE INGÉNIEUR diplômé(e) ETP, INSA...

Débutant ou 2 à 3 années d'expérience professionnelle pour participer aux études et assurer la coordination pluridisciplinaire d'opérations de bâtiment et d'infrastructure.
Le poste à pourvoir nécessite le sens des contacts humains et esprit d'initiative.

Adresser lettre manuscrite + c.v. et prétentions à O.P.F. Univas, 2, rue de Sèze, 75009 Paris.

JURISTE

POUR LA DIRECTION JURIDIQUE
D'UN DES PREMIERS GROUPES MONDIAUX DE SERVICES

Le(la) candidat(e) sera débutant(e) ou aura une expérience comprise entre 1 et 3 ans.

Il(elle) devra justifier :
— D'un diplôme juridique niveau DESS ou DEA ;
— D'une spécialité ou de connaissances plus approfondies dans l'un des domaines suivants : fiscalité, droit administratif, comptabilité ;
— D'une bonne connaissance de l'anglais ;

Le(la) candidat(e) devra en outre avoir :
— Une grande disponibilité (déplacements province et/ou voyages étranger) ;
— Une personnalité ouverte, dynamique, dotée d'une bonne élocution ;
— Une excellente présentation.

Adresser un dossier comprenant c.v., lettre manuscrite et photo à CREORD, 26, rue Gramont, 75002 PARIS, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SLIGOS – Les Hommes de Tête

Dans le cadre de son développement, le Groupe SLIGOS, importante société française de Services et d'ingénierie Informatique, cotée en bourse (2700 personnes, plus d'un milliard de chiffre d'affaires) recherche pour sa *Division* **MOYENS DE PAIEMENT :**

UN CHARGE D'ETUDES MARKETING HF (réf. 255/MT)

Directement rattaché au Chef du Département Marketing, il est responsable d'études prospectives pour la Division Moyens de Paiement et de l'élaboration de l'ensemble des outils d'aide à la réflexion stratégique.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC - ESSEC - SUP de CO Paris - INSEAD - ISA) agé de 30 à 40 ans et pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans une fonction similaire.

Poste basé à Paris avec déplacements très ponctuels. Anglais indispensable.

UN CHARGE D'ETUDES DOCUMENTAIRES HF (réf. 254/MT)

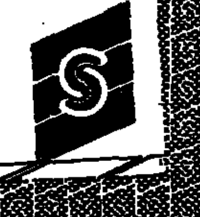
Rattaché au Chef du Département Marketing, il est chargé de collecter, analyser et synthétiser l'information utile pour l'ensemble de la Division Moyens de Paiement dans le cadre de ses réflexions prospectives.

Ce poste s'adresse à un candidat agé de 30 à 40 ans et possédant le diplôme de l'INTD - postérieur à 1976 - ou un DESS Information (IEP Paris/Grenoble II/Lyon I/Franche Comté).

La maîtrise de l'informatique documentaire est impérative.

Une connaissance du logiciel Texto-Logatel et du milieu SSII seraient appréciées.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence choisie à Martine TURPIN SLIGOS - Direction du Personnel et des Ressources Humaines - Immeuble Ile de France - Cedex 49 92067 PARIS LA DEFENSE 9.



MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE — HAVAS CONTACT

Nouvelles Galeries

Adjoint de Trésorerie

Nous renforçons la direction de la trésorerie. Vous serez plus particulièrement chargé des fonctions suivantes :

- suivi de la gestion de trésorerie et établissement des prévisions du groupe.
- assistance aux affiliés et aux filiales en gestion de trésorerie.
- suivi du respect de l'application des conditions bancaires.
- budget de l'activité financière.
- participation à des études diverses.

De formation supérieure obligatoirement, débutant ou ayant une première expérience, vous vous sentez très concerné par les problèmes de trésorerie (stages significatifs ou expérience dans ce domaine).

Votre dynamisme, votre rigueur et votre imagination mais aussi votre aptitude à communiquer vous permettront une intégration rapide dans notre équipe.

Merci d'écrire sous réf. 706/M à A.L CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

CURRICULUM



ROPAC

L'EXPORT D'ABORD!

1er CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE SYSTEMES MECANIQUES D'ETANCHEITE DYNAMIQUE.

Notre chiffre d'affaires à l'export : plus de 20 millions de francs en 87, au travers d'un réseau de distributeurs européens. Nous recherchons :

LE RESPONSABLE DE NOTRE SERVICE EXPORT

Ingénieur mécanique ou hydraulique

Vous êtes capable de mettre en œuvre un plan marketing de développement ambitieux, dans le cadre d'une politique et d'un budget mis en place avec la Direction Commerciale.

Basé à Courbevoie, homme de terrain et coordinateur, vous organiserez et animerez le Département Export (actuellement 4 personnes).

Vous avez la trentaine ou plus ; parfaitement trilingue anglais/espagnol ou allemand, vous avez déjà vécu, en PME, une expérience réussie à l'exportation de produits industriels.

Jouez gagnant l'avenir d'une PME en plein essor et rejoignez notre jeune équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence REM, à notre Conseil : COREP - Tour Défense 2000 - 92800 Puteaux.

Discrétion assurée.



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



L'ENTREPRISE FERROVIERE SAFEN,
c'est aujourd'hui :
- 60 ans d'expérience
- 46 agences
- 5 500 personnes
- un C.A. supérieur à 400 MF

Nous cherchons pour notre Siège Social (Paris)

CADRE COMPTABLE
HF 200 KF/an

Vous avez : • la trentaine • un DECS • une expérience d'au moins 5 ans acquise en cabinet ou (et) en entreprise.

Vous êtes disponible pour de courts déplacements dans nos agences et Directions Régionales.

Nous vous offrons :
- la possibilité de valider votre expérience au sein de notre D.A.F.,
- véritable homme d'« organisation et de méthodes », vous vous *intégrerez à une équipe dynamique dont la vocation est de concevoir* et mettre en place un nouveau système d'informations.

Adressez votre candidature (C.V. + salaire actuel), s/réf. LM/01, à *notre Conseil* Y. TANGUY - *COPERS - 15, cité Malesherbes* - 75009 PARIS ou, pour plus d'informations, contactez-nous au 48.74.35.44

copers
Agence Conseil en Force de Vente
MEMBRE DE SYNTEC

MÉDIA BA

CENTRE DE NUTRITION DIETETOTHERAPIE

recherche

Conseillère, ou Conseiller Diététique

Titulaire d'un Diplôme d'Etat Français ou équivalent étranger de diététicien et du Brevet de Chef de Cuisine d'une Ecole Officielle. Expérience souhaitée dans les deux domaines.

Situation en rapport.

Adresser correspondance avec C.V. à
CENTRE MÉDICO-DIÉTÉTIQUE DE FORCILLES
77170 Brie Comte Robert

Bleu Publicité

Etablissement financier

recherche pour Siège social à PARIS un

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT ET MARKETING

- Environ 40 ans.
- Formation grandes écoles de Commerce ou équivalent, ayant eu responsabilités analogues dans Banque ou Etablissement Financier.

Adresser c.v. et prétentions sous nº 8 283, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.



Société financière du Crédit social des fonctionnaires.

PREDICA

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE DU CRÉDIT AGRICOLE

Plus de 6 milliards de francs de CA Épargne Retraite à fin 87
5ème Assureur-Vie, 15 mois après sa création,
bénéficiaire dès sa première année d'existence,

recherche

1 jeune actuaire assistant technique

Votre mission :
- vous assisterez un Actuaire ISFA expérimenté dans tous les travaux d'Analyse et d'Étude de nouveaux Produits d'ÉPARGNE et de RETRAITE par CAPITALISATION.
- vous réaliserez des simulations informatisées d'I.F.C. et de Retraite-Chapeau
- vous répondrez aux questions techniques concernant ces produits
- vous réaliserez par *la suite des Études Prospectives pour* la création de produits Prévoyance-Maladie.

Vous pourrez faire preuve d'autonomie et d'initiative dans votre action quotidienne et disposerez pour ce faire des outils informatiques les plus récents : micro-ordinateur avec les logiciels les plus performants du marché que vous choisirez en fonction de vos besoins.

Votre profil :
- Actuaire ISFA
- 1 à 2 ans d'expérience en Assurance de Personnes
- compétence ou forte motivation pour les applications informatiques
- vous possédez un excellent contact et une certaine diplomatie.

Votre objectif : *rejoindre une équipe jeune et très motivée* qui obtient de brillants résultats en bénéficiant de l'environnement d'un très puissant Groupe Bancaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 53K à notre Conseil :
ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

amp

Communiqué de presse

Le Docteur Josiane PONTICACCIA, successivement Médecin Produit chez SPECIA, puis Médecin Régional chez THERAPLIX (Groupe RHONE-POULENC SANTE) devient Consultant de JACQUES TIXIER S.A. dont l'activité, en Recherche de Cadres, dans le Biomédical et la Cosmétologie connaît une progression importante.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MÉDIA BA

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

REJOIGNEZ NOTRE DIRECTION REGIONALE DE RENNES

Société du Groupe ELF AQUITAINE, nous sommes leader sur le marché du Vrac Industriel des Gaz de Pétrole Liquéfiés avec plus de 1000 personnes et 2 milliards de francs de C.A.

Animateur de l'équipe technico-commerciale, vous mènerez les démarches et **négociations commerciales** et assisterez la Direction Régionale pour tous les problèmes **techniques gaz** en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques).

Ingénieur diplômé ENSI, A. et M., INSA, IDN ou équivalent, vous justifiez d'une expérience dans le domaine thermique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **ELF ANTARGAZ** - Service Recrutement 4, *rue Léon-Jost* - 75017 PARIS.

Renseignements complémentaires minitel 36-14 code ELF AZ

elf antargaz

RSCG CARRIERES

BANQUES - FINANCES

CONSULTANTS
ORGANISATION ET STRATEGIE

La vocation de notre jeune société en plein développement est le conseil aux établissements Financiers et Bancaires dans les domaines de l'organisation et de la stratégie. Nos clients sont en majorité des Banques françaises et internationales (de dépôts, de marchés...) qui doivent réaliser avant 1992 des mutations importantes.

Notre équipe a besoin de se renforcer par des consultants capables, suivant leur expérience, de diriger des missions ou de prendre la responsabilité de certaines phases d'études.

Si vous avez une formation supérieure, entre trois et dix ans d'expérience dans la Banque ou le Conseil et si vous souhaitez vous impliquer personnellement dans le développement de notre société - **qui deviendra la vôtre par le partenariat** - alors contactez-nous en adressant un dossier complet de candidature sous la référence 183B à HB, 66 avenue Victor Hugo 75116 PARIS.

DESSEIN

Dans le cadre de son développement société de production vidéo

RECHERCHE

UN(E) CHARGÉ(E) DE PRODUCTION

Une expérience dans la fonction d'assistante de direction sera appréciée.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous nº 8 298
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Ingénieurs de haut niveau

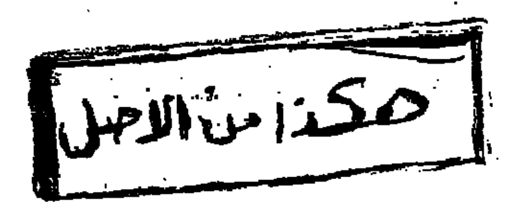
Diplômés grandes écoles, jusqu'à 5 ans d'expérience.

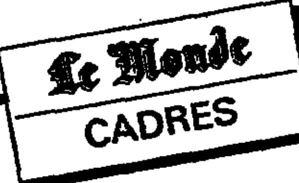
Vous êtes attirés par les techniques informatique de pointes (génie logiciel, contrôle de process, télécom, IA...). Doués de bonnes qualités relationnelles, vous voulez valoriser votre fort potentiel. Notre impact grandissant auprès de nos clients nous permet de vous offrir plusieurs opportunités à divers niveaux de responsabilités.



Merci d'adresser CV et prétentions à SEDI
80, av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY/SEINE
Tél. : 46.24.59.11.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE BANQUE PARIS

Adjoint directeur d'exploitation

Classe VIII ou Hors Classe

Le Directeur de l'exploitation d'une banque nationale à taille humaine, recherche un Adjoint de haut niveau, *responsable de la Direction* des Relations Clientèle.

Vous serez plus particulièrement chargé :
- d'assurer en liaison avec le réseau, les relations avec les principaux clients de la banque,
- d'apporter votre concours aux Directeurs de guichets et de coordonner leurs activités avec les directions centrales,
- de suivre l'action commerciale du réseau.

Ce poste constitue une évolution de carrière intéressante pour un cadre justifiant d'une formation supérieure et d'une expérience de l'*exploitation bancaire au niveau d'une* Direction de Groupe ou de Région.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + *prétentions)* sous réf. 68325 à DEB'S, 103, rue Jouffroy 75017 PARIS qui transmettra.

NICOLAS

Responsable de notre service immobilier

Importante filiale de l'un des premiers groupes français de vins et spiritueux, nous réalisons un CA de 800 MF. Nous exploitons directement un réseau de 300 magasins et... *autant d'appartements*... En homme de l'immobilier vous aurez la responsabilité de la gestion de notre parc immobilier dans tous ses aspects. Dans le cadre de notre expansion vous rechercherez en collaboration avec la direction commerciale et marketing de *nouvelles implantations. Acquisition de fonds de commerce, négociation* et renouvellement de baux commerciaux ou d'habitation, seront les temps forts de votre activité. Vous assurerez bien entendu les relations avec les propriétaires et autres syndics ou notaires et ferez les inscriptions au registre du commerce...

La trentaine ou plus, vous avez une expérience significative dans ce domaine de la *gestion immobilière*. Vous êtes aussi un bon négociateur. Acheter, vendre... vous savez, vous aimez car vous vous sentez «homme d'affaires».

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 4005 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) *79/83*, rue Baudin - 92300 Levallois Perret.

Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Membre de Syntec

La région d'Ile-de-France
responsable des 475 lycées d'Ile-de-France

RECRUTE

UN JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

LA MISSION CONFIÉE A CELUI-CI COMPRENDRA :
- Le suivi des études relatives à la réalisation d'un système télématique d'information des familles et des jeunes sur les formations en Ile-de-France ;
- La mise en œuvre du projet de lycée régional de l'informatique ;
- La mise en place des outils informatiques d'aide à la décision en ce domaine.

PROFIL SOUHAITÉ :
- Jeune ingénieur grande école ;
- Disponible rapidement ;
- Une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans est souhaitée soit dans les études informatiques et statistiques, soit dans les services télématiques.

Candidatures à adresser avec c.v.
et lettre indiquant motivation et prétentions à :
Monsieur le Directeur de l'Administration Générale
Conseil Régional d'Ile-de-France,
33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 PARIS.

Important organisme de formation technique,
recherche le

Responsable de l'un de ses centres

situé en proche banlieue parisienne assurant principalement des premières formations : CAP - BEP - BAC (300 apprentis) et des stages de formation continue pour adultes.

Il lui sera confié toute la responsabilité du centre : animation du personnel (une trentaine de personnes), gestion du centre d'activité et relations avec les entreprises de la région.

Le candidat doit être **ingénieur électronicien**, 32 ans minimum, avoir une expérience d'au moins 5 ans acquise dans l'industrie et *déjà prouvé son intérêt pour les problèmes de formation.*

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1214 à



INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder - 75009 Paris

Monsieur TGV... une personnalité de Très Grande Valeur !

1990... Une année décisive pour la Touraine : le TGV va s'y arrêter. Les retombées d'une telle opération, les espoirs que nous y fondons *nous incitent, dès maintenant, à recruter l'homme susceptible de* préparer dans les meilleures conditions possibles, un tel événement. Il s'agit d'assurer une véritable mission de coordination, d'animation au service de toutes les collectivités, entreprises et organismes de développement économique et touristique de l'Indre-et-Loire. A l'écoute des élus et de tous les partenaires concernés, il faut être capable d'analyser, de synthétiser les problèmes touchant à l'aménagement, à l'économie, au tourisme. Et les propositions seront soumises bien-sûr à l'approbation du Conseil Général. De formation supérieure, vous avez une *expérience approfondie au sein d'organismes économiques*, d'entreprises du secteur public ou privé, de coordination au service de l'ensemble du département. Vous vous passionnez pour tout ce qui a trait au développement d'une région. La taille de ce qui n'est plus un projet, mais une réalité, ses enjeux ont toutes les chances de vous intéresser.



Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature sous référence 87/37/769.

Dominique Leligois conseils
1 rue Grécourt, BP 1822, 37018 TOURS Cx.

SINFOR PROCESS

Filiale performante d'un groupe spécialisé en informatique industrielle, recherche, pour la promotion de son activité : le suivi et la supervision de la production, un

ingénieur commercial

de formation commerciale supérieure ayant une première expérience réussie dans la vente de biens d'équipement ou de services, possédant une connaissance des besoins PME-PMI dans l'environnement de *la production, se sentant attiré par les nouvelles technologies et leurs* applications.

Battant, tenace, enthousiaste, votre rémunération sera à la hauteur de vos qualités.

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. SP07/01
à Bénédicte DELAHAYE
SINFOR PROCESS
185, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly

Gestionnaire d'un important patrimoine de logements sociaux

implanté en Ile de France, recherche

GERANT H ou F

- Responsable de la gérance locative de groupes immobiliers
- Il a des compétences : commerciales, administratives et techniques.
- Il gère les budgets charges et entretien.
- Il anime une équipe composée de personnel administratif et immeubles.

Formation : BAC + 2, connaissances en droit, comptabilité et bâtiment.
Expérience similaire souhaitée. Disponible rapidement.
Salaire annuel : 150 KF.

Envoyer C.V. et photo au
LOGEMENT FRANÇAIS
6, rue Jean Jaurès – 92807 Puteaux

Importante entreprise du Limousin spécialisée dans la maille, très implantée dans la grande distribution, recrute

Attaché Direction Générale

DECS, Sup. de Co + expérience 2 ans pour missions ponctuelles comptabilité analytique, prix de revient, trésorerie etc...

- Le candidat, s'il fait la preuve, trouvera l'épanouissement qu'il souhaite dans un poste de direction administrative ou de secrétariat général.

SEL-F

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à SEL-F, 31 rue Saint Paul, 87000 LIMOGES.

LA BANK LEUMI LE-ISRAEL (FRANCE) S.A.
recherche dans le cadre du développement de son activité :

EXPLOITANTS P.M.E. - P.M.I.

de formation supérieure - Expérience pratique de la clientèle d'entreprise exigée.

AUDITEUR INTERNE

de formation supérieure, expérience de la Banque, et anglais souhaité.

Adresser lettre de candidature, CV, et prétentions à :
Service du Personnel, BANK LEUMI LE-ISRAEL S.A.
30, Bld des Italiens, 75009 PARIS.



Société Internationale de Produits de Luxe
Paris, recherche

Un Chef de Produit

H/F

De formation supérieure, il (elle) a acquis une expérience de 3 à 4 ans dans le domaine du Marketing.
Pour deux lignes de produits (Montres et Briquets), il (elle) sera responsable :
- *de la définition du mix produits,*
- *de sa mise en œuvre,*
- *de la gestion des produits (relations fournisseurs et marchés)*

Anglais courant
Une disponibilité rapide serait appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions sous réf. 26100 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

Chambre régionale de métiers d'Aquitaine
recrute

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Directement attaché(e) au président, sera chargé(e) des fonctions de :
- Relations publiques auprès des partenaires économiques et politiques à caractère administratif et économique.

LES CANDIDAT(ES) DEVRONT AVOIR 35 ANS MINIMUM.
- Etre titulaire d'un diplôme de second cycle d'enseignement supérieur ;
- Justifier d'une expérience professionnelle, si possible acquise dans une fonction similaire ;
- Posséder une bonne connaissance de l'environnement économique et politique régional.

Adresser le dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) au Président de la chambre régionale de métiers, *1, rue du Château-Trompette, 33000 BORDEAUX.*

LES CONSULTANTS
D'ORSEG ET ASSOCIÉS
Conseil en Ressources Humaines vous présentent leurs meilleurs voeux et vous annoncent leur changement d'adresse.

88

87, rue Saint Lazare 75009 PARIS
Tél. 42.81.02.05
Télex : 281 246 F

Société de promotion immobilière recherche pour assurer son développement

UN(E) RESPONSABLE DE PROGRAMMES

rattaché au Directeur de la promotion.
Il ou elle sera chargé d'assurer le montage, la gestion juridique financière et technique, et le suivi commercial d'opérations de promotion immobilière en logements et bureaux. Agé d'une trentaine d'années environ et *diplômé de l'enseignement supérieur*, ce cadre devra bénéficier d'une première expérience d'au moins 2 ans acquise si possible dans un poste similaire.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous réf. 303 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ORGANISME DE FORMATION CONTINUE
dans le domaine de l'

ÉNERGIE

recherche

ASSISTANT AU DIRECTEUR
DE L'ENSEIGNEMENT
pour la définition et la mise au point du contenu des sessions à partir des besoins de la clientèle.

Le poste exige :
- Diplôme d'ingénieur grande école ;
- Bonne connaissance du milieu industriel ;
- Expérience récente en formation permanente.

Poste à pourvoir de suite à Paris.
Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions à
D. GROS, 28, avenue de Saxe, 75007 PARIS.

La société des autoroutes PARIS-RHIN-RHONE recherche pour sa direction régionale de GANNAT (Allier)

UN INGÉNIEUR chargé du péage et de la gestion du trafic.

Ce poste, qui nécessite une grande disponibilité et notamment la participation à des astreintes (y compris nuit et week-end), est à pourvoir à GANNAT (Allier) mais donnera lieu à affectation provisoire à DIJON (Côte-d'Or) au sein des services centraux pendant 6 à 8 mois.

Voiture de fonction.
Adresser candidature manuscrite et c.v.
en précisant prétentions salariales à :
Sté des autoroutes PARIS-RHIN-RHONE, direction du personnel, 36, rue du Docteur-Schmitt, 21850 SAINT-APOLLINAIRE.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur des relations humaines

Banque - 350/400.000 F

Amiens - Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan, recherche son directeur des relations humaines et de la communication. Basé au siège à Amiens et placé sous l'autorité immédiate du directeur général adjoint de la banque, il aura pour mission d'assurer la gestion prévisionnelle des ressources humaines, les relations avec les syndicats..., et d'une manière plus générale d'être le conseiller de la direction pour tous les problèmes liés aux évolutions ou mutations du personnel. Membre du comité de direction, il supervisera, par ailleurs, tout l'aspect communication interne (journal d'entreprise, cycle de motivation des cadres, communication avec les administrateurs...). Il sera, en outre, responsable de la qualité. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 32 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (lettres, Sciences Po, ESC,...), ayant acquis une expérience d'au moins 4 ans de l'ensemble de la fonction personnel. Il s'adresse soit à un directeur du personnel, soit à un adjoint dans la banque ou en entreprise. La rémunération de l'ordre de 350/400.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9336M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur filiale titres

Banque - 350.000 F +

Située en Provence, cette société à forme de G.I.E. rassemble 160 personnes. Elle fonctionne de façon autonome et intervient comme prestataire de services en matière de gestion de produits financiers (valeurs mobilières, assurances, SICAV, FCP...) pour le compte de 24 caisses régionales représentant environ 1.500 agences. Nous recherchons son directeur qui, rattaché au président du conseil d'administration, bénéficiera d'une très large autonomie pour mener à bien le développement de l'entreprise. Entièrement responsable de la gestion des hommes et du budget (90 millions de francs), ses connaissances et son expérience des marchés financiers lui permettront d'assurer un rôle moteur et prospectif vis-à-vis de l'ensemble de la structure. Possédant, en outre, une bonne culture informatique, il assurera et maîtrisera la mise en œuvre du schéma directeur récemment défini *(IBM 3090)*. Ce poste constitue une réelle opportunité de carrière pour un candidat âgé de 35 ans au moins, de formation supérieure, motivé et ayant fait la preuve de ses compétences dans les domaines évoqués, soit au sein d'un organisme bancaire, soit pour le compte d'un agent de change. Ecrire en précisant la référence A/3041M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78 Bd, du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Trésorier d'entreprise

300.000 F +

Paris - Un groupe en forte croissance, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs et offrant une gamme complète de services dans le domaine immobilier (promotion, lotissement, crédits...) recherche pour sa filiale de financements un trésorier. Basé au siège et placé sous l'autorité immédiate du directeur de la gestion, il aura pour mission de gérer, avec l'aide d'une équipe de 6 personnes, l'ensemble des emplois/ressources de cet établissement et à ce titre devra mettre en œuvre les moyens humains et techniques adaptés à la gestion de l'actif et du passif et au suivi des risques. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de préférence de l'enseignement supérieur (type écoles de gestion) ayant acquis une expérience significative de la fonction, dans une banque, un établissement financier ou dans une trésorerie de grande entreprise. Rigoureux, il devra justifier d'une expérience d'animation d'équipe. Ecrire à M de SOUZA en précisant la référence A/R9334M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint directeur des engagements

Banque - 200/260.000 F

Poste ouvert à un exploitant bancaire - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire international recherche un adjoint pour son département des engagements. Basé au siège à Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur des engagements, il aura pour mission la présentation des dossiers dépassant la compétence du réseau au comité de crédits et d'en assurer le suivi. Il aura un rôle prospectif et mettra en place de nouvelles procédures (uniformisation des dossiers agences, contrôle des crédits...). Il participera à la mise en place du nouveau site informatique et animera les groupes de travail dans le domaine des engagements. Ce poste d'une durée limitée dans le temps (environ 18 mois) devrait permettre une évolution vers une direction d'agence pour un candidat de valeur. Il s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent), ayant une expérience minimum de 3 ans de l'exploitation bancaire comme directeur d'agence, adjoint, ou responsable de clientèle PME/PMI, et souhaitant acquérir une technicité dans le domaine des crédits. La rémunération de l'ordre de 200/260.000 francs pourra être supérieure en fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9339M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Second d'agence

Banque - 200/250.000 F

Joinville - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un second d'agence. Basé en très proche banlieue sud-est de Paris, il assistera le chef d'agence dans la gestion du point de vente (11 personnes) et sera plus particulièrement chargé des relations avec une clientèle *PME/PMI dont il développera le portefeuille. Ce poste ne peut conve*nir qu'à un cadre bancaire, âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience d'au moins trois ans de la clientèle PME/PMI. Il s'adresse, soit à un directeur de petite agence, soit à un adjoint, soit à un exploitant qui souhaite évoluer. La rémunération, de l'ordre de 200/250.000 francs, sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence *A/R9342M. (PA Minitel* 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint chef des services comptables

Sociétés financières - ville universitaire située à deux heures de Paris - Un groupe de sociétés financières (encours de 40.000 contrats : crédit, crédit bail, *location financière...) filiale d'une importante compagnie d'assu*rances, recherche l'adjoint du chef des services comptables. Basé au siège, il sera chargé de l'animation et de la coordination des activités quotidiennes des services comptables, et assurera la préparation des situations comptables, de l'arrêté des comptes annuels ainsi que des déclarations fiscales et réglementaires. *Il sera à ce* titre responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes qui l'assisteront dans ses fonctions. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé de préférence de l'enseignement supérieur (type ESC, DECS, maîtrise de gestion...) ayant acquis une première expérience comptable de quelques années, dans une banque ou un établissement financier. Rigoureux, il devra avoir une réelle aptitude pour animer une équipe. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9301M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS
Les Hommes de Tête

Dans le cadre de son développement, le Groupe SLIGOS, importante Société de Services et d'Ingénierie Informatique, cotée en bourse (2 700 personnes, plus d'un milliard de chiffre d'affaires) leader européen en monétique recherche pour sa
DIRECTION DES SYSTEMES CARTES

LE RESPONSABLE DE LA GESTION INTERNE

Directement rattaché au Responsable de la Direction, il met en place et supervise dans les différents départements
- le contrôle de gestion
- la gestion prévisionnelle
- l'administration du personnel
- l'organisation et la gestion administrative

et il en assure la conformité aux règles et procédures du groupe.

Ce poste basé à Paris s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (ISG...) ayant acquis une expérience similaire d'environ 5 ans.
Il requiert de solides qualités relationnelles et des capacités de synthèse et d'organisation.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 273/MT à Martine TURPIN - SLIGOS - Direction du Personnel et des Ressources Humaines - Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE — HAVAS CONTACT

UN PARCOURS D'AVANCE A LA BANQUE POPULAIRE

LE DEFI D'UN PATRON

NOTRE NUMERO 16(1)42 27 40 27

Fort d'une expérience bancaire d'environ 5 ans en tant que responsable d'agence vous allez prendre la tête de cette agence d'une trentaine de personnes située dans une région très agréable.

Plusieurs bureaux une banque automatique, la responsabilité de 200 à 300 millions d'emplois et ressources ; voilà *votre défi.*

Si vous avez une formation supérieure, l'esprit de déve*loppement, le sens de l'ana*lyse et une bonne dose d'intuition : vous saurez manager *les hommes sur le terrain* et gagner avec eux !

Pour nous rejoindre, appelez " Notre Numéro " du lundi au *vendredi de 9 h à 19 h ou* écrivez s/réf. LM5 à Eric Hauswirth, Chambre Syndi*cale des Banques* Populaires - 131, avenue *de Wagram* 75017 Paris.

BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

média-system

Sur le marché des progiciels financiers sur micros, **CONCEPT S.A.** a fait ses preuves et détient aujourd'hui une position de leader. Cette position s'affirme notamment dans son activité "Banque" qui, avec l'émergence des nouveaux instruments financiers, répond aux actuelles nécessités des banques et intermédiaires financiers, en matière d'installation de salles de marchés Francs, Devises, Titres... tant sur les opérations de Front-office que de Back-office. Déjà plus de 40 banques nous font confiance ; pour faire face à notre constant développement nous souhaitons intégrer au sein du Département Banque des :

Consultants "Banque"

De formation supérieure, vous avez une expérience significative dans les opérations de salles de marchés en tant que consultant senior, organisateur ou opérationnel... Vous prendrez en charge nos activités de consulting liées à l'installation des progiciels salles de marchés : études des besoins spécifiques de chaque client, organisation, mise en place...

Ingénieurs d'Affaires

De formation supérieure, vous avez une excellente expérience dans le domaine de la négociation à haut niveau ainsi qu'une connaissance rigoureuse des mécanismes financiers relatifs aux salles de marchés.
Vous serez l'interlocuteur privilégié des banquiers, le responsable du montage financier des contrats et du suivi de leur bon déroulement.



Métiers d'avenir, carrières internationales, rémunération attractive sont les atouts que nous proposons à des professionnels de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à notre filiale : CONCEPT RECRUTEMENT, 111, rue de Paris 92100 BOULOGNE qui assurera toute confidentialité.

Conseil en recrutement financier

Deb's



ROLOT & LEMASSON

Beaune

Notre Groupe est n°1 en France de la vente et la fabrication de chaînes en métaux précieux — 350 personnes - 160 millions de CA. Notre développement se poursuit rapidement et nous créons le poste de :

DIRECTEUR DU CONTROLE BUDGETAIRE

La première mission que nous vous confierons, consistera à rénover les procédures de suivi des prix de revient et à mettre en place un outil performant de contrôle budgétaire.

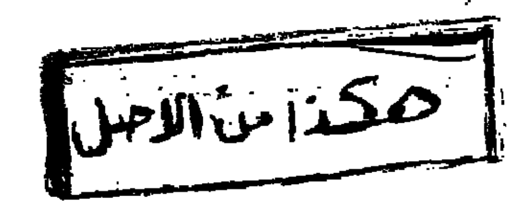
Vous avez 35 ans à peine. Vif et ouvert, vous êtes rompu à la gymnastique analyse-synthèse. Vous savez procéder avec méthode, travailler en équipe et convaincre en souplesse.

Après votre formation supérieure, Ecole de Commerce option Finances/Gestion ou équivalent, votre expérience professionnelle comprend cinq ans au moins en entreprise, où vous avez acquis la pratique du contrôle des prix de revient usine.
La rémunération est motivante. Le poste peut évoluer.
Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L2001/M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

57, Vivier Merle 69429 LYON 03

Actiman

MEDIA PA





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes Diplômés HF

VIVEZ LA BANQUE A L'INTERNATIONAL



Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une banque interrégionale du groupe CIC solidement implantée dans l'Est de la France. Elle regroupe 3000 personnes au sein de 12 succursales. 150 agences et son siège social en France ainsi que dans ses filiales à l'étranger. Afin de renforcer sa vocation internationale, elle cherche à intégrer plusieurs jeunes cadres de formation financière et commerciale.

Les candidats se verront d'abord proposer une formation visant la découverte de la banque et de ses divers services, en particulier sous l'angle des operations internationales, avec un passage obligé dans un établissement bancaire étranger. Après ce stage tres opérationnel, ils évolueront soit dans un "service étranger" d'une succursale française ou du siège soit dans une filiale à l'etranger, dans des responsabilités à caractère commercial et financier.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) ou universitaires à fort potentiel (DESS finances internationales...), possédant éventuellement une première expérience d'un à trois ans, géographiquement mobiles et très disponibles, motivés par les négociations financières internationales. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est indispensable.

Le siège social est à STRASBOURG. La formule d'intégration proposée est intéressante et débouchera sur des responsabilités très motivantes.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 30/1418 AF à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Ingénierie FINANCIERE

INGENIEUR-CONSEIL

Emanation du CIAL, importante banque régionale filiale du groupe CIC, "FINANCES ET STRATEGIES" est une société de conseil spécialisée dans les analyses et les montages financiers concernant plus particulierement le "haut de bilan" des entreprises.

L'ingénieur - conseil recherché participera à des évaluations technico-économiques d'entreprises : analyse de technologies, d'équipements industriels, de procédés de fabrication et d'organisation... ceci en vue d'interventions financières diverses.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste (Centrale, Mines, AM...), âgé d'au moins 35 ans, possédant une expérience significative de l'industrie manufacturière, acquise dans une direction industrielle, technique ou direction d'usine ; une connaissance du milieu PME-PMI est souhaitée. Une formation complémentaire de type DECS, IAE, ICG... ou une sensibilité aux problèmes financiers serait appreciée, de même que la pratique de l'allemand ou de l'anglais.

Le poste est basé à STRASBOURG. Au sein d'une équipe dynamique, un candidat performant se verra proposer une fonction à facettes multiples comprenant de nombreux contacts avec les décideurs.

Nous souhaiterions connaître les références de réalisations des candidats.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 30/1418 Y à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Directeur juridique

C·I·B·L·E
BANSARD LIAGRE

Notre groupe s'est développé au travers de quatre secteurs d'intervention : l'immobilier, la distribution (Usines Center), l'hôtellerie (Vidéotel) et la restauration (Drouant), la presse et la communication (Dépêche Mode - Profession Textile - Sport...). Nous recherchons aujourd'hui notre Directeur juridique. Ce collaborateur, rattaché au Directeur général, interviendra de façon opérationnelle au niveau de la holding et en tant que conseil auprès des filiales majoritaires. Il prend en charge, l'élaboration de tous les documents juridiques internes ou destinés à des tiers, la gestion du contentieux, les procédures de création de nouvelles sociétés, les aspects juridiques de la gestion du personnel, la gestion des marques et des dossiers d'assurances, enfin, il répond aux demandes des dirigeants des filiales du groupe : il s'appuie sur un assistant de gestion. Ce collaborateur, de formation supérieure en droit privé, D.E.S.S., I.E.P., a acquis une expérience d'une dizaine d'années dans la fonction de juriste d'entreprise et a de solides connaissances du droit des sociétés et du droit immobilier. Les dossiers diversifiés et complexes, leur rénouvellement constant, nécessitent de bonnes capacités d'adaptation et le sens du travail en équipe.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 795.88 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron.s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

SFAC
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

JEUNES DIPLOMES
GRANDE ECOLE de COMMERCE

Nous sommes un organisme privé dont la vocation est la garantie des crédits inter-entreprises. Pour accompagner notre développement, nous souhaitons intégrer dans nos équipes des jeunes diplômés grande école de commerce, de gestion ou équivalent, soit débutant soit ayant 1 ou 2 ans d'expérience.

Après formation à nos méthodes, vous serez chargés de rechercher et d'analyser les informations permettant une décision de crédit. Vous serez ainsi, pour une région économique, responsables de l'évaluation et du suivi des risques commerciaux.

La connaissance de langues étrangères est souhaitée. Les postes sont basés en province et à Paris. La mobilité géographique est indispensable.

Si vous avez le goût des contacts, le sens de l'analyse et de l'organisation, la volonté d'agir avec une grande autonomie et le désir d'accéder rapidement à de réelles responsabilités,

merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/2026 F à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Trésorier, un poste à créer...

... au sein de la Direction des Affaires Immobilières d'une grande banque française. Des activités diversifiées : crédits acquéreurs, crédits aux professionnels, prises de participations, sociétés de crédit-bail, SCPI, investissements locatifs... La palette est large et les en cours générés sont importants.

C'est dans le cadre de la restructuration de la Direction que s'ouvre cette opportunité. Rattaché au Directeur Financier, vous aurez la mission d'optimiser la trésorerie court terme, en adoptant une gestion prudente et rigoureuse. A vous de mettre sur pied un système évolué et performant, sans oublier qu'avant d'exploiter les données, il faut les collationner et en vérifier l'exactitude : tâche parfois ardue, mais aussi source de contacts multiples avec les opérationnels.

Diplômé(e) ESC ou titulaire d'une maîtrise de gestion, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans une société pratiquant une gestion de trésorerie évoluée. Une création de poste est une nouvelle étape motivante où vous pourrez exprimer votre potentiel. Merci d'écrire sous référence 795 511 M aux consultants du cabinet Sirca, 64 rue La Boétie - 75008 Paris, *en joignant votre CV et en précisant votre rémunération actuelle.* Le poste est situé à Paris 8e.



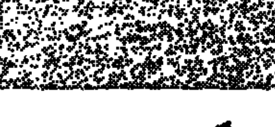
Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec



recherche

CADRE COMPTABLE



Mission :
Sous l'autorité du Chef Comptable, il aura pour mission de tenir la comptabilité générale et analytique de SOGIMMEUBLES, filiale de moyens immobiliers de la C.N.C.A.



Profil recherché :
- Formation comptable supérieure (DECS)
- Expérience de plusieurs années portant sur la totalité de la comptabilité d'entreprises (P.M.E., P.M.I...)
- Bonne connaissance de la fiscalité

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence JH/O1.06 à C.N.C.A. - Direction des Ressources Humaines - B.P. 48 - 78280 GUYANCOURT.

POLiET



Nous sommes un groupe important, coté en Bourse, dans le domaine de la fabrication et de la distribution de matériaux de construction (10 milliards de C.A., 8 500 personnes). À Paris, notre équipe composée de "spécialistes" de tout premier plan, anime et supervise une centaine de filiales. Nous souhaitons aujourd'hui la renforcer en intégrant un jeune cadre comme

ASSISTANT SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCP – ESC, option finances/comptabilité – IEP, Eco-fi – DECS...), vous avez une première expérience de 1 à 2 ans en entreprise ou en cabinet, vous ayant permis de vous sensibiliser au domaine de la consolidation.

Intégré au service comptable et financier, vous participerez à l'ensemble du processus informatisé de consolidation, à la définition et à la mise en œuvre des procédures, au contrôle de la cohérence des états de sortie.

À ce poste "tremplin", vous bénéficierez d'une formation riche et variée qui vous permettra d'envisager d'ici 3 à 4 ans une évolution au sein de la direction financière ou en filiale.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier en précisant la référence 5.102 M à Roland Gardeux, Sérifo, 47 bis, avenue Bosquet – 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION

AUCHAN recherche pour un de ses hypermarchés en région parisienne un adjoint au Contrôleur de Gestion.

De formation Ecole Supérieure de Commerce option Finances - Comptabilité ou universitaire avec équivalence DECS, débutant ou ayant une première expérience, vous serez responsable, après une solide formation dans plusieurs de nos magasins, de l'établissement et de l'analyse des comptes d'exploitation et des bilans économiques et participerez au contrôle interne de l'hypermarché.

Pour vous assister dans votre mission, vous aurez à animer une équipe d'une dizaine de personnes. Vos compétences techniques et votre capacité à travailler en équipe vous permettront de réussir dans cette fonction et d'évoluer rapidement vers le poste de Contrôleur de Gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, s/réf. 5137/LM, à

MEDIA PA **53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.**

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un groupe industriel international recherche pour une de ses filiales son

Contrôleur de Gestion

Métropole Lilloise **300/350 KF**

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour principales responsabilités l'élaboration et le suivi des budgets, le reporting, la consolidation, la mise en place d'un nouveau système de gestion ainsi que le suivi des filiales étrangères.

De formation supérieure, âgé de 30/35 ans, il devra avoir une expérience similaire de la fonction, acquise si possible en environnement industriel, ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais.
De réelles perspectives d'évolution sont à prévoir au sein du groupe.

Contacter Jérôme Lancrenon au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. 1035 JLM.

ADICOM.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Un groupe industriel international en pleine expansion (CA de plus de 7 milliards de FF, 60 filiales à l'étranger) recherche son

Analyste de Crédit

Paris **230-250 000 FF**

Responsable des analyses de risques clients (existants ou potentiels), il devra effectuer les études économiques, commerciales et stratégiques nécessaires; analyser les risques pays; maintenir et développer des contacts commerciaux étroits avec les principaux clients du groupe.

Doté d'une formation supérieure de gestion, d'une première expérience dans l'analyse financière acquise en environnement international, vous avez un tempérament dynamique et commercial, êtes diplomate et persuasif, maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand. Une expérience des dossiers de rachats d'entreprises serait un plus.

Contacter Jérôme Lancrenon au (1) 40.70.00.36. ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue GeorgeV, 75008 PARIS, sous réf. M 62 JL.

ADICOM.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Un important groupe industriel international recherche pour une de ses filiales en pleine expansion (500 MF de CA) son

Contrôleur de Gestion

Est ***300/350 KF***

Rattaché au Directeur Général, il aura, outre les attributions classiques d'un contrôleur de Gestion, la responsabilité de la gestion d'un très important projet d'investissement (200 MF), à savoir la construction d'un nouveau complexe industriel. Membre actif du comité de pilotage du projet, *ses activités porteront également sur la conception et sur la* réalisation du système d'information et de gestion.
De formation supérieure, âgé de 30/35 ans, il aura une première expérience de la fonction en milieu industriel, et sera rompu aux mises en place de nouveaux systèmes.
La réussite de ce projet d'envergure lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Contacter Jérôme Lancrenon au 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. 1019 JLM.

ADICOM.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Une banque française de premier plan recherche un

Sous-Directeur de Succursale

Paris **Réf. AK 83 MO**

Participant activement au développement et à la gestion d'une agence, vous superviserez et animerez une équipe d'exploitants dans ses démarches commerciales d'une clientèle privée et d'entreprises de taille moyenne.
Agé d'environ 30/35 ans, vous avez déjà pratiqué les métiers de l'exploitation privée et d'entreprise, et pouvez justifier d'une première expérience d'encadrement.
Rompu aux contacts à tous niveaux, dynamique, autonome, commercial, vous évoluerez vers un poste de direction d'agence, à Paris ou en province.

Contactez Antoine Kamphuis au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

ADICOM.

MP
Michael Page Banking
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

Virgin

Filiale Française du groupe de communication multi-média britannique recherche pour son premier magasin de disques en France (3000 m² - Paris)

Controleur de Gestion

Rattaché au Directeur du magasin, le candidat sélectionné sera responsable de la mise en place, du suivi et du contrôle : des budgets et de l'analyse des écarts, des tableaux de bord, des procédures de gestion et comptables des systèmes informatiques de gestion.
De formation Grande Ecole de Commerce, complétée par 2 à 3 ans d'expérience en cabinet d'audit "big eight", le candidat très motivé par la distribution aura un excellent niveau d'anglais.

Contacter Ivan Pacaud au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + Rémunération actuelle + n° de tél à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf.850 IP.

ADICOM.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Pour renforcer son développement commercial, une banque de renom recherche des

Exploitants P.M.E.

Paris **180 - 230 KF**

Au sein d'une succursale, il vous sera confié la gestion et le développement d'un beau portefeuille d'entreprises de taille moyenne.
Diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent, doué d'un fort sens commercial, efficace, âgé d'environ 27 ans, vous avez une première expérience réussie d'exploitation d'entreprise que vous souhaitez valoriser dans une structure motivante et autonome.

Envoyer CV + lettre manuscrite + tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. AK 82 MO.

ADICOM.

MP
Michael Page Banking
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

L A R E U S S I T E S U R M E S U R E



Groupe
Docks de France

25 Milliards de francs de CA - 23 000 collaborateurs.
49 hypermarchés - 215 supermarchés et plus de 2 000 magasins de proximité.
Nos activités diversifiées sont exploitées par des filiales régionales (et internationales USA - Espagne) autonomes à taille humaine.
VOICI NOTRE DIMENSION ! La Direction Financière du Groupe (7 personnes), située à *TOURS*, complète son équipe, en créant *les postes de :*

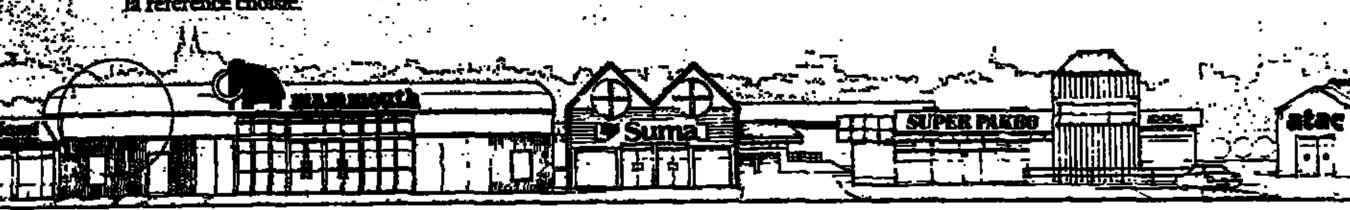
AUDIT GESTION

Chargé du contrôle de gestion périodique des filiales, vous effectuerez aussi des missions d'audit opérationnel et participerez à faire évoluer le langage commun de gestion du Groupe.
Déplacements très fréquents.
Un diplôme d'une grande Ecole de Gestion, une expérience de 2 à 3 ans d'audit ou de contrôle de gestion sont nécessaires pour être rapidement opérationnel.
Réf. *SCRD/MP/880101*

AUDIT COMPTABLE

Chargé des contrôles comptables des filiales, vous assurerez également des missions d'assistance comptable et fiscale auprès des directeurs et chefs comptables du Groupe et participerez aux travaux de consolidation des bilans. Déplacements très fréquents.
Le DECS *et 3 années d'audit en entreprise (ou en cabinet* d'expertise avec expérience dossiers " grandes entreprises ") constituent le cursus indispensable pour ce poste.
Réf. *SCRD/BM/880102*

Si vous êtes ambitieux et prêt à partager nos exigences, nous discuterons de votre réussite. Adresser votre lettre + CV, photo et prétentions à M. Blanchard, Directeur des Relations Humaines, BP 1805, 37018 Tours Cedex, sous la référence choisie.



BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS

Nous appartenons au cinquième groupe bancaire français (28 700 personnes, 1 850 agences, plus de 3 millions de clients), nous sommes une banque régionale à taille *humaine (850 personnes - total de bilan : 5 MMF), basée à* Paris-Nord.
Nous nous développons sur le marché des services hors *produits bancaires classiques et pour accompagner cette* décision, nous cherchons un

Fiscaliste

Dans un premier temps responsable de la gestion de notre fiscalité interne (déclarations, expertise de nos propres opérations commerciales), vous devrez ensuite proposer votre conseil à notre clientèle. Votre prestation sera vendue, comme un produit bancaire.
Titulaire d'un DESS de fiscalité, acquis après une maîtrise en économie, en gestion, voire en droit, vous avez un minimum de 2 à 3 ans d'expérience. Votre compétence est solide, mais vous avez également des dispositions relationnelles et commerciales.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 613, à Catherine de La Roche Saint André - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEDIA PA.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

Vous avez le goût d'entreprendre, stimulez votre matière grise!

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP, IEP (Eco-fi)

Nous sommes l'un des majors européens en bâtiment, génie civil, routes, installations industrielles, électricité, offschore, ingénierie, services, car nous savons conjuguer créativité technique et imagination financière avec efficacité.
Nos domaines d'activités sont riches de projets. Nous souhaitons vous les faire partager en vous proposant de rejoindre l'équipe financière et administrative de l'une des sociétés de notre Groupe.
Nous offrons 2 postes à des débutants HEC, ESSEC, ESCP et IEP (Eco-fi) :

Assistant de Secrétaire Général

Vous serez associé à l'ensemble des problèmes traités, concernant les *finances, la comptabilité*, le contrôle de gestion, les questions administratives et juridiques liées à la réalisation de nos chantiers. Après une première période de 2 ou 3 ans au Siège, vous pourrez évoluer vers un poste de Responsable Administratif et Financier à l'étranger.

Jeune Cadre Financier

Intégré dans une équipe chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la société et de ses filiales à l'étranger, vous participerez aux prévisions de trésorerie, au montage et au suivi des crédits (équipements exportation, financements) et à la préparation des dossiers d'assurance Coface, etc.

Pour ces 2 postes, vous devez maîtriser parfaitement la langue anglaise et être disponibles pour de courtes missions à l'étranger.
Une connaissance de la micro-informatique sera un atout.
Vous avez compris *que nous cherchons* des esprits ouverts, dynamiques et imaginatifs, aimant les challenges, capables de devenir rapidement des interlocuteurs privilégiés de nos équipes opérationnelles.
De notre côté, nous vous transmettrons nos compétences de vrais professionnels et serons attentifs à votre évolution personnelle.
Merci d'adresser votre lettre de candidature, en précisant le poste choisi, sous référence 22914/M, à MEDIA SYSTEM, 6-8, impasse des 2 Cousins - 75017 Paris.

média-system

GTM-ENTREPOSE

I M A G I N E R P O U R E N T R E P R E N D R E

Bien plus que des responsabilités comptables



100 000 000 F, c'est le budget de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher.
Le poste qui est vacant concerne une personnalité polyvalente. Il s'agit en effet de prendre en charge la comptabilité budgétaire, la gestion de trésorerie. Voilà pour la partie comptable, et l'on comprend dès lors qu'un DECS est nécessaire.
Le candidat justifiera aussi d'une formation type SUP de CO ou équivalent pour assurer d'autres responsabilités : gestion administrative du personnel (100 personnes) suivi des problèmes juridiques et fiscaux, assurances, administration générale.
Avec 5 ans d'expérience en tant que Chef Comptable, une bonne connaissance des matériels et logiciels informatiques, un contact facile et chaleureux, l'autorité souple pour encadrer une équipe...
Vous avez à présent tous les atouts en main pour nous rejoindre à Blois.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 87/37/806 à notre Conseil Pascale GALAMPOIX.

Dominique Leligois
1 rue Grécourt BP 1522, 37015 Tours Cx.

DESSEIN



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

EXPERT COMPTABLE

JEUNE CADRE

Grand Groupe Industriel Français également implanté aux Etats-Unis, notre croissance nous amène à rechercher un jeune cadre expert comptable de haut niveau et à fort potentiel pour seconder notre Directeur Comptable.

Titulaire de l'expertise comptable, votre première expérience en comptabilité vous décide aujourd'hui à opter pour une entreprise et une mission d'envergure.

Après une période d'intégration et de formation à nos procédures internes, vous aurez acquis une bonne connaissance des structures du groupe et nous vous confierons progressivement des responsabilités opérationnelles.

En effet, très rapidement, vous occuperez une position d'adjoint auprès de notre Directeur Comptable Groupe, un poste qui vous permettra de mettre en avant vos facultés d'adaptation et votre forte personnalité.

Nous nous offrons un salaire très motivant ainsi que les moyens et les opportunités de concrétiser à terme votre carrière.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, s/réf. 5115/LM, à

C.V. 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Immobilier à BORDEAUX

PLANIFICATION et CONTROLE DE GESTION

DOMOFRANCE, Société Immobilière de toute première importance en AQUITAINE, souhaite créer la fonction de responsable planification et contrôle de gestion, pour ses activités dans le domaine locatif (gérance locative d'un patrimoine de 15.000 logements, et promotion).

Elaboration et suivi des budgets, préparation du plan, analyses économiques, études prospectives, mais aussi mise en forme d'un modèle de simulations plus performant et développement de l'application informatique, tels seront les axes principaux de ce poste étroitement intégré à l'équipe d'encadrement.

Avec une formation supérieure de type sciences économiques ou école de gestion, vous avez une première expérience de 2 ou 3 ans en contrôle de gestion, analyse financière, voire en études économiques. Votre rigueur d'analyste et votre sens de la gestion pourront trouver un large terrain d'expression dans cette fonction très ouverte.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 35/1471 F à :

EGOR AQUITAINE
29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA



DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION

La BANQUE POPULAIRE DU NORD et la BANQUE POPULAIRE DE LA REGION OUEST DE PARIS créent un centre informatique commun : le GIE « LIVE ». Celui-ci aura en charge l'ensemble des applications informatiques et la gestion d'un parc de plus de 1 000 terminaux. C'est dans ce contexte que nous recherchons un DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION.

Agé d'environ 30 ans, diplômé de préférence d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous bénéficiez d'une expérience équivalente (3 ou 4 ans) dans une PME de 50/100 personnes.

Vous serez chargé de créer, puis de prendre en charge la fonction administrative et comptable et vous assurez la gestion du personnel du Centre de Traitement Informatique. Vous connaissez l'informatique en tant qu'utilisateur et êtes capable de saisir toutes les opportunités pour automatiser et simplifier les travaux dont vous aurez la charge.

Vous participerez ainsi pleinement à l'« Aventure » professionnelle que représente une telle création et vous pourrez exprimer avec force vos capacités d'initiative et d'organisation.

La responsabilité et la rémunération de ce poste se caractérisent par un potentiel important d'évolution.

Poste basé dans la région Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à la Direction des Relations Humaines - CTR « LIVE » - 9, avenue Newton - 78183 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.

MEDIA PA

PARIS-OUEST. Quartier Porte-Champerret. Important Groupe de Transport et Services (C.A. 11 Milliards de Francs environ), cherche pour sa branche Gestion des Filiales et Prises de Participations

JURISTE D'ENTREPRISE EXPERIMENTE HF

Le poste suppose une excellente formation de base, (un DESS de Juriste Conseil ou le D.J.C.E. seraient tout particulièrement appréciés). Il conviendrait à un candidat ayant acquis une bonne expérience des problèmes juridiques et **SURTOUT FISCAUX** liés aux prises de participations et restructurations dans un Cabinet Juridique ou dans une société à filiales multiples et qui souhaiterait accéder à des responsabilités très autonomes et pouvant encore évoluer.

FIDAL PARIS

Ecrire avec C.V. et prétentions, à : Madame D'ORNANT
18 Bis rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET

La Branche Equipements Electriques Moteurs du groupe VALEO, basée à Créteil, C.A. 2,2 Milliards de Francs, 3000 personnes (Programme d'investissements 88 - 300 MF) recherche pour sa Direction Financière ses :

Responsable du contrôle de gestion 320KF+

Rattaché au Directeur Financier de la Branche et secondé par un contrôleur junior et un contrôleur industriel, vous aurez pour mission :
- la mise en place de systèmes d'informations performants,
- la réalisation d'analyses de rentabilité.

Homme de contact, de formation HEC, ESSEC... vous avez acquis une expérience significative de la fonction, de préférence en cabinet d'audit puis en milieu industriel. *Réf. : CG070/S*

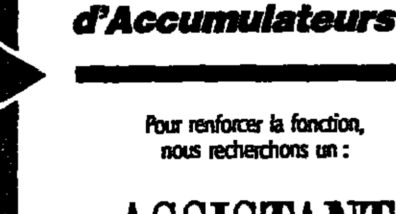
Contrôleur de gestion junior 200KF

Rattaché au contrôleur de gestion, vous participerez à l'ensemble des tâches liées à la fonction. Vous utiliserez des outils performants de budgétisation, de consolidation et de prévisions de trésorerie avec un objectif de reporting fiable. Diplômé de l'enseignement supérieur (gestion d'entreprise) + expérience réussie en cabinet d'audit ou en milieu industriel, votre potentiel vous permet d'envisager une évolution de responsabilités au sein de la Branche puis dans le Groupe. *Réf. : CG070/J*

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV + photo et rémunération actuelle à notre Conseil PG Consultants
4, avenue Georges Pompidou - 92800 PUTEAUX -

PG Consultants - ANGERS, BORDEAUX, PARIS, TOURS

NC COMMUNICATION



BATTERIES AUTOMOBILES FULMEN

1er Fabricant Français d'accumulateurs au plomb. - 2 250 personnes - C.A. 1,2 Milliard - Poste basé à Clichy (92) Pont d'Asnières.

Pour renforcer la fonction, nous recherchons un :

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure - école de commerce ou école d'ingénieur complétée par un 3ème cycle de gestion - vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans un poste analogue, de préférence dans un milieu industriel, et une très bonne connaissance de l'utilisation de l'outil informatique.

Dans une structure de Division, comportant 3 usines, 7 agences commerciales, des services fonctionnels, et attaché au contrôleur de gestion, vous serez chargé de :
- participer à la mise en place du budget,
- participer à l'analyse mensuelle des résultats,
- développer le suivi sur micro-informatique,
- développer les outils de gestion existants,
- élaborer les cahiers des charges informatiques.

Ce poste peut ouvrir de réelles possibilités d'évolution au sein de la Société.



Veuillez adresser votre candidature, sous réf. M/ACG, en précisant votre salaire actuel à Mme Colombe THIELIN - Responsable Recrutement Cadres - C.E.Ac 18, quai de Clichy - 92111 CLICHY. Réponse et discrétion assurées.

Vos débuts de généraliste dans un groupe financier



Nous sommes depuis 1979, le Groupe Financier filiale à parité de SOVAC *et de PEUGEOT, spécialisé dans le financement des véhicules PSA.* Entreprise jeune, en plein développement, nos résultats reflètent une excel*lente adaptation aux évolutions du marché du financement.*
Nous recherchons un jeune ATTACHE de DIRECTION de formation

X, MINES, ECP, HEC, ESSEC, ESCP...

pour lui confier des missions d'organisation très variées. Rattaché directement au Directeur Technico-Commercial, vous participerez à des études concernant le regroupement et la restructuration de services de sociétés du groupe. Vous serez chargé de l'analyse et de l'amélioration de nos systèmes d'organisation très informatisés et participerez à la conception de procédures d'approche et d'animation commerciales.

Vous êtes débutant ou avez une première expérience de 2 ans. Vous pourrez acquérir au cours de ces différentes missions une expérience de généraliste vous permettant d'appréhender le fonctionnement global d'une grande société financière. Cette première étape vous permettra d'accéder à des responsabilités d'encadrement et à des perspectives de carrière très motivantes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8013 M à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

BANQUE GÉNÉRALE DU PHENIX
GROUPE A.G.F.

CHEF DU SERVICE COMPTABLE
HF

Nous sommes le pivot du développement des ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE dans le secteur bancaire.
Nous prévoyons une forte croissance de nos activités.
Sous l'autorité d'un Sous-Directeur, vous animerez une équipe de 4 personnes de bon niveau et prendrez en charge :
- *l'organisation des procédures comptables,*
- l'ensemble des opérations comptables : bilan, comptes de résultats, déclarations aux administrations.

Dynamique, vous avez obligatoirement une expérience de la comptabilité bancaire acquise, si possible, après une formation supérieure.
Une expérience des nouveaux instruments financiers, de la consolidation des bilans et de la micro-informatique serait un plus.
Votre rémunération sera motivante.
Lieu de travail : PARIS-9e.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 5140, à

MEDIA PA
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

TRANE™

Filiale Européenne du deuxième constructeur mondial d'équipements pour le conditionnement d'air, nous employons 1100 salariés en France et réalisons un chiffre d'affaires de 750 millions de francs dont 80 % à l'exportation.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un :



Intégré à la Division Financière, vous serez plus particulièrement chargé des missions ci-après :
- organisation comptable et reporting des succursales et filiales situées en France et dans divers pays d'Europe et du Moyen Orient,
- audit de leurs comptabilité et systèmes de contrôle interne,
- analyses financières liées à ces missions.

Nous souhaitons rencontrer des candidats expérimentés (3 à 5 ans), diplômés d'une Grande Ecole de Commerce avec spécialisation finance-comptabilité. La possession du DECS et l'expérience de l'audit seront des atouts supplémentaires.

La connaissance de l'anglais est indispensable.
Celle de l'allemand sera appréciée.

Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer votre c.v., *photo* et prétentions sous référence 6396 à Christian Herson, Société TRANE, Département des Relations Sociales, 1 rue du Fort, 88190 GOLBEY.

AXIAL

CENTRE INTERNATIONAL DE L'ENFANCE

Fondation reconnue d'utilité publique développant ses activités de formation, d'information et de recherches appliquées au service de l'enfance dans le monde (85 salariés)

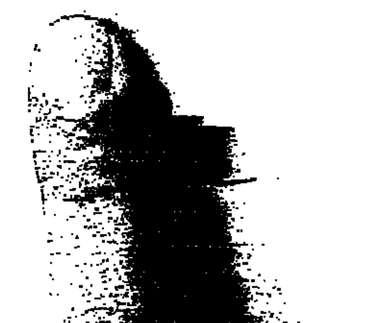
recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Préparation et suivi des budgets (30 MF/AN).
Réduction des coûts et recherche de financements.
Etudes et analyses de gestion et d'organisation.
ESC, maîtrise de gestion ou équivalent.
Première expérience souhaitée.
Pratique de la micro-informatique.

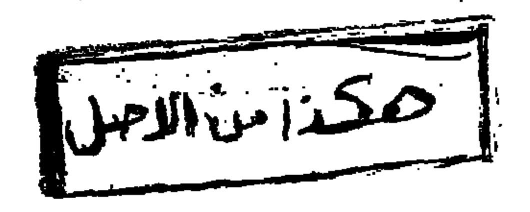
Envoyer candidature écrite à
Cie CHANTAL DROUHARD, château de Longchamp, 75016 PARIS.





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Développez pour la Direction Générale nos outils de prévisions financières



Nous sommes depuis 1979, le Groupe Financier filiale à parité de SOVAC et de PEUGEOT, spécialisé dans le financement des véhicules PSA. Entreprise jeune, en plein développement, nos résultats reflètent une excellente adaptation aux évolutions du marché du financement.

Nous recherchons un jeune diplômé

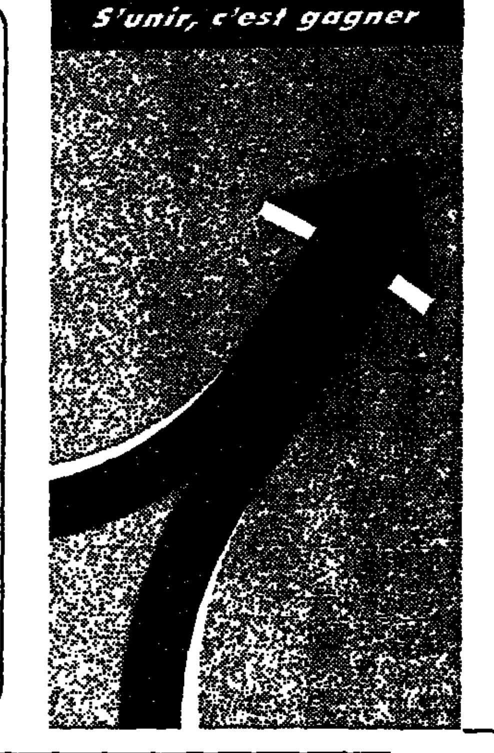
MINES, ECP, HEC, ESSEC, ESCP...

Vous serez chargé de développer et mettre en œuvre des instruments de simulation et prévisions financières permettant à la direction générale de définir les orientations du groupe à moyen et long terme. Outre la dimension conceptuelle, ce poste comporte des aspects relationnels importants avec la direction générale et l'ensemble des autres directions.

Après 2 années vous posséderez une vision globale des mécanismes financiers du groupe et serez alors à même d'évoluer vers un autre poste de responsabilité, au sein du département ou d'une autre direction. Nous souhaitons intégrer dans cette fonction de «prospective financière» un jeune diplômé, débutant ou ayant 1 à 2 années d'expérience.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8014 M à notre Conseil SENANQUE - 62, av de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque



UNE MISSION CLE DANS UNE STRUCTURE A CREER

LCC, filiale du groupe THOMSON (1 milliard de CA dont plus de 50 % à l'export) compte parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs.

Nous connaissons une forte croissance *tant* en France qu'à l'Etranger et nous créons dans une importante ville universitaire du Nord de la France *un nouveau centre d'Etudes et de Fabrication* de condensateurs au tantale, fortement automatisé et s'appuyant sur des technologies les plus avancées.

Nous souhaitons dans ce contexte nous attacher la collaboration d'un

CONTROLEUR DE GESTION

Votre mission :

- Concevoir et mettre en place l'organisation comptable et budgétaire du centre.
- Participer à la définition des applications informatiques, permettant de mettre sous contrôle son activité.
- Développer les tableaux de bord et outils de gestion nécessaires à la mise en œuvre par les opérationnels d'un véritable management par objectifs.

Rattaché au Directeur du Centre auquel vous apporterez votre conseil, vous coordonnerez l'activité des services comptables et informatiques qui seront placés sous votre responsabilité.

Diplômé d'une grande Ecole de Gestion, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience en gestion, de préférence en milieu industriel et possédez de réelles qualités d'animateur.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 92168/LM à notre Conseil : Françoise ORANGE - PA CONSEIL - 19 résidence Flandre - Avenue de Flandre - 59170 CROIX.

THOMSON LCC

MPSIO — 300.000++

SOFTWARE/BANQUES UNE DIMENSION COMMERCIALE A L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Division européenne de cette solide multinationale américaine nous développons et commercialisons des logiciels et des bases de données. Nos services s'adressent aux secteurs d'activité à points de vente muluples - compagnies pétrolières, banques, magasins à succursales, etc - et leur permettent de maximiser le potentiel de chacun de leurs emplacements et de leurs réseaux.

Aujourd'hui, nos vecteurs de développement sont les banques, la France et l'Europe du Sud, et notre outil privilégié... VOUS.

C'est pourquoi vous agirez en toute autonomie et serez globalement responsable de votre démarche. Supporté par une assistance technique de qualité, vous aurez à cœur d'engendrer un chiffre d'affaires à la hauteur de nos ambitions réciproques. Vous deviendrez ainsi le membre à part entière de notre petite équipe.

Pour nous rejoindre, nous vous imaginons diplômé de l'enseignement supérieur avec impérativement quelques années d'experience en banque ou dans une fonction commerciale auprès du secteur financier.

Mais si vous vous reconnaissez, c'est que vous parlez aussi, au minimum *l'anglais, et pourquoi pas l'espagnol*, l'italien... et que votre présentation est de nature à favoriser vos contacts aux plus hauts niveaux.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, photo, prétentions, sous référence : MP505 à H. CARON,



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU · 75008 PARIS

Rhône-Alpes

CREER LE POSTE DE CONTROLE DE GESTION

dans une P.M.E. industrielle du secteur textile

Nous sommes une entreprise de 550 personnes – CA de 250 millions de F – rattachée à un grand groupe industriel depuis peu.

Dépendant directement du PDG, nous créons un véritable contrôle de gestion opérationnel dans tous les services avec priorité à la production industrielle.

Votre objectif, donner à nos Directeurs les moyens de gérer efficacement leurs services.

Votre responsabilité : budgets, suivi des réalisations, analyses des écarts, actualisation permanente des tableaux de bord, contrôle mensuel, propositions de solutions.

Vous pratiquez cela tous les jours dans un rôle comparable en secteur industriel, et, après 3-4 ans d'expérience, vous souhaitez maintenant évoluer vers un poste plus ouvert et plus créatif.

Votre esprit d'initiative et votre sens de la communication seront déterminants pour votre réussite.

Adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. CG/RA, à *notre conseil* KER – 23, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS.



Back Office

Diriger, animer et gérer notre Salle de marchés.

Nous sommes une importante Banque de Dépôts, 3 500 personnes. Le développement de nos activités internationales nous conduit à vous proposer de créer aujourd'hui la fonction.

Au sein d'une équipe performante, vous aurez en charge la mise en place de toute l'organisation administrative de la comptabilité et serez l'interlocuteur privilégié de l'Informatique.

Garant du bon fonctionnement quotidien, votre participation active vous permet une parfaite productivité de vos agents.

Vous êtes un familier de ces questions. Votre formation Sup de Co + DECS et votre parfaite connaissance de l'anglais seront la garantie de votre réussite.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 4040/M (C.V., lettre manuscrite, photo) à Evelyne LEVY, qui l'étudiera en toute confidentialité.



GESTION ET METHODES
7 bis, rue de Monceau 75008 PARIS.

Notre Groupe (7 Milliards de C.A. 10.000 personnes. Plus de 100 filiales), recherche des

AUDITEURS internes

Dépendant directement de la Direction Générale, vous chargés du contrôle de la fiabilité des états financiers de sociétés commerciales et industrielles.

Votre rôle de conseil et d'assistance, notamment en matière comptable, juridique et fiscale, comportera nécessairement des missions permanentes de contrôle des procédures et de vérification des comptes.

Ces responsabilités nécessitent une formation de niveau expertise comptable (ou école de commerce), complétée par une expérience approfondie d'au moins 4 ans en entreprise ou en cabinet.

Vous avez une personnalité affirmée et le goût des déplacements.

Adresser C.V. avec photo en précisant rémunération actuelle à :

PINAULT S.A. - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS

Tout pour Construire, Aménager, Rénover

PINAULT
BOIS ET MATÉRIAUX

Banque privée de renom
Paris 8e

Chargé de clientèle H/F grandes entreprises

Diplômé d'études supérieures (HEC, ESSEC, Sup.de Co...), vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de la finance, acquise de préférence dans une banque ou dans un établissement financier.

Rejoignez notre direction des grandes entreprises.

Vous serez chargé de gérer des comptes d'entreprises : montages de financements, gestion de placements, et opérations de marché... Dans ce poste complet vous enrichirez votre rôle financier dans le cadre d'une action commerciale.

Vous êtes motivé par cette perspective ? Adressez *votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV,* photo) sous référence 2632 à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

Nous sommes l'un des tout premiers cabinets d'audit *internationaux et nous recherchons notre*

responsable de la gestion des carrières

VOUS ETES diplômé (e) de l'Enseignement Supérieur, *vous avez une expérience d'environ 5 ans dans la fonc*tion Personnel et vous souhaitez évoluer dans un environnement jeune, performant et en forte expansion.

NOUS VOUS PROPOSONS de participer au Comité de Personnel chargé de gérer les carrières de 350 auditeurs. A ce titre, vous coordonnerez l'ensemble des actions de recrutement dans les Grandes Ecoles, vous assurerez le *suivi des évaluations et des promotions* et vous participerez à la planification des missions.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo) sous référence 10480-M à l'attention de H. CARON qui traitera ce dossier en toute confidentialité.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU, 75008 PARIS

Diriger les services comptables d'une importante société industrielle

4 200 personnes, 1,5 milliard de Francs de CA, 4 divisions, 5 usines et des filiales commerciales à l'étranger. Des gammes diversifiées de produits très techniques mais aussi des clients qui vont du grossiste en pièces detachées, aux grands de la construction automobile, ferroviaire, des TP ou de l'industrie chimique.

Vous, dans *notre* siège à Versailles, vous *dirigez nos services comptables* (27 personnes, dont 7 cadres) dotés de moyens performants et d'une organisation efficace.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous animez votre équipe (compta. générale, clients, fournisseurs), coordonnez les comptabilités des différents établissements de la Société (auxquelles vous apportez assistance et conseil), garantissez la production des états comptables et financiers mensuels.

Bien sûr, vous assurez les opérations de consolidation et le reporting au niveau de notre groupe d'appartenance.

Pour vous : c'est une belle opportunité,

si vous disposez d'une excellente formation (DESS Gestion, ESC, + *DECS* complet) et d'une expérience confirmée en cabinet puis dans une grande entreprise – vous en animez depuis 3 ans au moins la comptabilité générale –

et surtout, si (en plus) vous aimez conseiller et faire progresser systèmes et procédures, organiser et animer des équipes.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence KC 186 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC



Au sein du secteur Activités Internationales de la *Direction Financière de notre Etablissement, il :*

- participera à la réalisation et à la mise en place du nouveau système *d'information*,
- sera le correspondant informatique des financiers dont il saura comprendre et traduire les besoins,
- prendra en charge la formation des utilisateurs.

Pour ce poste qui exige de réelles qualités relationnelles, nous souhaitons rencontrer un diplômé de *l'enseignement supérieur (BAC + 4 en Gestion ou en* Informatique), ayant une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le secteur financier.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous réf. 33881 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Paris

auditeur

Votre connaissance des nouveaux instruments financiers et des cartes de crédit vous permettra d'assurer la régularité des comptes et la qualité de l'information.

Vous serez autonome et responsable des travaux qui vous seront confiés (études, audit des filiales et contrôle de nos magasins...).

Vous avez un DECS et quelques années d'expériences acquises dans une société de crédit, une banque financière ou un cabinet d'audit.

Nous sommes un groupe de distribution (14 milliards FF) multi-spécialisé.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, *merci d'envoyer* votre CV sous réf. 987-02 à notre Conseil.

ONOMA 26 rue de Berri 75008 PARIS.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE PARISIENNE

filiale de deux groupes bancaires européens

recherche son

Directeur Général Adjoint

qui sera notamment chargé d'établir et de développer :
- *la coopération avec la banque italienne actionnaire.*
- *les relations avec ses clients, leurs filiales et contreparties françaises.*

Le candidat, habitué aux contacts à tout niveau, aura une expérience complète - opérationnelle et fonctionnelle - dans une banque de moyenne dimension.

Il devra être en mesure d'allier la réflexion et la démarche stratégiques à une grande compétence, tant en matière de financement que de services.

Adresser C.V. et lettre de candidature manuscrite en rappelant la référence 70819 *à* PROJETS 12, *rue des Pyramides* 75001 *Paris, qui transmettra en toute discrétion.*



Jacques JAUNET S.A. leader européen du sportswear, connu notamment par sa marque New Man : 2 000 personnes, 800 millions de chiffre d'affaires, recherche pour son siège social situé dans une ville agréable à 60 km d'Angers et de Nantes le

DIRECTEUR DES COMPTABILITES

Animant un service de 20 personnes, vous aurez la responsabilité des comptabilités (générales, clients, trésorerie, etc), de la Société, des filiales françaises et étrangères et des Sociétés de production, ainsi que de la **CONSOLIDATION** de l'ensemble.

Agé d'environ 35 ans, vous avez une ***FORMATION SUPERIEURE*** (ESC + DECS).
La pratique de l'ANGLAIS est nécessaire.

Vous avez une bonne maîtrise des techniques financières et comptables et de solides connaissances fiscales, une bonne expérience de la fonction acquise en entreprise ou dans un cabinet d'Audit anglo-saxon.
L'importance des responsabilités se traduit par une rémunération attractive.
Le poste est évolutif.

Les candidatures, sous réf. 3016/LM, (lettre manuscrite avec indication de la rémunération actuelle, C.V., photo) seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin
CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

MEDIA BA

UCPA

C.A. 340 MF - 450 permanents dont 140 cadres (âge moyen 35 ans) - 1 800 saisonniers.

Le n°1 des vacances et des stages sportifs

30 ANS MINIMUM, DE FORMATION SUPERIEURE,
VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE CONFIRMEE DE LA FONCTION
DANS UNE ENTREPRISE STRUCTUREE.
PARTICIPEZ A NOTRE EXPANSION EN CREANT A PARIS, LE POSTE

JEUNE DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES

Vous élaborerez la politique sociale de l'Association et en assurerez l'application. Conseil de l'encadrement, vous serez responsable de la **TOTALITE** des activités, notamment : gestion prévisionnelle, administration du Personnel et relations sociales. Vous animerez et superviserez une équipe de 15 personnes.
Courts déplacements dans les centres sportifs.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence UC 73 M, en indiquant votre salaire actuel à notre Conseil Richard BÉNATOUIL - **GROUPE BBC** - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue.

Directeur Administratif et Financier :

Une fonction à développer...

Société internationale, rattachée à un Groupe américain, nous occupons dans notre domaine une position de leader mondial. Notre filiale française réalise aujourd'hui un CA de 60 MF (40 pers.), connaît une croissance accrue et recherche son Directeur Administratif et Financier.

Ce collaborateur direct du Directeur Général dirige et anime une équipe de 10 personnes et assure les missions classiques de la fonction : comptabilité, reporting, contrôle de gestion...

Au delà de ce rôle, il aura pour tâche d'adapter les structures à l'évolution de la société : mise en place d'un nouvel outil informatique et optimisation de son utilisation, amélioration des systèmes et procédures internes.

De formation supérieure de gestion (ESC, DECS...) et anglais courant, vous possédez une première expérience d'environ 4/5 ans dans une fonction d'audit ou au sein d'une Direction Financière pratiquant les méthodes anglo-saxonnes.
Vous voulez assumer aujourd'hui un rôle impliquant une responsabilité véritablement opérationnelle mais aussi, au sens large, organisationnelle ; responsabilité qui justifiera une rémunération très motivante pour ce poste basé en proche banlieue Nord.

TEG, notre conseil, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 717.01 M qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007 Paris

Ressources Humaines



DESSEIN

Contrôleur de gestion

Nous sommes la filiale pharmaceutique (600 MF – Eff. 500) de l'un des tout premiers groupes chimiques mondiaux d'origine américaine et figurant parmi les 15 premiers laboratoires en France. L'acquisition récente d'une unité de production (90 km ouest Paris) et le souci d'y implanter un contrôle de gestion performant nous amènent à rechercher notre contrôleur usine.

Rattaché au Directeur d'usine et en liaison avec le siège, celui-ci devra être à même de jouer un véritable rôle de conseil auprès des différents managers. Outre les fonctions habituelles (élaboration et suivi des budgets, planning, participation aux études d'investissement...), il veillera à mettre en place une gestion de production informatisée.

Agé d'au minimum 26 ans, et diplômé de l'enseignement supérieur, l'homme recherché a acquis une expérience d'environ 2 ans, soit comme contrôleur de gestion, soit comme auditeur. Soucieux d'intégrer un environnement très professionnel, doté d'un management jeune et de qualité, il devra avoir un fort potentiel lui permettant d'évoluer de façon favorable. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Notre conseil recevra votre dossier de candidature (CV + prétentions) sous référence 188/LM.



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

UNANIME

Directeurs et Seconds d'Agence

BANQUE - PAYS DE LOIRE - Cette Banque Régionale, appartenant à un puissant Groupe National, a fait progresser sa part de marché de 10 % en 1987, tant en ressources qu'en emplois ; elle présente une forte rentabilité. Son plan de développement pour l'année 1988 prévoit le recrutement de Directeurs et de Seconds d'Agence pour des unités allant de 7 à 20 collaborateurs. Elle souhaite rencontrer des exploitants confirmés - gradés et cadres jusqu'à la classe VII - actuellement en cours de progression personnelle, et qui désirent valoriser leur acquis professionnel et leur volonté d'autonomie, dans des structures à taille humaine où l'efficacité prime sur la procédure. Ecrire sous référence A/1018/M.



JBF Associés

Jean-Bernard FOURNIER et Associés
Conseil en recherche et recrutement de cadres
3 rue Racine - 44000 NANTES

PARIBANCE ANNONCES

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN DE PREMIER PLAN

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

- pour participer, au sein d'une équipe, à la conception et à la mise en place de son système de contrôle de gestion.
- analyser et synthétiser les résultats obtenus.

Profil : Etudes Supérieures Gestion ou Comptabilité (ESC, Maîtrise de Gestion, ...) 3 à 5 ans d'expérience.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous référence 3873 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 85083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

IMPORTANTE BANQUE ETRANGERE

Paris 8ème

équipée de 2 IBM 4341
recherche dans le cadre de la mise en place du
Schéma Directeur

Chefs de Projets

De formation Grande Ecole d'Ingénieur ou de Gestion, vous avez une solide expérience dans la conduite d'importants projets dans les secteurs : banque, finance ou assurance.

Vous aurez la responsabilité d'animer, de coordonner et développer avec les utilisateurs des projets de gestion complexes dans un environnement de pointe (L4G).

Agé d'environ 30 ans, ce poste conviendrait à un candidat ayant le sens de la communication, des responsabilités et faisant preuve d'un esprit créatif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. GR/B1 à notre Conseil en Recrutement

LM Consulting

Gysel Rondet
17, rue de Miromesnil
75008 PARIS

P.R.

MOTOROLA Semiconducteurs

Entrez dans l'ère Motorola

société multinationale et leader mondial dans l'industrie des composants électroniques et l'informatique qui recherche pour sa filiale commerciale française un

Jeune cadre « ACCOUNTING AND REPORTING »

Sous l'autorité directe du Controller Financier, vous serez responsable de • la tenue de la comptabilité générale jusqu'au bilan • la clôture mensuelle des livres et des opérations de consolidation • du reporting interne mensuel (analyse du résultat et du bilan, forecast trimestriel, trésorerie) • la liasse et les déclarations fiscales.
De formation ESC/DECS, vous pratiquez depuis 3 ans la comptabilité - notamment aglo-saxonne - et le reporting dans un environnement fortement informatisé. Vous savez communiquer en bon anglais et organiser votre travail de manière autonome.
La rémunération sera fonction de la valeur du candidat et son évolution au sein du groupe à la hauteur de ses performances.
La Direction du Personnel vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature :
MOTOROLA SEMICONDUCTEURS COMMERCIALE S.A.,
2, rue Auguste Comte - BP 39 - 92173 Vanves Cedex, sous réf. AC.M.

Carré Turenne

COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE

RECRUTE

COMPTABLE

- Niveau DECS ;
- Connaissance informatique indispensable.

Envoyer c.v., photos et prétentions sous n° 8294 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

CSP

leader dans son secteur
RECHERCHE

ANIMATEURS et CONSULTANTS

pour formation commerciale, marketing et relations clientèle. Niveau grandes écoles ou maîtrise, 5 ans d'expérience similaire avec l'entreprise. Ambiance de travail confraternelle. Rémunération selon qualification. Veuillez adresser c.v., photo + prétentions à Mme MALLAT, CSP, 66, rue Lafayette, Paris-9e.

STÉ D'INDUSTRIE CHIMIQUE

RECHERCHE POUR PARIS-17e

COMPTABLE 1

POSTE :
- Fournisseurs (comptabilité générale + analytique);
- Frais de dépl. ;
- Ecritures diverses.

PROFIL :
BAC G2 ou niveau BTS débutant ou petite exp.

Env. lettre manusc., c.v. sous n° 8 295 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy,
75007 PARIS.

GROUPE IMPRIMERIE PAPETERIE PARIS-20e

créé il y a 65 ans. Notre Sté est devenue le

LEADER NATIONAL

dans sa spécialité. Pour conforter notre position et être leader européen d'ici à 1992 nous recherchons

2 REPRÉSENTANTS

compétents et dynamiques. Adr. c.v. et prét. n° 5617, AMEP P.A., 14, av. Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.

CAMPUS COOPERATIVES

recherche

GESTIONNAIRE

ayant capacité d'animation de groupe pour assurer la resp. d'une promotion de créateurs d'entreprises.

PARIS/RÉG. PARIS.

Env. c.v., photo et prétent. CAMPUS COOPÉRATIVES, 60, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Région parisienne, recherche

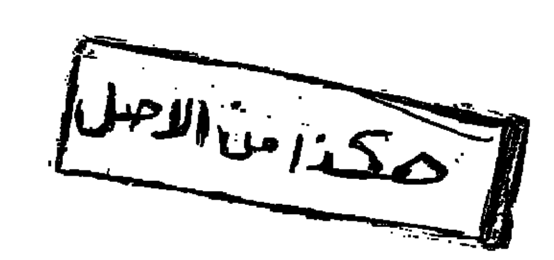
STAGIAIRE PSYCHOLOGUE ou DESS GESTION DU PERSONNEL

Dans le cadre du service du personnel, sera associé(e) aux actions de recrutement (entretiens, études postes relations grandes écoles), orientation, mutations et gestion administrative du personnel.

Ce poste polyvalent constitue une excellente approche des problèmes liés au recrutement et à la gestion des ressources humaines.

Ecr. s/ réf. 8011 à Sénanque
62, av. de Wagram,
75017 Paris.

هكذا من الأصل



Le Monde CADRES

URGENT TOULOUSE

FÉDÉRATION NATIONALE MJC

RECRUTE

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

cadre niv. 1 – passionnant !

Demander fiche de poste au (16) 61-80-62-48.

BUREAU D'ÉTUDES SUD DE PARIS recherche

DESSINATEURS PROJETEURS

Niveau BTS ou IUT en carrosserie automobile.

Prière d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions sous nº 8 289 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. Monttessuy, Paris-7e.

DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE NOTAMMENT A L'EXPORT

recherchons

JEUNES CADRES

DECS, ESC, IUT Gestion pour gestion financière et administrative du siège.

Première exp. nécessaire. Anglais apprécié.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions à : Villes nouvelles de France, 6, rue du Docteur-Finlay, 75015 Paris.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE A PARIS recherche

MÉMORIALISTE OU TITULAIRE DECS

Connaissance secteur social souhaitée.

Envoyer c.v. et lettre motiv. ss nº 8293. *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ CONSEILS JURIDIQUES 60200 Compiègne

recherche

COLLABORATEUR

Formation juridique supérieure. Expérience de 3 ans au moins en cabinet.

Ecrire avec c.v., photo et prét. sous nº 8292 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Nº 1 du secteur rech. pour R.P. FUTURS CADRES CCIAUX marché en forte expansion. Volonté d'entreprendre. Rémunér. motiv. Pr r.-vs 45-00-24-03.

VILLE DE GUYANCOURT EN TRÈS FORTE EXPANSION

recherche

UN ATTACHÉ

Pour diriger son service enfance (affaires scolaires, centres de loisirs, centres de vacances et autres activités périscolaires). Formation juridique et administrative bac + 4. Qualités d'organisation, d'animation et d'encadrement nécessaires. Expérience souhaitée. Niveau de rémunération : 7 730 F. Avantages sociaux.

Adresser lettre et c.v. à Monsieur le Maire de Guyancourt, 78280.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE cherche

CADRE DE DIRECTION

avec expérience comptabilité française et anglo-saxonne gestion et administration, très bonne connaissance écrite et parlée langue anglaise.

Envoyer c.v. ss nº 8291 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

LE CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MONTFERMEIL 93370 recrute à compter du 1er avril 1988

UN RADIOPHYSICIEN

pour ses services de médecine nucléaire et de radiothérapie.

Accélérateur de particules de 20 MEV énergie électron et 18 MV en énergie photom + simulateur + télécobalthérapie Gamma Caméra – grand champ analogique version 37 PM avec système de traitement.

Diplômes exigés : maîtrise de sciences et diplômes d'études approfondies de physique radiologie.

Adr. candid. avec c.v. dét. à Monsieur le Directeur, 10, rue du Général-Leclerc 93370 Montfermeil.

VILLE DE ST-OUEN-L'AUMONE (VAL-D'OISE)

RECHERCHE POUR SON SERVICE INFORMATION

COLLABORATEUR

(50 % coordinateur jumelage, 50 % assistant de rédaction).

Niveau rédacteur minimum. Anglais et italien souhaités.

Adr. cv à Monsieur le Maire, 95310 St-Ouen-l'Aumône.

Le Centre d'informations financières organise un stage pour recruter des CONSEILLERS CCIAUX H./F.
- Contacts à ht niv.
- Formation financière et commerciale.
- Rém. très motivante.

Tél. ce jour 45-53-20-00.

ORGANISME PROMOTION ÉDITION

PROPOSE A JEUNE DIPLOMÉ SCIENCES POLITIQUES

POSTE ATTACHÉ DE DIRECTION

Organisation expositions de livres, tenue de stands.

Déplacements à l'étranger.

Parfaite maîtrise de l'anglais.

Adresser c.v. et photo sous nº 8280 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Ville de + 40 000 habitants. Banlieue Nord-Est Paris recherche pour différents services. DES CADRES de formation supérieure juridique ou économique. Adresser candidatures et CV sous le nº M 2700 à A.C.P. « PA », 6, bd Poissonnière, 75009 Paris qui transmettra.

BUREAU D'ÉTUDES rech.

INGÉNIEURS

ENSMA, INSA, ECAM, ENSICA, etc., POUR TRAVAUX D'ÉTUDES : *aéro-dynamique, combustion thermique, calculs, analyses d'essais informatiques.* Env. CV ESSAIR, 129, r. du Fg-Poissonnière, Paris-9e.

REVUES *CAMPING CAR* et *LE CARAVANIER*

CHERCHENT

RÉDACTEURS

pour rubriques spécialisées véhicules de loisirs.

- Formation assurée.
- Connaissance prise de vue appréciée.
- Emploi plein temps.
- *Embauche rapide.*

Env. c.v. avec motivations et prétentions à ÉDIRÉGIE, B.P. 379, 75869 Paris Cedex 18.

GROUPE DE PRESSE PROFESSIONNELLE recrute JOURNALISTE SPÉCIALISÉ industries agro-aliment. Poste à temps plein. Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo aux Editions Max Brézol, 54, rue E.-Marcel, 75002 Paris.

ÉQUIPE ORGANISATRICE FORUM DE L'ÉCONOMIE SOCIALE 10 000 visiteurs en sept. 1988

1 VENDEUR et 1 RESPONSABLE COMMUNICATION

C.d.d. 10 mois

Env. c.v. + lettre Forum CE 35 Compans 75019.

MERCREDI 13 JANVIER DATÉ 14

reprise de la rubrique hebdomadaire

« LE MONDE DES DIRIGEANTS »

postes de 400 000 F +

LE MONDE PUBLICITÉ : service Communication Emploi. Tél. : 45-55-91-82.

SECRÉTAIRES

SAVOUR CLUB

leader de la V.P.C. de vins fins recherche pour son service clients une

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

BILINGUE ALLEMAND

Des qualités de rédactrice et bons contacts téléphoniques sont indispensables.

Env. c.v., lettre manus., photo à S.C., BP 304, 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

DEMANDES D'EMPLOIS

Donnant, Donnant.

De mon côté, une expérience très parlante en matière de gestion de portefeuilles investis en actions françaises (SICAV et FCP) pour le compte d'une grande banque, française elle aussi.

Du vôtre, une assise solide, une politique favorisant l'initiative et l'épanouissement professionnel et le désir de vous donner rapidement les moyens d'être parmi les premiers (ou de conforter votre position de leader...).

Mon ambition, développer un système de collecte et de traitement de l'information permettant :
- ☐ une approche financière systématique,
- ☐ la recherche de situations «spéciales» pouvant déboucher sur des prises de participation,
- ☐ l'optimisation des méthodes d'analyse technique
- ☐ l'exploitation des nouveaux produits financiers.

Et bien-sûr, prendre en charge la gestion de vos portefeuilles français

L'agence Dessein 15 rue du Louvre 75001 Paris me transmettra vos propositions sous réf. GC88

JEUNE HOMME, 22 ANS cherche emploi dans le milieu du tourisme, exp., étudierait ttes propositions. Tél. 39-95-47-07.

ASSISTANTE DE DIRECTION

39 a., tril. italien, anglais, excellente présentation recherche nouveau challenge. Propose exp. polyvalente et significative de plus de 15 ans auprès de dirigeants d'entreprises connus. Disp., intérêt pour coordination communication (dont relations extérieures et admin. générale. Ecrire sous nº 8290 M, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

CHEF DE FABRICATION spécialiste injection thermo plast., âgé 44 ans, 20 ans d'exp., étudierait ttes propos. 84-42-18-10.

CHEF D'ENTREPRISE DE TRANSPORT voulant changer de vie 24 ans, cherche place CHAUFFEUR DIRECTION OU PERSONNALITÉ Paris-Province. Lib. de s. *Tél. (16) 65-38-46-20.*

Réalisateur format., 41 a., 10 a. exp. comm. : fiction, vidéo, indép., réf. : opér. nation-publique. Etudierait projets expér., maquettes, soc. cult., conseil, Salarié possible. Tél. 43-55-16-76 (rép.).

Femme, 39 ans, américaine B.A. (USA), Arts/Déco (Paris), connaissances maquette, fab. presse, carte de presse française, parfaitement bilingue, étudie ttes propositions presse magazine, conception et réalisation doc. pub. et institutionnel.

Ecrire sous nº 8274 M *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

CADRE DIRIGEANT ANIMATEUR de GROUPES OPÉRATIONNELS

15 ans d'expérience en :
- consulting de faisabilité opérationnelle de projets urbains et d'aménagements ;
- conception conduite et gestion d'opérations : programmes, montages, suivi commercialisations.

Rech. missives similaires avec intéressement aux résultats.

Pour offres de collaboration ou de missions.

Ecrire sous nº 8288 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune homme thèse physique nucléaire + pratique informatique cherche emploi dans ses secteurs. Tél. : 55-02-46-28 entre 13 heures et 16 heures.

Etudiant 28 ans cherche Activité lui permettant d'être libre à 17 heures. Toutes propositions. Tél. : 45-89-45-93.

J.F. 21 ans. Bacc. trilingue all., angl., ital. DUT en document. Maîtrise information et communicat. de l'Institut français de presse. (Très) bne présent. Goût des contacts. Exp. presse. Dactylo cherche place

DOCUMENTALISTE

si possible à responsabilité *(mise en place du système documentaire si nécessaire*, recherche, traitement et diffusion de l'information). Ecrire sous le nº 8998 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.H. 23 a. libre de tt engagement. Anglais, allemand. Maîtrise admin., écon., et soc., rech. emploi s/Paris et env. en gestion au marketing. T. 39-71-70-83.

J.H. 23 ans, libéré O.M. *maîtrise de commerce international.* Cherche emploi, même temporaire, banque, entreprise. Etudie toutes propositions. Ecrire sous le nº 8997 *LE MONDE PUBLICITÉ* services annonces classées, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

J.F. 32 ans, DEA droit rech. emploi ds enseign., format., ét., aff. cult., droit publ. 44-20-38-01, ou écr. S. Valet, 81, r. Carnot 60200 Compiègne

---

J. H. 30 a. exp. métiers du livre, communic. informat., tr. b. conn. Presse, ch. poste rel. publ. ou comm. d'entr. Tél. : 43-85-74-67 le soir.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

PLACE JUSSIEU

A SAISIR JOLI STUDIO REFAIT A NEUF. FR. FAURE 45-67-85-17.

6e arrdt

SEVRES-BABYLONE bel immeuble gd 4 p., + *jardin arboré*

CHERCHE-MIDI standing asc. très beau séj. chbre bur. ét. except. park pos. PRIX 2 500 000 F FRANÇOIS FAURE 45-67-85-17.

15e arrdt

RÉSIDENTIEL, rue et jdin, séj. + 2 ch., balc., vue dégagée. 45-33-29-17.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT très bon stand. séjour dble 3 chbres balc., tt cft park. 1 750 000. Lundi, mercr., 14 à 17 h, 40, r. Cavendish. 4e étage. T. 42-02-57-79, avant 10 h. ou après 20 h.

77 Seine-et-Marne

FONTAINEBLEAU Idéal placement près Centre et Château
- *3-4 P en dupl. à rénover*
- 2 P en dupl. à rénover

ds bâtim. indépend. Tél. pour visite : 43-25-18-50.

78-Yvelines

La Celle-St-Cloud 3/4 p., 70 m², 3e ét. s/jdin, gare Bougival 2 min, séj. × 2 et chbre × 2, nomb. plac., 680 000, 39-69-01-00.

appartements achats

GROUPE DORESSAY

rech. pour CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE MARAIS RIVE GAUCHE 16e NEUILLY APPTS 4-8 p., et HOTEL PARTIC ACHAT ou LOCATION 45-48-43-94.

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire. 48-73-48-07 même soir.

locations non meublées offres

Paris

ORTF

LUXUEUX 4 P., 90 m² park. 11.000 F net mois « L » IMMO 45-74-03-79.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE Belles réceptions av. minimum 3 chambres.

T. (1) 45-62-78-99.

RÉSIDENCE CITY

rech. meublés et vides ou à *l'achat pour P.-D.G.* stés multinat., banques, ambas. APPTS TRÈS GD STANDG et MAISONS OUEST PARIS

T. 45-27-12-19.

INTERNATIONAL SERVICE

Rech. pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ, 4-5-6 PCES et MAISONS banl.-ouest. BON STANDING. L.S.I. Tél. 45-26-18-95.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE

Loc., vente, gestion. 5, r. Berryer. 75008 Paris. Rech. Appts. vides ou meubl. pour sa client., loyer garanti.

Tél. : 42-89-12-52.

maisons individuelles

PARC ST-MAUR AV. JOFFRE

MAISON 850.000 F

150 m² s/393 m². 60-80-54-94.

Vds cse décès. Tr. bel. mais. carac., exc. état. Près de Caudry (59), 6 p. pples, s. bns, w.-c., cuis., gar., dép., 2.000 m² jard. d'agr. 700.000 - (16) 27-85-09-90.

viagers

LIBRE 70 KM OUEST BELLE PROPRIÉTÉ 8 P. Gd conf., parc 3.200 m². 600.000 + 5.000 limité. 48-05-58-70.

propriétés

170 km SUD PARIS, magnif. PPTÉ sur hauteur, 8 p., bns, cuis., w.-c., chauff., 24 000 m², grande dépend., prix 750 000 F. (16) 86-74-08-12 ou ap. 20 h (16) 86-74-02-71.

Vallée de Chevreuse/Gif, ppté anc. rest. s/ 6 000 m², 20 p. us. prof., com., hab. div., loc.-vte poss. Pr. RER. 69-07-43-77.

pavillons

MONTIGNY (95) PAVILLON A VENDRE. Quartier calme et pavillonnaire, 10' de la gare, 1' des écoles, 2' du centre commercial, bus à proximité. Entrée, placard, cellier, R.-de-ch., séjour double 31 m², cuisine aménagée, carrelage, w.-c. 1er ét., 3 chbres, salles de bains, w.-c. Jardinet avec abri, garage voiture. Tél. : 39-78-96-77.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 8e

Burx. Télex/Secrét.. Tél.

AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles - Bureaux Constitution de sociétés Télex, secrétariat ACCESS. T. 40-26-15-12.

Domiciliation depuis 80 F/MS Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. Constitut. SARL 1 500 F HT INTER DOM T. 43-40-31-45.

Votre siège social

DOMICILIATIONS

SARL, RC, RM. Constitutions de sociétés. Démarches et tous serv. Permanences téléphoniques

Tél. 43-55-17-50.

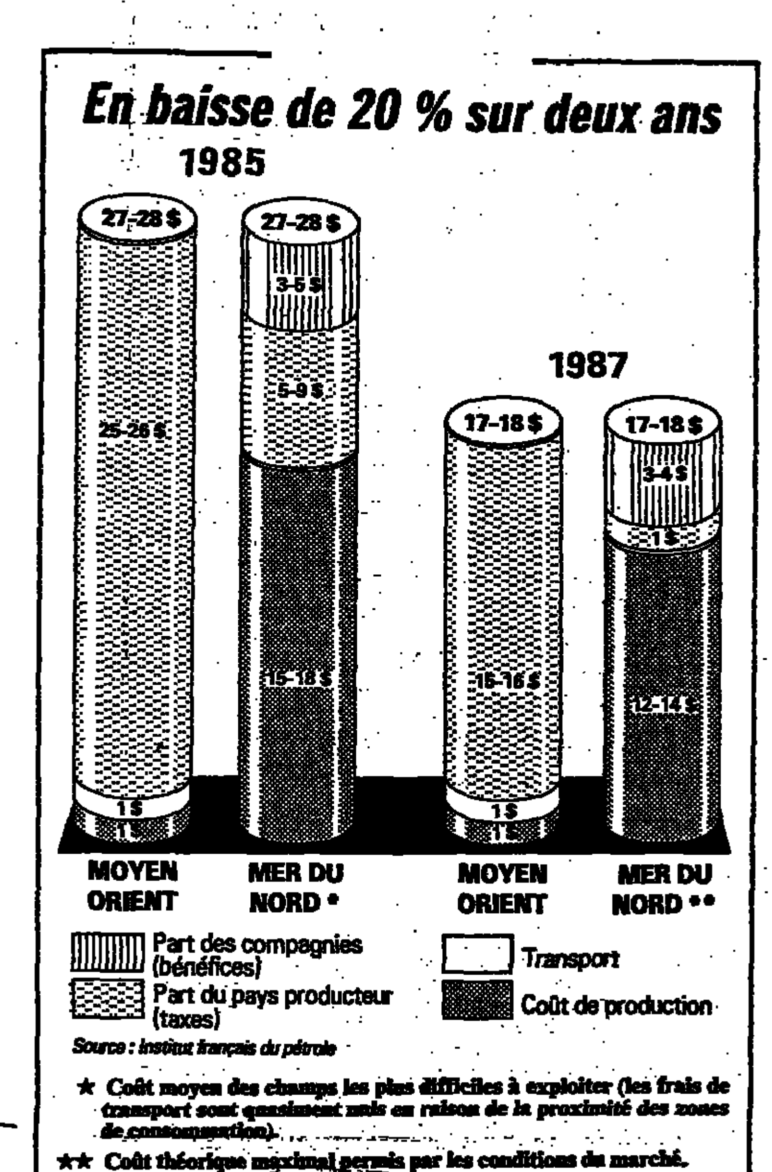
SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + Bureaux mis Démarche R.C. et R.M. SODEC SERVICES Champs-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-61.

Le Monde
ECONOMIE

LE COUT DE PRODUCTION DU PÉTROLE

Baril pas cher



MARS 1983 : après dix années d'envolée, les prix du pétrole viennent pour la première fois de diminuer. *Dans ses bureaux parisiens,* M. Albin Chalandon, alors président d'Elf-Aquitaine, s'inquiète. Le groupe, après moult hésitations, vient de lancer le développement d'un nouveau gisement en mer du Nord britannique, petit mais cher : « *A moins de 25 dollars par baril, Alwyn ne passe pas la rampe...* »

Novembre 1987 : en cinq ans, les cours du brut ont chuté d'un bon tiers et oscillent désormais *autour de 18 dollars. Pourtant,* en pleine mer du Nord, c'est la fête : Elf et Total, les deux groupes français, saluent la mise en production de leur premier champ britannique. Le même : Alwyn non seulement « passe la rampe », mais laissera aux deux compagnies associées dans son exploitation de confortables bénéfices : 3 milliards de francs de marge brute par an pendant quatre ans au moins...

Une découverte paradoxale

Miracle ? presque : l'investissement total, initialement estimé à *20 milliards de francs, n'a finalement* pas dépassé 15 milliards, soit un quart de moins que prévu. *Et les frais financiers* ont baissé avec les taux d'intérêt. Quant aux impôts, ils ne seront dus qu'après quatre années de production.

Résultat : un coût total de 14 dollars à peine par baril contre plus de 18 prévus cinq ans plus tôt, et une marge de 3 à 4 dollars sur chaque baril vendu pour les compagnies. Malgré la chute des prix du brut, le nouveau champ, loin de s'avérer un désastre, sera rentabilisé en trois ans et demi...

Cas exceptionnel ? Non, et c'est *le plus étonnant : la* plupart des champs mis en production l'an dernier en mer du Nord, Alwyn, mais aussi Clyde (par Britoil), ou South East Forties (par BP) ont réussi à « sortir » à moins de 15 dollars par baril, soit 25 % à 40 % de moins que prévu lors de leur mise en chantier, au début de la décennie. Selon la société d'analyse britannique Petroleum Economist, les coûts auraient depuis 1986 chuté en moyenne de *30 % à 40 %* par rapport aux prévisions initiales. « *Après deux ans de crise, on s'aperçoit que le coût de production est en fait, dans le pétrole, fonction du prix de vente, et non le contraire* », assure M. Richard Vernon, l'auteur de l'étude.

Un paradoxe confirmé par l'Institut français du pétrole (IFP), bras séculier des compagnies françaises dans le domaine technique, qui estime, compte tenu des progrès d'ores et déjà applicables à très court terme et des efforts accrus des compagnies pour réduire leurs dépenses, que le coût technique de production du nouveau pétrole situé dans les *zones difficiles* (*mer du* Nord, Alaska, en eaux profondes, etc.) pourrait diminuer d'un tiers environ. « *Pour le moment, on grignote un peu partout ; ce n'est pas à franchement parler une révolution. Mais il est vrai que des gisements prévus à un coût de 18 dollars/baril pourraient sortir à 12* », assure M. Jean-Claude Balacéanu, directeur de l'IFP.

Une découverte surprenante – quel autre secteur peut afficher 30 % à 40 % de baisse des coûts *en si peu de temps ?* – dont les conséquences remettent largement en cause la plupart des idées *reçues sur l'avenir pétrolier. Car* si la baisse des coûts se confirme, c'en est fini des espoirs de l'OPEP, qui pensait, en maintenant des prix relativement bas, décourager la production du pétrole « stratégique », situé dans les pays occidentaux ou chez les « nouveaux » producteurs, et regagner une part de marché plus confortable. De fait on constate depuis deux ans qu'après avoir légèrement diminué en 1986, lorsque les cours avaient chuté jusqu'à moins de 10 dollars, la production non-OPEP a recommencé à progresser en 1987 de 200 000 barils par jour environ, réduisant d'autant la part des treize pays membres du cartel.

A tout prix

A 18 dollars par baril en moyenne, les seuls gisements réellement touchés sont les très petits champs américains – qui ne peuvent descendre en dessous de 25 dollars, – et quelques projets extrêmement coûteux dans l'Arctique canadien, la Méditerranée *profonde ou, au Venezuela,* l'exploitation des bruts extrêmement lourds.

La baisse des coûts, qui a aussi pour effet d'élargir les réserves prouvées exploitables, pourrait donc repousser de nouveau aux calendes le « retour du bâton » et le nouveau choc pétrolier, considéré comme inévitable depuis la chute des cours du brut en 1986. Elle expliquerait aussi la tentation récente, parmi certains pays de l'OPEP, de baisser à nouveau *d'un cran le prix d'équilibre* du marché de 18 à 15 ou 16 dollars par baril.

Cette réponse inattendue des compagnies au défi lancé par l'OPEP n'est pourtant pas une *surprise complète. Car le* « miracle » s'explique aisément... par la nécessité ! En quelques années, l'environnement du secteur pétrolier s'est retourné, inversant complètement les priorités. Pendant les années 70, tout poussait à la hausse des coûts : envolée des prix du pétrole, inflation soutenue, taux d'intérêt réels négatifs (poussant à l'endettement), fiscalité élevée des pays producteurs.

Les compagnies, obsédées par la menace de pénurie, n'avaient qu'un objectif : produire à tout prix, si possible dans des zones « sûres » et rentables, en dehors de l'OPEP. « *Les ingénieurs s'en donnaient à cœur joie,* se rappelle M. Balacéanu. *De 1973 jusqu'en 1983-1984, on a développé tout ce qui était possible : le pétrole en mer profonde, en zone arctique, la récupération assistée des anciens puits, l'exploitation des bruts les plus lourds, des succédanés, etc. A 34 dollars et plus, tout passait, c'était la fête !* »

Exemple et symbole de cette époque d'euphorie pétrolière, le projet de Mukluk – la construction *ex-nihilo* en pleine mer arctique d'une île artificielle – tournait en 1983 en débâcle complète pour les compagnies associées : 1 milliard de dollars dépensés pour découvrir finalement un gisement... d'eau salée !

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 38.)

CRISE ET MILITARISATION DANS LE TIERS-MONDE

Les épées plus que les épis

par GÉRARD GRELLET (*)

EN *dix ans,* malgré la crise, les achats d'armes du tiers-monde ont augmenté de 38 % pour atteindre 35 milliards de dollars en 1986. Le Moyen-Orient en acheta alors pour 11 milliards, le Sud-Est asiatique pour 5 milliards, l'Afrique du Nord pour 1,5 milliard et l'Amérique latine pour 1 milliard.

Ces chiffres tirés de l'annuaire 1987 du SIFRI (Stockholm Peace Research Institute) sont sans doute largement sous-estimés comme l'ont montré les scandales récents de trafics d'armes. Mais ils peuvent être comparés aux 45 milliards de dollars que les pays en voie de développement ont déboursés cette même année pour le service de leur dette extérieure ou aux 32 milliards que les pays de l'OCDE ont transférée au titre de l'aide. Quant aux dépenses militaires totales du tiers-monde (Chine exclue), elles ont en 1985 été évaluées entre 120 et 150 milliards de dollars, ce qui représente entre 15 % et 20 % des dépenses militaires mondiales.

La hausse des dépenses d'armement du tiers-monde est bien évidemment surtout sensible pour les pays engagés dans des conflits externes comme l'Iran, l'Irak ou la Syrie. Mais elle l'est également pour des pays, comme l'Inde ou le Pakistan, qui se livrent à une ruineuse course aux armements et pour les vingt-cinq pays du tiers-monde qui connaissent des *conflits* armés internes.

Dans tous ces pays les dépenses militaires bénéficient d'une *priorité* budgétaire, en général pour servir les stratégies de domination des groupes au pouvoir. *Les crédits* consacrés aux armements ne sont le plus souvent ni discutés devant les instances politiques *ni* même publiés. Toutefois, on estime qu'en 1985 le Pakistan y aurait consacré 38,5 % de son budget et le Pérou 33 %.

Dans des pays sans conflit déclaré et qui sont confrontés à de graves difficultés économiques, comme l'Argentine, l'Uruguay ou la Tunisie, la montée des dépenses militaires peut apparaître *a priori* plus surprenante. Mais elle peut s'expliquer largement par la crise économique elle-même, qui a pour conséquence de renforcer les pouvoirs de l'armée et de la police, y compris dans des pays en voie de démocratisation.

Cette montée du pouvoir des militaires peut avoir plusieurs origines. Les pays où sont mises en place des politiques d'ajustement sous l'égide du Fonds monétaire international doivent réduire leurs subventions à la consommation, arrêter les programmes d'emploi public et diminuer leurs investissements. Il en résulte une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs urbains et une montée du sous-emploi. Dans de telles conditions, les pouvoirs en place doivent être en mesure de compter sur l'armée et la police pour contrôler des situations socialement explosives.

Des ressources détournées

Quant aux pays exportateurs de produits manufacturés, ils font appel aux pouvoirs répressifs pour briser les revendications salariales et maintenir des coûts de production compétitifs. *Même les pays en* voie de démocratisation doivent composer avec les forces armées au prix d'*augmentations* des soldes et de crédits d'équipement. Ainsi s'explique la poussée des dépenses *militaires* dans des pays comme l'Argentine ou la Corée du Sud.

Seuls les pays les plus pauvres et qui ne *peuvent exercer* de chantage géostratégique sur les grandes puissances ont dû réduire de *façon* draconienne leurs dépenses d'armement. Ainsi, celles de l'Afrique noire ont diminué de moitié depuis 1980. Mais le Soudan, où deux millions de personnes sont menacées par la famine, consacre *2,5 millions* de dollars par jour à ses dépenses militaires. Quant au Burkina-Faso, un des pays les plus pauvres du monde, mais à vrai dire dirigé par des militaires, il affecte plus de 18 % de son budget à l'armée.

Dans des pays qui souffrent d'un déficit de leur production par rapport à leurs besoins, les dépenses militaires contribuent à détourner des ressources qui pourraient être affectées au bien-être social ou à l'investissement productif. Par exemple, le Pakistan ne peut consacrer que *1,1 %* de son budget à la santé publique, soit moins du trentième de ses dépenses militaires, *alors* que l'espérance de vie de sa population ne dépasse pas cinquante et un ans. *Le sacrifice de l'investissement* productif au profit de dépenses militaires improductives est peut-*être encore plus* grave puisqu'il hypothèque la croissance future.

Ainsi, en Afrique noire, on a *estimé qu'une hausse de 1 point* de la part du PNB consacrée à l'augmentation de l'investissement per*met une croissance* de la production de 0,3 %. Depuis le début des années 80, le retard annuel de la *production* sur la croissance démographique a été en moyenne de 0,9 %. Stabiliser le produit par tête supposerait donc d'augmenter de 3 points la part du PNB consacrée à l'investissement. Or ces 3 points manquants équivalent à ceux consacrés par l'Afrique subsaharienne à ses dépenses militaires.

Ainsi la militarisation possède des effets pervers à long terme. En effet, la répression sociale et syndicale entraîne une baisse des salaires qui, jointe à l'augmentation des dépenses militaires, réduit à la fois la consommation populaire et l'investissement. Il existe alors un engrenage fatidique dans lequel la répression entraîne une récession qui aggrave les difficultés sociales et conduit à accroître l'appareil répressif.

Les achats d'armes représentent en outre une cause permanente de déséquilibre extérieur pour les pays du tiers-monde. La production de matériel militaire demande, en effet, des techniques très sophistiquées qui ne peuvent être maîtrisées que par un petit nombre de grandes puissances industrielles. Si l'Inde, la Corée du *Sud et le Brésil parviennent* à couvrir une partie de leurs besoins d'armement et même à gagner *quelques créneaux à l'exportation,* leur dépendance envers les grandes puissances reste presque totale pour les matériels de haute technologie.

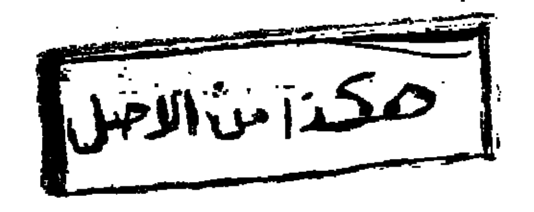
Les achats à crédit

Les autres pays, eux, doivent importer la quasi-totalité de leurs équipements militaires. Comme ces importations se font généralement à crédit, elles constituent la première cause de l'endettement du tiers-monde. *Le Pakistan,* pour faire face à la montée de ses dépenses militaires, a dû ainsi emprunté *3,2 milliards de dollars* entre 1981 et 1987 et prévoit d'emprunter un montant équivalent *pour les cinq prochaines* années malgré une grave crise financière. La dette militaire de la Libye envers l'URSS est estimée à 4 milliards de dollars, ce qui équivaut à la totalité de ses recettes pétrolières en 1986. Or les dépenses militaires, par nature improductives, ne génèrent pas un supplément de production permettant de faire face à leur remboursement, alors qu'elles induisent des dépenses récurrentes par l'achat de pièces de remplacement.

Dans de telles conditions, la poursuite de la militarisation du tiers-monde dépend largement du bon vouloir financier et technique des grandes puissances. Or la position de celles-ci reste entachée d'une grande hypocrisie. En effet, d'une part, les pays les plus pauvres s'entendent prêcher la rigueur budgétaire, l'effort en faveur de l'investissement productif, la nécessité du remboursement des *dettes et voient le Fonds monétaire* international s'inquiéter de l'ampleur de leur budget militaire. *D'autre part, ces mêmes pays se* voient courtisés par les industries d'armement des grandes puissances pour lesquelles ils représentent des débouchés essentiels : 51 % des ventes américaines d'armes, 76 % des ventes soviétiques et 86 % des ventes françaises ont été destinées au tiers-monde dans la période 1982-1986.

Devant une telle convergence d'intérêts internes et externes, la progression des ventes d'armes peut encore croître malgré la crise financière, l'aide militaire prenant le cas échéant le relais de l'endettement. *Le risque serait* qu'elles permettent une répression interne accrue qui ne pourrait qu'aggraver les difficultés économiques des pays en crise. La question reste posée de savoir si les pays occidentaux comprendront à temps qu'un tel scénario ne favoriserait en rien leurs intérêts mercantiles.

(*) Professeur à l'université Paris-VIII.



TAUX DE CHANGE

Les faiblesses du franc fort

Par SERGE FEDERBUSCH (*)

EN 1976, le gouvernement français décidait de laisser *filer la parité du franc en* deçà des limites prévues par le serpent monétaire européen alors que les échanges commerciaux franco-allemands accusaient un déficit croissant. Le franc perdait 26 % de sa valeur en mark de la fin 1975 à la fin 1978. Moins de deux ans plus tard, les échanges franco-allemands avaient été à ce point rééquilibrés que le président de la République de l'époque pouvait annoncer triomphalement un excédent commercial bilatéral.

Aujourd'hui, un large consensus règne dans la classe politique et chez les conjoncturistes pour considérer qu'une baisse du taux de change du franc n'aurait pas d'effet bénéfique à court et moyen terme sur notre commerce extérieur. La situation économique française aurait-elle à ce point changé que ce qui fut efficace en moins de deux ans après 1976 ne le serait plus aujourd'hui ?

Outre l'attachement quasi émotif de certains hommes publics au *symbole du franc* « fort », ce « sens commun » se nourrit de deux études de l'INSEE. La première a mis en lumière le fait qu'une dévaluation compétitive ne serait efficace qu'au bout de cinq ans en raison de l'effet en « J » : renchérissement des importations, importations incompressibles à court et moyen terme, etc. (1). Sans même évoquer les critiques techniques ou théoriques que cette analyse a suscitées, il importe de relever que la portée de cette étude a été abusivement comprise comme s'étendant à la simple correction des retards de réajustement monétaire au sein du Système monétaire européen (SME) qui est loin de s'apparenter à une dévaluation compétitive.

Mais nous ne reviendrons pas sur ce débat car une seconde étude de l'INSEE est venue renforcer très *recemment le camp* du « pessimisme monétaire » (2). Elle tendrait à prouver que le taux de change du franc ne serait pas responsable des *difficultés de notre* commerce extérieur depuis le début des années 80 puisque les prix à l'exportation français *n'auraient pas augmenté plus rapi*dement que ceux de nos principaux concurrents. Le coupable serait plutôt la faiblesse de l'investissement et de l'effort de recherche-développement en France qui nuit à la qualité des produits et qui spécialise l'indus*trie française dans des créneaux où* la demande a souvent tendance à faiblir.

En réalité, c'est aller un peu vite en besogne que de disculper ainsi la politique de change menée depuis la fin 1979 et le fonctionnement du SME. Partons de quelques constatations relatives à l'évolution des parités réelles, c'est-à-dire corrigées des différences d'inflation nationale depuis 1983. Le premier indicateur concerne la sur-évaluation du franc vis-à-vis du mark en pourcentage. En prenant comme base *le taux de change du 13 mars* 1979, jour de démarrage des mécanismes du SME, cette sur-évaluation fut la suivante (à partir des indices des prix à la consommation publiés par l'INSEE et la RFA) :

Mars 1983	Avril 1984	Nov. 1984	Avril 1985
2,9 %	3,2 %	6,3 %	7,9 %
Nov. 1985	Avril 1986	Janv. 1987	Sept. 1987
10,3 %	7 %	4,5 %	5,9 %

Ainsi les deux réajustements de mars 1983 et avril 1986 n'ont corrigé qu'imparfaitement la différence d'inflation entre la France et l'Allemagne. Encore faut-il, pour mesurer l'ampleur de ce handicap, tenir compte de deux autres facteurs. En premier lieu, le fait que, de 1979 à juin 1982, le réajustement des parités avait été très limité alors que l'écart d'inflation avoisinait les 20 %. En second lieu, les chiffres sus-indiqués mesurent l'écart en glissement, et non en moyenne. Cela signifie qu'entre chaque réajustement et chaque variation de parité existent des périodes où la sur-évaluation du franc joue à plein et sur lesquelles ces corrections ne peuvent rétroagir.

On peut estimer que, depuis 1983, malgré les multiples psychodrames des réajustements monétaires et malgré la politique de « rigueur » anti-inflationniste, la sur-évaluation du franc est d'environ 7,5 % en moyenne, alors qu'on partait d'une situation déjà défavorable du fait de l'insuffisance des corrections entre 1979 et juin 1982.

L'étude de l'INSEE qui atténue la responsabilité du taux de change du franc dans les difficultés de notre commerce extérieur ne se place pas tout à fait sur le même terrain. Elle analyse l'évolution du prix des exportations et non celle des prix en général. A partir des statistiques de l'OCDE, on peut, en effet, mettre en valeur une certaine amélioration de la compétitivité-prix des exportations industrielles françaises depuis 1984, qui, corrigée du change, passe vis-à-vis de la RFA de 94,6 (base 100 en 1979) au premier trimestre 1985 à 95,2 % une année après et 101,2 % deux ans plus tard.

Si l'on constate une amélioration, elle n'est que récente. Cependant, on peut effectivement noter que l'écart observé au niveau du prix des exportations industrielles est plus faible que l'écart observé au niveau de l'ensemble des prix à la consommation. Alors qu'à l'automne 1986, la sur-évaluation du franc atteignait encore près de 6 %, celle du prix des exportations industrielles avait pratiquement disparu.

Cette constatation suffit-elle à exonérer l'insuffisante dépréciation du franc de toute responsabilité dans l'apparition d'un déficit *industriel aujourd'hui quasi struc*turel ? Malgré les affirmations quelquefois péremptoires entendues ces derniers temps, la réponse *doit être négative.*

Que s'est-il passé ? L'inflation française s'est ralentie ; mais, avant tout, les entreprises françaises font depuis plusieurs années un effort considérable pour maintenir les prix des produits qu'elles exportent à un niveau compétitif (3). L'avantage dont bénéficient les exportateurs de la zone dollar, du fait de la baisse du billet vert, et les exportateurs allemands, du fait d'une inflation quasi inexistante, leur rend la tâche singulièrement difficile.

Pour compenser cet effort financier, d'autant plus important que les exportations représentent désormais un tiers de la production industrielle, et maintenir leurs marges, les entreprises françaises ont tenté de réduire certains coûts. Cette orientation explique en grande partie l'insuffisance de l'investissement en France et ses répercussions sur notre solde commercial. Ainsi les entreprises ont consacré à l'investissement et à la recherche un effort sensiblement moins important que celui fourni par leurs concurrentes étrangères.

Parallèlement, les firmes françaises ont fortement comprimé leurs charges salariales de deux manières : en réduisant le volume de l'emploi — d'où l'apparition du terme « sureffectif » qui a fait fortune depuis — et en ralentissant les hausses salariales. Ainsi, le pouvoir d'achat des salaires a quasiment stagné entre 1983 et 1985 et il n'a progressé que faiblement depuis.

Cette politique, si elle a eu pour effet de modifier le partage de la valeur ajoutée au bénéfice des firmes, a également eu pour conséquence d'affaiblir le dynamisme du marché intérieur . La relative atonie a joué sur une composante encore fondamentale de la décision d'investir : les perspectives de vente sur *le marché intérieur.*

En élargissant notre analyse, on rencontre d'autres facteurs, liés à la sur-évaluation du franc, qui ont joué un rôle important *dans l'*apparition d'un déficit structurel. Tout d'abord les exportateurs étrangers qui s'attaquent au marché français *bénéficiaient d'un avantage com*pétitif important du fait de la sur-évaluation du franc. Sans avoir à fournir le même effort que les *firmes françaises, ils peuvent nous* exporter plus aisément leur production et renouveler leurs gammes plus facilement grâce à *un investissement* plus *dynami*que. D'ailleurs, nos déficits depuis 1983 tiennent plus à la croissance de nos importations qu'à la faiblesse *de nos exportations. Entre* 1984 et 1987, nos exportations ont augmenté, en volume, de 12,6 %, alors que nos importations *connaissaient une* hausse de 21,4 %.

En effet, les efforts consentis par les firmes françaises sur leurs prix à l'exportation les ont souvent incitées à maintenir leurs prix sur le marché intérieur, voire à les augmenter lorsqu'elles estimaient *être en présence de marchés relati*vement captifs, ce qui les a empêchées de profiter autant que leurs concurrentes de la timide reprise *de la demande intérieure en* France depuis 1986. Cette reprise, alimentée par la réduction de certains impôts, une augmentation des salaires dans le secteur privé et le développement du crédit à la consommation, a bénéficié à des produits pour lesquels le taux de pénétration du marché intérieur est élevé : automobile et électronique grand public notamment.

Enfin, la modernisation ralentie de l'industrie française du fait de *la faiblesse des investissements se* traduit par des « décrochages » technologiques progressifs sur un nombre croissant de marchés ainsi *qu'en témoignent la fin des espoirs* de constitution en France d'une industrie de la machine-outil digne de ce nom et les difficultés rencontrées par notre industrie électronique. Une situation de déficit technique structurel se met progressivement en place.

Tous ces éléments sont à l'origine de la nouvelle dégradation du solde extérieur depuis 1986. Des *mécanismes correctifs auraient dû* jouer spontanément : le déficit extérieur aurait dû notamment conduire à une dévalorisation du franc. Mais la volonté gouvernementale de se plier au fonctionnement actuel du SME en a décidé autrement. Les pouvoirs publics ont préféré laisser monter les taux d'intérêt, ce qui ne peut que déprimer à nouveau l'investissement.

(*) Economiste.

(1) Economie et Statistiques n° 108, juin 1985.

(2) Economie et Statistiques n° 203, *novembre 1987.*

(3) Perspectives économiques de l'OCDE n° 41, juin 1987.

Baril pas cher

(Suite de la page 37.)

Le retournement du marché dès 1983 marque la fin de l'âge d'or. Au cours des deux années suivantes, les compagnies, inquiètes, commencent à faire le tri, en sélectionnant dans le « nouveau » pétrole les projets qui tiennent la rampe. La vraie rupture a lieu en 1986, avec le contrechoc pétrolier. « *A moins de 10 dollars par baril, tout était remis en cause. Seules pouvaient survivre les zones bénies des dieux comme le Moyen-Orient, où le coût ne dépasse pas quelques dollars par baril* », raconte M. Balacéanu. Il est trop tard pour arrêter les développements déjà lancés ; *mais tous les* groupes engagent alors de vastes plans de réduction des coûts. Révisions déchirantes, licenciements, *chaque poste, chaque point sensible* est analysé, revu.

La conjoncture aide. L'inflation s'est ralentie partout, les taux d'intérêt ont baissé, réduisant les frais financiers. Les sous-traitants des compagnies, étranglés par une surcapacité de production énorme, ont réduit leurs tarifs au point parfois de vendre à perte pour maintenir à tout prix leur activité. Ainsi le coût de location d'une plate-forme de forage est tombé de près de 100 000 dollars par jour au plus haut, en 1980, à environ 10 000 dollars l'an dernier. Les contrats au forfait se sont multipliés.

De leur côté, les gouvernements, inquiets, ont modifié leur fiscalité afin de maintenir les programmes et d'encourager les compagnies à poursuivre l'exploration de leur sous-sol, améliorant d'autant la rentabilité des projets engagés et à venir. Le résultat est là. « *On est parti d'une époque où il fallait surtout produire, tenir les délais. On était prêt à payer. Aujourd'hui, la priorité des priorités c'est de tenir un budget*, explique M. Lucien Lallier, directeur du projet d'Alwyn. *Les conditions forcent tout le monde à être intelligent et performant.* »

Dans un premier temps en effet, pour les projets déjà lancés, les compagnies n'ont eu d'autres possibilités *que d'utiliser les moyens* du bord en grattant partout où cela était possible, sans pouvoir modifier les plans du tout au tout, ni utiliser toutes les possibilités offertes par la technique. Ainsi l'« exploit » d'Alwyn a pu être réalisé avec des techniques parfaitement conventionnelles, grâce à une gestion du projet particulièrement serrée. Finis les exploits techniques qui gonflaient les devis d'un quart à un tiers.

En mer, le moindre gramme superflu coûte une fortune, et les travaux sont dix fois plus cher qu'à terre. Le projet a donc été conduit de façon à limiter au maximum le poids des installations et les heures de travail. « *Nous avions un budget-poids pour chaque élément, du moindre panneau au plus petit boulon* », raconte M. Lallier. Les deux plates-formes ont été conçues comme d'énormes jeux de Lego, un assemblage de gigantesques modules (le plus lourd pesait 2 300 tonnes) entièrement finis à terre et livrés complets afin d'être connectés dans un temps record sur le site.

Aidées par la conjoncture, ces économies ont d'ores et déjà payé. Mais elles ont des limites. La fiscalité, le coût des fournitures, les taux d'intérêt ne peuvent guère tomber plus bas. Dans un second temps, pour les projets à venir, les compagnies doivent donc, *si elles veulent* poursuivre leurs efforts, se retourner vers la technique. L'effort est déjà lancé depuis deux ans environ, *assure-t-on à l'IFP, et il promet.*

Le secret ? S'attaquer tout simplement aux sources innombrables de gâchis qui handicapent l'exploitation. « *La chaîne pétrolière tout entière est une série d'échecs techniques* », ironise M. Balacéanu. Ainsi, pour l'exploration, pendant longtemps le taux de succès ne dépassait pas 10 % : sur dix puits forés, un seulement s'avérait productif. L'an dernier, on était déjà revenu, en moyenne, à un sur sept. Aujourd'hui, on est à un puits productif sur cinq ou six. Selon l'IFP, « *on peut, en mobilisant toutes les techniques, tomber à un sur quatre* ».

Par ailleurs, compte tenu des caractéristiques géologiques des gisements, on ne récupérait jusqu'ici en moyenne que 25 à 30 % du pétrole découvert, laissant en terre les trois quarts des réserves. L'amélioration des techniques permet d'en tirer aujourd'hui 40 % et à terme 50 % à 60 %. Ce seul progrès aurait pour effet de doubler les réserves des compagnies et de constituer une source d'économies énormes.

Si on ajoute l'automatisation des techniques de forage (50 % du coût total, *30 % d'économies possibles)* et l'amélioration de l'exploitation des puits, qui permettrait, dans certaines conditions, de multiplier la productivité par 3 ou 4, ainsi que les nouvelles solutions réduisant le coût de la production en mer — plates-formes ou oléoducs flottants, puits sous-marins, etc., — les gains à venir sont énormes, dépassant dans les cas extrêmes 30 % à 40 %.

Bien que les pétroliers n'aiment pas le mot, c'est bien une véritable *révolution technique qui est en mar*che, encore à petits pas, mais de plus en plus prometteuse. Vitale tant pour les pays occidentaux consommateurs que pour les compagnies, elle permettra seule de développer les champs dits de la « seconde génération », situés dans des zones « sûres », mais difficiles et coûteuses, inexploitables aux conditions actuelles avec les techniques traditionnelles.

Le « nouveau pétrole » arrive. Stratégique, il conditionne clairement désormais l'issue de la lutte engagée par l'OPEP pour reprendre le contrôle du marché pétrolier, puisque, sans ce relais, la production occidentale diminuera inexorablement d'ici à la fin du siècle, plaçant de nouveau les consommateurs dans une dépendance dangereuse vis-à-vis des gisements du Proche-Orient.

VÉRONIQUE MAURUS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ET COMMERCE EXTÉRIEUR

Vrai déficit, faux excédents

par BÉATRICE MAJNONI d'INTIGNANO (*)

LES marchés boursiers sont suspendus aux résultats du commerce extérieur mensuel des Etats-Unis. Absurdité. Le chiffre, après un mieux, risque de replonger. Aucune balance des paiements ne s'est jamais redressée en quelques mois. Ils peuvent néanmoins se rassurer, les ajustements sont en cours. Mais peut-être pas ceux qu'ils attendent. Les trois grands déséquilibres – déficit américain, excédents allemand et japonais – couvent depuis huit ans.

On y voit volontiers le résultat de la *méchante* volonté des vilains grands Allemands et petits Japonais, qui refusent de relancer leur croissance. Il faut plutôt y voir l'effet déstabilisant de l'absence de monnaie de réserve mondiale crédible autre que le dollar.

Un triste jeu

Que s'est-il passé depuis 1980 ? Deux facteurs expliquent ces énormes déséquilibres : les différences de croissance et les mouvements de taux de change. Les Etats-Unis et le Japon ont connu une croissance de la production *industrielle de 30 %* environ en huit ans. Au pays du Soleil-Levant, une croissance soutenue par la demande extérieure et peu gourmande en produits importés. Au pays où le soleil se couche, une croissance tirée par la demande intérieure, supérieure à la production. Les pays européens, eux, affichent des scores proches de 10 % en Allemagne et en France, de 20 % en Angleterre.

Les phénomènes monétaires *font de cette période un triste jeu* du à qui-perd-gagne. Le commerce international des Etats-Unis n'a cessé de se dégrader, en volume, depuis 1980, le taux de couverture des importations par les exportations ayant baissé de 45 %. Cela a commencé dès le deuxième choc pétrolier, en 1980.

Pendant cette période, la forte activité des Etats-Unis, l'optimisme qui a régné, l'incertitude en Europe ou au Moyen-Orient, *ont attiré les capitaux* et fait monter le dollar de 45 % par rapport aux monnaies de l'OCDE. Malgré son apparente fulgurance, cette hausse n'a détérioré les termes de l'échange américains (prix des produits nationaux sur prix mondiaux, pondérés par les échanges en volume) que très lentement.

En effet, le dollar canadien, les monnaies du Sud-Est asiatique, le yen, ont à peu près suivi le billet vert jusqu'en 1985. Comme ces pays représentent une part appréciable du commerce extérieur américain, il n'y a pas eu de rupture brutale de leur position concurrentielle d'ensemble. Les Etats-Unis ont seulement pris l'habitude d'importer beaucoup et de travailler peu pour l'étranger, leur position d'émetteur de la monnaie mondiale de réserve le leur ayant permis. Le déficit gigantesque de leur balance est la conséquence réelle de cet état de choses.

Les accords du Plaza, en septembre 1985, ont provoqué une brusque chute du dollar et surtout fait décrocher le yen, stable par rapport au dollar jusqu'alors. Les termes de l'échange accusent le coup. Les importations américaines marquent un palier. Les exportations, en volume, reprennent depuis 1986. C'est l'effet volume de la dévalorisation du dollar.

Mais, l'effet prix – les *importations* se paient plus cher, les produits exportés se vendent moins cher – joue en sens inverse. Et l'effet prix est encore supérieur à l'effet volume. Il est donc normal *que la balance des paiements* américaine continue à se détériorer. Cela peut durer encore plusieurs mois si le dollar continue à baisser. Les Bourses ne devraient pas s'en étonner.

En Allemagne et au Japon, au contraire, le suréquilibre est surtout dû aux phénomènes monétaires. Dans ces deux pays, les termes de l'échange sont restés stables de 1980 à 1985. Les exportateurs *ont comprimé leurs* marges, surtout au Japon. Le volume des exportations par rapport à celui des importations a peu changé depuis 1980. Leur insertion dans le commerce international est la même qu'à cette époque. Mais ces deux pays subissent doublement les suites de la réunion du Plaza, notamment la baisse du dollar. Leurs termes de l'échange se dégradent fortement depuis 1985. Le yen s'est apprécié de 60 %, le mark de 70 % par rapport au dollar. Ils ont pratiqué une politique monétaire stricte, maîtrisé leurs prix intérieurs.

Deux soi-disant coupables

Les exportateurs allemands ont moins souffert, car leurs principaux partenaires commerciaux sont européens, les parités fixes du SME les ayant protégés malgré les ajustements. Les exportateurs japonais, au contraire, ont subi le choc compétitif à plein, parce que leur commerce avec les Etats-Unis représente plus de 40 % de leurs débouchés et que les monnaies du Sud-Est asiatique ont suivi le dollar dans sa chute.

Allemagne et Japon accumulent les excédents de balance des paiments courants, par effet prix. Ils apparaissent comme injustement riches. Or de tels excédents les contraignent à surveiller la création monétaire interne, limitent leurs possibilités de reprise. De surcroît, le volume de leurs exportations se réduit par rapport à celui de leurs importations par effet volume, contribuant à ralentir leur croissance.

En termes comptables, le déficit américain peut apparaître un peu comme le négatif des excédents japonais et allemand. En réalité, c'est bien l'inverse qui se produit. Les graphiques sont parlants. L'Allemagne et le Japon n'ont pas inondé le monde de leur production, comme on le dit souvent.

Les Allemands ont, certes, beaucoup exporté de produits industriels, *où ils* sont excédentaires, mais leurs importations ont augmenté parallèlement de 40 % depuis 1980, surtout dans les services *où ils sont en déficit de plus* de 20 milliards de dollars. Les Japonais, certes, ont tenté une percée de 1980 à 1985, mais elle est *déjà plus* que compensée.

En réalité, les Américains, par leur fringale d'importations et leur manque de compétitivité, imposent aux Japonais et aux Allemands un excédent qui n'existerait pas si le dollar n'était pas la seule monnaie de placements massifs et l'unité de compte. En 1987, l'excédent japonais, calculé en yens, aurait diminué de 13 %. l'excédent allemand, en marks, de 2 %. Japonais et Allemands sont-ils seulement coupables d'avoir des économies assez fortes pour que leurs devises servent de monnaies de repli ?

Et l'Europe ? Hors Allemagne, les déséquilibres des balances des paiements sont faibles. La France *a laissé se dégrader ses termes de* l'échange avec régularité pour avoir engagé une relance à contre-courant en 1981 et toléré trop longtemps l'inflation, malgré cinq dévaluations. Elle aime trop les produits importés, ses entreprises ne sont pas assez dynamiques, et leurs produits pèchent par la qualité.

La monnaie européenne

En volume, ses échanges se seraient terriblement détériorés si elle n'avait ralenti sa croissance. *Ainsi le taux de couverture des* importations par les exportations se dégrade dès que la croissance reprend, de 1981 à 1983 et de 1986 à 1987. Le plan Delors de 1983 l'a stabilisé entre 1983 et 1986.

La Grande-Bretagne se porte à peine mieux. Forte de son pétrole, de la politique *monétariste* de Mme Thatcher depuis 1979 et de ses échanges avec le Commonwealth, dont les monnaies s'alignent sur la livre, elle est le seul pays à avoir connu des termes de l'échange stables pendant cette période agitée. Elle engrange de solides excédents des « invisibles », plus de 10 milliards de livres, *mais ceux-ci ne suffisent* pas à compenser la lente dégradation de la pénétration de ses produits industriels.

Alors, que faire ? Demander aux Américains de tirer les premiers et attendre le boulet ? Réduire les déficits commerciaux et publics des Etats-Unis, *c'est ne* plus alimenter le monde en monnaie, c'est la récession par la baisse du commerce international. Mais, attendre, c'est contraindre Japonais et Européens à placer leur épargne en dollars et y perdre une partie de leur culotte, ou alors à faire intervenir leurs banques centrales et engranger des dollars, ce qui n'est guère différent.

L'urgence est de résoudre les problèmes monétaires et de calmer *les taux de change. Il faut* d'autres monnaies de réserve, de facturation et de compte. Une Europe à monnaie commune : mark ou ECU si possible. Une Europe qui facture en cette monnaie et en crée assez pour financer ses investissements, qui attire les capitaux. Ah ! grand Sam, si vous cessiez de nous fasciner avec votre billet vert !

(*) Professeur à l'université Paris-XII.

Depuis 1980

Indice : base 100 en 1982

1. Termes de l'échange – ÉTATS-UNIS – HAUSSE DU DOLLAR – BAISSE DU DOLLAR

2. Taux de couverture – DÉFICIT – ÉTATS-UNIS

1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987

Source : OCDE

Termes de l'échange : quand la courbe monte, la compétitivité se détériore.

A partir de 1985

Indice : base 100 en 1982

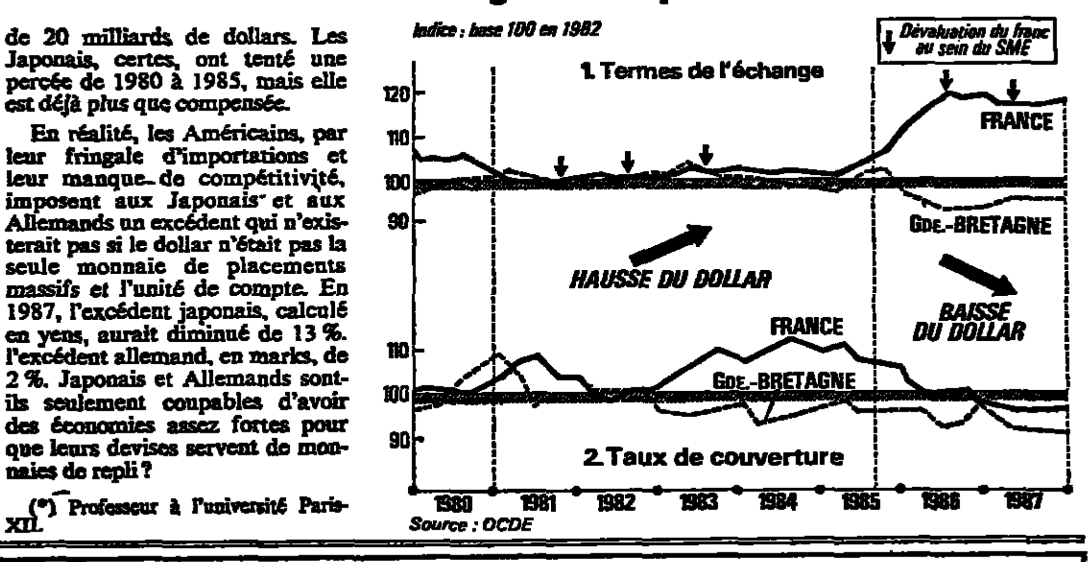
1. Termes de l'échange – JAPON – RFA – HAUSSE DU DOLLAR – BAISSE DU DOLLAR

2. Taux de couverture – RFA – JAPON

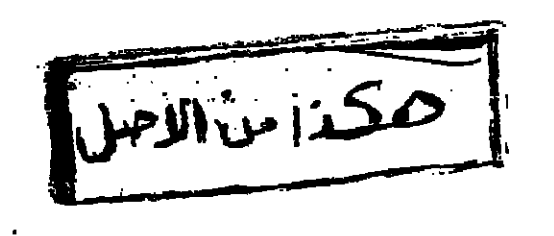
1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987

Source : OCDE

Malgré les cinq dévaluations du franc







La chronique de Paul Fabra

La banque centrale européenne

RENCHÉRISSANT sur les propos de son ministre de l'économie et des finances, Jacques Chirac s'est demandé au forum de *l'Expansion* si *« le moment n'est pas venu pour les Européens d'avoir une monnaie commune à tous ».* Edouard Balladur avait déjà la veille proposé, sur Antenne 2, ni plus ni moins la création d'une banque centrale européenne *qui gérerait* une monnaie commune, par exemple l'ECU.

L'année 1992 nous promettait déjà *une Communauté sans frontières fiscales* (les droits de douane sont déjà supprimés depuis 1969), l'abolition des *anomalies* juridiques qui sont autant d'obstacles au libre exercice des droits reconnus aux Européens *de s'établir* dans le pays de leur choix et d'étendre sans entraves leur activité sur tout l'espace *communautaire*. Faut-il entendre que Paris est désormais prêt à mettre dans la corbeille d'autres particula*rismes et d'autres* privilèges, en particulier ce privilège des privilèges que constitue le monopole d'émission de la monnaie légale conféré à la Banque de France ?

D'une idée qui a déjà non seulement son histoire et sa mythologie mais aussi sa logique, on peut s'attendre qu'un gouvernement *joue dans plusieurs* desseins à la fois. S'agit-il d'une nouvelle et plus vaste tentative pour amener l'Allemagne fédérale, *réputée mener* une politique trop « restrictive » par une crainte démodée de l'inflation, à mettre de l'eau *dans son vin* ? Depuis longtemps, on pense à Paris qu'un jour aura lieu entre les deux pays une négociation décisive, dont les termes seraient à peu près les suivants : garanties militaires accordées par la France contre *« concessions »* économiques et financières faites par la République fédérale. Mais cela suppose d'abord *que celle-ci demande* les premières et se trouve, d'une façon ou d'une autre, contrainte à accorder les *secondes*. L'occasion *ne* serait-elle pas fournie par les récents accords américano-russes sur le désarmement, qui, interprétés d'une certaine façon, peuvent accroître le sentiment d'insécurité en Europe *en général et en* Allemagne en particulier ?

Ces préoccupations ne sont pas formulées en thèmes précis, *mais il n'est* pas douteux qu'elles sont présentes à *l'esprit des dirigeants français*. L'expérience montre que ce genre de visées « stratégiques » ne résistent pas à l'épreuve des faits, et ne peuvent avoir des suites positives (comme en ont eu, *par exemple, dans le passé, certaines* des vues de Jean Monnet) qu'à une condition : d'être assez largement *conçues pour surmonter* les contradictions psychologiques ou techniques (ou les deux à la fois) qu'elles peuvent renfermer. En d'autres termes, la politique choisie n'aura des chances de s'imposer que si elle est beaucoup plus *qu'une* manœuvre.

Après la fin lamentable de l'accord du Louvre sur *la stabilisation du dollar — il* s'agissait à l'origine d'une initiative franco-américaine, — la crédibilité de la politique *suivie rue de Rivoli risquait* d'être sérieusement compromise en Europe. En prenant le 5 novembre der*nier la décision difficile* de laisser la Banque de France relever ses taux d'intervention dans un mouvement concerté avec les Allemands (qui abaissèrent les leurs), Edouard Balladur rendait certes manifeste l'insuccès *de la politique* du crédit : bien que la hausse ait pu être effacée depuis lors, les taux restent en France particulièrement élevés. Mais, politiquement, il marquait un point important, montrant par ce geste que notre pays avait *une ligne de conduite* qu'il n'était pas prêt à abandonner à la première alerte un peu chaude. C'est la moindre des choses, *dira-t-on, mais tel* ne fut pas toujours le cas dans le passé. Par deux fois, en janvier 1974 puis à *nouveau en mars* 1976, *la France avait* quitté en catastrophe le serpent monétaire européen, l'ancêtre de l'actuel *SME, pour laisser filer sans gloire* sa monnaie.

Reste le fond de l'affaire. A Paris, on *déclare qu'il est encore* beaucoup trop tôt pour définir un plan précis. Mais cela ne veut pas dire qu'on essayera pas un *jour à Paris de forcer une décision,* étant entendu que sur ce point les positions de Matignon et de l'Elysée ne paraissent *pas très éloignées les unes des autres,* si bien que le dossier ne serait pas nécessairement affecté par le résultat des élections (mais on connaît moins bien les *positions de Raymond* Barre). Les circonstances ayant changé, le parallèle avec 1978 n'est pas forcément de mise.

C'est cette année-là que le conseil européen, sur une initiative conjointe de Valéry Giscard d'Estaing et du chancelier Helmut Schmidt, avait créé le SME, entré effectivement en vigueur le 13 mars 1979. *Il avait été expressément* convenu (résolution du conseil européen du 5 décembre 1978) qu'au bout de deux ans d'expérience les Etats participants entreprendraient de la *« consolider »*, le passage au *« système définitif »* devant conduire à la création d'un *« Fonds monétaire européen »*. Or, dès *le débat de ratification devant* l'Assemblée nationale, il apparut que le délai de deux ans ne pourrait pas être respecté, *notamment* du fait de la France.

MICHEL DEBRÉ, *avec l'appui,* semble-t-il, d'une majorité du RPR, s'alarmait de l'« aban*don » d'une partie des réserves* d'or de la France. Le mécanisme prévu, toujours en vigueur, était pourtant des plus précautionneux. Les pays participants devraient bien mettre à la disposition du nouveau système monétaire européen (SME), le cinquième de leurs réserves en or et en devises, en échange de quoi ils recevraient des *ECU, unité de compte* composite calculée sur la base des cours des monnaies suivantes, par ordre *décroissant d'importance : deutschemark*, franc français, livre sterling, florin néerlandais, lire, franc belgo-*luxembourgeois, couronne danoise,* punt irlandais, drachme.

Mais ce transfert ne s'accompagne *d'aucune dépossession juridique*. Le FECOM ou Fonds européen de coopération monétaire, qui reçoit dans ses livres les dépôts correspondants en or et en dollars, renouvelables tous les trois mois, n'est pas, malgré son nom ronflant, un organisme proprement dit. Il n'a aucune existence propre : c'est encore aujourd'hui *un simple compte, à* travers lequel sont réglés les soldes entre les pays membres. Force est de constater *que* la position du plus grand parti de *la droite française a changé du* tout au tout puisqu'il semble bien que la « banque centrale » préconisée par Jacques *Chirac et Edouard Balladur aurait* pour première mission une mise en commun d'une partie des réserves de *change*.

Précisons, pour fixer les idées, qu'à la date du 8 janvier 1988 la Bundesbank *avait* l'équivalent en dollars de 19 milliards d'ECU, dont 10,4 milliards en contrepartie *d'or et 8,6 milliards* en contrepartie de dollars ; la Banque de France avait en ECU 12,5 milliards de *dollars, dont* 9,2 *milliards en* contrepartie d'or et 3,3 milliards en contrepartie de dollars. Ces sommes représentaient, *pour chacune* des deux institutions, 20 % de leurs réserves de change.

Laquelle des deux positions est-elle *plus proche* de la pensée de leur inspirateur commun, celle que vient de prendre Edouard Balladur *ou celle que défendait naguère* Michel Debré (et dont il n'a sans doute pas varié) ? Il n'est peut-être pas tout à fait inutile de poser *la question* pour la suite du débat. Dans une retentissante conférence de presse, donnée le 4 *février 1965, le général de Gaulle avait* préconisé le retour à l'étalon or. Laissons de côté dans cette chronique cet intéressant *sujet pour nous borner à* remarquer — ce que certains gaullistes se sont bien gardés de faire depuis lors mais *ce qui ressort clairement* du texte — que la proposition était par son auteur entièrement justifiée par le fait que *« les monnaies des Etats de l'Europe occidentale sont aujourd'hui restaurées »*. Il appartenait, selon lui, aux Etats de la *Communauté d'« élaborer entre eux et de faire valoir au-dehors le système solide que recommande le bon sens ».* En particulier — précision capitale, — il était dit par le général que c'était, *d'une zone monétaire à l'autre »* qu'il faudrait obligatoirement procéder au règlement effectif en métal précieux des soldes de balance des paiements.

Aujourd'hui, la Bundesbank se retranche derrière la Constitution de la République fédérale pour estimer que, de toute façon, comme l'avait déjà dit son président, Karl Otto Poehl, le 1er juillet 1985, *dans une conférence* prononcée à Paris, envisager de confier à une institution *« les fonctions d'une banque centrale »* commune était *« très éloigné des réalités européennes »*, le concept *« soulevant plus de questions qu'il n'en résout ».* Cependant, quand on négociait les termes de la résolution adoptée le 5 décembre et évoquée *ci-dessus*, c'étaient les Allemands qui étaient prêts à épouser les projets les plus hardis. Les plus politiques *d'entre eux* faisaient valoir l'idée d'une banque d'émission européenne, fonctionnant à l'instar de la Bundesbank, *dotée comme* elle d'une large autonomie, dépositaire de la mission, impérative, d'assurer la stabilité du pouvoir d'achat de la *monnaie*. Après tout, les Allemands n'ont-ils pas mieux réussi que la plupart des autres pays dans ce domaine ? *Le* franc, depuis 1969, a été dévalué d'environ 75 % vis-à-vis du mark.

Ces changements *de* position à travers le temps sont assez habituels ; ce ne sont pas eux qui risquent d'envenimer les *futures négociations,* si négociations il y a. Force est de constater que le débat à travers les frontières s'est plutôt *mal engagé*. On a tendance en France à voir dans l'ECU un instrument propre à contenir l'hégémonie du deutschemark. Mais si l'ECU jouit d'un certain prestige, c'est précisément parce qu'il représente, à concurrence de 35 %, du deutsche*mark* (et à concurrence de 11 % du florin, autre monnaie « forte »), contre 19 % pour le franc français. C'est ici que la *technique monétaire rejoint* les fondements de la politique.

Ce n'est pas seulement la protection *militaire des Etats-Unis qui a attaché* les Allemands de l'Ouest à leurs nouveaux alliés. Il faut à un grand peuple des *succès. Parmi les choses qui* différencient la République fédérale et la RDA, il y a bien sûr en premier lieu les institu*tions politiques libres*. Mais la grande réforme monétaire de 1948, qui a établi durablement un deutschemark solide et *une économie prospère, a joué* aussi un rôle considérable. La « sécurité » n'est pas seulement une affaire de couverture nucléaire.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

FERNAND BOUQUEREL

Des origines à nos jours, vers une nouvelle économie de marché.

Nous instruire ou nous distraire ? Le cumul est, cette fois, permis. C'est le film entier de l'histoire éco*nomique* depuis Sumer qui défile devant nous ; joli tour de force du professeur au CPA, ce qui excuse quelques faiblesses ou omissions.

La division en trois parties, simple commodité. Nous suivons les hommes et les techniques (le moteur essentiel étant l'insatisfaction), longeons la route de la soie (*la plus longue de l'histoire*), *contestons les séries* de prix de Hamilton (du XVe au XVIIe siècle), regrettons l'absence des protestants, vraiment... contestataires (Froumenteau, etc.) et, *plus encore, celle de la* Perrière, antérieur à Bodin. Peut-être aussi Dutot, mercantiliste suprême, méritait-il sa place, mais comment se plaindre de *l'oubli de quelques pierreries dans un* tas de diamants ?

Et nous suivons toujours, sans pouvoir nous attarder devant le paysage. Quelque peu modestes, peut-être, la critique de la *monstrueuse* révocation de l'édit de Nantes et l'évocation de la perte de l'Amérique du Nord, mais ce sont les techniques et les hommes que *nous suivons* ici, plus que les territoires.

Il est bien là, Turgot, mais sans Necker ; non moins présent, Malthus, sujet d'une si grande fécondité. *Armé de son paradoxe, Saint-Simon est* le *« héraut* d'armes » de cet être étrange qu'on a appelé *l'entrepreneur*. Deux agréables surprises : la population n'est *pas oubliée et nous laissons* de côté les cycles mythiques de Kondratief.

Est-il plaisant ou déprimant de retomber, de si haut, *dans nos* hypermarchés ? *Inévitable, en tout cas.* Un essai méritant, mais timide, sur l'emploi sert de garniture, mais absente, une fois de plus, la notion vitale de *besoin*. *Elle est bien de notre époque,* la nanoseconde, mais le marché recourt à des multiples sérieux. Seulement, avons-nous accompli un véritable progrès en *remplaçant notre vieux rabais* par le malsonnant et prétentieux *discount ?* En conclusion, crainte d'interventions d'éléphants dans ce jeu de porcelaines.

Un bon point aussi : le si précieux et si rare index des noms cités.

★ *Editions Ouest-France 1986*, 23 cm, 288 pages, 98 F.

DAVID L. BRADFORD ET ALLAN R. COHEN

Gérer pour vaincre

Combien téméraire serait de penser que l'on peut *apprendre à gérer une entreprise comme on apprend à* jouer du violon. Non seulement il s'agit cette fois d'hommes, mais le système de relations se modifie lui-même, en dehors même des techniques. *L'art de la gestion* est, de ce fait, constamment remis, si l'on ose dire, en chantier.

Il ne s'agit pas, ici, de traiter le sujet, en utilisant la seule critique, au détriment de la construction. *Le professeur* de Stanford et celui de Babson ont dû sévèrement débattre entre eux pour rédiger nombre de passages délicats. Il peut être de diverses sortes, le *manager, et jouer* plusieurs rôles : orchestrateur *(sic)*, en garde contre l' « héroïsme », révélateur (divers exemples de collaboration sont donnés).

Un objectif peut en cacher un autre : le *concept d' objectif suprême,* à l'opposé des théories contemporaines, permet à des subalternes de prendre des initiatives. Et si, pour des raisons *techniques, il faut modifier l'objectif, mieux vaut faire* appel à un nouveau leader.

« Tirer le meilleur de chacun. » Qui le contestera ? Mais que de chemins possibles ! *Un exemple est donné de la façon* d'atteindre un objectif fondamental. Nous suivons sans peine, dans l'impossibilité de suggérer une autre voie. Et cependant, malgré *la multiplicité des exemples, nous nous* sentons aussi incapables de gérer qu'un candidat pilote d'hélicoptère ayant parfaitement assimilé l'ouvrage clef sur la conduite de cet *engin*.

Un chapitre spécial nous montre comment se tirer de cas difficiles, appelés *paradoxes* ou *conditions paradoxales*. En annexe, un curieux questionnaire (trente-sept questions) posé à tout salarié au sujet de la façon dont son patron se conduit vis-à-vis de lui. Cet ouvrage peut servir un chef déjà expérimenté, *mais ne saurait suffire à un homme sans expérience.*

Bibliographie en langue anglaise. Bonne traduction d'Emmanuelle Devaux, parfois trop littérale cependant.

★ *Presses universitaires de France*, Paris, 1987, 22 cm, 243 pages, 138 F.

MARC ROUSSET

Pour le renouveau de l'entreprise La France au travail

Fort courte elle est, mais significative, la préface du discret Raymond Barre, et elle pourrait encore se résumer par les mots : courage, travail, sens de l'action. Plus brève encore, l'introduction, qui se termine sans équivoque : *« Plutôt que des business schools »*, il nous faut des *« légionnaires de l'industrie »*.

Nous voilà prévenus, du moins nous le croyons, mais le *Paris-Dakar ne fait que commencer. Sans allusion* péjorative, nous nous trouvons devant un « goulasch » où l'industrie est loin d'être la seule chair. *Classique, le thème initial* : les diplômes sont peut-être producteurs de revenus, mais non de richesses. Encore faut-il l'agressivité : la vraie machine, c'est *celle à retrousser* les manches. Et déjà sont attaqués aussi bien le laxisme que l'économétrie.

Aucune limite à notre voyage, ni dans le temps ni dans l'espace : *à peine sortis de chez Michelin, nous* voilà lancés vers le Québec et la Louisiane (traités assez légèrement, le facteur décisif n'ayant pas été la *force militaire, mais le peuplement*).

Mais voici une liste de conquérants français contemporains, propre à nous permettre d'attendre *les autres chocs. Le courage est couramment sacrifié*, chez nous, à l'intelligence, comme le dénonçait déjà l'un peu oublié G. Le Bon, au début du siècle. Du cou*rage, il en fait preuve, l'auteur,* en dénonçant le niveau excessif des salaires au détriment de l'investissement. C'était cependant l'occasion — manquée — de rappeler le fameux amendement Vallon, qui rompait le cycle infernal.

Comment s'affranchir sans quitter l'économie ? Et *nous voilà* devant de nouveaux champs, l'immigration, l'Islam, le refus de l'enfant, la langue, si mal défendue par de nombreux Français, la danse, la nouvelle *« société de consommation »*, le vieillissement, l'avion Paris-New-York en une heure *(sic)* et bien plus encore, sans même parler du poème en faveur de la jeunesse, *attribué au général Mac Arthur.*

Le profond, le sévère, sont malheureusement dilués dans une masse sans contour ferme. *« Tout le monde préfère vivre cent ans comme un mouton qu'un jour comme un lion ! »* Est-ce un reproche ou une belle question pour un sondage ?

La matière d'une bibliothèque ; une lecture reposante ou irritante. Tout est permis.

★ *Albatros*, Paris 1987, 24 cm, 186 pages, 90 F.

J.-J. CAUBET

Ne chômons plus... inventons !

Qui pourrait *s'opposer* à une telle devise, à un tel mot d'ordre ? Encore faut-il trouver les moyens de ses fins. En dépit des progrès accomplis par nos cabinets *de brevets, le faible nombre* de brevets français est dénoncé par les hommes d'Etat eux-mêmes.

Sans nous attarder sur les singuliers verrous cités par l'auteur : Colbert, Descartes et Auguste Comte, nous *préférons* l'entendre traiter l'inventeur de naïf, d'émotif, d'intuitif ; il n'est pas nécessairement un *actif*.

Intrigué, parfois déconcerté, le lecteur trouve, heureusement, à la fin de chaque chapitre, un paragraphe intitulé : *« Conclusion. Quoi faire ? »* (sic). A titre d'exemple, le législateur doit demander des liaisons plus étroites entre les laboratoires et les usines. Il faut aussi visualiser, sur un écran, les ondes émises par *notre cerveau et maîtrisées par la volonté,* moyennant un simple entraînement, accessible à tous.

Américains et Japonais n'utilisent-ils pas ce procédé *dans de nombreuses universités ? « Il serait impardonnable de ne pas étudier les implications que peut avoir sur nos chercheurs la maîtrise volontaire des divers états de la conscience. »*

Tous les médias doivent être mobilisés (quelle aventure !), pour magnifier la recherche et ses résultats. Dans toutes les écoles, des courts métrages sur *les centrales atomiques, le TGV, le bateau de* Cousteau à voiles cylindriques, etc.

En conclusion, il existe des gisements inépuisables de travail, mais nous sommes un peuple brave, enfoui *sous la sécurité administrative*. « Les PME sont écrasées d'impôts... », et, cependant, une taxe parafiscale de 1 à 2 % du chiffre d'affaires n'en est pas moins proposée. *Nous voilà revenus au choix, proprement* politique, des sacrifices.

Précieux index des noms cités.

★ *Editions Resiac Montsurs.* France 1987, 21 cm, 179 pages, 75 F.

Aéronautique

La société Aérospatiale a exporté en 1987 les trois quarts de sa production

En dépit de la crise du dollar, qui, depuis 1985, a perdu 44 % de sa valeur, la société Aérospatiale aura réussi, en 1987, à exporter les trois quarts de sa production. Cette précision a été donnée, mercredi 6 janvier à Paris, par le PDG, M. Henri Martre, de cette entreprise nationale qui fabrique, notamment, l'Airbus, des hélicoptères, des missiles et des satellites. En 1987, les prises de commandes se sont, en effet, élevées à 29 milliards de francs, dont environ 72 % à l'exportation, dans les secteurs civils et militaires.

M. Martre a rappelé que sa société s'était fixé un objectif de 28 milliards de francs de prises de commandes en 1987. Le fait qu'elle ait dépassé cet objectif malgré la dépréciation du dollar, qui demeure la monnaie internationale en matière aéronautique et spatiale, est en réalité « *une performance* » pour cette société nationale.

Au total, le carnet de commandes de l'Aérospatiale se monte à environ 50 milliards de francs, soit l'équivalent de deux années pleines de travail devant elle. Ce résultat est surtout sensible avec les ventes d'Airbus (de tous les modèles), qui portent sur cent quatre-vingt-quatorze commandes fermes et cent onze options, et avec les ventes de l'avion de transport régional ATR.

A ce marché de l'aviation civile, qui est en forte expansion (de l'ordre de 6 % par an pour les années à venir), il convient d'ajouter en 1987 les commandes de quatorze lanceurs Ariane-4 (soit l'équivalent de 1 160 millions de francs aux conditions économiques de la mi-1985).

Un début d'exécution de ces commandes en 1988 laisse entrevoir la perspective d'une augmentation de 10 % du chiffre d'affaires de l'Aérospatiale, qui, en 1987, s'est élevé à environ 25 milliards de francs, selon de premières estimations qui devront être confirmées en avril.

M. Martre a, enfin, souligné que, jamais depuis la Libération, sa société n'avait lancé autant de programmes civils et militaires en une seule année. C'est le cas pour les nouveaux Airbus A-330 et A-340, l'hélicoptère de combat franco-allemand, le système Orchidée de surveillance aéroportée du champ de bataille, le missile anti-aérien et anti-missiles Aster, le missile balistique léger S-4, le satellite d'observation Helios, le lanceur européen Ariane-5 et l'avion spatial Hermes. D'autres projets sont à l'étude comme l'avion de transport hypersonique ou le système de transport spatial STS 2000. L'Aérospatiale consacre 7 500 millions de francs (soit 30 % du chiffre d'affaires) à la recherche et développement.

CAMPUS



Juristes franco-anglais

L'UNIVERSITÉ PARIS-I a mis au point, en accord avec le King's College de l'Université de Londres, un programme de formation en droits français et anglais, qui permet à des étudiants d'obtenir en quatre années d'études (deux années à Londres, suivies de deux années à Paris) à la fois le diplôme français de maîtrise en droit et son correspondant anglais, le LL. B.

Cette formation permet aux étudiants d'aborder les deux droits de manière aussi rapprochée que possible et de passer d'un système à l'autre sans difficultés.. Elle s'adresse à des élèves de classes terminales, de lettres supérieures ou de première supérieure ou aux étudiants en droit de première année qui maîtrisent suffisamment bien la langue anglaise. Le but visé est de former des deux côtés du Chanel des juristes capables de conseiller des entreprises ou d'entrer dans des cabinets d'avocats spécialisés dans les affaires internationales. Les étudiants qui s'inscrivent dès la première année à l'université Paris-I, alors qu'ils suivent les cours à Londres, ne paient que les droits d'inscription demandés en France. Les frais de séjour dans la capitale anglaise sont à la charge des étudiants, qui peuvent bénéficier d'une aide de l'université de Londres pour se loger. Le nombre de places étant limité, la sélection se fait sur dossier, puis sur entretien devant un jury franco-anglais. Les dossiers d'inscription doivent être retirés avant le 31 janvier au secrétariat de l'UER-07, université Paris-I, 12, place du Panthéon, 75231 Paris cedex 05.

J. P.

Histoire de l'Espagne

Le Colegio de España de la cité universitaire organise, du 12 janvier au 23 février, tous les mardis de 14 à 16 heures, un séminaire sur L'histoire et la civilisation de l'Espagne moderne.

(Colegio de España, 7, boulevard Jourdan, 75014 Paris, tél. : 45-89-74-95.)

Pédagogie du management

Le groupe ESC Lyon organise, les 29 et 30 mars, un Forum des innovations pédagogiques dans les formations au management. Etudes de cas, jeux, simulations, enseignement à distance, EAO, systèmes experts, expériences d'animation, d'évaluation... Toutes les techniques pédagogiques seront présentées au cours de conférences et de démonstrations.

(*Groupe ESC, département* méthodes et moyens pédagogiques. BP 174, 69132 Ecully cedex. tél. : 78-33-81-22. Contact : Geneviève Gamel.)

Orsay-entreprises

Les étudiants des associations scientifiques de l'université Paris sud organisent le jeudi 28 janvier un Carrefour Orsay-entreprises. Des stands, débats et « tables rondes » permettront aux visiteurs — universitaires et industriels — de dialoguer « en direct ».

(Coordonnées du Carrefour, tél. : 69-41-78-58.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jean-Baptiste

est né le 7 décembre 1987.

Partagez notre joie !

Pierre, Claire-Noëlle
et Pierre-Yves LAMBERT

25, rue Foncandrie,
79500 Melle.

Décès

— La famille
Et ses amis
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Angèle Sonia BARGIACCHI,

survenu à Paris, le 5 janvier 1988.

L'incinération aura lieu le jeudi 14 janvier, à 8 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37, rue Condorcet,
75009 Paris.
40, boulevard Jean-Behra, Bloc de Barry,
06100 Nice.

— Mme Pierre Coupry,
son épouse,
Pierre-Marie, Anne et Claire,
ses enfants,
Mme Pierre Coupry,
sa mère,
Group Captain Wicks, CBE-DFC,
son beau-père,
M. et Mme Louis Coupry,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Paul Coupry,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Philippe Coupry,
leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Christian Bouchard
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Coupry
et leurs enfants,
M. et Mme Clive Wicks
et leurs enfants,
Sœur Carolyn Wicks,
M. et Mme Stephen Wicks
et leurs enfants,
Ses frères, sœur, belles-sœurs, beaux-frères, neveux et nièces,
Ses oncles et tantes
Et toute la famille,
ont l'extrême douleur de faire part du décès de

M. Pierre COUPRY,

survenu subitement le 7 janvier 1988.

Les obsèques religieuses auront lieu à l'église Saint-Médard, à Paris-5e, le mercredi 13 janvier 1988, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons peuvent être adressés à l'Institut Pasteur, 25, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris.

— L'ensemble des collaborateurs de la librairie Nathan et de ses filiales ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre COUPRY,
directeur de la fabrication,

survenu le 7 janvier 1988.

— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui sa servante

Mme Charles GALLET,
née Henriette Dufourcq,

Le 8 janvier 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 janvier en sa paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, *à 10 h 30, suivies* à 16 heures, de l'inhumation au cimetière de Viessoix (Calvados), où elle reposera à côté de son mari décédé le 2 novembre 1964.

De la part de
S.E. *Mgr Jean-Pierre Gallet,*
missionnaire au Congo,
Mme Jacques Gallet,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Gallet,
leurs enfants et leur petit-fils,
Mlle Marie-Madeleine Gallet,
M. et Mme Vincent Gallet,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Roger Faure
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Coïas,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Denis Gallet,
ses enfants et sa petite-fille,
De ses frères et sœurs et leurs familles,
De ses beaux-frères et belles-sœurs et leurs familles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de l'Amiral-de-Coligny,
75001 Paris.

— Mme Jean Cornuault,
sa grand-mère,
M. et Mme Louis Jouffroy,
ses parents,
Thomas et Alexis,
ses frères,
ont la douleur de faire part du décès subit de

Mlle Virginie JOUFFROY,

survenu en son domicile, le 4 janvier 1988, dans sa dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 janvier 1988, à 8 h 45, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, *92, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.*

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Droue (Eure-et-Loir).

172, rue de Grenelle,
75007 Paris.

— Mme Henri Maus,
M. et Mme Serge Maus
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Maus
et leurs enfants,
Mme René Maus
et ses enfants,
M. et Mme André Fischer
et leurs enfants,
Mme Jourdain
et ses enfants,
son épouse,
ses enfants,
ses petits-enfants,
sa belle-sœur,
ses neveux et nièces,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Henri MAUS,

survenu le 5 janvier 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

La famille ne reçoit pas.

62 *bis*, rue des Belles-Feuilles,
75116 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 7 janvier 1988, à l'âge de soixante-quatre ans, à Paris, de

M. Gilbert MAUREL,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite agricole,
délégué général
de la Fédération nationale
des communes forestières de France,

La levée de corps aura *lieu* le mercredi 13 janvier 1988, à la clinique de l'Alma, 166, rue de l'Université, Paris-7e.

Les obsèques seront célébrées le même jour à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, *Paris-7e.*

De la part de
Brigitte Deshaires,
Marie Lecoindre-Maurel,
Et la famille Maurel.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2 *bis*, rue Petel,
75015 Paris.

— La Fédération nationale des communes forestières de France
a le regret de faire part du décès de son *délégué* général,

Gilbert MAUREL,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite agricole,
ancien membre
du Conseil économique et social,
ancien conseiller général de l'Ardèche,
ancien maire
de Bourg-Saint-Andéol (Ardèche),

survenu le 7 janvier 1988.

Les obsèques religieuses auront lieu en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e, le mercredi 13 janvier 1988, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Robert Mérillon,
M. et Mme Roger Bolze,
Le docteur et Mme Henri Mérillon,
M. et Mme Jean-Marie Mérillon,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MÉRILLON,

survenu à Bayonne dans sa cent unième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 5 janvier en l'église Saint-Léon de Marracq.

40350 Pouillon,
64300 Bassussarry,
Ambassade de France à Berne.

[Né en 1887, Robert Mérillon est entré dans *la carrière diplomatique en 1913. Il est affecté à* Rabat auprès du maréchal Lyautey, dont il sera l'un des plus constants et discrets collaborateurs. Il sert près de vingt-cinq ans au Maroc. Successivement, il est membre du cabinet civil, représentant à Tanger, chef du cabinet diplomatique et secrétaire général du protectorat marocain.

En juin 1940, il négocie à Genève la réunification des sociétés de Croix-Rouge, et partant, *la* création de la Croix-Rouge française. Tout au long de l'occupation, à Paris, il va se consacrer à cette organisation. Il y restera à des titres divers jusqu'en 1960.

Durant le premier conflit mondial, Robert Mérillon fit deux ans de front en qualité de caporal d'infanterie.]

— ***Mme PERRIOT,***
née Suzanne Nioche,

est retournée à la maison du Seigneur, dans sa soixante-seizième année.

La célébration religieuse aura lieu en *l'église Saint-Martin d'Olivet, le mardi* 12 janvier 1988, à 15 heures.

De la part des
Familles *Perriot*, Thibault, *Dubois*, Mounier, Bouguet, Vassort,
ses enfants, petits-enfants
Et toute la famille.

265, rue de la Vallée,
45160 Olivet.

— Mme Jean-Pierre Vincent,
son épouse,
M. Fabrice Vincent,
son fils,
M. Pierre Vincent,
son père,
Mme *veuve Raphaël Meyer,*
sa belle-mère,
M. et Mme Yves Ospici
et leurs enfants,
Ses parents, alliés,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part de la perte *cruelle qu'ils viennent d'éprouver en* la personne de

M. Jean-Pierre VINCENT,
président-directeur général
de l'Agence générale
de presse et de publicité,

décédé à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 janvier 1988, à 10 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8e, où l'on *se réunira.*

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Deuil-la-Barre (Val-d'Oise).

1, rue Albert-Molinier,
95410 Groslay.
18-20, place de la Madeleine,
75008 Paris.

— Le personnel de l'AGPP
a la douleur de faire part du décès de son président-directeur général

M. Jean-Pierre VINCENT.

— Les directions
Et le personnel des maisons d'édition Burda GmbH,
Verlag Aenne Burda,
ont *la douleur de faire part du décès de* leur représentant à Paris

M. Jean-Pierre VINCENT.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Remerciements

— Profondément émus par les nombreux témoignages de sympathie reçus à l'occasion de leur deuil,

Mme Monique Andréani,
Hubert et Lise,
ses enfants,

remercient sincèrement tous ceux qui ont pris part à leur peine lors du décès de

Edgard ANDRÉANI.

Anniversaires

— Il y a deux ans, le 11 janvier 1986, disparaissait

Roger HAGNAUER,
« Pingouin »,
cofondateur
de la *Maison d'enfants de Sèvres,*
militant syndicaliste.

Que tous les anciens et amis se souviennent.

— Le 12 janvier 1987

Odile KERVEILLANT,

nous quittait.

Ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

— Il y a dix ans, le 12 janvier 1978, disparaissait

Claire LECLERC

Que ceux qui l'ont connue et aimée, aient une pensée pour elle.

La Chardenière,
54330 Vézelise.

Avis de messes

— Une messe à l'intention de

Michel LHEZ,
née Cassignol,

décédée le 1er janvier 1986, sera célé*brée le mardi 12 janvier 1988,* à 19 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, 2, boulevard d'Aurelle-de-Paladines, à Paris-17e.

Communications diverses

— **Cercle Bernard-Lazare : Jean-Michel Palmier,** maître de conférences à Paris-VIIIe s'entretiendra de son dernier ouvrage : **« Weimar en exil. Le destin de l'émigration intellectuelle allemande antinazie en Europe et aux Etats-Unis », jeudi 14 janvier à 20 h 30,** 10, rue Saint-Claude, 75003.

— La réunion des anciens élèves de Notre-Dame-de-Sion, des maisons de France et de tous pays *aura lieu le mer*credi 20 janvier 1988.

Début de la réunion à 16 h 30 ; messe à 17 h 30.

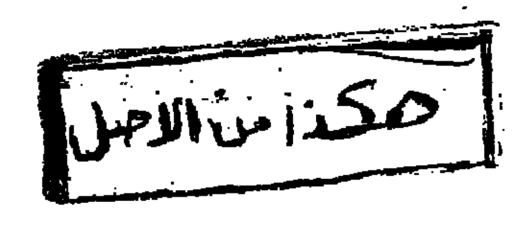
61, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

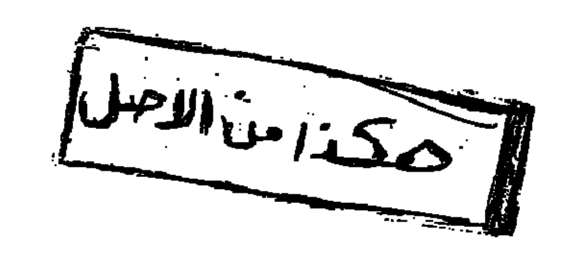
Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le jeudi 14 janvier à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, Mlle Annick Rosillette : « Le héros mystique à la recherche de son identité dans le roman mystique contemporain aux Etats-Unis ».

— Université Paris-IV, le samedi 16 janvier, à 14 h 30, amphithéâtre Richelieu, M. Philippe *Mathieu* : « Avant que se tarisse la source des Lumières ou la philosophie éclairée enseignée aux lecteurs du journal encyclopédique ».







M^c^Cormack & Dodge France, S.A.

REMERCIE LES SOCIÉTÉS

ALLIANZ LA PROTECTRICE
ALCATEL THOMSON FAISCEAUX HERTZIENS
ATELIERS DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES DE VEVEY S.A. (SUISSE)
APPLE EUROPE
AUXILIAIRE DE CRÉDIT
BENDIX FRANCE
CATERPILLAR FRANCE S.A.
CRÉDIT GÉNÉRAL INDUSTRIEL
CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
CIRSO (URSSAF DU SUD-OUEST)
CAMECA (Groupe THOMSON)
AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION
ÉLECTROLUX
FNMFAE
FORGES D'HAIRONVILLE
GAN-IA
GMF-IARD
HAUT COMMISSARIAT DES RÉFUGIÉS (SUISSE)
LABORATOIRES FOURNIER
MIDLAND BANK
NORTON S.A.
QUAKER FRANCE
SAINT-GOBAIN
SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SURVEILLANCE (SUISSE)
SODIMA
SOLMER
SONY FRANCE
SOPALIN
GROUPE VALÉO
VINCHON-JEANNETTE
YVES ROCHER

et le plus récent : **Le Monde**

DE LA CONFIANCE QU'ELLES LUI ONT MANIFESTÉE OU RENOUVELÉE EN 1987...
... ET SOUHAITE UNE ANNÉE 1988 PROSPÈRE A TOUS SES CLIENTS ACTUELS...
... ET FUTURS

LES PREMIERS ONT QUELQUE CHOSE EN COMMUN

Alsthom... Auchan... Banque Hervet... CBS... Elf-Aquitaine... GMF-Vie... Hachette... Jeumont-Schneider... Lotus... Mobil... Norton... Renault... Snecma... Unimétal et beaucoup d'autres utilisent les progiciels... ou plutôt les **systèmes d'information de Mc CORMACK & DODGE**

Les composantes de la réussite de ces leaders : la stabilité financière, l'innovation technologique, la compétence des hommes. Depuis quatre ans, notre expansion prouve que nous savons conjuguer efficacement ces qualités. Vous faites partie des premiers. Nous sommes votre partenaire. Pour toute information ou pour participer à l'un de nos séminaires, contactez-nous par téléphone au (1) 47-76-44-86 ou par télex au 614061.

McCormack & Dodge France, S.A.
DB membre du groupe Dun & Bradstreet
membre de SYNTEC

Tour Manhattan - Cedex 21
92095 Paris La Défense

Environnement MILLENNIUM
Systèmes de Gestion Financière
Systèmes de Gestion de Production
Sur grands et moyens ordinateurs.

Economie

SOMMAIRE

■ La Bourse de Tokyo a été orientée à la baisse, lundi 11 janvier, l'indice Nikkeï perdant près de 300 yens après la chute enregistrée à Wall Street vendredi *(lire ci-dessous).*

■ A New-York, le système informatique de transmission d'ordres a de nouveau été mis en cause *(lire ci-dessous).*

■ L'Arabie saoudite décide de baisser les prix de son pétrole. Cette décision risque d'entraîner une chute des cours *(lire page 44).*

■ Les pilotes d'Air Inter suspendent leur mouvement de grève les 11 et 12 janvier et assignent en référé leur président. M. Gilbert Gantier, député (UDF) de Paris, les accuse de corporatisme dans un « Point de vue » *(lire page 44).*

La crainte des interventions des banques centrales calme la spéculation sur le dollar

Wall Street s'est une fois de plus révélé le maillon faible de la chaîne ininterrompue des places financières, Tokyo confirmant pour sa part une bonne solidité sous haute surveillance des autorités japonaises. Mais, dans une atmosphère tendue, les opérateurs font le dos rond. La semaine qui s'est ouverte, lundi 11 janvier, s'annonçait irrégulière, *« déplaisante »*, selon un cambiste. Toujours pessimistes sur l'évolution de la conjoncture mondiale, et tout particulièrement américaine, les opérateurs craignent désormais de nouvelles actions de soutien des banques centrales.

Les interventions massives du début de la semaine dernière ont apparemment porté, et il a suffi à la Banque du Japon *de montrer le bout de son nez* à Tokyo pour que le dollar, qui avait commencé par baisser nettement lundi, se redresse et termine la séance à 128,50 yens.

Les marchés européens s'alignaient à leur tour sur cette attitude prudente, et la devise américaine s'échangeait, dans la matinée du 11 janvier, à 128,25 yens, 1,6380 mark, comme vendredi soir à New-York, et 5,5325 FF contre 5,55 FF.

L'expectative générale se poursuivra jusqu'à l'annonce des résultats du commerce extérieur américain, *le vendredi 15 janvier. D'ici là, il faudra que les « petites phrases »* dont les opérateurs sur les marchés sont toujours friands soient d'importance pour influer réellement sur les parités monétaires. La quasi-indifférence aux déclarations du ministre ouest-allemand de l'économie, M. Martin Bangemann, en est la dernière preuve. Lors d'une interview radiodiffusée, le dimanche 10 janvier, M. Bangemann a affirmé qu'il n'existait aucun *« accord secret »* entre la RFA, les Etats-Unis et le Japon pour soutenir le dollar. Si un accord secret a été mis au point, il l'a bel et bien été à sept, confirmait pour sa part un responsable du ministère italien du Trésor. Mais si l'idée d'un nouveau krach boursier entraînant de nouvelles tourmentes monétaires semble écartée, à court terme tout au moins, deux interrogations demeurent : quels filets de sécurité mettre en place *pour éviter de trop violents* à-coups sur les marchés boursiers ?

Combien de temps les banques centrales pourront-elles tenir si chaque nouvelle incertitude ou chaque mouvement de mauvaise humeur des opérateurs les oblige à intervenir à nouveau ?

Tokyo, vacciné, joue l'attentisme

TOKYO
correspondance

Le pire n'est toujours pas sûr. Les Cassandre qui avaient annoncé un *« lundi noir »* à Tokyo, le 11 janvier, après la forte baisse de Wall Street vendredi dernier, en seront pour leurs frais une fois encore. *« Cela s'est passé beaucoup mieux que les gens ne l'avaient prédit »*, indiquait un spécialiste d'une maison de titres étrangère.

L'indice Nikkei a certes reculé de 294,13 yens, terminant la journée à 22 578,43 yens. Le mouvement de hausse entamé la semaine dernière a été interrompu, mais il n'y a pas eu la moindre réaction de panique. Le volume des transactions à la première section du Tokyo Stock Exchange a atteint 380 millions de titres, un chiffre honorable pour un lundi où les échanges sont traditionnellement faibles.

Les investisseurs japonais sont beaucoup mieux préparés aux mauvaises nouvelles venues de l'autre rive du Pacifique, depuis la *« vaccination »* forcée d'octobre dernier. En outre, la bonne tenue du dollar sur le marché des changes a contribué à apaiser les craintes.

La punition sévère infligée aux spéculateurs continue à produire des effets à retardement. La banque du Japon ayant fait courir le bruit chez les courtiers spécialisés qui travaillent pour son compte d'une intervention au niveau de 127,85 yens, elle n'a même guère eu à mettre largement ses menaces à exécution.

Après avoir commencé la journée à 127,90 yens, le billet vert touchait brièvement 127,85 avant d'être l'objet d'opérations d'achat de la part des grandes banques de dépôt japonaises et des banques américaines. La monnaie américaine a terminé la journée sur le marché officiel à 128,50 yens, en repli de 0,95 yen sur son cours de clôture du vendredi 8 janvier. Les fluctuations ont été très faibles et le volume *modeste, à peine plus de 5 milliards* de dollars pour les transactions au comptant.

La semaine devrait être placée sous le signe d'un attentisme prudent. Tokyo n'éprouve pas d'appréhension excessive sur l'évolution immédiate de Wall Street, qui doit pouvoir surmonter son accès de mauvaise humeur de vendredi. *« Honnêtement, je ne prévois pas beaucoup de changement cette semaine »*, indique un courtier. Semaine raccourcie au Japon, qui fête le vendredi 15 janvier, l'entrée de ses adolescents dans le monde des adultes. On verra des kimonos fleuris dans les rues.

Le baromètre principal du climat reste le dollar. *« Il va probablement faiblir dans les jours prochains »*, estime un cambiste qui prévoit des ventes en anticipation d'un mauvais résultat du commerce extérieur américain, dont les résultats de novembre seront connus le 15 janvier au soir, quand la place de Tokyo fera relâche.

BERNARD HAMP.

Les transactions informatisées à nouveau en accusation à Wall Street

NEW-YORK
de notre correspondant

Bien que tout le monde parût inquiet dimanche soir, les Américains semblaient résignés à accepter les résultats de la séance du lundi 11 janvier avec stoïcisme.

« Plus rien ne peut nous surprendre », a affirmé un analyste de Wall Street, qui pense (enfin ?) qu'aucun véritable remède existe pour guérir un marché boursier saisi par la méfiance. Comme le dit le célèbre économiste John Kenneth Galbraith, *« le capitalisme a ses moments de folie, il faut vivre avec... »*

Bien sûr, les experts ne résistent pas au besoin de justifier l'injustifiable, à commencer par la terrible chute de l'indice Dow Jones enregistrée le vendredi 8 janvier (– 140 points).

Si certains incriminent le mauvais temps (une tempête de neige a vidé les bureaux à midi), d'autres, un peu plus sérieux, citent la crainte d'une hausse des taux d'intérêt bancaires, étant donnés, d'une part, la nouvelle faiblesse du dollar et, d'autre part, les signes d'une possible surchauffe, puisque le taux du chômage ne cesse de baisser. De même, certains évoquent l'appréhension que les milieux financiers ressentent devant les tendances au renforcement des contrôles fédéraux sur l'activité des banques et des charges de courtage.

Cependant, avec un peu de recul, la chute de vendredi semble confirmer les conclusions contenues dans le rapport Brady, remis au président Reagan le même jour (*le Monde* daté 10-11 janvier).

En effet, il apparaît déjà que les transactions automatiques opérées à l'aide d'ordinateurs par une poignée de gros investisseurs institutionnels ont été une nouvelle fois à l'origine du brusque déclin de l'ensemble des indicateurs.

L'indépendance du monde des affaires

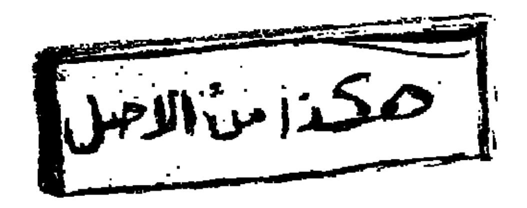
Si le milieu des affaires a réservé un accueil plus que froid au rapport Brady, la séance de vendredi a, indubitablement, confirmé la justesse de certaines analyses faites par les quarante-deux membres de l'équipe de l'ancien sénateur, notamment celles qui concernent le « program trading ».

Le rapport indique que les *ordinateurs des dix plus* importants institutionnels avaient, entre les 19 et 21 octobre derniers vendu un volume global de 20 milliards de dollars en valeurs diverses, représentant théoriquement, une chute de 750 points de l'indice Dow Jones.

Vendredi dernier, ce sont de nouveau des ordres massifs passés en chaîne (signe indubitable de l'application d'un programme informatisé) qui ont décimé les avances des jours précédents. Fidèle à son habitude de nier les évidences, l'imperturbable président du Stock Exchange, M. John Phelan, a estimé dimanche que *« la répétition des noires journées d'octobre n'est pas à craindre pour les jours à venir, car les investisseurs ont appris beaucoup de choses, y compris comment se défendre contre eux-mêmes »*.

Les nombreux commentaires *que le pays a pu entendre* à propos du rapport Brady lors du week-end ont été, dans l'ensemble, négatifs : il est inapplicable, car il remet en cause l'indépendance du monde des affaires. Si tout le monde semble d'accord pour considérer comme périmée la loi Glass-Steagall, votée après l'analyse du krach de 1929, personne ne paraît présenter, pour le moment, une solution de rechange acceptable par la majorité des forces en présence.

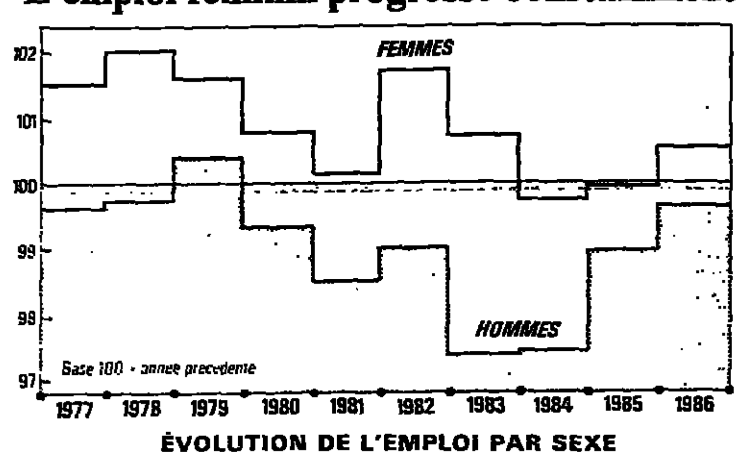
CHARLES LESCAUT.



Économie

SOCIAL

L'emploi féminin progresse constamment



ÉVOLUTION DE L'EMPLOI PAR SEXE

Alors que le niveau de chômage atteint par les femmes est toujours supérieur à celui des hommes, l'évolution de l'emploi, sur dix années, aboutit à la constatation inverse. L'emploi féminin s'est davantage développé que l'emploi masculin. D'un décompte à l'autre, effectué par l'UNEDIC sur la base des cotisations des salariés à l'assurance-chômage, le nombre de femmes au travail est régulièrement en progression. Sauf en 1984, où elles ont perdu 16 298 postes de travail. Au contraire, les emplois occupés par les hommes sont en constante régression, à l'exception d'une année. Il faut en effet remonter à 1979 pour voir augmenter les effectifs salariés masculins (+ 31 193).

Le paradoxe s'explique. De plus en plus nombreuses sont les femmes qui recherchent activement un emploi. Le phénomène est connu, qui explique pour partie la croissance de la population active française. Mais toutes ne trouvent pas du travail en proportion de leur demande, et les inscriptions à l'ANPE augmentent.

Parallèlement, les secteurs traditionnellement masculins connaissent les restructurations ou la crise, comme c'est le cas dans l'industrie et le bâtiment (205 000 emplois perdus en 1984). En revanche, les secteurs d'activité plus féminisés continuent de croitre. Toutefois, l'emploi féminin n'est pas de même nature. On y trouve davantage de travail à temps partiel, de contrats à durée déterminée et d'intérim.

(Source : UNEDIC.)

EN BREF

● **Grève suspendue à Chamalières.** — A l'issue d'une assemblée générale le vendredi 8 janvier, et de l'échec des journées d'action « service par service », les syndicalistes (CGT, CFDT, FO et autonomes) de l'imprimerie de la Banque de France à Chamalières (Puy-de-Dôme) ont décidé de suspendre leur mouvement. Toutefois, ils n'ont pas encore prévu de laisser sortir les camions de billets neufs bloqués depuis le début de la grève, au mois de novembre. M. Jean-Pierre Mignot, le médiateur nommé le 17 décembre par le président du tribunal de grande instance de Paris, doit remettre son rapport mardi 12 janvier.

● **« SOS Emploi » demandera le redressement judiciaire.** — Coupable de deux infractions à la législation, relevées par l'inspection du travail (*le Monde* du 5 décembre), l'association « SOS Emploi » de Nantes (Loire-Atlantique) a déposé son bilan le 10 décembre dernier. Son standard téléphonique (numéro vert) ne répond plus. Son animateur avait fait la grève de la faim et a récemment fait savoir qu'il demanderait à bénéficier des dispositions du redressement judiciaire. Le tribunal des prud'hommes l'a condamné, le 6 janvier, à verser plus de 38 000 F à six personnes licenciées. Une enquête financière est effectuée par la police judiciaire, le dossier ayant été transmis au parquet. .

● **Conflit social entre la CGT et la CFDT.** — Une grève se poursuit depuis le 5 janvier à la maison d'enfants « L'Avenir social » à Orgemont (Essonne) où les négociations ont échoué, le 9 janvier. Le conflit oppose le conseil d'administration d'une association gérée par la CGT à trente-deux éducateurs, syndiqués à la CFDT. Ces derniers reprochent à leurs employeurs de multiplier les pressions et de favoriser l'ambauche de militants cégétistes pour modifier la situation. Deux procédures de licenciement, à l'encontre de l'adjoint au directeur et d'une psychologue, ont été annoncées qui empêchent actuellement toute discussion « sur le fond », disent les grévistes.

● **Licenciement annulé chez Boussac-Saint-Frères.** — Le ministre des affaires sociales et de l'emploi vient d'annuler l'autorisation de licenciement donnée le 31 juillet 1987 pour M. Henri Deroo, syndicaliste CFDT, secrétaire du comité central d'entreprise de Boussac-Saint-Frères. Celle-ci était intervenue dans le cadre de licenciements économiques à l'occasion du transfert de l'usine de filature et de tissage (notamment de lin) de Pérenchies (Nord) à Neuville-en-Ferrain. Délégué au comité d'établissement de Pérenchies, responsable du syndicat d'Armentières-Pérenchies, M. Deroo est membre du bureau régional et du conseil national de la Fédération habillement cuir-textile (Hacuitex) CFDT.

TRANSPORTS

La grève suspendue à Air Inter

La grève des navigants de la compagnie Air Inter est suspendue, le lundi 11 et mardi 12 janvier, et le trafic sera assuré normalement. En effet, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), le Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) ont préféré assigner le président d'Air Inter devant le tribunal des référés d'Evry (Essonne) *pour non-respect des dispositions légales en matière* de préavis de grève. Le mouvement de grève pourrait être déclenché du mercredi 13 au vendredi 15 janvier, comme les syndicats en avaient l'intention pour obtenir que les futurs Airbus A-320, conçus pour être conduits par deux navigants, soient pilotés par des équipages de trois personnes.

M. Gilbert Gantier, député de Paris, dénonce cette attitude conservatrice dans le point de vue qu'on lira ci-dessous.

POINT DE VUE

Pilotes d'avion ou cochers de fiacre ?

par GILBERT GANTIER
député de Paris (UDF),
vice-président
de la commission des finances
de l'Assemblée nationale,
rapporteur spécial
du budget de l'aviation civile.

AU moment où menace la douzième grève des pilotes d'Air Inter en moins d'un an, au moment où l'une des chaînes nationales de télévision donne longuement la parole, dans son journal de 20 heures, à l'un des représentants syndicaux qui anime le mouvement, je pense, puisqu'il s'agit d'argent, que le rapporteur spécial du budget de l'aviation civile à la commission des finances de l'Assemblée nationale ne ferait pas son devoir s'il ne disait pas ce qu'il pense de cette mascarade.

Dans le rapport que j'ai présenté en séance publique le 4 novembre dernier, j'avais écrit : *« Certaines grèves irresponsables, comme celle motivée par le refus du pilotage à deux des Airbus A-320, laissent (...) mal augurer de l'avenir de notre transport aérien... S'agissant d'Air Inter, cette grève est d'autant plus surréaliste qu'elle a été menée par des pilotes qui sont probablement parmi les mieux payés du monde et qui ont pour tâche d'assurer la desserte de quelques-unes des lignes les plus courtes actuellement en service. »*

Aucune contradiction n'a été apportée, sur quelque banc que ce soit, à cette affirmation dont je ne retire pas un mot. J'ajoute même que, par suite d'aberrations passées de la direction d'Air Inter, le pilote qui nous a raconté par le truchement du petit écran des histoires à faire froid dans le dos sur les dangers imaginaires du « pilotage à deux » est mieux rémunéré lorsqu'il exerce ses activités syndicales que lorsqu'il tient un manche à balai.

Je ne suis certes pas un technicien. Mais j'en ai consulté un grand nombre dont les compétences valent bien celles des responsables syndicaux d'Air Inter. J'en ai rencontré à Toulouse, où s'effectue le montage final de l'Airbus, mais aussi à Seattle, dans les usines de la puissante Boeing Corporation, où j'ai visité l'été dernier la chaîne de production du futur 747-400, fabuleux vaisseau de cette fin de siècle dont les plus prestigieuses compagnies du monde attendent avec impatience les premières livraisons. Et qui, bien entendu, se pilotera « à deux », comme tous les nouveaux avions civils désormais...

Il est donc plus que temps de tordre le cou à cet affreux canard du « danger du pilotage à deux de l'Airbus A-320 » qui n'est avancé que par des privilégiés aussi âpres à défendre leurs intérêts catégoriels que les « pilotes » — quelle coïncidence ! — du canal de Suez, qui affirmaient, en 1956, que les Egyptiens ne sauraient jamais atteindre leur exceptionnel niveau de compétence !

Il est plus que temps de rappeler que si les charges salariales ne représentent que le cinquième du compte d'exploitation à Singapore Airlines et le quart à British Airways, elles dépassent le tiers dans les compagnies françaises, et que ce lourd handicap risque de tuer nos compagnies aériennes si elles ne réalisent pas rapidement d'énormes progrès de productivité.

Il est plus que temps de dénoncer une campagne d'intoxication qui finirait, s'il n'y était mis bon ordre, par nuire à l'image même de l'Airbus A-320, appareil d'avant-garde qui honore la construction aéronautique européenne, et spécialement française.

Si les pilotes d'Air Inter avaient été cochers de fiacre en 1900, c'est en fiacres — et non pas en taxis Renault — que Gallieni aurait dû transporter nos soldats sur la Marne... Et nous aurions perdu la guerre dès septembre 1914.

La Compagnie générale maritime réorganise sa stratégie dans le Pacifique

Le groupe public de la Compagnie générale maritime (CGM), qui est le principal armement français, modifie sa stratégie et réorganise la desserte des lignes dans le Pacifique, entre l'Europe, la Nouvelle-Calédonie et Tahiti d'une part, l'Australie et la Nouvelle-Zélande d'autre part.

Après avoir obtenu l'accord de principe des autorités de tutelle, la Compagnie, que dirigent MM. Claude Abraham et Jacques Ribière, va racheter à la Transatlantic suédoise la ligne que cette dernière exploite entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie et la côte ouest des Etats-Unis. Seront rachetés aussi les trois navires qui sont actuellement en service.

Dans cette opération d'acquisition — plus de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires, une quarantaine de navires en propriété — est associée à égalité avec la société française Sofrana, solidement installée dans le Pacifique et dans le capital de laquelle le groupe Delmas-Vieljeux, un autre armement français prestigieux, a pris récemment une participation importante. Si toutes les autorisations des gouvernements concernés et des partenaires commerciaux sont obtenues, l'accord prendrait effet le 31 mars au plus tard.

L'exploitation de ce tronçon Australie-côte ouest des Etats-Unis (sur lequel les navires transportent du bois, de la laine, de la viande, des pâtes à papier et des conteneurs) permettrait à la CGM non seulement d'étendre son fonds de commerce dans une zone en forte expansion économique mais aussi d'organiser entre l'Europe et la Californie, *via* Nouméa, Papeete et l'Australie, une sorte de ligne autour du monde (1).

La CGM envisage de faire « riper » les trois navires de la Transatlantic suédoise sur la ligne Europe-Tahiti qu'elle exploite en propre au sein d'une conférence d'amateurs mais où la concurrence est exacerbée et où elle perd de l'argent. Ces navires seraient placés sous pavillon français et remplaceraient quatre autres cargos français qui font aujourd'hui le trafic. Soit pour la CGM une économie d'un navire ainsi que des marins et officiers y afférents. Quant à la ligne Australie-Californie, elle serait alors exploitée avec des navires étrangers affrétés.

Une stratégie qui, commercialement, ne peut qu'être applaudie d'autant qu'elle illustre une coopération intelligente et une diversification entre deux grands armateurs français. Mais sur le plan social, par combien de pertes d'emplois se traduira-t-elle ? Et combien coûtera-t-elle à la CGM dont les finances sont loin d'êtres florissantes ?

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) La CGM est en effet présente aussi entre l'Europe et la côte est-américaine au sein du consortium Atlantic Conteners Lines (ACL).

ÉNERGIE

L'Arabie saoudite ouvre la voie à une baisse des prix du pétrole

(Suite de la première page.)

Les quatre compagnies continuent d'enlever les volumes prévus et le facturent au prix officiel, mais ne payent de fait qu'un prix en ligne avec le marché, sous réserve d'un ajustement ultérieur dont la date n'est pas précisée. Ce faisant, l'Arabie saoudite se borne à suivre l'exemple d'une majorité de pays membres de l'OPEP, qui, l'Iran en tête, sont contraints pour écouler leur brut de pratiquer des rabais de fait par rapport aux prix officiels, supérieurs depuis le début du mois de décembre de 2 à 3 dollars au cours du marché.

Mais l'Arabie saoudite, premier producteur du cartel et principal exportateur mondial, a un poids que n'ont pas ses partenaires. Traditionnel garant de la discipline au sein des treize pays, le royaume reste, et de loin, bien qu'il s'en défende, le gardien des prix mondiaux du pétrole, dont les décisions, aussitôt imitées, ont un *impact* majeur sur le marché pétrolier.

Depuis le semi-échec de la conférence de l'OPEP à Vienne, le 14 décembre dernier, le marché, hésitant, guettait sa conduite. Le fragile accord conclu entre les treize pays n'avait en effet, compte tenu des perspectives du marché, qu'une seule chance de parvenir à stabiliser les cours : si l'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe acceptaient de laisser chuter leur production pour rééquilibrer le marché, en appliquant, quoi qu'il leur en coûte, les prix officiels, quitte à laisser les acheteurs se détourner momentanément. La déclaration du Conseil de coopération du Golfe, réaffirmant au début de janvier son attachement à la défense du prix officiel de 18 dollars, avait momentanément rassuré les opérateurs.

Le changement de politique commerciale de Ryad devrait ruiner cet espoir. En concluant des arrangements spéciaux avec ses principaux clients, le royaume montre qu'il est désormais avant tout décidé à défendre sa part du marché, quelles qu'en soient les conséquences sur les prix mondiaux. *« Nous sommes un pays comme les autres »*, ont répété à plusieurs reprises les dirigeants saoudiens depuis l'automne, assurant qu'ils ne respecteraient les accords et la discipline du cartel qu'autant que leurs partenaires le feraient.

En appliquant, comme les autres, des rabais pour maintenir son rythme d'extraction, l'Arabie saoudite met donc ses avertissements *en pratique*. Comme elle l'avait fait en 1985...

VÉRONIQUE MAURUS.

REPÈRES

Chômage

Augmentation en RFA...

Le nombre des chômeurs en RFA a augmenté de 175 200 en décembre par rapport à novembre, en données brutes, portant le total des personnes sans emploi à 2 308 200. Cette hausse de 8,2 % du chômage est essentiellement due à des facteurs saisonniers, précise l'office fédéral du travail. Toutefois, par rapport à décembre 1986, 90 000 personnes supplémentaires sont sans emploi (+ 4 %). Le taux de chômage calculé sur l'ensemble de la population active est ainsi passé à 8,2 % en décembre, contre 7,5 % le mois précédent. Le taux de chômage par rapport à la population active salariée — le taux le plus couramment utilisé en RFA — a atteint pour sa part 9,2 % en décembre, contre 8,5 % en novembre et 8,9 % un an auparavant.

... baisse aux Etats-Unis

Le taux de chômage aux Etats-Unis a diminué en décembre pour revenir à 5,8 % de la population active, son plus bas niveau depuis juillet 1979. En novembre, le taux de chômage était de 5,9 %. Selon le département du travail, quelque 3 millions d'emplois ont été créés en 1987 et, pour le seul mois de décembre, deux cent trente-cinq mille personnes ont trouvé un emploi.

Tourisme en France

Un solde positif en recul

Le solde positif de la balance touristique française a diminué, en 1987, revenant de 31,5 milliards de francs en 1985 et 22 milliards de francs en 1986 à une somme comprise entre 18 milliards et 20 milliards de francs, a annoncé M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme. Celui-ci a précisé que ce solde continuerait à baisser dans les années à venir car les Français se rendent de plus en plus à l'étranger.

Consommation

Haut niveau en France malgré le recul de novembre

La consommation des ménages en produits manufacturés a, selon l'indice INSEE, reculé de 3,5 % en novembre (— 1,5 % si l'on exclut l'automobile). Mais, en octobre, s'était produite une très forte poussée d'achats (+ 7 % en un mois). Le recul de novembre, qui a touché presque tous les secteurs, mais surtout l'automobile, laisse cependant la consommation à un niveau supérieur à la moyenne des trois mois précédents.

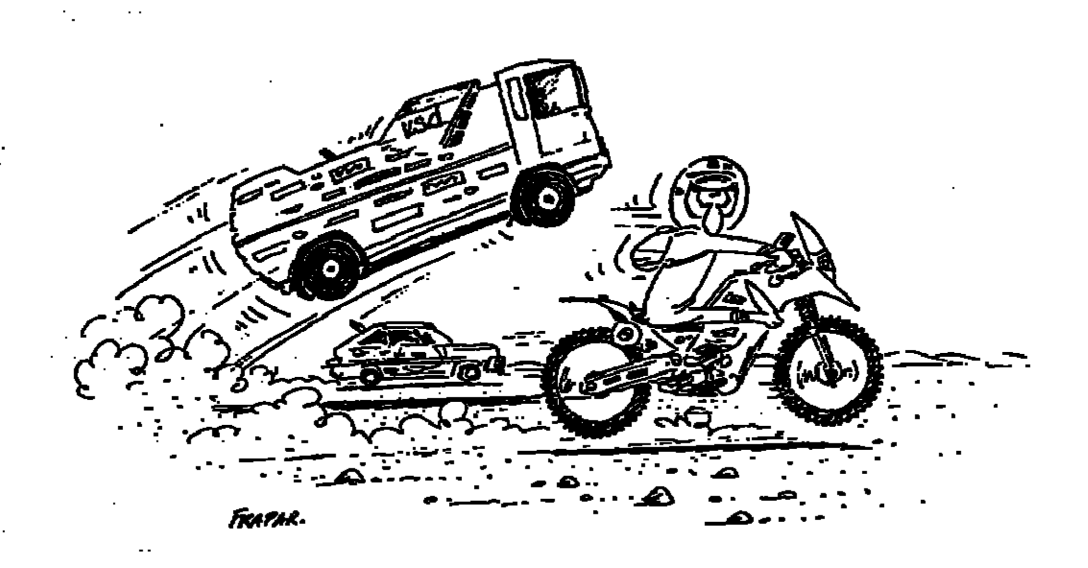
L'électronique grand public est orientée à la hausse, tandis que l'électroménager est en recul marqué.

Marché automobile japonais

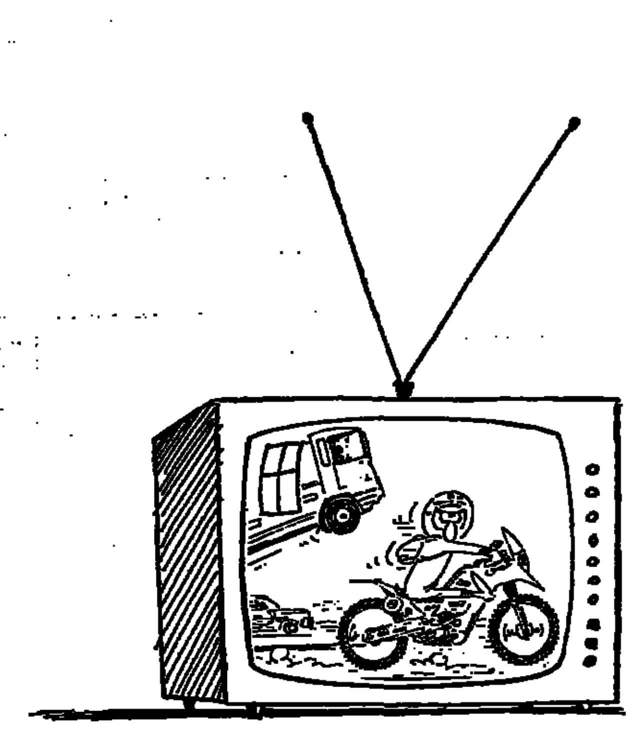
importations en hausse de 43 %

Les importations d'automobiles au Japon ont augmenté de 43 % en 1987, pour atteindre le chiffre de 97 750 unités, grâce à la hausse du yen et aux mesures gouvernementales de libéralisation. Les marques les plus vendues restent les allemandes : Volkswagen (23 740 voitures, + 47,8 %) ; BMW (21 015 voitures, + 37,6 %) ; Mercedes-Benz (18 749 unités, + 35,7 %) ; Audi (6 771 unités, + 67,9 %). Cette meilleure pénétration des automobiles étrangères doit être relativisée et comparée au record de ventes de véhicules neufs enregistré l'année dernière sur le marché nippon, soit 6 018 400 unités (voitures, poids lourds et cars) et + 5,4 %.

ÉNERGIE



UNE STATION TERRIENNE, UN AVION, UN SATELLITE ET TOUT LE SAVOIR-FAIRE ALCATEL.

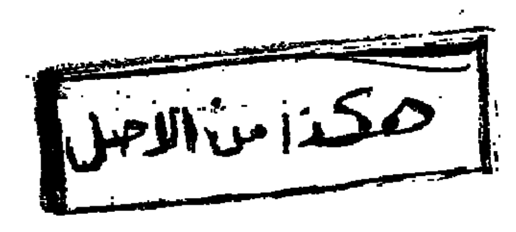


ALCATEL

1986 - 1987 - 1988, Alcatel assure la retransmission intégrale des images du Paris-Dakar, en association avec le ministère de la Défense - SIRPA, et avec



Siquier Courcelle et associés





Marchés financiers

Une opération « pointue » de PSA

Le groupe PSA vient de réaliser une opération financière qui constitue une première en France, bien qu'elle soit déjà pratiquée aux Etats-Unis sous le nom d'« insubstance defeasance ». Cette opération, effectuée dans le cadre du programme de réduction de sa dette par PSA (27 milliards de francs maintenant contre 30,5 milliards fin 1986 et 33 milliards en 1984) porte sur un emprunt obligataire de 1 milliard de francs, émis en 1983 à 11,50 % et remboursable en totalité en octobre 1991.

PSA pouvait le rembourser en France par offre publique de rachat, mais cette procédure est coûteuse en frais et elle est aléatoire : on ne réussit jamais à récupérer tous les titres. Le groupe automobile a préféré confier à une société étrangère (américaine) spécialement constituée à cet effet (trust) le soin d'assurer le service et le remboursement de l'emprunt qui sort ainsi de son bilan, PSA restant toutefois responsable de l'exécution des engagements.

A cet effet, Peugeot transfère de manière irrévocable à ce trust un portefeuille de titres émis ou garantis par l'Etat et composé de manière à ce que les flux d'intérêts et de remboursement de capital auquel il donne lieu soient rigoureusement identiques à ceux de la dette choisie.

Réalisée avec le concours de la Banque Morgan, sur une idée des réviseurs internationaux de PSA, cette opération permet de sortir plus commodément une dette du bilan, avec le même effet et les mêmes conséquences comptables qu'un remboursement « sec ». Une telle initiative pourrait être imitée par d'autres grands groupes français.

F. R.

Les privatisations ont rapporté 66,7 milliards de francs à l'Etat en 1987

Le montant des recettes tirées, en 1987, des opérations de privatisation réalisées par l'Etat a totalisé 66,7 milliards de francs, a annoncé, le dimanche 10 janvier, le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation. Cette somme porte à 70,8 milliards de francs les recettes globales de la privatisation pour les deux années 1986-1987 arrêtées au 29 décembre dernier.

Le gouvernement aura privilégié le désendettement de l'Etat grâce à ces rentrées : 45,9 milliards de francs ont été consacrés à cet objectif à raison de 40,6 milliards pour la dette ordinaire et de 5,3 milliards au titre de la dette issue des nationalisations. Les 20,8 milliards restants (soit 29 %) ont été affectés à des dotations en capital des entreprises publiques.

Parmi celles qui ont été d'ores et déjà versées (12,8 milliards de francs) figurent les 4,3 milliards versés à l'occasion d'augmentations de capital lors des privatisations de la CGE, Suez et Sogenal. Figurent également à ce titre Cdf Chimie pour 3 milliards, la sidérurgie pour 3,7 milliards, la SNCF pour 1,4 milliard. Les prochaines dotations (8 milliards de francs) seront réparties entre Renault (1,8 milliard), la SNCF (1,7 milliard), les autoroutes (700 millions).

Pour l'ensemble de 1987, le ministre des finances a signé, le 29 décembre, un arrêté majorant de 5,264 milliards de francs les précédentes évaluations de recette du compte de privatisation. Ce supplément de recette a été affecté à hauteur de 1,954 milliard à la Caisse d'amortissement de la dette publique (ADEP), déjà créditée de 7,5 milliards le 11 décembre.

Dette extérieure : 382,1 milliards de francs

La dette extérieure brute de la France à moyen et à long terme atteignait, au 30 septembre dernier, 382,1 milliards de francs, soit une réduction de 9,5 milliards de francs par rapport au 30 juin 1987 et de 37,5 milliards de francs en un an.

Le ministère de l'économie et des finances, qui fournit ces chiffres, précise qu'ils ont été calculés sur la base d'un dollar à 6,12 F et que, en devises, la dette extérieure représente 62,5 milliards de dollars.

Les créances de la France sur les pays étrangers atteignaient fin septembre 324,6 milliards de francs et l'endettement net (endettement brut moins créances) 57,5 milliards de francs. Mais ce chiffre n'est pas très significatif puisque beaucoup de pays débiteurs du tiers-monde sont peu solvables. Un peu plus du tiers de la dette extérieure de la France est libellée en dollars (34,6 % exactement), le reste étant libellé en DM (10,6 %), en ECU (12,1 %), en yens (10,5 %) et en francs suisses (6,9 %).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986

	31 déc.	8 jan.*
Valeurs franç. à rev. variable	73,1	101,7*
Valeurs industrielles	78	102,6*
Valeurs étrangères	92,2	108,4*
Pétroles-Energie	74,1	104,5*
Chimie	71	102,4*
Métallurgie, mécanique	76,5	102,6*
Electricité, électronique	84,6	101,0*
Bâtiment et matériaux	88,7	103,1*
Ind. de consommat. non alim.	79	102,7*
Agro-alimentaire	85,2	103,1*
Distribution	70,5	99,8*
Transports, loisirs, services	72,1	102,0*
Assurances	59,5	97,7*
Crédit banque	58,5	100,3*
Sicomi	79,3	101,3*
Immobilier et foncier	88,4	98,0*
Investissement et portefeuille	60,7	101,8*
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	96,8	96,3*
Emprunts d'Etat	97,7	100,0*
Emprunts garantis et assimilés	96,5	93,7*
Sociétés	95,7	101,1*
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.		2 460,3
Valeurs étrangères		3 331,1
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	353,58	
Valeurs étrangères	450,58	
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	115,48	
Emprunt d'Etat	113,03	
Emprunts garantis et assimilés	116,99	
Sociétés	118,46	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	280,7	286,1
Produits de base	182,7	190,4
Construction	316,2	324,5
Biens d'équipement	200	201,8
Biens de consom. durables	385,2	394,2
Biens de consom. non durables	381	388,5
Biens de consom. alimentaires	340,8	353
Services	276,8	278,2
Sociétés financières	343,7	348,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	290,3	299,8
Valeurs industrielles	268,4	275,7
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	226,1	231,5

* Base 100 31 décembre 1987.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 31 déc.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	401 057
dont : Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	95 016
ECU	64 362
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 330
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	45 684
dont : Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	321 606
dont : Effets escomptés	61 000
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	73 660
5) DIVERS	11 411
Total	853 420

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	228 544
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	21 653
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	139 387
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	111 716
dont : Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	58 501
5) ECU A LIVRER AU FECOM	77 449
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	259 363
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	12 099
Total	853 420

Toronto

Augmentation de 57 % du volume des transactions

Les transactions effectuées à la Bourse de Toronto ont franchi le cap des 100 milliards de dollars canadiens (environ 430 milliards de francs) en 1987, soit une augmentation de 57 % par rapport à l'année précédente.

Sur le plan de la valeur, Toronto a ainsi réussi à accroître, en 1987, sa part du marché canadien, passée à 77,3 % (contre 75,3 % en 1986), principalement au détriment de Montréal, qui a vu la sienne réduite de 18,9 % à 16,9 % (22 milliards de dollars en 1987, soit 95 milliards de francs).

En volume, la Bourse de Montréal a toutefois accru sa part, passée de 11 % à 13,5 % (2 milliards d'actions échangées), en grignotant celle de la Bourse de Vancouver (de 35 % à 32 %, 4,7 milliards d'actions). Toronto a maintenu sa position à 50 % (7 milliards d'actions).

Du 31 décembre 1986 au 31 décembre 1987, l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto a gagné 93,87 points (hausse de 3,06 %) pour finir à 3 160,05. L'indice XXM de la Bourse de Montréal a gagné 51,31 points (augmentation de 3,35 %) pour terminer à 1 584,77.

TOKYO, 11 janvier ⬇

Baisse de 1,3 %

Le marché des changes et la Bourse de Tokyo n'ont finalement pas trop mal réagi à la chute impressionnante de Wall Street vendredi, où le Dow Jones a perdu 6,8 %. L'indice Nikkeï cédait 220,76 yens dans les quinze premières minutes de la séance et descendait jusqu'à 287,73 yens une heure après l'ouverture. Après une légère reprise en fin de matinée, il terminait la séance sur une baisse de 294,13 yens et clôturait à 22 578,43. Ce recul de 1,3 % s'est effectué dans un marché peu actif. Les investisseurs institutionnels, tout en gardant leur sang-froid, ont adopté une position d'attente.

La prudence reste de rigueur d'autant que vendredi seront publiés les résultats du commerce américain de novembre, qui pèseront sur l'évolution du dollar. La monnaie américaine ne perdait que 0,95 yen, grâce à l'intervention de la Banque du Japon, et elle s'inscrivait à 128,50 yens.

VALEURS	Cours du 8 janv.	Cours du 11 jan.
Akaï	437	455
Bridgestone	1 220	1 220
Canon	995	963
Fuji Bank	3 050	3 010
Honda Motors	1 370	1 330
Matsushita Electric	2 300	2 240
Mitsubishi Heavy	546	533
Sony Corp.	5 000	4 870
Toyota Motors	1 880	1 830

FAITS ET RÉSULTATS

• **Le Koweït ne contrôlera pas BP.** – Le Koweït n'a pas l'intention de prendre le contrôle de BP, a indiqué, vendredi 8 janvier, le Trésor britannique, en réponse aux inquiétudes manifestées dans les milieux boursiers sur une éventuelle tentative de prise de contrôle de la première compagnie pétrolière britannique. L'office koweïtien d'investissement (KIO) a, en effet, acquis en Bourse 18,35 % du capital de la compagnie depuis sa privatisation en octobre. Mais, selon le Trésor, les autorités koweïtiennes ont assuré le gouvernement britannique, avant Noël, qu'elles « *n'avaient pas l'ambition de prendre le contrôle de BP ni ne souhaitaient y exercer un rôle de décision, et que la prise de participation de l'Office d'investissement du Koweït dans la compagnie avait été effectuée dans l'optique d'un investissement à long terme* ».

• **Arco détient 22,93 % de Britoil.** – La compagnie américaine Arco (Atlantic Richfield) a acheté, la semaine dernière, 3,5 millions de titres supplémentaires de Britoil, portant ainsi à 22,93 % sa participation dans le quatrième producteur de pétrole de mer du Nord. Mais Britoil est à la fois convoité par BP et par Arco. Ainsi depuis la mi-décembre, la firme est l'objet d'une offre de rachat total de 2,27 milliards de livres par British Petroleum. Cette dernière a maintenu sa proposition, malgré l'opposition du gouvernement britannique. Arco, pour sa part, souhaite acquérir à terme 49,9 % de Britoil et pourrait éventuellement lancer une offre publique d'achat.

• **Singapour : progression de 145 % de l'activité sur le Simex.** – Le Simex, marché à terme d'instruments financiers de Singapour, a annoncé une activité record pour l'année 1987, de 2 141 983 contrats, en hausse de 145 %. Déjà en 1986, l'activité avait augmenté de 62 % en volume par rapport à 1985. Les principaux contrats échangés ont été ceux à terme sur les euro-dollars et l'indice Nikkeï de la Bourse de Tokyo. Les contrats sur l'euro-dollars ont atteint 1 519 630, en hausse de 230 %. L'activité sur l'indice Nikkeï a porté sur 363 439 contrats. Mis sur pied en 1984 le Simex concerne actuellement des transactions à terme sur l'or, les taux d'intérêt (Euro-dollar à quatre-vingt-dix jours et bons à trente ans du Trésor américain), les monnaies (yen et deutschemark) et l'indice de la Bourse de Tokyo.

• **Suppressions d'emplois chez Merrill Lynch à Londres.** – La maison de courtage américaine Merrill Lynch va supprimer jusqu'à 180 emplois dans la City. Cette restructuration est liée à la suppression prévue de 10 % des effectifs de la firme en un mois dans le monde. Elle affectera plusieurs départements des opérations de la société dans la City. Déjà, à la fin de l'année 1987, plusieurs grandes banques américaines avaient annoncé des décisions similaires dans le cadre de projet de restructuration visant à compresser leurs coûts : Salomon Bothers a supprimé 150 emplois à Londres, Shearson Lehman (groupe American Express) 150 également, soit près de 11 % de ses effectifs londoniens, et la Chemical Bank supprimait 170 emplois, soit 18 % de son personnel dans la City.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	720	....	Metallurg. Minière	113	117 40
Alain Manoukian	202	201	Micrologie Internat.	278	278
Amault & Associés	375	375	Microservice	123	120
Asystel	261	261	M.N.E.M.	480	485
B.A.C.	460	445	Molex	195	190
B. Demachy & Assoc.	399 40	392	Navale-Delmas	550	550
B.I.C.M.	676	690	Olivetti-Logabax	180	180
B.I.P.	411	412	Om. Gest.Fin.	300	300
Bolloré Technologies	695	704	Petit Bateau	125	130
Buttoni	620	645	Petroligaz	316 80	304
Câbles de Lyon	930	940	Pier Import	180	172 80
Calberson	566	580	Poubourg (C. In. & Fin.)	100	100 20
Canal Plus	359	364	Razel	750	729
Cardif	1000	1020	St-Gobain Emballage	958	980
C.D.M.E.	788	800	St-Honoré Matignon	123	123
C. Equip. Elect.	299 50	....	S.C.G.P.M.	123 50	132 50 d
C.E.G.I.D.	562	560	Segin	265	275
C.E.G.E.P.	148 30	148 30	Serre-Mater	403	419
C.E.P.-Communication	890	870	S.E.P.	800	798
C.G.I. Informatique	459	477 40	S.E.P.R.	935	960
Ciments d'Origny	390	395 20	Sigos	861	890
C.N.I.M.	255	250	S.M.T.Goupil	202 80	205
Concept	214	215	Sodinforg	630	650
Conforama	440	447	Sofibus	395	....
Dafsa	180	153 60	Sopra	265	254 40
Dauphin O.T.A.	2720	2720	TF 1	175	177
Devanlay	1250	1280	Union Financ. de Fr.	389	404 60
Deville	749	720	Valeurs de France	309	310
Drouot-Ob. convert.	....	....			
Editions Belfond	122	117 10			
Elect. S. Dassault	388	388			
Elysées Investiss.	15 50	15			
Expand	420	403			
Filipacchi	345	331 20			
Guintoli	625	621			
Guy Degrenne	790	800			
I.C.C.	233	240			
IDIA	135	146			
I.G.F.	92 20	90			
IN2	109	104 50			
Int. Metal Service	186	189			
La Commande Electro.	227	236			
Le gd livre du mois	155	161 20 d			
Loca Investissement	247	247			
Locamic	168	188			
Manutan	235	250			
Marlin Immobilier	277	278			

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 8-01-88 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Lafarge Cop.	1200	141	210	–	–	100	155	–	–
Paribas	320	29	41	–	–	31	40	–	–
Peugeot	920	135	175	–	–	85	120	–	–
Thomson-CSF	168	10,50	–	–	–	34	–	–	–
Elf-Aquitaine	280	15	24	–	–	40	–	–	–
Midi	1100	121	185	–	–	–	160	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 janv. 1988

Nombre de contrats : 49 594

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	98,10	97,05	96,60	96,50
Précédent	98,15	97,10	96,50	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,5225 F ⬇

Après quatre jours de hausse, le dollar a clôturé, lundi 11, à 128,50 yens sur le marché de Tokyo, en baisse de 0,95 yen par rapport à vendredi. A Paris, le billet vert était également en baisse à 5,5225 F, contre 5,5770 F au fixing de vendredi et 5,5795 F à la clôture des échanges interbancaires le même jour.

FRANCFORT	8 janv.	11 jan.
Dollar (en DM)	1,654	1,6360
TOKYO	8 janv.	11 jan.
Dollar (en yens)	129,45	128,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (11 jan.)	7 15/16-8 1/16 %
New-York (8 janv.)	6 13/16-6 7/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	7 janv.	8 janv.
Valeurs françaises	100,9	101,2
Valeurs étrangères	107,3	108,1
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	285,5	286,1

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	6 janv.	7 janv.
Industrielles	2 051,89	1 911,31

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	6 janv.	7 janv.
Industrielles	1 434,5	1 424,50
Mines d'or	312,5	308,60
Fonds d'Etat	87,82	87,38

TOKYO

	8 janv.	11 jan.
Nikkeï Dow Jones	22 872,25	22 578,43
Indice général	1 818,43	1 795,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,5370	5,5400	+ 42	+ 58	+ 90	+ 115	+ 325	+ 405
$ can.	4,2955	4,3015	– 40	– 15	– 65	– 25	– 65	+ 30
Yen (100)	4,3157	4,3214	+ 155	+ 180	+ 295	+ 335	+ 935	+ 1 025
DM	3,3772	3,3811	+ 137	+ 158	+ 267	+ 293	+ 853	+ 926
Florin	3,0060	3,0090	+ 100	+ 115	+ 190	+ 210	+ 620	+ 675
FB (100)	16,1334	16,1516	+ 280	+ 265	+ 485	+ 535	+ 1 445	+ 1 920
FS	4,1367	4,1421	+ 221	+ 243	+ 385	+ 414	+ 1 151	+ 1 241
L (1 000)	4,5910	4,5975	– 110	– 70	– 210	– 145	– 575	– 460
£	10,0745	10,0855	– 73	– 28	– 141	– 74	– 278	– 100

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 5/8	6 7/8	6 15/16	6 11/16	7 1/16	7 3/16	7 3/8	7 1/2
DM	2 7/8	3 1/8	3 3/16	3 5/16	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Florin	4 1/8	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 5/16	4 7/16	4 1/2	4 5/8
F.B. (100)	6 1/2	7	6 7/16	6 3/4	6 7/16	6 3/4	6 9/16	6 15/16
F.S.	0 1/2	1	2 1/16	2 3/16	2 1/2	2 5/8	3	3 1/8
L (1 000)	9 1/4	10 1/4	10	10 1/2	10 1/4	10 5/8	11	11 3/8
£	8 1/8	8 3/8	8 11/16	8 13/16	8 7/8	9	9 5/16	9 7/16
F. franç.	7 7/8	8 3/8	8 3/16	8 7/16	8 5/16	8 9/16	8 7/8	9

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la Place.

Marchés financiers

BOURSE DU 8 JANVIER

Cours relevés à 17 h 35

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1805	4,5 % 1973	1759	1765	1765	+ 0 34
4128	C.N.E. 3%	4040	4040	4040	....
1053	B.N.P. T.P.	1011	1012	1012	+ 0 10
1030	C.C.F. T.P.	1011	1011	1011	....
1038	Créd. Lyon. T.P.	1033	1039	1039	+ 0 58
1200	Renault T.P.	1258	1262	1261	+ 0 24
1725	Rhône-Poul. T.P.	1680	1685	1685	+ 0 30
1220	St-Gobain T.P.	1273	1280	1280	+ 0 55
1150	Thomson T.P.	1138	1138	1145	+ 0 62
320	Accor	323 80	325 10	326 50	+ 0 83
415	Agence Havas	417	409	409	– 1 92
520	Air Liquide	501	503	502	+ 0 20
2000	Alcatel	1970	1999	2000	+ 1 52
1280	Als. Superm.	1280	1280	1280	....
230	A.L.S.P.I.	210	207	211 10	+ 0 52
255	Alsthom ★	232 10	240	240	+ 3 40
1520	Arjom. Prioux	1495	1525	1515	+ 1 34
330	Ausedat-Rey	326	322	322	– 1 23
760	Aux. Entrepr. ★	800	802	812	+ 1 50
705	Av. Dassault ★	718	695	693	– 3 62
280	BAFIP	301	306	307	+ 1 99
290	Bail-Equipem. ★	275	280	278	+ 1 09
940	Bail Investis.	990	969	990	....
280	B.N.P. C.I.	245 10	241	242	– 1 26
360	Cie Bancaire ★	358 20	360 10	356	– 0 61
240	Bazar H.-V.	284	287	289	+ 1 76
340	Béghin-Say ★	310	310	305	– 1 61
610	Berger (Mo)	580	580	580	....
495	Bic ★	510	508	508	– 0 39
725	B.I.S.	735	745	770	+ 4 82
2210	Bongrain S.A.	2050	2095	2095	+ 2 20
935	Bouygues	924	931	930	+ 0 65
63	B.P. France ★	62	62 50	61	– 1 61
4380	B.S.N.	4375	4405	4370	– 0 11
1480	Cap Gem. S. ★	1390	1408	1420	+ 2 16
1140	Carnaud	1112	1099	1099	– 1 17
2480	Carrefour ★	2435	2441	2440	+ 0 21
117	Casino	126 50	123 10	126 40	– 0 08
100	Casino A.D.P.	99 50	98	100	+ 0 50
....	C.C.M.C.	990	970	970	– 1 02
630	Cetelem	635	638	642	+ 1 10
510	Cerus	490	484	484	– 1 22
1250	C.F.A.O.	1230	1246	1240	+ 0 81
220	C.G.E.	216 50	215	215	– 0 69
775	C.G.I.P. ★	780	770	780	....
750	Chargeurs S.A.	711	705	705	– 0 84
885	Ciments franç. ★	867	866	856	– 1 27
360	Club Méditerr. ★	356 50	362	364	+ 2 10
160	Codetel ★	160 90	161	160 80	– 0 06
325	Cofimeg	332 20	332 20	330 60	– 0 48
1780	Coles	1820	1820	1820	....
200	Compt. Entrepr.	210	212	209 20	– 0 38
510	Compt. Mod. ★	523	523	534	+ 2 10
920	Créd. Foncier	871	872	872	+ 0 11
380	Crédit F. Imm.	375	376 50	376 50	+ 0 40
107	C.C.F.	107 20	107	107	– 0 19
510	Créd. Lyon. (CI)	515	518	518	+ 0 58
810	Crédit Nat. ★	659	654	645	– 2 12
140	Crouzet ★	130	131 50	128 50	– 1 15
2050	Damart S.A.	2198	2188	2199	+ 0 05
315	Darty ★	315	317 50	309	– 1 90
245	Darty (DP)	244	249	250	+ 2 46
1470	De Dietrich	1410	1402	1424	+ 0 99
210	Dév. R.N.C. (Li)	215 50	216	216	+ 0 23
445	D.M.C.	438	440	435	– 0 68
285	Drouot Assur.	275	274 90	274	– 0 36
1340	Docks France ★	1310	1300	1305	– 0 38
540	Dumez ★	503	510	514	+ 2 19
1090	Eaux (Gén.)	1065	1075	1060	– 0 47
935	Ecco ★	1062	1086	1095	+ 3 11
850	Electrofinancière	630	635	638	+ 1 27
210	Elf-Aquitaine	240 50	245	252 50	+ 4 99
195	— (certific.)	217	230 80	231	+ 6 45
445	Epeda-B-Faure	437	442	444	+ 1 60
1980	Essilor	2190	2170	2156	– 1 55
1400	Essilor Int. (DP)	1460	1460	1460	....
280	Esso S.A.F. ★	285	287	285	....
1190	Eurafrance	1280	1280	1288	+ 0 63
310	Eurocom ★	764	760	775	+ 1 44
2850	Euromarché	2630	2580	2583	– 1 79
420	Europe n° 1 ★	415	418	412	– 0 72
25	Eurotunnel	25 15	25	25	– 0 60
930	Exor ★	914	915	935	+ 2 30
435	Facom	430	431 20	436 10	+ 1 42
945	Fichet-Bauche	960	940	940	– 2 08
210	Financ. ★	214	213 90	214	....
76	Fives-Lille	75 80	75	75	– 1 06
990	Fromageries Bel	980	985	962	– 1 84
890	Gal. Lafayette ★	850	850	870	+ 2 35
205	Gascogne	232	226	226	– 2 59
1110	Gaz et Eaux	1125	1120	1090	– 3 11
290	Géophysique ★	279	278	270 50	– 3 05
1800	Gerland	491	490	490	– 0 20
420	GTM-Entrepose	370	385	370	....
435	Guyenne-Gas. ★	426	430	431	+ 1 17
1730	Hachette ★	1711	1720	1715	+ 0 23
425	Hénin (La)	426	420	438	+ 2 82
1300	Hutchinson	1269	1278	1278	+ 0 71
139	Imétal	132 50	133 50	134	+ 1 13
320	Imm. Plaine-M.	340	345	345 50	+ 1 62
925	Ingénico	963	960	960	– 0 31
3380	Inst. Mérieux	3100	3100	3164	+ 2 06
560	Interbail ★	550	545	545	– 0 91
820	Intertechnique	618	635	625	+ 1 13
720	J. Lefebvre	717	725	715	– 0 28
925	Lab. Bellon	965	984	985	+ 2 07
1230	Lafarge-Coppée	1211	1220	1220	+ 0 74
1300	Lebon ★	1360	1340	1335	– 1 84
2250	Legrand ★	2115	2130	2120	+ 0 24
1590	Legrand (DP) ★	1690	1647	1702	+ 0 71
400	Leroy-Somer ★	394	395	400	+ 1 52
1470	Lesieur	1494	1485	1485	– 0 60
780	Locabail Immob.	800	800	770	– 3 75
355	Locafrance ★	391	391	400	+ 2 30
900	Locindus	935	920	954	+ 2 03
165	Luchaire	173 80	173	185	+ 6 44
1540	L.V.M.H.	1871	1898	1898	+ 1 62
1210	Lyonn. Eaux ★	1146	1182	1141	– 0 44
45	Mais. Phénix	41 65	41 90	41 20	– 1 08
290	Majorette (Ly)	308	299 90	299 90	– 2 63
235	Mar. Wendel ★	235	243 50	239	+ 1 70
2390	Martell	2390	....	....	....
1380	Matra	1483	1478	1500	+ 1 15
1410	Merlin-Gerin ★	1370	1410	1385	+ 1 09
184	Michelin	182	181	181	– 0 55
1180	Midi (Cie)	1100	1121	1092	– 0 72
183	Midland Bk SA ★	175	179	178	+ 1 71
850	Min. Salsig. (Mo)	650	640	640	– 1 54
30	M.M. Penarroya	28	28 50	27	– 3 57
42	Moulinex	42 90	42 90	43 50	+ 1 40
730	Navig. Mixtes	709	710	707	– 0 28
78	Nord-Est	93 05	97 90	96 50	+ 3 71
270	Nordon (Ny)	340	345	345	+ 1 47
340	Nouvelles Gal.	355	355	355	....
840	Occident. (Gén.)	622	648	648	+ 4 18
875	Omn. F. Paris	905	914	948	+ 4 75
194	Olida-Caby	223	220 50	221	– 0 90
210	Opfi-Paribas	260	260	274	+ 5 38
2680	Oréal (L')	2650	2612	2600	– 1 89
325	Paribas	320	319	318 80	– 0 37
350	Paris-Réesc. ★	342	342	344	+ 0 58
690	Pechelbronn ★	670	670	671	+ 0 15
235	Penhoet	232 10	229	229	– 1 34
660	Pernod-Ricard ★	660	660	660	....
925	Peugeot S.A.	936	941	950	+ 1 50
12	Poclain	11 60	11 90	11 90	+ 2 59
440	Poliet	432	441	441	+ 2 08
655	P.M. Labinal	645	650	649	+ 0 62
2300	Presses Cité ★	2440	2470	2420	– 0 82
1150	Prétabail Sic.	1193	1191	1195	+ 0 17
480	Primagaz	510	520	519	+ 1 76
400	Printemps ★	400	400 50	404	+ 1
1430	Promodès	1430	1431	1441	+ 0 77
950	Radiotechn.	940	930	936	– 0 43
74	Raff. Dist. Total	82 60	85	82 50	– 0 12
3000	Redoute (La) ★	2405	2420	2365	– 1 66
290	Robur financière	286	289	289	+ 1 05
880	Roussel-Uclaf	670	680	660	– 1 49
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3850	R. Impériale (Ly)	3615	3615	3615	....
184	Sade	155	155 50	155 50	+ 0 32
1390	Sagem ★	1405	1380	1400	– 0 36
410	Saint-Gobain	426	434 10	434	+ 1 88
1170	St-Louis	964	953	955	– 0 93
926	Salomon	955	960	960	+ 0 52
1110	Salvepar	570	575	575	+ 0 88
480	Sanofi ★	505	502	501	– 0 79
365	S.A.T. ★	348 20	354	359	+ 3 10
29	Sauln.-Chât. (6)	30 80	31	30 95	+ 0 49
870	Saupiquet (Na)	899	909	909	+ 1 11
260	Schneider ★	260	280	269	+ 3 46
77	S.C.O.A.	78	77	76 50	– 1 92
615	S.C.R.E.G.	614	621	622	+ 1 30
680	Seb ★	638	639	638	....
480	Sefimeg ★	478	489	481	+ 0 63
1030	S.F.I.M.	1163	1181	1250	+ 7 48
32	S.G.E.	28 90	29 80	28 10	– 2 77
310	Signaux ★	292	291 50	293	+ 0 34
880	Silic	745	751	756	+ 1 48
610	Simco-U.P.H. ★	609	587	600	– 1 48
330	Simnor (Li)	320	320	320	....
780	Skis Rossignol	707	715	720	+ 1 84
695	Sliminco	744	743	740	– 0 54
290	Société Générale	295	296	296	+ 0 34
172	Sodecco	172	171	171	– 0 58
148	Sodero (Na)	162	155	155	– 4 32
2130	Sodexho ★	2200	2250	2200	....
90	Sogenal (Ny)	94	92	92	– 2 13
260	Sogerap	265	263	275	+ 3 77
2400	Somm.-Allib. ★	2325	2316	2266	– 2 54
520	Source Perrier	538	557	558	+ 3 72
585	Sovac ★	547	555	562	+ 2 74
340	Spie-Batignol.	347	354	354	+ 2 02
340	Strafor ★	347	343	350	+ 0 86
275	Suez	275	274	274	– 0 36
260	Synthélabo ★	263 50	260 10	264	+ 0 19
605	Talcs Luzenac	601	600	600	– 0 17
2910	Tél. Elect.	3040	3035	3060	+ 0 66
775	Thomson-C.S.F.	144	145	144 90	+ 0 63
350	Total (CFP) ★	352 50	351 10	353 50	+ 0 28
71	— (certific.)	72 50	73 30	72	– 0 69
790	T.R.T. ★	720	725	765	+ 6 25
345	U.F.B.	363	361	362 90	– 0 03
600	U.I.C. ★	620	620	629	+ 1 45
585	U.I.F. ★	595	568	570	– 4 20
835	U.I.S.	850	880	875	+ 2 94
163	U.C.B. ★	145 10	145 20	147	+ 1 31
740	Unibail	763	757	746	– 0 93
410	Valéo	418 50	418	417 50	– 0 24
40	Vallourec	42 95	40 80	40 80	– 5 01
280	Via Banque	279	284	280	+ 0 36
480	Elf-Gabon	592	601	610	+ 3 04
113	Amax Inc.	110 50	110	110	– 0 45
130	Amer. Express	137	144	142 50	+ 4 01
153	Amer. Teleph.	157	164	164	+ 4 46
97	Anglo Amer. C.	97 50	97	97	– 0 51
515	Amgold	555	555	565	....
875	BASF (Akt)	842	850	845	+ 0 36
905	Bayer	880	885	875	– 0 57
104	Buffelsfont.	109	112 20	111 80	+ 2 57
118	Chase Manh.	125 10	129	129	+ 3 12
54	De Beers	57 80	57 10	57 50	– 0 52
1370	Deutsche Bank	1390	1400	1400	+ 0 72
795	Dresdner Bank	775	784	784	+ 1 16
67	Driefontein Cld	73 80	72 40	72 80	– 1 49
475	Du Pont-Nem.	487	491	494	+ 1 44
....	Eastman Kodak	289 80	297	295	+ 1 79
48	East Rand	48 20	48 10	48 20	....
165	Electrolux	198 20	196 50	196 50	– 0 86
149	Ericsson	152 50	152 50	152 50	....
215	Exxon Corp.	221 50	229	231	+ 4 29
425	Ford Motors	460	467 50	487 50	+ 3 89
72	Freegold	74	74	73 50	– 0 68
86	Gencor	87 80	87 30	87 30	– 0 57
250	Gén. Electr.	259	265	264	+ 1 93
345	Gén. Belgique	438	459	458	+ 4 57
345	Gen. Motors	352	368 60	368 60	+ 4 72
90	Goldfields	89 25	92	92	+ 3 08
47	GdMetropolitain	45 70	46 30	46 30	+ 1 31
60	Harmony	63	62	62 20	– 1 27
51	Hitachi	55 80	55 30	55 60	....
870	Hoechst Akt.	840	840	840	....
111	Imp. Chemical	116	119 50	117	+ 0 86
645	IBM	674	689	689	+ 2 23
260	ITT	260	271	271	+ 4 23
182	Ito-Yokado	162 50	161 40	160 50	– 1 23
93	Matsushita	99	98 50	98 30	– 0 71
890	Merck	905	936	930	+ 2 76
350	Minnesota M.	368	372	378	+ 2 72
205	Mobil Corp.	226	240	240	+ 6 19
176	Morgan J.P.	208	210	209	+ 0 48
35000	Nestlé	33310	34200	34200	+ 2 67
117	Norsk Hydro	136 80	144 10	143	+ 4 53
166	Ofsil	172	178	177	+ 2 91
1300	Petrofina	1450	1520	1490	+ 2 76
505	Philip Morris	494	500	500	+ 1 21
81	Philips	81	82 80	82 80	+ 2 22
81	Placer Dome	84	83 65	84	....
350	Quilmès	351	360	360	+ 2 56
435	Randfontein	480	484	484	– 1 22
690	Royal Dutch	832	841	841	+ 1 42
34	Rio Tinto Zinc	36 30	35 70	35 70	– 1 65
65	St Helena Co	68 80	66 60	67	– 2 62
163	Schlumberger	171 20	179	179	+ 4 56
101	Shell transp.	108	107 50	107 50	– 0 46
1250	Siemens A.G.	1245	1215	1212	– 2 65
220	Sony	214 80	214	215	+ 0 09
205	T.D.K.	210	210	211	+ 0 48
26	Toshiba Corp.	28 25	28 20	29	+ 2 65
320	Unilever	321 50	323 50	323 50	+ 0 62
188	Unit. Techn.	199	204 90	204	+ 2 51
560	Vaal Reefs	621	608	608	– 2 09
270	Volvo	270	268 50	268 50	– 0 56
260	West Deep	245 80	246	243 80	– 0 77
315	Xerox Corp.	336	345	345	+ 2 68
1 56	Zambia Corp.	1 66	1 64	1 65	– 0 60

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 7 % 1973	8866	..
Emp. 8,80 % 77	124 50	5 554
9,80 % 78/93	100 20	4 846
10,80 % 79/94	102	3 748
13,25 % 80/90	104 45	7 964
13,80 % 81/89	104 75	13 573
16,20 % 82/90	112	16 022
16 % juin 82	113 67	9 355
14,60 % fév. 83	113 07	12 880
13,40 % déc. 83	114 60	0 696
12,20 % oct. 84	109 10	3 100
11 % fév. 85	106 60	9 704
10,25 % mars 86	100 75	8 494
OAT 12,75 % 83	1818	..
OAT 10 % 2000	98 10	6 202
OAT 8,80 % 1997	103 40	0 730
OAT 9,80 % 1996	99 20	9 236
Ch. France 3 %	137 10	..
CNB Bques janv. 82	101 72	0 220
CNB Paribas	102	0 220
CNB Suez	101 98	0 220
CNI janv. 82	101 79	0 220
PTT 11,20% 85	103 95	1 239
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	105	8 221
CNT 9% 86	93 75	6 130
CRH 10,90% déc. 85	101 30	0 268
Mérologie L 6% 6/7	70 60	7 060

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Aciers Peugeot	445	440
Agache (Sté Fin.)	1536	1535
A.G.F. (St Cent.)	435	435
Applic. Hydraul.	650	650
Arbel	376	370
Astorg	161	167 50
Avenir Publicité	464	480
Bain C. Monaco	157 20	176 20
Banque Hypoth. Eur.	395	392
Béghin-Say (C.I.)	238	237 80
B.G.L.	575	580
Blanzy-Ouest	600	....
B.N.P. Intercontin.	210 40	218 80 d
Bénédictine	6100	6100
Bon-Marché	790	790
B.T.P.	137	138
Cdif	595	600
Cambodge	750	745
C.A.M.E.	140	140
Campenon Bern.	225 60	205 80 o
Carbone-Lorraine	500	502
C.E.G.Frig.	445	460
Centen. Blanzy	1860	1898 o
Centrest (Ny)	172	174
Cerabati	113 90	114
Chambourcy (M.)	850	....
Champex (Ny)	149 50	152
C.I.C. (Financ. de)	207	206
C.I. Maritime	670	669
Citram (B)	351	....
Clause	464	464
Cofradel (Ly)	995	1000
Cogifi	384	384
Comiphos	272 50	283 40
Cie Industrielle	2001	2060
Comp. Lyon-Alem.	270	278
Concorde (La)	740	730
C.M.P.	12 45	13 35 d
Créd. Gén. Ind.	515	520
Cr. Universel (Cie)	551	551
Créditel	134 40	135
Darblay S.A.	366	366
Delalande S.A.	900	884 o
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1362	1400
Didot-Bottin	741	742
Eaux Bass. Vichy	1170	998 o
Eaux Vittel	1762	....
Economats Centre	305	317 d
Electro-Banque	260	265
Elf-Antargaz	700	....
E.L.M. Leblanc	585	580
Ensili-Bretagne	198	206
Entrepôts Paris	429 50	445
Epargne (B)	2912	....
Europ. Accumul.	34	33
Eternit	1630	1628
Finalens	165	167
FIPP	143 30	....
Fiac	439	425
Foncière (Cie)	381	385
Fonc. Lyonnaise	650	660
Foncina	485	485
Forinter	1060	1080
Fougerolle	247	250
France I.A.R.D.	200	200
France (La)	3800	3750
From. Paul Renard	391 60	400
GAN	650	650
Gaumont	360	360
Gévelot	380	410
Gr. Fin. Constr.	421	421
Gds Moul. Paris	310	310
Groupe Victoire	363	375
G. Transp. Ind.	480	480 80
H.E.F.	97 80	....
Immindo S.A.	441	....
Immoinvest	255	255
Immobail	398	395
Immobanque	691	720
Immob. Marseille	8950	8090 o
Immofice	488	485
Invest. (Sté Cent.)	2800	2800
Jaeger	109 40	109 80
Lafitte-Bail	435	435
Lambert Frères	190	182
Lille-Bonnières	435	435
Loca-Expansion	260	255
Locafinancière	321	321
Locasel	820	820
Louvre (Sté)	1025	1025
Lucia	925	845
Machines Bull	83	86
Magasins Uniprix	140	145
Magnant S.A.	119 50	123 80 d
Maritimes Part.	212	208
Métal Déployé	330 70	344
Mors	74 10	61 50 o
Navig. (Nat. de)	40 10	....
OPB Paribas	143 50	155 20
Optorg	155 10	155 10
Oréal (L') C.I.	1295	1325
Origny-Desvroise	815	820
Palais Nouveauté	415	415
Paribas-CIP	257	267 30
Paris France	195	181
Paris-Orléans	245	245
Pensabes	230 40	235
Patern. Rég. Div.	1176	1225
Pathé-Cinéma	307 20	332 30
Pechiney (cert. inv.)	210	213
Piles Wonder	720	720
Piper-Heidsieck	443	465
P.L.M.	91	88
Porcher	322 80	335 50 d
Promodès	780	780
Providence S.A.	1410	1410
Publicis	1962	2000
Raff. Souf. R.	68 80	71 60
Rhône-Poul. (c. inv.)	321	320
Ricqlès-Zan	165	170
Rochefortaise S.A.	700	652 o
Rochette-Cenpa	31 85	33 15
Rosario (Fin.)	697	670
Roudière	200	205
Rougier et Fils	38 80	40 20 d
Sacer	421	435
SAFAA	294	294
Safic-Alcan	768	768
SAFT	970	1010 d
Saga	168	174 70
St-Gobain C.I.	438 80	419 40
Salins du Midi	438 80	430
Santa-Fé	127	130
Sasen	90	90
Sociétaire (M)	240	....
SCAC	350 50	352
Senelle Maubeuge	257	250
S.E.P. (M)	160	....
Serv. Equip. Véh.	67 80	68 50
Sicli	203	207
Sicotel	301	308
Sinvim	260	260
Siph (Plant. Hévéas)	348	....
Sté Générale-CIP	267	269
Sofal financière	1605	1640
Sofical	650	660
Sofio	450	456
Soficomi	682	....
S.O.F.I.P. (M)	132	132
Sofragi	750	755
Soudure Autog.	321	315
Sorebail	590	595
S.P.I.	519	524
Squibb	....	....
Suez (Fin. de)-CIP	270	280
Stemi	760	827 d
Taittinger	1362	1390
Testut-Aequitas	275	275
Tour Eiffel	434	435
Ufiner S.M.D.	535	548
U.A.P.	222	216
U.T.A.	800	800
Veuve Clicquot	2361	2450
Vicat	1050	1065
Vinipix	1095	....
Virax	85	87
Waterman S.A.	645	632
Brass. du Maroc	118	123 d
Étrangères		
A.E.G.	665	....
Akzo	261	250
Alcan Alum	128	139 50
Algemene Bank	116 90	....
American Brands	250 10	250 10
Am. Petrofina	300	296
Arbed	268	....
Asturienne Mines	110	110
Banco de Santander	276	280
Bco Pop Espanol	362	355 10
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1741	....
B. Régl. Internat.	47000	48000
Br. Lambert	390	400
Canadian-Pacific	84	88 70
CIR	14	15
Commerzbank	675	677
Dart. and Kraft	275	275
De Beers (port.)	60	....
Dow Chemical	500	500
Gén. Belgique	438	458
Gevaert	910	....
Glaxo	109	105
Goodyear	330	....
Grace and Co	135	140
Gulf Canada Corp.	132 50	....
Honeywell Inc.	320	330
I. C. Industries	174	176
Johannesburg	690	700
Kubota	22	....
Latonia	286	290
Midland Bank Plc	38	38 10
Mineral-Ressourc.	66 50	63 90
Norlorf	1895	2095
Noranda	119 90	117 50
Olivetti	19 80	19 90
Pakhoed Holding	184	184
Pfizer Inc.	291	296
Procter Gamble	460	490
Ricoh Cy Ltd	51	51
Rolinco	231	229 30
Robeco	252 20	250 20
Rodamco	430 10	435
Saipem	11 80	12
Shell fr. (port.)	101	....
S.K.F. Aktiebolag	223	210
Steel Cy of Can.	89	....
Tenneco	221	220
Thorn EMI	53	54
Toray indust. inc	31 90	31 80
Vieille Montagne	880	860
Wagons-Lits	697	800
West Rand	17 10	18 30
Hors-cote		
Banque Hydro-Energie	230	....
Calciphos	155	155
C.E.M.	....	....
Cochery	184 50	....
Cogenbor	130	130
C. Occid. Forestière	190	....
Coparex	285	286 20
Dubois Inv. (Centu.)	610	600
Gachot	69 20	69 20
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	12	13 20
Nicolas	558	580
Paternelle-R.D.	3400	....
Révillon	325	....
Rossetto M.V.	165 30	165 50
S.P.R.	334	....
Sté Lecteurs du Monde	780	790
Ufinex	380	....
Union Brasseries	119	109 50 o

SICAV (sélection) 8/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	693 96	677 03
Actifon	185 07	180 12
Actions France	376 94	363 32
Action Invest.	329 39	314 45
Actions sélectives	490 57	472 84
Aedificandi	585 35	564 19
A.G.F. Actions (ex-CIP)	940 12	917 19 ◆
A.G.F. 5000	467 33	465 93 ◆
A.G.F. ECU	1052 18	1041 76 ◆
A.G.F. Interfonds	404 12	394 26 ◆
A.G.F. Invest	93 95	91 66 ◆
A.G.F. OBLIG.	1055 26	1050 03 ◆
A.G.F. Sécurité	10479 34	10479 34 ◆
Agfimo	560 06	536 64 ◆
Altefi	215 58	207 79
A.L.T.O.	188 38	181 55
Ameri-Gan	4786 76	4569 70
America-Valor	673 53	642 99
Amplitude	460 22	448 83
Arbitrages court terme	5604 99	5593 79 ◆
Argonautes	339 01	328 34
Associc	1187 44	1187 44
Aurécic	1384 73	1344 40
Axa Europe	112 03	106 95
Axa Investissements	98 95	94 47
Bourse-Investis.	382 47	365 13
Bred Associations	2893 88	2885 82
Bred International	80 49	78 91
Capital Plus	1706 70	1706 70
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Complémentaire	103 78	100 76
Convertimmo	331 39	318 64
Cortal court terme	1287 48	1287 46
Cortal intérêt trim.	1055 31	1036 11c
Cortena	834 52	795 58
Credinter	447 42	434 39
Croissance France	226 73	216 97
Croissance Immobilière	533 68	509 48
Croissance Mercure	2474 64	2402 56
Croissance Prestige	304 13	290 34
Drouot-France	526 22	502 36
Drouot-Investiss.	869 60	830 17
Drouot-Sécurité	238 24	227 44
Drouot-Sélection	133 22	127 18
Ecocic	1189 64	1172 06
Ecureuil Privatisations	312 52	303 42
Elicoop Sicav	11504 04	11504 04
Elf-Valeurs	7241 49	7064 87
Energia	228 91	218 53
Epancic	2856 83	2853 98
Eparcourt Sicav	4149 54	4139 19
Epargne Associations	24905 73	24788 68
Epargne-Capital	8015 18	7935 82
Epargne-Croiss.	1351 94	1315 78
Epargne-Industr.	62 55	59 71
Epargne-Inter	590 78	585 24
Epargne J	54441 51	54441 51
Epargne-Long-Terme	185 78	181 34
Epargne-Oblig.	190 89	185 59
Epargne-Ouest	1028 59	1028 59
Epargne-Unie	1059 57	1021 07
Epargne-Valeur	381 34	371 13
Epatoblig	1208 40	1205 99
Epsilon	1014 75	1004 70
Eurinvest Croissance	1058 90	1010 88
Eurinvest Rendement	1054 38	1006 58
Eurocic	9235 36	9096 87
Euro-Croissance	498 66	485 11
Eurodyn	954 09	922 72
Euro-Gan	3790 63	3618 74
Extélions Orient Sicav	515 67	500 64
Finord Placement	61896 24	61511 70
Finord Valorisation	13401 45	13226 91
Fonsicav (div. par 10)	11080 27	11080 27
Foncial	240 10	229 21
Francs-Gan	4763 40	4547 40
France-Garantie	279 73	276 17 ◆
France-Investiss.	388 85	369 35
France-Net	123 41	122 19
France-Obligations	440 22	435 86
Francic	323 89	314 46
Francic Pierre	94 51	91 78
Francic Régions	900 74	874 50
Fructi-Associations	1368 03	1368 03
Fructicapi	310 75	306 16
Fructicourt	108099 95	108099 95
Fructidor	241 32	237 76
Fructifrance	640 11	624 60
Fructimmo	229 14	223 55
Fructivalor	435 86	425 23
Fructiver	83707 87	83499 12
Fructi ECU	572 35	563 88
Fructi-Première	11327 17	11169 77
Fructoblig	1007 60	1006 49
Gestilion	58184 87	58039 77
Gestion Amérique	289 17	285 60
Gest. France Europe	82 42	78 68
Gestion Orient	162 96	155 57
Gestion Sécuricourt	10886 09	10758 50
Gestion Associations	141	137 50
Gestion Indo-Suez	623 92	595 63
Gestion Immobil. Int.	557 40	532 12
Gestion Mobilière	587 25	560 63
Gestion Multi-Oblig.	394 43	376 54
Gest. Rendement	460 25	439 38
Gestion sécurité	375 24	359 22
Gest. S&L France	610 79	583 09
Haussmann Associat.	1208 32	1208 32
Haussmann court terme	1226 94	1226 94
Haussmann Epargne	1394 06	1394 06
Haussmann Europe	1860 89	1812 91
Haussmann France	774 82	746 81
Haussmann Oblicroiss.	1243 71	1243 71
Haussmann Obligation	1448 45	1398 10
Horizon	1013 67	994 15
Immoblig.	11640 77	11193 05
Interselect France	385 34	374 12
Intervaleurs Indust.	498 47	473 98
Invest. net	14617 78	14598 60
Invest. Obligataire	18207 56	18171 22
Jeune Epargne	230 07	226 87
Laffitte-Amérique	240 83	229 91
Laffitte-Expansion	239 79	228 92
Laffitte-France	269 52	258 34
Laffitte-Immobilier	224 90	214 70
Laffitte-Japon	316 28	301 94
Laffitte-Oblig.	144 46	137 90
Laffitte-Rend.	206 26	196 91
Laffitte-Tokyo	320 70	308 16
Lion-Associations	11628 65	11628 65
Lion court terme	117544 28	117544 28c
Lion-Institutionnels	23721 24	23682 08
Lionplus	726 58	719 39
Livret portefeuille	574 58	557 84
Méditerranée	141 99	135 55
Monimex	26272 72	26272 72
Mobiplex	74829 40	74829 40
Mobiprime	61955 25	61955 25
Mondiale Investissem.	402 78	384 50
Monecic	5844 79	5844 79
Monecion	52452 32	52452 32
Moné J.	58151 71	58151 71
Mutuelle Unie Sél.	136 03	129 86
Natio-Assoc.	6280 67	6278 11
Natio-Epargne	13778 78	13642 36
Natio-Court terme	204673	204673
Natio-Immobilier	953 72	928 19
Natio-Inter.	1141 01	1110 47
Natio-Obligations	537 06	522 69
Natio-Patrimoine	1249 17	1214 76
Natio-Placements	65580 02	65580 02
Natio-Revenu	1023 92	1013 78
Natio-Sécurité	11042 30	11042 30
Natio-Valeurs	587 72	571 99
Nippon-Gan	4819 59	4601 04
Nord-Sud Développ.	1189 50	1187 13 ◆
Normat F	12495	12240 20
Oblicic Régions	1040 97	1025 69
Oblicoop Sicav	1342 77	1316 44
Obligations Convert.	392 69	385 34
Oblilion	1044 61	1034 27
Optimavalor	506 73	494 37
Orvalor	5060 60	5060 60
Paramérique	513 82	490 33
Paneurope	716 05	683 58
Paribas Croissance	538 86	514 97
Paribas Epargne	15784 16	15752 65
Paribas France	80 93	78 57
Paribas Opportunités	92 42	89 73
Paribas Patrimoine	489 65	469 73
Paribas Revenu	93 60	92 57
Parnasse-Valor	1102 58	1101 46
Patrimoine-Retraite	1658 93	1626 40
Pervalor	517 65	502 57
Phénix Placements	251 14	249 89 ◆
Pierre Investiss.	652 53	622 94
Placement A	797 47	797 47
Placement crt-terme	72663 25	72663 25
Placement J	56629 69	56629 69
Placement Premier	54599 30	54599 30
Placements Rendement	10789 56	10789 56
Placements Sécurité	107714 20	107714 20
Planistar	798 51	779 03
Prélude	104 40	101 36
Première Obligations	10749 91	10728 45
Prévoyance Ecureuil	103 43	100 66
Pro/Association	22154 12	22154 12
Province Investiss.	428 53	410 05
Quartz	103 51	100 66
Rentacic	160 81	158 24
Revenus Trimestriels	5467 12	5412 99
Revenu Vert	1131 46	1130 35
Rivoli Plus	1080 85	1012 74
St-Honoré Assoc.	13307 34	13241 13
St-Honoré Bio-aliment.	895 98	864 42
St-Honoré Pacifique	473 41	451 94
St-Honoré P.M.E.	391 84	374 07
St-Honoré Real	11621 03	11574 73
St-Honoré Rendement	11496 39	11429 24
St-Honoré Services	428 01	411 55
St-Honoré Technol.	860 88	830 91
St-Honoré Valor	12319 59	12221 62
Sécuricic	11228 80	11215 58
Sécuri Taux	10175 80	10175 80c
Sélection Croissance	455 37	442 11
Sicadim (Carden BP)	719 81	709 17
Sicav-Associations	1438 52	1434 37
S.F.I. fr. et étr.	557 08	540 85
Sicav 5000	298 83	290 83
S.I. Est	1135 73	1085 18
Sivafrance	458 59	444 37
Sivam	375 97	365 91
Sivarente	205 25	203 22
Sivinter	378 64	368 51
S.N.I.	1084 38	1052 81
Sogepargne	338 57	326 33
Sogevar	938 05	895 51
Soginter	1191 81	1137 77
Soleil Investiss.	436 42	416 63
Stratégie Actions	961 82	915 21
Stratégie Rendem.	1070 08	1036 36
Technocic	993 29	984 38
Techno-Gan	5499 91	5249 58
Trilion	5168 47	5117 30
U.A.P. Investiss.	365 79	352 57
Uni-Associations	109 27	109 27
Unifrance	395 58	377 64
Unifoncier	1102 54	1052 54
Uni-Garantie	1324 76	1298 76
Unigestion	782 79	747 29
Uni-Régions	2400 95	2292 08
Unirente	2145 12	2074 58
Univer	184 42	184 42
Univers-Actions	933 23	902 54
Univers-Obligations	1472 62	1424 20
Valorem	452 39	441 30
Valorg	1554 74	1553 18
Valeurel	81863 92	81823 01

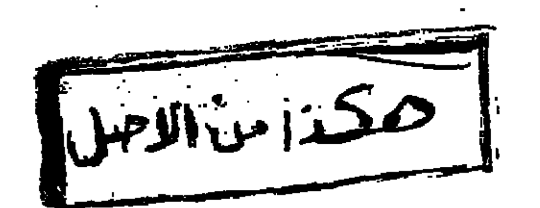
Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 543	5 577	5 350	5 850
ECU	5 993	5 990	....	....
Allemagne (100 DM)	338 250	337 900	327	348
Belgique (100 F)	16 162	16 137	15 600	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	300 590	300 430	291	310
Danemark (100 krd)	87 945	87 920	85	91
Norvège (100 k)	87 450	86	85	91
Grande-Bretagne (£ 1)	10 076	10 082	9 750	10 400
Grèce (100 drachmes)	4 250	4 246	3 500	4 400
Italie (1 000 lires)	4 596	4 583	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	414 600	412 900	400	422
Suède (100 krs)	93 380	93 500	90	96
Autriche (100 sch)	48 059	48 040	48 500	49 500
Espagne (100 pes.)	4 964	4 960	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 110	4 110	3 500	4 400
Canada ($ can 1)	4 300	4 345	4 150	4 550
Japon (100 yens)	4 322	4 310	4 170	4 380

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/1
Or fin (kilo en barre)	86400	86150
Or fin (en lingot)	86450	86050
Pièce française (20 fr)	565	556
Pièce française (10 fr)	435	.....
Pièce suisse (20 fr)	586	587
Pièce latine (20 fr)	494	501
Souverain	626	626
Pièce de 20 dollars	3190	3170
Pièce de 10 dollars	1590	1560
Pièce de 5 dollars	920	.....
Pièce de 50 pesos	3445	3440
Pièce de 10 florins	521	524
Or Londres	483 95	479 50
Or Zurich	484	483 50
Or Hongkong	482 25	481 50
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu



Le Monde

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 janvier

Forte baisse

La chute brutale de Wall Street vendredi a impressionné lundi 11 janvier les Bourses européennes. Si Londres perdait près de 3 % durant la matinée, la place parisienne amorçait quant à elle un repli plus important. Affichant – 3,84 % à l'ouverture, l'indicateur de tendance descendait jusqu'à – 4,28 % en séance. Durant la matinée, trois hausses seulement étaient enregistrées : Eurotunnel (+ 1,6 %), Locabail Immobilier (+ 1,3 %) et Lebon (+ 0,3 %). En baisse figuraient Eurafrance (– 8,7 %), Luchaire (– 8,6 %), Via Banque (– 8,6 %), Merlin Gérin (– 7,9 %), Schneider (– 7,4 %), Bic (– 7,3 %), Thomson (– 7,2 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	326 50	315	315
Agence Havas	409	404	398
Air Liquide (L')	502	488	483
Bancaire (Cie)	....	....	....
Bongrain	2095	2012	2012
Bouygues	930	885	879
B.S.N.	4370	4242	4250
Carrefour	....	....	....
Chargeurs S.A.	705	670	672
Club Méditerranée	....	....	....
Eaux (Gén.)	....	....	....
ELF-Aquitaine	....	....	....
Essilor	....	....	....
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1141	1120	1120
Michelin	181	170 30	173 10
Midi (Cie)	....	....	....
Moët-Hennessy	1698	1620	1600
Navig. Mixtes	707	692	680
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	....	....	....
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	434	419 50	419
Sanofi	....	....	....
Source Perrier	558	515	531
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
Valéo	417 50	400 10	401

Modification du capital de M 6

« Le Parisien libéré » cède une partie de ses actions au Crédit agricole

Le groupe du Parisien libéré, qui possède 10 % du capital de M 6, devrait céder la majeure partie de ses actions au Crédit agricole, pour ne garder que 1 % de la chaîne. L'accord est pratiquement conclu entre les deux partenaires. Il doit encore être approuvé par le conseil d'administration de M 6 et la Commission nationale de la communication et des libertés.

Le Parisien libéré était le premier associé de la Lyonnaise des eaux pour la création d'une télévision parisienne. L'entrée en jeu de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et la transformation de M 6 en chaîne nationale ont changé les données de base : les investissements sont devenus plus importants, et les synergies moins évidentes pour un groupe de presse implanté sur la capitale. *Le Parisien libéré* a préféré réduire sa participation au niveau de celles des autres quotidiens (*Ouest France*, *Sud-Ouest*). Le Crédit agricole, qui cherche à se diversifier dans la communication écrite et audiovisuelle, était déjà présent dans le tour de table mené par Hachette lors de la privatisation de TF 1.

Le Parisien libéré contrôle Manchette TV, la régie publicitaire de M 6. Fin février, au terme du contrat temporaire qui la lie à la chaîne, Manchette TV devrait laisser la place à une régie intégrée.

Londres augmente son aide alimentaire à l'Ethiopie

La Grande-Bretagne doit envoyer, en 1988, 40 000 tonnes supplémentaires d'aide alimentaire à l'Ethiopie, victime de la sécheresse, a annoncé, vendredi 8 janvier à Addis-Abeba, le ministre britannique du développement outre-mer, M. Christopher Patten. M. Patten, en visite depuis jeudi en Ethiopie, a fait cette annonce à l'occasion d'une rencontre avec le responsable des opérations d'aide aux populations victimes de la sécheresse, M. Berhanu Jembere.

Cette aide s'ajoute aux 17 500 tonnes de nourriture fournies par la Grande-Bretagne au cours des dernières semaines. Londres a également aidé à financer des vols d'avions Hercules, utilisés pour transporter de la nourriture des ports de Massawa et Assab, sur la mer Rouge, vers les provinces érythréennes du Tigre et du Wollo, les plus touchées par la sécheresse. – *(AFP.)*

Bien joué !

Les Français ont joué, en 1987, 46 milliards de francs au Loto et au PMU. C'est, à un pneu près, le chiffre d'affaires de Michelin.

Le PMU et le Loto sont, dans l'ordre, selon le journal *l'Expansion*, les troisième et quatrième sociétés de services derrière Air France.

La France joue gros, très gros. Dans la seule semaine de Noël – tirages des 23 et 26 décembre, – les Français ont laissé, aux seuls guichets de Loto, 282,7 millions de francs.

C'est un record historique depuis la création du jeu en 1976. C'est aussi le double de ce qu'ils ont offert pour les myopathes.

M. C.

Le numéro du « Monde » daté 10-11 janvier 1988 a été tiré à 486 351 exemplaires

Après plusieurs opérations de rapprochement

Les chantiers navals japonais vont réduire de 20 à 30 % leurs capacités de production

TOKYO
de notre correspondant

Sept chantiers navals japonais devraient créer au cours de cette année une société conjointe pour la fabrication de moteurs marins, a annoncé il y a quelques jours le quotidien économique *Nihon Keizai*. Ce projet qui pourrait se concrétiser prochainement devrait permettre de renforcer la compétitivité des chantiers navals nippons durement touchés par la concurrence de pays comme la Corée du Sud par exemple. Tout en reconnaissant que des négociations sont en cours en vue d'une intégration éventuelle, l'associaton des constructeurs s'abstient pour l'instant de tout commentaire.

Selon le *Nihon Keizai*, les chantiers navals Mitsui détiendraient la plus grosse part dans le capital de la nouvelle société (40 %) ; Kawasaki et Mitsubishi disposant à eux deux de 18 % et les quatre autres partenaires de parts plus faibles. Les moteurs marins constituent un domaine où les Japonais n'ont jusqu'à présent pas été les plus forts, utilisant le plus souvent des technologies étrangères. Ils comptent mettre au point, dès cette année, des moteurs incorporant des technologies de pointe et notamment des nouveaux matériaux (tels que la céramique).

Le regroupement de certaines activités des chantiers navals japonais est une question à l'ordre du jour. Trois constructeurs (Ishikawajima-Harima, Kawasaki et Nippon Kokan) ont notamment l'intention de fusionner certaines de leurs activités au niveau de la production comme de la commercialisation. Les trois sociétés représentent 24 % du total de la production navale japonaise. Un porte-parole de Nippon Kokan a cependant déclaré le 4 janvier que si des projets de coopération sont en discussion, *« une collaboration sur une grande échelle n'est pas pour demain »*.

Un projet du ministère des transports vise en tout cas une réduction de 20 % des capacités de production des chantiers navals dès la fin de l'année fiscale en cours (31 mars). En fait, confrontés à un marché en régression et à la concurrence étrangère exacerbée par la hausse du yen, les constructeurs envisagent des réductions encore plus drastiques de leur capacité de production qui n'iront pas sans provoquer de sérieux problèmes d'emploi.

Ainsi, Mitsubishi Heavy Industries, le premier constructeur, devrait réduire sa production de 22,4 % la faisant passer de 804250 tonnes à 624460 tonnes. Nippon Kokan envisage de réduire la sienne de 27,8 % et Mitsui de 26,2 %. Vingt-deux des petits chantiers doivent faire de même. Le programme de réduction de la production soumis jusqu'à présent par les constructeurs au ministère des transports affecte près de la moitié des chantiers navals.

Avec un tonnage annuel de 6,02 millions de tonnes, l'industrie navale japonaise représente 50 % de la production mondiale. Au cours de l'année dernière, les commandes ont atteint leur niveau le plus bas depuis vingt ans.

PHILIPPE PONS.

En raison du gonflement du service de la dette

L'Indonésie maintient l'austérité budgétaire en 1988

L'année budgétaire 1988-1989 débutant le 1er avril prochain restera marquée du sceau de l'austérité en Indonésie. Les chiffres présentés lors d'une intervention télévisée par le président Suharto, le mardi 5 janvier – une progression des dépenses de 27 % soit 18 % en termes réels – illustrent essentiellement le gonflement impressionnant du service de la dette de Djakarta.

Quelque 40 % de l'endettement extérieur du pays étant libellé en yens, la brutale appréciation de la devise japonaise explique largement la hausse de 57 % des échéances de l'exercice à venir, désormais évalués à 6,39 milliards de dollars. Un handicap réel pour ce pays qui, depuis trois ans, s'est engagé sur la voie de la rigueur budgétaire et de la diversification des ressources à l'exportation : plus du tiers des dépenses de l'Etat sera consacré au remboursement des créanciers.

Certes, le projet de loi de finances est basé sur des estimations qualifiées de *« prudentes et réalistes »* par le chef de l'Etat, un cours du pétrole de 16 dollars le baril. Mais même si l'Indonésie a réussi en quelques années à ramener de 70 % à 50 % la part des recettes extérieures tirées du pétrole et du gaz, sa marge de manœuvre reste des plus étroites. Les exportations non pétrolières ont sensiblement progressé et devraient, selon les estimations gouvernementales, représenter 7,8 milliards de dollars en 1988 contre 6,2 milliards durant l'exercice en cours. Un nouveau train de mesures de libéralisation du commerce extérieur et des règles financières, annoncé en décembre dans la torpeur des fêtes de fin d'année, devrait permettre de tenir cet objectif et de rassurer les milieux d'affaires, tant indonésiens qu'étrangers.

Il n'empêche que la double contrainte de médiocres revenus pétroliers et de lourds remboursements sur une dette globale estimée à 35 milliards de dollars se traduira pour les Indonésiens par des réalités peu engageantes : aucun nouveau projet ne sera lancé, pour la troisième année consécutive, les salaires des fonctionnaires et de l'armée seront à nouveau gelés et, à moins d'une conjoncture mondiale favorable aux exportations pétrolières ou aux exportateurs de papier, de batteries d'automobiles et d'acier, qui percent doucement, les vieux maux indonésiens ont peu de chances de disparaître. Qu'il s'agisse d'un chômage aggravé par une forte croissance démographique, de profondes rivalités régionales et politiques ou des avatars du sous-développement, comme la corruption.

Sur le vif

L'argent par les fenêtres

Je suis drôlement embêtée, les enfants, ça dérape, ici, au journal. Je sais pas où on va. Je devrais peut-être pas vous le dire, vous allez vous faire un sang d'encre, surtout les actionnaires, ceux qui se sont offert une petite part de canard. Mais, bon, ça va pas, ça va pas ! On vous doit la vérité.

Honnêtement, moi-même, jusqu'à la semaine dernière j'avais rien vu venir. Ce qui fait les bons patrons, de nos jours, c'était encore marqué dans *l'Expansion*, c'est plus comme hier le lion conquérant, charismatique et communiquant, c'est le rat, le ladre, l'harpagon. De ce côté-là, nous, ici, on était servi. Moi, chaque fois qu'un de mes chefs me voit tordre un trombone dans un geste de distraite angoisse, il me tape sur les doigts.

Dans les lavabos, ils ont mis un savon vert glauque parfaitement dégueu, qui salit la cuvette sans laver les mains. Quand quelqu'un me donne un renseignement ou une idée, il plonge dans sa corbeille à papiers et me prie de le marquer sur le dos d'une enveloppe déchirée. Ça fait des années qu'ils m'ont pas remboursé un taxi ou un repas. Rien à redire.

Et puis, l'autre jour, à la conférence, dans le bureau à la Dickens de la direction, on nous dit, sans insister, que les ventes sont pas trop mauvaises et même plutôt meilleures que celles des confrères. Je m'inquiète pas outre mesure. Je remonte dans mon trou à rat, un ancien chiotte ouvrant sur une descente d'égout. Pour voir si on a besoin d'un parapluie pour aller chez Maurice, au café du coin, faut passer par les nouvelles toilettes ; elles donnent, quand même, sur un petit coin de ciel.

Je me mets à ma machine dans une envolée de duvet échappé au vieux fauteuil crevé, remisé dans mon cagibi... Et qui arrive encore à s'introduire chez moi ? deux ouvriers et une échelle. Je leur dis : non, faut pas pousser, pour l'échelle, il y a vraiment plus la place ! Ils me regardent, rigolards : tu devineras jamais ce qu'on est venu faire ! Mettre des voilages à ta fenêtre.

CLAUDE SARRAUTE.

Après de graves incidents entre supporters de football

Quarante-trois hooligans arrêtés en Angleterre

La violence n'a pas quitté les stades de football anglais. Quarante-trois personnes ont été arrêtées, samedi 9 janvier à Londres, après de graves incidents entre les supporters d'Arsenal et de Millwall. Cette nouvelle manifestation de hooliganisme tombe mal. Les dirigeants du football anglais doivent, en effet, rencontrer les responsables de l'UEFA le 20 janvier à Monaco, afin de plaider la cause des clubs anglais, bannis des compétitions européennes après le drame du Heysel en mai 1985. La levée de cette interdiction pourrait être compromise par les incidents de samedi. Toutefois, déclare Ted Croker, le secrétaire de la Fédération anglaise, *« l'UEFA sait que d'autres pays connaissent une violence plus grave encore »*. Après avoir entendu les Anglais faire le bilan de leur action contre le hooliganisme, l'UEFA pourrait s'accorder un temps de réflexion jusqu'à la fin de la saison. La décision dépendrait alors en grande partie du comportement des supporters britanniques pendant le championnat d'Europe des nations au mois de juin en Allemagne de l'Ouest.

En 1987

Les incendies industriels ont coûté 3 milliards de francs

Malgré une diminution sensible du nombre des grands incendies industriels en 1987 (moins de 20 % par rapport à 1986), leur coût global a progressé : 3 milliards de francs, contre 2,9 milliards en 1986. C'est l'incendie d'un entrepôt d'appareils électroménagers à Marly-la-Ville (Val-d'Oise), le 25 octobre, qui a coûté le plus cher : 290 millions, précise le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA).

D'autres incendies de moindre importance ont fait apparaître qu'un certain nombre d'établissements étaient mal équipés en moyens de protection.

Le CDIA indique à ce sujet que les chefs d'entreprise investissent moins que leurs homologues étrangers (britanniques et surtout allemands) dans des installations d'extinction automatique à eau. Leur coût est pourtant amorti en quelques années du seul fait des réductions de primes d'assurance, dans la mesure où l'installation est conforme aux règles des assureurs.

● ***Mort du saxophoniste Warne Marsh.*** – Le saxophoniste de jazz « west coast », Warne Marsh, est mort le 18 décembre dernier à Los Angeles, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante ans. La nouvelle tardive de cette mort replace sous les projecteurs l'une des figures du be-bop au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Warne Marsh, né à Los Angeles en 1927, avait fait équipe avec Lee Konitz et Lennie Tristane et avait notamment publié un morceau d'anthologie : *Crosscurrent*.